

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
JUILLET 2019
N°194

SOMMAIRE
RAA
JUILLET 2019

	<i>Pages</i>
<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 23 juillet 2019</i>)	2
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS (<i>Conseil du 23 juillet 2019</i>)	399
<u>PARTIE 3</u> : ARRETES (<i>Mois de juillet 2019</i>)	573
1- ARRETES REGLEMENTAIRES	574
2- ARRETES INDIVIDUELS	618

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	11
CULTURE.....	28
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE, INNOVATION ET ARTISANAT.....	64
FINANCES.....	112
HORS COMMISSION.....	183
LOGEMENT.....	228
PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER.....	262
PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC.....	309
RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS D'ACTIVITE.....	313
RESSOURCES HUMAINES.....	323
SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT.....	332
SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	353
TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE.....	357
TRANSPORTS ET MOBILITE.....	378
VOIRIE, ESPACE PUBLIC.....	388

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE, LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE - POLITIQUE DE LA VILLE	PAGES
M2019-439	Attribution de subventions aux associations pour l'année 2019 - Les Enfants d'Hélène - Approbation	12
M2019-440	Dotation politique de la ville 2019 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	15
M2019-441	Contrat de ville - Élaboration du Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Présentation des grands principes	19
M2019-442	Association Face Hérault - Convention de partenariat 2019 - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature	22
M2019-443	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan 1er semestre 2019 - Aides individuelles	25
N° DELIB	CULTURE	PAGES
M2019-444	Affectation de subventions et fonds de concours - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature	29
M2019-445	Convention en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle avec les communes de Castries et Saint Jean de Védas - Autorisation de signature	33
M2019-446	Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et l'association Moovement Event relative à l'organisation du festival "Family Piknik 2019" - Autorisation de signature	37
M2019-447	Comédie du Livre 2020 - Mission à Zagreb (Croatie) en septembre 2019 - Prise en charge de frais de mission à l'étranger - Approbation	40
M2019-448	Réseau des médiathèques - Convention de pôle associé documentaire 2020-2024 avec la Bibliothèque Nationale de France - Autorisation de signature	43
M2019-449	Réseau des médiathèques - Demande de subventions auprès du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition pour les Bibliothèques (FRRAB) - Approbation	46
M2019-450	Réseau des médiathèques - Renouvellement de l'adhésion à la Cinémathèque du film documentaire - Approbation	49
M2019-451	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Conventions de partenariat pédagogique et d'occupation de locaux avec le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - Autorisation de signature	52
M2019-452	Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec le Centre International de Musiques Médiévales (CIMM) pour l'organisation de master-class - Autorisation de signature	55

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	CULTURE (Suite)	PAGES
M2019-453	Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Conventions de dépôt-vente d'ouvrages - Autorisation de signature	58
M2019-454	Agora, Cité internationale de la Danse - Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique avec la société Orange SA - Autorisation de signature	61
N° DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION, ARTISANAT	PAGES
M2019-422	Cité intelligente - OBS SA Business Services SA - Recherche et Développement - Expérimentation - Convention de partenariat	65
M2019-423	Cité intelligente - Métropolisme festival sur la Ville de demain - Illusion et Macadam - Convention - Autorisation de signature	68
M2019-424	Partenariat EDF - Avenant - Autorisation de Signature	71
M2019-425	LABSud - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	74
M2019-426	Pôles de compétitivité - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	77
M2019-427	Association Plateforme de la création d'activité - Fabrique à entreprendre Mosson - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature	84
M2019-428	Dynamisation et animation du Centre-Ville de Montpellier - Partenariat avec la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault - Autorisation de signature	87
M2019-429	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - Exercice 2019	91
M2019-430	Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet BNIF (BioNanoImaging Foundry) de l'Université de Montpellier - Convention - Autorisation de signature	94
M2019-431	Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet MESO@LR - Convention - Autorisation de signature	97
M2019-432	Digital 113 - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	100
M2019-433	Association PULSE - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	103
M2019-434	Fondation Université de Montpellier - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature	106
M2019-435	Partenariat pour l'événement ZEvent - Convention - Autorisation de signature	109

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	FINANCES	PAGES
M2019-374	Votes en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Adoption	113
M2019-375	Répartition 2019 du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communales (FPIC) - Approbation	119
M2019-376	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	123
M2019-377	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	126
M2019-378	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	129
M2019-379	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	132
M2019-380	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	135
M2019-381	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	138
M2019-382	Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption	141
M2019-383	Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe transport - Adoption	146
M2019-384	Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption	150
M2019-385	Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement non collectif - Adoption	154
M2019-386	Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption	158
M2019-387	Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe eau potable - Adoption	162
M2019-388	Admissions en non valeur - Exercice 2019	166
M2019-389	Apurement annuel des régies - Exercice 2018	169
M2019-390	M57 - M43 - M49 - Amortissement - Seuil et durée - Approbation	173
N° DELIB	HORS COMMISSION	PAGES
M2019-372	Soutien aux producteurs agricoles et aux viticulteurs impactés par l'épisode de canicule du 28 juin 2019	184
M2019-373	Contrat territorial 2019-2021 entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	187
M2019-466	Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation	190

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	HORS COMMISSION (Suite)	PAGES
M2019-467	Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation	194
M2019-468	Organismes extérieurs - Société anonyme d'économie mixte locale SOMIMON - Rapport annuel de l'administrateur 2018 - Approbation	198
M2019-469	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation	202
M2019-470	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation	206
M2019-471	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation	211
M2019-472	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale BRL - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation	214
M2019-473	Organismes extérieurs - Société Publique Locale - L'Or Aménagement - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation	218
M2019-474	Organismes extérieurs - Société Publique Locale LRAD - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation	222
M2019-475	Adoption du Procès-Verbal de la séance du Conseil du 25 juin 2019	226
N° DELIB	LOGEMENT	PAGES
M2019-412	Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 après avis de l'État	229
M2019-413	Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	233
M2019-414	Convention de gestion 2019 du Fonds de Solidarité pour le Logement - Avenant n°2 - Approbation	237
M2019-415	Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Domaine de Courpouyras ' Tranche 2 - Ancien Chemin de Lodève - Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	240
M2019-416	Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Embl'M ' - 32 rue des Amarillys à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	243
M2019-417	Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Kloe ' - 1189 avenue de Maurin à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature	246
M2019-418	Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' La Noria ' - 74 avenue de Maguelone - Lattes - Abrogation de la délibération n°14336 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	249

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	LOGEMENT (Suite)	PAGES
M2019-419	Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Le Clos des Cistes ' - Rue du Sorbier à Saint Jean de Védas - Abrogation de la délibération n°14887 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature	252
M2019-420	Construction de 28 logements sociaux - Résidence accueil ' Le Théano ' - ZAC Eurêka Extension lot 19A à Castelnau-le-Lez - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	256
M2019-421	Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2019 - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement locatif situé à Montpellier - Autorisation de signature	259
N° DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER	PAGES
M2019-395	Commune de Prades-le-Lez - Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) n°3 - Approbation du projet	263
M2019-396	Commune de Grabels - Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation	269
M2019-397	Commune de Montpellier - Secteur Cambacérès - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunts à la SA3M - Autorisation de signature	272
M2019-398	Commune de Montpellier - ZAC Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature	275
M2019-399	Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Route de la Mer - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de Signature	278
M2019-400	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Établissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA) - Avenant n°2 - Projet de rénovation urbaine Cévennes - Petit Bard - Pergola - Autorisation de signature	282
M2019-401	Adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine et Présidents d'EPCI (CMRU) - Approbation	286
M2019-402	Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Grives - GGL Aménagement - Commune de Saint-Drézéry - Convention de PUP "Les Grives I" - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature	289
M2019-403	Projet Urbain Partenarial (PUP) Route Impériale - SCCV Impériale - Commune de Baillargues - Avenant n°1 à la convention de PUP - Autorisation de signature	293
M2019-404	Projet Urbain Partenarial (PUP) secteur Moulins des Sept Cans - Petit Train - Commune de Montpellier - Convention de PUP avec Bouygues Immobiliers SAS - Autorisation de signature	296

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU TERRITOIRE, FONCIER (Suite)	PAGES
M2019-405	Création d'une réserve foncière sur la Tour d'Assas - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Commune de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire – Approbation	301
M2019-406	Zone d'Aménagement Concerté CANNABE - Commune de Courdonterral - Création d'une zone d'activités à vocation artisanale et d'un hameau agricole - Dossiers d'enquêtes concomitantes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation	305
N° DELIB	PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS, PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC	PAGES
M2019-457	Convention de partenariat pour l'amélioration de la gestion des déchets et de la propreté aux abords des résidences en habitat social - Approbation	310
N° DELIB	RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISMES, PARCS D'ACTIVITE	PAGES
M2019-436	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	314
M2019-437	Mission à Daegu (Corée du Sud) du 2 au 7 septembre 2019 - Participation au forum mondial des villes de l'eau - Signature d'un Mémoire d'Entente - Approbation - Autorisation de signature	317
M2019-438	Mission à Tel Aviv (Israël) du 15 au 20 septembre 2019 - Participation au Digital Life and Design Innovation Festival - Approbation - Autorisation de signature	320
N° DELIB	RESSOURCES HUMAINES	PAGES
M2019-455	Création d'un service commun de direction de pôle informatique et numérique - Convention - Autorisation de signature	324
M2019-456	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	327
N° DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	PAGES
M2019-458	Eau Potable - Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) - Gouvernance - Modification des statuts - Approbation	333
M2019-459	Eau potable - Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Renforcement et Sécurisation du service de Saint-Brès - Modification du programme de travaux - Approbation	336
M2019-460	Eau potable - Commune de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Autorisation de signature	339

PARTIE 1 SOMMAIRE

N° DELIB	SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT (Suite)	PAGES
M2019-461	Projet de Modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA - Enquête publique unique préalable au projet - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	343
M2019-462	Coopération décentralisée - Conventions financières - Convention-cadre de coopération décentralisée - Autorisation de signature	347
N° DELIB	SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES	PAGES
M2019-463	Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	354
N° DELIB	TRANSITION CLIMATIQUE ET ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE, BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE	PAGES
M2019-407	Démarche collaborative entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive - Autorisation de signature	358
M2019-408	Natura 2000 - Zone de Protection spéciale "Plaine de Fabrègues-Poussan" - Proposition d'extension de périmètre - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole	363
M2019-409	Stratégie biodiversité - Convention de coopération avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) - Autorisation de signature	366
M2019-410	Stratégie d'adaptation aux évolutions climatiques - Convention triennale de partenariat entre la Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Hérault - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage - Autorisation de signature	371
M2019-411	Attribution d'une subvention à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Hérault dans le cadre du dispositif Rénov'Energie - Approbation	375
N° DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITE	PAGES
M2019-391	Tramway ligne 5 - Enquête publique parcellaire - Secteur Nord - Complément à la délibération n°M2019-82 du 21 février 2019	379
M2019-392	Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société 20 minutes et la société du journal Midi Libre - Autorisation de signature	382
M2019-393	Installation de bornes automatiques autour du Parc Grammont à Montpellier - Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	385

PARTIE 1
SOMMAIRE

N° DELIB	VOIRIE, ESPACE PUBLIC	PAGES
M2019-394	Règlement Local de Publicité intercommunal - Bilan de la concertation - Arrêt du projet	389
M2019-464	Travaux d'enfouissement et d'aménagement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication sur les communes de Grabels et de Prades-le-Lez - Programmation 2019 - Demande de subventions - Approbation - Autorisation de signature	393
M2019-465	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État pour l'entretien général des aménagements paysagers en sortie d'autoroute sur le territoire de la commune de Vendargues - Approbation - Autorisation de signature	396

**COHESION SOCIALE, POLITIQUE DE LA VILLE,
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS, INSERTION
PAR L'EMPLOI, AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU
VOYAGE**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Attribution de subventions aux associations pour l'année 2019 - Les Enfants d'Hélène - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de la cohésion sociale, et en lien avec les enjeux du contrat de ville, la Métropole, au travers ses crédits de droit commun Politique de la ville, propose de renouveler son soutien à la structure « Les Enfants d'Hélène » pour son fonctionnement en 2019.

L'association « Les Enfants d'Hélène » dispose d'un centre de loisirs mixte pour mineurs âgés de 3 à 18 ans, accueillant 40 % d'enfants en situation de handicap, afin de partager avec les enfants sans handicap, activités classiques de centre de loisirs, mais aussi sorties et activités culturelles et sportives. Des mini camps d'une semaine en été et au printemps, viennent compléter cette offre en permettant aux enfants de prendre de l'autonomie et de partir en vacances avec leurs camarades.

Implantée en quartier politique de la ville, et consciente que les familles confrontées au handicap sont souvent précarisées, elle pratique un tarif journalier très bas, malgré le surcoût lié au nécessaire renforcement de l'encadrement, ce qui l'oblige à recourir à des subventions.

135 jeunes ont été accueillis en 2017. 87 % du public vient de Montpellier (dont 3/4 des quartiers prioritaires) et 11% des autres villes de la Métropole.

La proposition de financement par la Métropole est la suivante :

Action relative à la cohésion sociale Droit commun Politique de la ville		
NOM de la structure	Intitulé du projet	Subvention proposée 2019
LES ENFANTS D'HELENE	Fonctionnement (Soutien au centre de loisirs pour mineurs souffrant d'un handicap ou non)	3 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi de la subvention, telle que décrite dans le tableau ci-dessus,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 934,
- dire que la subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec la structure bénéficiaire,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93685-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Fonctionnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUCI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Dotation politique de la ville 2019 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier en date du 5 avril 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2019 (comme en 2018) d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 691 539 €.

Ces crédits font l'objet d'une convention pour l'attribution de la dotation, signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule ces projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, s'inscrivent dans les objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Le périmètre d'intervention des équipements et actions présentés au titre de la DPV est celui des 12 quartiers politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Les crédits sont répartis comme suit :

- 4 546 875 € de crédits disponibles,
- 144 664 € de réserve.

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Date prév. démarrage des travaux	Montant DPV
Proposition de répartition de l'enveloppe DPV 2019						
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole						
Investissement						
Maison projet Mosson (provisoire)	Mosson	Métropole	218 000 €	80%	oct-19	174 400 €
Aménagement Allée Boffrand (accès à l'Ecole Pape Carpentier)	Celleneuve	Métropole	150 000 €	80%	été 2019	120 000 €
Aménagement 2ème tranche Fbg Figuerolles	Figuerolles	Métropole	1 500 000 €	50%	oct-19	750 000 €
Aménagement rue du général Vincent / Fbg Figuerolles	Figuerolles	Métropole	70 000 €	80%	juin-19	56 000 €
Rue du Faubourg Figuerolles entre la place Salengro et le cours Gambetta Réaménagement de la voie en faveur des modes doux	Figuerolles	Métropole	80 000 €	80%	sept-19	64 000 €
Fonctionnement						
Démarche expérimentale auprès du projet Démon	Hauts de Massane Celleneuve Val de Croze Près d'Arènes	Métropole	55 000 €	100%	sept-19	55 000 €
Equipe politique de la ville	Ensemble des QPV	Métropole	437 000 €	20%		87 400 €
Equipe Mosson (activités sportives estivales)	Mosson	Métropole	32 412 €	80%	été 2019	25 930 €
Mobilités des jeunes du CLJ de la police nationale de la Mosson vers la plage de Villeneuve les maguelone durant l'été	Mosson	Métropole	15 000 €	100%	08-juil-19	15 000 €
Sous-total Métropole			2 557 412 €			1 347 730 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville						
Investissement						
Restaurant scolaire Armstrong Bon (Cette subvention est constituée d'une part ferme de 2 095 336 € (75 %) et d'une part conditionnelle de 144 664 € (5%) correspondant à la réserve de délégation de crédits)	Petit Bard	Ville	2 800 000 €	80%	janv-20	2 240 000 €
Rénovation crèche Françoise Dolto	Pas du Loup Val de Croze	Ville	125 000 €	80%	juil-19	100 000 €
Restaurant scolaire Bolivar	Mosson	Ville	200 000 €	80%	08-juil-19	160 000 €
Travaux liés au doublement CP / CE1	Pas du Loup Val de Croze Hauts de Massane et Près d'Arènes	Ville	470 000 €	80%	09-juil-19	376 000 €
Accessibilité Ecole élémentaire LED MALET	Celleneuve	Ville	203 100 €	70%	juil-19	142 170 €
Ecole Georges Simeon - Restructuration partielle de l'étage - Rénovation de 4 classes - 1ère tranche	Lemasson	Ville	85 000 €	80%	08-juil-19	68 000 €
Accessibilité Ecole élémentaire Baudelaire / école maternelle Kipling	Petit Bard / Cévennes	Ville	242 100 €	55%	juil-19	133 155 €
Accessibilité Gymnase Bernard JOUANIQUE	Cévennes	Ville	124 000 €	80%	sept-19	99 200 €
Fonctionnement						
Création d'un groupe de recherche action axé sur les discriminations	Ensemble des QPV	Ville	30 700 €	80%	nov-19	24 560 €
Sous-total Ville			4 279 900 €			3 343 085 €
Total général (Métropole + Ville)			6 837 312 €			4 690 815 €
Montant total DPV 2019 (avec réserve)						4 691 539 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2019 telle que détaillée dans le tableau ci-dessus,
- approuver le projet de convention d'attribution de subvention au titre de la Dotation Politique de la Ville 2019, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92223-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_DPV_2019 au 10-07-19.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Contrat de ville - Élaboration du Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) - Présentation des grands principes

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

La circulaire 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers prévoit la rénovation des contrats de ville (prolongés jusqu'en 2022) sous la forme d'un Protocole d'Engagements Renforcés et Réciproques (PERR) qui sera ajouté au contrat, dans la logique du Pacte de Dijon. Cette rénovation des contrats traduira au niveau local la mobilisation de l'Etat, de la Métropole, de la Ville et de chacun des partenaires.

Il est prévu d'associer l'ensemble des parties prenantes à la démarche (les conseils citoyens, les associations et les entreprises) et d'identifier les grands projets (nouveau programme national de renouvellement urbain, cités éducatives, ...) relevant des champs affichés dans le Pacte de Dijon, mais aussi les engagements réciproques de l'Etat et des collectivités (en veillant à les rendre identifiables par les habitants).

Ce protocole doit notamment prendre en compte et intégrer les priorités gouvernementales au travers des 5 programmes issus de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers : Sécurité, Education, Emploi, Logement, Lien social, ainsi que les éléments issus de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Comité de pilotage du contrat de ville a acté lors de sa réunion du 26 mars 2019 une méthodologie intégrant les éléments cités ci-dessus. Depuis, la déclinaison de cette dernière s'est traduite par :

- L'organisation le 9 mai d'ateliers participatifs sous la forme d'un world café, associant conseillers citoyens, associations, entreprises et services des différentes institutions. Plus de 100 personnes y ont participé dont 35% de conseillers citoyens. Cette démarche concertée et très appréciée des acteurs présents a permis de poser collectivement un certain nombre de constats tout en envisageant des propositions de réponse autour de huit ateliers :
 - Quelle évolution de l'offre d'insertion professionnelle en faveur des habitants ?
 - Comment accompagner l'évolution des problématiques en matière de loisirs, de prévention et d'insertion des jeunes publics âgés de 12 à 20 ans ?
 - Quelle articulation des différents partenaires en faveur de la réussite scolaire des enfants ?
 - Quels services développer pour faciliter les démarches administratives au quotidien ?
 - Comment impliquer les habitants dans l'amélioration du cadre de vie de leur quartier ?
 - Comment lutter et s'impliquer contre les incivilités ?
 - Comment favoriser l'usage par toutes et tous de l'espace public ?
 - Comment améliorer l'information vers les habitants ?
- Des réunions interinstitutionnelles à l'occasion de 5 groupes de travail projet, thématiques, organisés entre le 20 et le 28 mai, aboutissant à l'actualisation des 75 fiches opérationnelles du contrat de ville. Ces échanges se sont nourris des conclusions de l'évaluation, de l'évolution du contexte depuis 2015 et des conditions de mise en œuvre depuis 2016, autour des 5 thématiques suivantes :
 - Education, parentalité et jeunesse
 - Sport et culture
 - Accès aux droits et santé / Alphabétisation - plateforme linguistique
 - Gestion urbaine de proximité / insécurité et prévention de la délinquance / citoyenneté - lien social
 - PODEM (développement économique, emploi et insertion)
- Une réflexion interinstitutionnelle autour de la mobilisation renforcée des politiques de droit commun de chaque partenaire devant aboutir à la définition d'engagements renforcés et réciproques.

Les travaux déjà réalisés permettent de mettre en avant des propositions d'évolution du contenu du contrat de ville qui vont demander une mobilisation des politiques de droit commun au service des habitants des quartiers. Peuvent être citées :

- La mise en place de coordinations territoriales et thématiques permettant une plus grande cohérence et une lisibilité de l'action publique,
- La facilitation des parcours tels que :
 - le parcours éducatif, culturel et sportif des jeunes dans le cadre de dispositifs tels que celui de la cité éducative sur la Mosson, ou encore des animations sportives ;
 - le parcours facilitant l'accès aux droits des habitants (éviter le non recours et lutter contre l'illectronisme) et l'insertion sociale s'appuyant sur une logique transversale et partenariale ;
 - le parcours lié à l'insertion professionnelle déjà particulièrement bien développé dans le cadre du PODEM, dont le côté innovant et réussi a été mis en exergue à l'occasion de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville.

Les actions qui vont permettre la mise en œuvre de ces parcours sont en cours de discussion avec les partenaires (Etat, Métropole, Ville, Département, Région, CAF), tous devant annoncer, au regard des objectifs affichés dans le contrat de ville, leurs engagements renforcés, en fonction de leurs compétences et donc de leur propre politique de droit commun. Le croisement de ces engagements permettra la déclinaison du pacte de Dijon et ainsi la rédaction du Protocole d'engagements renforcés et réciproques.

Au dernier trimestre 2019, ce protocole sera soumis au Conseil pour approbation et autorisation de signature.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte des principes énoncés d'évolution du contrat de ville.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-93634-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Association Face Hérault - Convention de partenariat 2019 - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences obligatoires, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences du développement économique, de la politique de la ville et de l'insertion par l'économie, en partenariat avec l'Union Européenne, l'Etat et les collectivités départementale et régionale.

De surcroît, Montpellier Méditerranée Métropole a lancé avec l'État le Projet pour le Développement de l'Emploi Métropolitain (PODEM), un dispositif de coordination et d'animation des politiques locales d'emploi et d'insertion qui s'est construit à partir des priorités stratégiques du Contrat de Ville 2015-2020. L'enjeu majeur du PODEM est de développer une politique locale de l'insertion et de l'emploi renouvelée, selon les grands principes suivants :

- Mobiliser l'ensemble des acteurs de l'écosystème économique,
- Organiser des parcours d'insertion vers l'emploi,
- Coordonner et mettre en synergie des acteurs publics et privés.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite s'appuyer sur des partenaires œuvrant en faveur de la mobilisation des entreprises pour développer une véritable politique de responsabilité sociétale sur son territoire, et actionner de nouvelles initiatives, particulièrement en faveur de l'emploi et des publics des quartiers prioritaires.

A cet effet, la Métropole soutient les interventions du club d'entreprises Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE) Hérault dans le cadre de ses actions en faveur des publics fragiles et plus particulièrement issus des quartiers prioritaires.

Une convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le club d'entreprises Face Hérault, active depuis 2016, est réactualisée autour de trois axes d'intervention :

- **la mobilisation et l'accompagnement des entreprises** : animation de la charte Entreprises et Quartiers pilotée par l'Etat et la Métropole ; organisation d'une « Semaine Portes Ouvertes des entreprises »,
- **la cohésion sociale** : présentation des métiers de l'industrie aux jeunes collégiens et lycéens des quartiers prioritaires pour leur ouvrir le choix des possibles dans leurs projets d'orientation (action « Teknik ») ; mise en place d'une action facilitant la recherche de stages pour les collégiens (action « Un stage réussi »),
- **l'emploi et l'insertion professionnelle** : organisation de l'action Facenergie sport.

Les résultats attendus sont :

- **Sur l'axe « Mobilisation et accompagnement des entreprises » :**
 - Animation de la charte Entreprises et Quartiers : 55 entreprises signataires de conventions individualisées détaillant leur implication en faveur des quartiers prioritaires ;
 - Semaines Portes Ouvertes (SPO) : 15 entreprises impliquées, 100 candidats participants dont au moins 50% d'habitants des quartiers prioritaires ;
- **Sur l'axe « Cohésion sociale » :**
 - Teknik : 400 élèves suivis (interventions en classe, organisation d'un défi Teknik) visant à faire (re)découvrir les métiers techniques et industriels aux jeunes ;
 - Un stage réussi : 30 offres de stages collectées au moins

- **Sur l'axe « Emploi et insertion professionnelle » :**
 - Facenergie sport : 40 entreprises mobilisées proposant au moins 50 offres d'emplois et au moins 40 jeunes participants.

Afin de poursuivre ces actions, il est proposé de reconduire le partenariat pour l'année 2019 et d'attribuer une subvention de 26 000 euros à l'association FACE Hérault dont :

- 22 000 euros pour les actions de mobilisation des entreprises (actions RSE, animation de la charte Entreprises et Quartiers, organisation de la Semaine Portes Ouvertes des entreprises),
- 4 000 euros pour les actions de cohésion sociale (actions Teknik et un stage réussi).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le versement d'une subvention de 26 000 euros à l'association FACE Hérault au titre de l'exercice 2019,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association FACE Hérault,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 935 et 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92860-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_FACE_BP2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cohésion sociale, Politique de la
Ville, Lutte contre les
discriminations, insertion par
l'emploi, aires d'accueil des gens
du voyage

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Cohésion sociale, Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Bilan 1er semestre 2019 - Aides individuelles

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018 et à la suite de la convention de transferts du 23 décembre 2016 entre le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, le Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine.

Le fonds est destiné à aider financièrement les jeunes sans ressources ou avec de faibles ressources dans le cadre d'une démarche d'accompagnement, associant l'ensemble des acteurs compétents et visant leur insertion sociale et/ou professionnelle. Il intervient également pour apporter des secours temporaires pour faire face à des besoins urgents, notamment alimentaires. Les aides financières sont versées le plus souvent à titre subsidiaire lorsque les autres dispositifs existants ne peuvent plus être mobilisés.

La délibération n° 15049 du 27 novembre 2017 a fixé les modalités de gestion du fonds sur le territoire de la Métropole, le règlement d'intervention et l'organisation afférents au dispositif.

Dans ce contexte, les demandes d'aide individuelles sont soumises à la Commission d'attribution qui se réunit tous les 15 jours. La Commission est une instance technique partenariale qui a pour fonction d'examiner les demandes et d'émettre un avis sur les aides mobilisables.

Vu l'arrêté n° MAR2018-0093 relatif aux délégations de signature de la Direction Générale des Services notamment sur les décisions d'attribution des aides relevant du FAJ3M, la présente délibération a pour objectif d'informer le Conseil sur les aides individuelles de FAJ3M accordées au cours du premier semestre 2019 par la Commission d'attribution. Il sera ainsi proposé de rendre compte régulièrement au conseil métropolitain via un bilan intermédiaire semestriel.

Du 1^{er} janvier 2019 au 30 juin 2019 :

- 557 jeunes ont fait une demande de FAJ3M : 484 à Montpellier et 62 pour les communes de la Métropole
- 473 aides ont été attribuées ce qui représente 141 502 € de dépenses pour la Métropole.
- Le montant moyen des aides est de 299 euros par jeune,
- 44% des aides attribuées sont des aides à la subsistance,
 - 17% concernent le logement,
 - 10% la formation,
 Les 29% restant se répartissent sur les autres aides couvertes par le FAJ3M (transport, remboursement de dettes, en attente de paiement...).

Répartition des aides par communes :

Communes	Dossiers accordés
Baillargues	4
Beaulieu	0
Castelnau-le-Lez	12
Castries	3
Clapiers	1
Cournonsec	0
Cournonterral	0
Fabrègues	0
Grabels	4
Jacou	1
Juvignac	14
Lattes	1

lavrune	0
Le Crès	2
Montaud	0
Montferrier	0
Murviels-lès-Montpellier	0
Pérols	3
Pignan	2
Prades-le-lez	0
Restinclières	0
Saint Brès	0
Saint Drézéry	1
Saint Geniès des Mourgues	0
Saint Georges d'Orques	0
Saint Jean de Védas	3
Saussan	0
Sussargues	0
Vendargues	1
Villeneuve-lès-Maguelones	10
TOTAL	62

Il est demandé au Conseil de bien vouloir prendre acte de ce compte-rendu.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
 034-243400017-20190723-93099-DE-1-1
 Acte Certifié exécutoire :
 Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CULTURE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Affectation de subventions et fonds de concours - Conventions de partenariat - Approbation et autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

1. Affectation de subventions

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Association des donneurs de voix	Fonctionnement	1 800 €
Théâtre Talhers Production - La Rampe Tio	Fonctionnement	38 000 €
Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique (ENSAD)	Fonctionnement	70 000 €
Printemps des Comédiens	Fonctionnement	100 000 €
EPCC Montpellier Contemporain (MoCo)	Fonctionnement	98 000 €
Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO)	Projet : 40 ans de l'Orchestre National Montpellier Occitanie	50 000 €

2. Fonds spécial Culture

Les orientations de sa politique culturelle faisant par ailleurs de Montpellier Méditerranée Métropole un acteur fort du développement et du soutien de l'action culturelle sur son territoire, un fonds spécial Culture a été créé pour soutenir des actions culturelles organisées sur le territoire métropolitain dont l'objet et le rayonnement entrent dans le champ de la politique culturelle de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce fonds vise notamment à permettre à des associations de bénéficier ponctuellement d'aides de la Métropole afin d'aider à la réalisation de projets culturels visant à enrichir l'offre culturelle et à diversifier les publics.

A ce titre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO)	Projet : Concert autour de la Retirada	5 000 €
Ekho Chœur de chambre	Fonctionnement	3 000 €
Koa Jazz Festival	Projet : Koa Jazz Festival 2019	1 000 €
Association des Parents d'Élèves du Conservatoire (APEC)	Projet : Echange européen Heidelberg - Cambridge - Montpellier	2 000 €
Association Bouge de l'art	Projet : Spectacle pour la célébration des 1 000 ans de la commune de Saint Génès des Mourgues	1 000 €
Zigzags - M. Arbatz & Cie	Fonctionnement	1 000 €

3. Subventions d'équipement et d'investissement

Compte tenu de la qualité de leur projet artistique et de du rayonnement de leurs activités sur le territoire, il est également proposé d'attribuer des subventions d'investissement aux structures suivantes :

Nom de la structure	Type	Montant
Théâtre des 13 vents - Centre Dramatique National de Montpellier	Equipement et renouvellement de matériel technique, informatique et artistique	30 000 €
Montpellier Danse	Equipement et renouvellement de matériel technique	27 000 €
Uni'sons	Aménagement du local " <i>L'art est public</i> "	15 000 €
Association Montaud Patrimoine	Réfection du rempart sud du château de Montlaur	2 646 €

4. Fonds de concours

Enfin, considérant qu'en application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales, la Métropole peut verser à ses communes membres un fonds de concours afin de soutenir financièrement la gestion, le fonctionnement, la réalisation ou la réhabilitation d'un équipement, il est proposé d'attribuer un fonds de concours à la commune de Lattes, pour la gestion et le fonctionnement du théâtre Jacques Cœur, établissement culturel municipal qui propose chaque année une programmation artistique et culturelle riche, variée et ouverte à tous les publics.

Compte tenu de la qualité et du rayonnement de ses activités artistiques, il est proposé d'attribuer à la commune de Lattes un fonds de concours d'un montant de 40 000 € au titre de l'année 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution de subventions et fonds de concours aux associations, structures et commune susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- approuver les termes des conventions d'attribution ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, M. Thierry BREYSSE, Mme Rosy BUONO, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Isabelle MARSALA, Mme Véronique PEREZ, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93399-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Lettre d'Engagement Subventions 2019.doc
- DCP 3M Convention Subventions Projet 2019.doc
- DCP 3M Avenant-type Subventions Fonctionnement 2019.docx
- DCP 3M Convention Fonds de concours Fonctionnement 2019.doc
- DCP 3M Convention Subventions Investissement 2019.doc
- DCP 3M Convention Subventions Fonctionnement 2019.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Convention en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle avec les communes de Castries et Saint Jean de Védas - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

L'éducation artistique et culturelle est indispensable à la démocratisation culturelle et à l'égalité des chances. Le parcours d'éducation artistique et culturelle accompli par chaque enfant et jeune se construit de l'école primaire au lycée, dans la complémentarité des temps scolaire, périscolaire et extrascolaire d'une part, des enseignements et des actions éducatives d'autre part. Il conjugue l'ensemble des connaissances et des compétences que l'enfant et le jeune ont acquises, des pratiques qu'ils ont expérimentées et des rencontres qu'ils ont faites dans les domaines des arts et de la culture.

L'éducation artistique et culturelle doit mettre en complémentarité trois axes d'actions :

- permettre à tous les enfants et jeunes de se constituer une culture personnelle riche et cohérente tout au long de leur parcours de vie,
- développer et renforcer leur pratique artistique,
- permettre la rencontre des artistes et des œuvres, la fréquentation de lieux culturels.

Montpellier Méditerranée Métropole, de par sa compétence dans le domaine de la culture, est au cœur de cette dynamique de démocratisation culturelle. L'ensemble de ses ressources culturelles doit être associé et mis en synergie dans cette dynamique d'éducation culturelle.

En déclinaison de la convention-cadre associant Montpellier Méditerranée Métropole et les partenaires d'une éducation artistique et culturelle complète et intégrée - la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, l'Education Nationale, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale, il est proposé la signature d'une convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Castries et de Saint Jean de Védas qui permettra ainsi, ensemble, de créer les conditions d'un accès à la culture, d'une appropriation des lieux culturels, du développement des pratiques artistiques et culturelles, permettant à chaque jeune de réaliser son parcours culturel personnel.

Ces conventions concernent :

- Les périmètres respectifs des communes de Castries et Saint Jean de Védas ;
- Les différents publics : petite enfance, maternels, élémentaires, pré-adolescents, adolescents, jeunes adultes ;
- Les différents temps : scolaire, périscolaire, extrascolaire ;
- Toutes les disciplines ;
- Tous maîtres d'œuvre (public, privé).

Leurs objectifs sont les suivants :

- Fonder ce parcours sur l'offre culturelle du territoire existante, sur la mise en réseau et la complémentarité des équipements, structures et dispositifs culturels proposés par les communes et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Construire, mettre en place et nourrir un parcours éducatif artistique et culturel territorial cohérent pour tous en s'appuyant sur l'offre culturelle de référence et sur sa mise en réseau ;
- Prendre en compte les différents temps de la vie du jeune (scolaire et extrascolaire) pour l'articulation de propositions culturelles complémentaires et permettant d'y associer aussi les familles ;
- Expérimenter en lien avec les services centraux du Ministère de l'Education Nationale, la mise en place d'une certification « art et culture » qui pourrait recouvrir, pour chaque jeune, le parcours scolaire et extrascolaire ;
- Contribuer à la formation du citoyen à travers le développement du sens critique et favoriser un meilleur vivre ensemble ;
- Créer une identité, un renouveau et une dynamique artistique et culturelle sur les communes de Castries et Saint Jean de Védas et favoriser la prise en compte des publics dans toutes les disciplines artistiques autour d'un projet fédérateur, structurant et innovant destiné à toutes les catégories de la population et de tous milieux socio-culturels ;
- Favoriser les manifestations et les projets culturels hors les murs afin de rencontrer un large public.

Ces conventions seront conclues pour une durée de quatre ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions en faveur de la généralisation de l'éducation artistique et culturelle avec les communes de Castries et Saint Jean de Védas,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-92073-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention EAC Saint Jean de Vedas 04-07-19.pdf
- Convention EAC Castries (1).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUITAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et l'association Moovement Event relative à l'organisation du festival "Family Piknik 2019" - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La 9^{ème} édition du festival Family Piknik se déroulera au Domaine de Grammont les 3 et 4 août 2019, sur des terrains mis à disposition par la Ville de Montpellier ainsi que par Montpellier Méditerranée Métropole.

Organisé par l'association Moovement Event, ce festival permet à un public cosmopolite, plus nombreux chaque année, de partager le plaisir de l'écoute de musiques électroniques.

Underground et familial à la fois, le festival s'affranchit de tous les clichés et laisse place à un rassemblement culturel inédit.

Une forte affluence de public est attendue dans le cadre de cette manifestation, avec d'importantes conséquences en termes de circulation, de sécurité, de salubrité et de tranquillité publiques.

Il est ainsi proposé de conclure avec l'association Moovement Event une convention de partenariat qui définira les engagements respectifs des partenaires de l'édition 2019 du festival Family Piknik :

- L'association Moovement Events s'engage à organiser cette manifestation dans le respect de la réglementation relative à l'organisation d'une manifestation musicale de cette ampleur, avec une information préalable des riverains et usagers du Domaine de Grammont, du centre équestre et du Château de Grammont ; l'association mettra en avant le soutien de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole dans tous les éléments de communication ainsi que pendant le festival ; plus généralement, l'association s'engage à ce que le site, environnement naturel, soit respecté, protégé et conservé dans un état de propreté et de salubrité compatible avec les autres manifestations et usages du site ;
- Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mettre à disposition de l'association les parkings attenants au site, nécessaires au stationnement du public, dans la limite de leur capacité maximale en regard des normes de sécurité ; la propreté du site avant la manifestation et un accès à l'eau potable seront assurés ;
- Enfin, la Ville de Montpellier s'engage à mettre à disposition le site du « petit bois de la chaumière », au sein du Domaine de Grammont, du matériel (tables, chaises, podiums, sanitaires publics notamment), des supports de communication et du personnel municipal, ainsi qu'à assurer la collecte des déchets et le nettoyage du site.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier et l'association Moovement Events,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-89167-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Family Piknik 2019 au 02072019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Comédie du Livre 2020 - Mission à Zagreb (Croatie) en septembre 2019 - Prise en charge de frais de mission à l'étranger - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

La 35^{ème} édition de la Comédie du Livre se déroulera en mai 2020. Comme chaque année, cette manifestation littéraire proposera un vaste programme de rencontres autour de l'année littéraire écoulée, et ouvrira une fenêtre sur la littérature contemporaine étrangère en mettant à l'honneur pour cette édition la littérature croate.

Plus de deux cents auteurs seront présents, invités par Montpellier Méditerranée Métropole et les librairies montpelliéraines pour participer à des séances de dédicaces et à une centaine de moments littéraires : lectures, débats, conférences, petits déjeuners littéraires, spectacles etc.

Dans le cadre de la préparation de cette manifestation, il est proposé que Monsieur Bernard Travier, Vice-Président délégué à la culture, Madame Florence Bouchy, Directrice artistique et littéraire de la Comédie du Livre, ainsi qu'un(e) technicien(ne) de Montpellier Méditerranée Métropole, se rendent à Zagreb (Croatie), en septembre 2019 (dates à préciser).

Ce déplacement leur permettra de rencontrer les acteurs institutionnels locaux, et de leur présenter la politique culturelle et de lecture publique de Montpellier Méditerranée Métropole, et plus précisément le projet de mise en valeur de la littérature croate au cours de la Comédie du Livre 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole prendra à sa charge la totalité des frais de mission sur place liés à l'hébergement, les repas et le transport, sur la base des frais réels.

Le coût prévisionnel de ce déplacement est estimé à 6 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge sur la base des frais réels des frais de mission de Monsieur Bernard Travier, Madame Florence Bouchy, ainsi qu'un(e) technicien(ne) de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de leur déplacement à Zagreb en septembre 2019, à hauteur d'une dépense maximale de 6 000 €,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91696-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Réseau des médiathèques - Convention de pôle associé documentaire 2020-2024 avec la Bibliothèque Nationale de France - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

La Bibliothèque Nationale de France (BNF) coopérait historiquement avec les grandes bibliothèques municipales par l'intermédiaire à la fois d'une convention de pôle associé régional (bibliographie régionale du Languedoc, numérisation de la presse ancienne, etc) et par des conventions spécifiques liées à des projets ou dispositifs précis (dépôt légal des imprimeurs, don de cartes et plans, etc).

Dans la période transitoire, Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec la BNF une convention générale pour l'année 2019, comportant notamment la subvention permettant la prise en charge d'un demi-poste d'assistant pour l'élaboration de la bibliographie régionale du Languedoc, tandis qu'une convention de gestion du dépôt légal régional des imprimeurs couvre la période 2015 - 2019.

La BNF propose désormais de contractualiser directement avec Montpellier Méditerranée Métropole par l'intermédiaire d'une seule et même convention, conclue pour une durée de cinq ans, qui précisera les différents axes de travail en commun.

Cette convention aura les objectifs suivants :

- La poursuite du signalement des fonds patrimoniaux dans les catalogues collectifs nationaux ;
- La valorisation dans Gallica des documents numérisés du réseau des médiathèques (26 732 documents et 633 747 vues en ligne) ;
- La continuation de la bibliographie régionale Languedoc avec le soutien financier de la Bibliothèque Nationale de France (80 000 références dont 49 000 articles de périodiques) ;
- La gestion du dépôt légal régional des imprimeurs avec l'aide financière de la BNF et l'apport de collections intéressantes pour les lecteurs (607 livres, 6 910 brochures, 487 affiches et cartes postales, 10 259 fascicules de périodiques) ;
- La consultation à distance des archives de l'internet ;
- La participation à la transition bibliographique afin d'intégrer les données des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Les échanges de contenus et de projets scientifiques entre les deux institutions (formation, éducation artistique et culturelle, éditions numériques).

Dans le souci de faciliter l'accès aux collections et aux services des médiathèques métropolitaines sur place ou à distance, en France et à l'étranger, cette convention bilatérale permettra de renforcer les liens entre la Bibliothèque Nationale de France et Montpellier Méditerranée Métropole, et de favoriser ainsi le rayonnement documentaire de son réseau de médiathèques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération documentaire avec la Bibliothèque Nationale de France ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93252-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BnF-ADM-2019-067972-01 (p2).docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Réseau des médiathèques - Demande de subventions auprès du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition pour les Bibliothèques (FRRAB) - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Depuis sa création en 1794, la médiathèque de Montpellier enrichit ses collections par des donations et des acquisitions. Montpellier Méditerranée Métropole entend poursuivre cette politique d'acquisition patrimoniale en procédant en 2019 à l'achat de documents remarquables destinés à être conservés à la Médiathèque centrale Emile Zola :

- Nichols, John (1745-1826), *Biographical anecdotes of William Hogarth with a catalogue of his works chronologically arranged ; and occasional remarks*. The third edition, enlarged and corrected. London : printed by and for John Nichols. 1785. Reliure à tranches peintes (La tranche extérieure est ornée d'une peinture représentant une rue de Londres) ;
- *Cérémonial des Etats généraux de la province de Languedoc*. Manuscrit. XVII^e siècle. 276 p. Reliure parchemin ;
- Michel Agresti, *Idées sur le perfectionnement de la législation positive*. Paris : Imprimerie de Gillé, an XIII [1804]. 4°. Reliure au chiffre JJRC, Jean-Jacques-Régis de Cambacérès de maroquin signé Bozérien ;
- Correspondance comprenant neuf lettres signées Albertine Sarrazin de 1965 à 1967, une lettre signée de Julien Sarrazin son époux, deux lettres d'édition.

Du fait de l'importance de ces acquisitions patrimoniales, il est proposé d'autoriser le dépôt d'une demande de subvention à hauteur de 50 %, soit 6 375 euros, auprès du Fonds Régional de Restauration et d'Acquisition pour les Bibliothèques (FRRAB), géré conjointement par la Région Occitanie et la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie (Ministère de la Culture).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dépôt d'une demande de subvention auprès du Fonds régional de Restauration et d'Acquisition pour les Bibliothèques (FRRAB),
- dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91353-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Réseau des médiathèques - Renouvellement de l'adhésion à la Cinémathèque du film documentaire - Approbation

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-277 en date du 22 février 2018 a été autorisée l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à la Cinémathèque du documentaire, Groupement d'Intérêt Public (GIP) placé sous la tutelle du Ministère de la Culture et chargé de soutenir et promouvoir la production et la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles appartenant au genre du documentaire.

Installée à la Bibliothèque Publique d'Information du Centre Pompidou, à Paris, où elle a une activité de programmation tout au long de l'année, elle fédère et suscite également des initiatives sur tout le territoire national, pour améliorer la diffusion du patrimoine du film documentaire, sa visibilité et la qualité de la médiation. L'idée fondatrice est d'organiser un mode permanent d'exposition du film documentaire sur l'ensemble du territoire en s'appuyant pour cela sur les grandes institutions locales, qui assurent la conservation des films, les référencent et les mettent en valeur.

Les propositions de programmations émanant des partenaires peuvent être soutenues par la Cinémathèque du film documentaire à travers une communication forte, la prise en charge de tout ou partie des frais liés aux droits de projections, aux déplacements de cinéastes, aux sous-titrage de films, etc.

En raison de la coopération ancienne du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole avec le Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier (Cinémed), le cinéma documentaire occupe à Montpellier une place privilégiée. Chaque mois de novembre, les médiathèques participent par exemple au « Mois du Film documentaire », depuis sa fondation en 2000, et proposent plus d'une centaine de projections.

Depuis 2001, la médiathèque Federico Fellini participe également au Prix Ulysse, récompensant le meilleur film de la compétition documentaire du Festival Cinémed : accueil de la manifestation, participation à la sélection des films en compétition, saison du documentaire méditerranéen pendant l'année. Dans le cadre de la Bibliothèque numérique de référence (label attribué en 2010 par le Ministère de la Culture), 300 films ont par ailleurs été numérisés et mis en ligne sur le portail des médiathèques de la Métropole. Enfin, les nombreuses collections de films documentaires, consultables sur place et à domicile, en DVD ou en ligne, et l'importante action culturelle mise en œuvre par le réseau des médiathèques le conduisent tout naturellement à se positionner au sein du premier cercle des établissements sur lesquels la cinémathèque du documentaire peut s'appuyer.

En 2019-2020, un cycle de projections intitulé « Mystères d'Archives » sera proposé avec quatre rendez-vous autour d'une thématique historique. Ces « Mystères d'Archives » constituent une collection conçue pour découvrir et redécouvrir des images connues ou inédites qui témoignent de notre histoire. L'archive audiovisuelle devient une pièce à conviction qu'il nous appartient d'interroger, de faire parler. Ce cycle sera proposé en partenariat avec la Cinémathèque du documentaire et l'INA.

Le renouvellement de l'adhésion à la Cinémathèque du documentaire permettra au réseau des médiathèques de bénéficier de l'ensemble des dispositifs mis en œuvre dans ce cadre, et de conforter son travail de programmation en donnant davantage de visibilité au cinéma documentaire sur le territoire de la Métropole.

Ce renouvellement d'adhésion nécessite la signature d'une charte qui définit les modalités de collaboration des structures partenaires autour de projets de programmations communes, ainsi que le versement d'une cotisation annuelle dont le montant s'élève à 100 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir approuver :

- approuver le renouvellement de l'adhésion au GIP La Cinémathèque du documentaire,
- approuver les termes de la charte de la Cinémathèque du documentaire,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la charte, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91006-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CHARTE LCDD.pdf
- Bulletin d'adhésion modèle - Cinémathèque du documentaire.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Conventions de partenariat pédagogique et d'occupation de locaux avec le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR) a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Le CREPS de Montpellier (Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive) a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle.

Dans le cadre de la pratique de la danse et de la mise en place du diplôme d'Etat de danse, le CREPS et le CRR collaborent depuis de nombreuses années.

Il est proposé de poursuivre cette collaboration selon deux axes, correspondant à deux conventions :

- Un partenariat pédagogique pour la mise en place de cours de jazz dans les locaux du CREPS à l'intention des élèves du CRR : le CREPS met à disposition une de ses intervenantes pour assurer 159 heures de formation jazz pour l'année scolaire, sur la base d'un tarif horaire de 57€, soit un total de 9 063€ par année scolaire ;
- La mise à disposition de locaux par le CREPS d'une part, et par le CRR d'autre part, ainsi que la participation à des activités pédagogiques, de manière à mutualiser les moyens et à ouvrir les classes du Conservatoire aux stagiaires du CREPS de Montpellier.

Ainsi, le CREPS s'engage à mettre à disposition du CRR un studio de danse, sur l'ensemble de l'année scolaire, hors vacances scolaires et jours fériés, pour une durée hebdomadaire de 6h maximum. Compte tenu de la qualité du partenariat entre le CREPS et le CRR, la mise à disposition du studio de danse est désormais gratuite.

Parallèlement, le CRR s'engage à autoriser les stagiaires en diplôme d'Etat 2ème année à observer les cours des différents niveaux dispensés par les enseignants du CRR, à autoriser les élèves en préformation du CREPS à bénéficier de deux cours de danse classique gratuit au sein du CRR, et à mettre à disposition si nécessaire, une salle, pour un cours technique ou pédagogique. Ces activités pédagogiques et la mise à disposition de la salle sont proposées par le CRR à titre gratuit.

Les deux conventions s'appliquent durant l'année scolaire 2019/2020.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir,

- approuver les termes de la convention de partenariat pédagogique et de la convention d'occupation de locaux entre le CRR et le CREPS de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93747-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRR CREPS_convention de mad de locaux 2019 2020
- CRR CREPS_conevntion de partenariat 2019 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUTRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Conservatoire à Rayonnement Régional - Convention de partenariat avec le Centre International de Musiques Médiévales (CIMM) pour l'organisation de master-class - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le CRR souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

Le Centre International de Musiques Médiévales « Du ciel aux marges », (CIMM) est une association qui a pour objet de promouvoir le développement, la création, la diffusion et la transmission des musiques et de la lutherie médiévale auprès des publics étudiants, amateurs et professionnels.

Le CIMM développe une formation spécialisée en musiques du Moyen-Âge sous la forme de cycles de master-classes autour du chant médiéval et de l'archéo-lutherie. Celles-ci seront animées par des musiciens professionnels, spécialistes de ces musiques, artistes et professeurs internationalement reconnus, et sont organisées autour de répertoires musicaux spécifiques. Des restitutions publiques, mêlant professionnels et étudiants pourront rendre compte des activités.

Compte tenu de la qualité de cette offre pédagogique, il apparaît opportun d'offrir aux élèves du CRR la possibilité de bénéficier de cette expérience afin d'enrichir la formation qu'ils reçoivent tout en favorisant le besoin fondamental d'un rapport de proximité entre étudiants et milieu professionnel.

C'est pourquoi il est proposé une convention de partenariat entre le CIMM et le CRR relative à l'organisation de ces sessions de formation et à leur prise en charge financière, en complément de la convention-cadre signée en 2019.

Onze sessions sont proposées, prises en charge conjointement par le CIMM et le CRR, soit 61 jours de formation.

Pour sa part, le CRR prendra en charge 31 jours d'interventions, rémunérées sur la base d'un forfait de 210 € bruts par journée, auquel s'ajoutent les frais de déplacement.

La mise à disposition des sites du CRR (Candolle et Archevêché) pour le déroulement des sessions de formation est assurée à titre gratuit.

Les élèves inscrits au Conservatoire sont exonérés de frais d'inscription et doivent s'acquitter d'une adhésion au CIMM (5 euros). Les étudiants du département musicologie de l'Université Paul Valéry s'acquittent d'une inscription au tarif « offres spécifiques » auprès du Conservatoire ainsi que de l'adhésion au CIMM (5 euros). Les autres stagiaires s'inscrivent auprès du CIMM conformément aux tarifs adoptés par cette association.

Ce partenariat est proposé pour l'année scolaire 2019-2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association Centre International de Musiques Médiévales « Du ciel aux marges » ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93799-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CRR CIMM_ convnction 2019 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Conventions de dépôt-vente d'ouvrages - Autorisation de signature

Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la politique pédagogique et scientifique ambitieuse mise en œuvre par le musée Henri Prades, la boutique de l'établissement propose à la vente une sélection de publications sur des thématiques en lien avec les collections archéologiques du musée. À cet effet avaient été conclues en 2013 des conventions de dépôt-vente d'ouvrages avec des associations spécialisées en archéologie. Ces conventions arrivant aujourd'hui à échéance, il est nécessaire de les renouveler.

Il est donc proposé d'établir une nouvelle convention de dépôt-vente entre Montpellier Méditerranée Métropole et chaque déposant : l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc, l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale et l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise.

Chaque convention précise l'ensemble des modalités et des conditions de ces dépôt-ventes. Ainsi, chacun des partenaires s'engage à mettre gracieusement en dépôt-vente à la boutique du musée Henri Prades une quantité définie d'ouvrages. Le musée établit au fil des ventes un bilan, à partir duquel le partenaire formalise une facture correspondant à la quantité vendue, et selon un prix correspondant au prix public abaissé de 30 %.

Chaque convention sera effective, comme les précédentes, pendant une durée d'un an et reconductible quatre fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes des conventions de dépôt-vente avec l'Association pour le Développement de l'Archéologie en Languedoc, l'Association pour la Diffusion de l'Archéologie Méridionale et l'Association pour la Revue Archéologique de Narbonnaise,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92893-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_depot_vente_ADAL_20191561630920645.docx
- Liste publications ADAL.docx
- Convention_depot_vente_ADAM_20191561630981979.docx
- Liste publications ADAM 2019.docx
- Convention_depot_vente_ARAN_20191561717353769.docx
- Liste publications ARAN.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Culture - Agora, Cité internationale de la Danse - Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique avec la société Orange SA - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

L'Agora, cité internationale de la danse est un bâtiment classé à l'inventaire des monuments historiques situé au cœur de la ville de Montpellier et qui abrite deux associations indépendantes mais œuvrant toutes deux pour le développement de la danse et de la pratique chorégraphique :

- l'association Montpellier Danse, organisatrice du festival et de la saison culturelle du même nom,
- l'association ICI-Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Cette dernière, occupant une partie du bâtiment au titre d'une convention d'autorisation d'occupation du domaine public signée le 2 mars 2018, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire dudit bâtiment, afin qu'il puisse être raccordé au réseau de fibre optique.

Ce raccordement nécessite la signature d'une convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique avec la société Orange SA, qui l'autorise à implanter, à ses frais, et exploiter le réseau de fibre optique souhaité.

Cette convention est conclue pour une durée de vingt-cinq ans, renouvelable tacitement sans durée déterminée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 48 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, Mme Titina DASYLVA, M. Henri de VERBIZIER, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94162-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Agora Convention Orange Raccordement fibre.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET RECHERCHE, INNOVATION,
ARTISANAT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité intelligente - OBS SA Business Services SA - Recherche et Développement - Expérimentation - Convention de partenariat

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est impliquée dans un processus de Cité intelligente qui vise à imaginer de nouveaux services urbains et des dispositifs numériques répondant aux enjeux sociétaux contemporains et contribuant à stimuler l'économie par l'innovation, conformément aux orientations et principes fondateurs de la feuille de route adoptés par délibération.

La Cité intelligente s'appuie sur une politique publique structurée de la donnée urbaine, dans une volonté à la fois de levier économique, mais aussi de transparence et de modernisation de l'action publique.

Elle consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir *in fine* l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start-up du territoire, qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier se sont dotées, depuis près d'une quinzaine d'années, de Systèmes d'Informations Géographiques structurés autour de nombreuses données numériques géo-référencées, dont la richesse de l'historique permet d'alimenter l'observation du territoire avec des données de référence (couverture de photo aériennes, cartes anciennes, cadastre, occupation du sol, etc.).

Orange Business Services SA développe une solution technique innovante dans le but de créer une nouvelle gamme d'indicateurs et de services d'information sur la mobilité des personnes, par l'exploitation de l'activité des applications mobiles et des traces GPS collectées de façon anonyme dans la perspective de produire des indicateurs (anonymes) de mobilité pour le comptage, les trajectoires et les origines/destinations des personnes pour des applications aussi bien temps réel qu'en temps différé.

Orange Business Services SA souhaite expérimenter au cours du second semestre 2019 avec Montpellier Méditerranée Métropole cette solution innovante sur l'Ecusson et l'axe de développement urbain de l'avenue Raymond Dugrand. Ces données et leurs analyses répondent à des objectifs multiples, en ce qui concerne le secteur écusson/cœur de ville de Montpellier :

- mesurer l'attractivité commerciale des secteurs et voies du centre-ville de par leur fréquentation (mesure en continu, par tranche horaire, jour de la semaine),
- analyser qualitativement cette fréquentation : connaître les profils des visiteurs (âge, csp, résidence, etc)
- mesurer l'impact d'un événement sur la fréquentation du centre-ville : événement commercial (estivales/hivernales, Braderies, Cœur de ville en lumière, etc.), manifestation culturelle, sportive etc. (avec une analyse quantitative et qualitative) ce qui est un élément d'évaluation de la pertinence de ces actions,
- connaître les cheminements « naturels » des piétons en cœur de ville (permet de mesurer l'attractivité des emplacements commerciaux, mais aussi la pertinence de la signalétique par exemple, aide à la décision quant aux choix d'aménagement etc.),
- identifier les points d'entrée dans l'Ecusson : station de tramway, parkings, etc. et les modes de déplacements tant internes au secteur piéton (2 roues, piéton) que pour y accéder,
- observer l'impact d'un chantier en cours sur la fréquentation d'une rue, étudier les modifications de trajets induits par ce chantier.

Une convention de partenariat avec Orange Business Services SA précise les modalités de l'expérimentation, qui sera réalisée à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de partenariat pour une expérimentation de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et Orange Business Services SA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Cité intelligente - Métropolisme festival sur la Ville de demain - Illusion et Macadam - Convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est reconnue comme un territoire « catalyseur », qui expérimente et met en œuvre le concept de « Cité Intelligente ». Montpellier Méditerranée Métropole utilise le territoire comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour adapter l'ensemble des champs de la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. En partenariat avec les entreprises, les universités, les organismes de recherche et opérateurs d'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole a la volonté de s'appuyer sur des solutions numériques pour améliorer les services et applications en direction de ses citoyens et usagers, pour favoriser une meilleure qualité de vie et pour accélérer les transitions énergétiques et écologiques, tout en améliorant la performance et la compétitivité de ses acteurs économiques.

Le développement de la Cité intelligente entraîne un questionnement nécessaire sur le respect de la personne humaine et les libertés individuelles. Les applications qui peuvent en découler suscitent elles aussi de nombreuses questions. La Cité intelligente apparaît comme le fruit d'une dynamique qui n'est que partiellement technologique. L'application des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans la ville réclame un investissement croissant de la part des utilisateurs. Ceux-ci sont appelés à devenir de plus en plus étroitement associés à la gestion des nouveaux services qui leur sont proposés.

Montpellier est l'une des places fortes de la filière des Industries Culturelles et Créative (ICC) au niveau national. Le nouveau quartier de la Cité Créative est un projet stratégique d'urbanisme et de développement économique de la Métropole qui réinvente l'ancien site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), propriété de la Ville de Montpellier depuis 2011, pour lui donner une nouvelle vie et l'ériger en lieu symbolique dédié aux ICC.

Un des acteurs clés impliqués dans le projet est la coopérative Illusion & Macadam, qui œuvre depuis plus de 15 ans pour la structuration et le développement de la filière artistique à Montpellier. Illusion & Macadam porte le tiers lieu qui est installé dans la Halle de 4 000 m² du site de l'EAI.

Ce bâtiment est le premier ouvert dans le quartier et regroupe, outre les bureaux d'Illusion & Macadam, les acteurs des Industries Créatives, qui incarnent la culture du futur et proposent des services et produits innovants dans l'entrepreneuriat culturel, numérique et créatif. La Halle Tropisme est un premier maillon d'un tout nouveau quartier, la Cité Créative, axé sur les industries créatives culturelles.

Dans ce contexte, la Halle Tropisme projette la mise en œuvre d'un festival Métropolisme (mariage du festival Tropisme et du film *Métropolis* de Fritz Lang) sur 2 semaines et 3 week-end du 27 septembre au 13 octobre 2019 autour du thème de la ville de demain et de la manière dont les citoyens peuvent se saisir des enjeux liés à l'évolution d'une ville innovante, connectée et éco-responsable et de ses mutations d'usage.

Il s'agit notamment de montrer comment l'innovation sociale et technologique s'insère dans le processus de transformation de la Ville. Le principe du tiers lieu se retrouve totalement dans ce festival qui associe grand public et professionnels.

La programmation comprendra des expositions, dont certaines restent encore à préciser ou à confirmer, notamment : « *Inventez la ville ... dont vous êtes le héros* », avec Science animation, « *Invisibles vieux / habiter sa ville, habiter sa vie* » avec le CCAS de Montpellier, des cartes blanches – fictions de la ville : Alain Damasio & friends « *les furtifs* » et Camille de Toledo « *les témoins du futur* », des installations / expériences : « *construire la ville, les villes invisibles* » – fabrique à villes imaginaires avec l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM), un démonstrateur Cité intelligente, une installation du Centre National des Etudes Spatiales (CNES), des conférences, des jeux, des concerts, du théâtre, des projections, un cycle gastronomique autour de l'agriculture urbaine, etc.

La SERM en tant qu'aménageur du nouveau quartier de l'EAI est partie prenante de cette manifestation. Elle contribuera à hauteur de 30 000 € à cette manifestation.

Une convention tripartite entre la SERM, la Halle Tropisme, et Montpellier Méditerranée Métropole prévoit les modalités de partenariat et de versement du co-financement de la Métropole à hauteur de 20 000 euros TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation du festival Metropolisme du 27 septembre au 13 octobre 2019,
- autoriser le versement d'une subvention de 20 000 euros à Illusion & Macadam pour le festival Metropolisme,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Marie-Hélène SANTARELLI, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93788-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Metropolisme revue SERM 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Partenariat EDF - Avenant - Autorisation de Signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13713 du 14 avril 2016, le Conseil a approuvé la signature d'un accord-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et EDF portant un partenariat articulé autour de deux thèmes principaux :

- Une métropole durable et attractive ;
- Une métropole innovante et participative (Innovation et living lab).

Au travers de cet accord, Montpellier Méditerranée Métropole et EDF ont souhaité montrer leur volonté commune d'agir dans le cadre du développement territorial de la Métropole en mettant au service d'un développement efficace des actions concertées. Ce partenariat conclu pour une durée de 3 ans arrivera à échéance le 14 octobre 2019.

Depuis la signature de l'accord cadre, plusieurs actions ont été menées, dont certaines sont encore en cours, en particulier, dans le domaine des économies d'énergie, de la mobilisation des énergies renouvelables (géothermie) ou de la production d'hydrogène.

Dans le cadre du Programme d'Investissement d'Avenir (PIA) EcoCité 2 porté par Montpellier Méditerranée Métropole, EDF a mis en œuvre le projet EKOSMART. Il s'agit d'une application mobile intelligente dont l'objectif est d'inciter les citoyens de la Métropole à réduire leur consommation énergétique, à baisser le montant de leur facture d'électricité et à adopter de bons comportements pour l'environnement de manière ludique et innovante. EDF a bénéficié dans ce cadre d'une subvention d'ingénierie du PIA Ecocité.

Montpellier Méditerranée Métropole et EDF Optimal Solutions (EOS) avec la SA3M ont conclu une convention permettant la réalisation d'un forage géothermal dans les nappes d'eaux souterraines du haut fond jurassique, afin d'alimenter un réseau d'eau tempérée sur boucle pour le quartier Urban Park situé à Lattes, et d'alimenter parallèlement le futur quartier Gare Cambacérès.

EDF est par ailleurs associée au Comité des Partenaires qui suit les travaux de révision du Plan Climat et d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial.

Enfin, Montpellier Méditerranée Métropole engage une réflexion approfondie aux côtés d'EDF et d'Energie du Sud dans le déploiement de la filière hydrogène à partir de photovoltaïque en vue de permettre l'approvisionnement du réseau de transport en commun TaM et la distribution d'hydrogène pour la mobilité des industriels et des particuliers.

Dans le domaine du développement économique, EDF et le BIC ont développé leurs collaborations, définie dans le cadre de la convention d'application du 7 décembre 2016, visant notamment l'émergence et l'accompagnement dans leur développement de start-up ayant une activité dans le domaine de l'énergie.

Signataire de la Charte Entreprises et Quartiers depuis 2016, EDF s'est engagée auprès de la Métropole dans différentes actions (Défi Teknik, un Tramway nommé Startup, ...) auprès des quartiers. Elle développe également ses implantations sur le territoire, notamment sur le quartier Port Marianne, vitrine de l'Ecocité, emblématique d'un nouvel urbanisme durable.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole associe EDF dans ses réflexions au sein d'un think tank portant sur l'industrie sur le territoire.

Afin de poursuivre les travaux engagés dans le cadre du partenariat et de finaliser un certain nombre d'actions en cours, il est proposé de proroger la convention jusqu'à octobre 2020, renouvelable une fois.

De même, dans le cadre des orientations générales définies en préambule de l'accord, il y a lieu de préciser ou modifier certaines actions. C'est l'objet de l'Avenant n°1 proposé. En particulier :

- La réflexion sur les énergies renouvelables s'oriente plus précisément vers la Métropole Solaire ;
- Le partenariat entre la Métropole et EDF sur la rénovation thermique des logements s'intègre dans le dispositif Rénov'Energie mis en place par la Métropole ;
- Le renouvellement du partenariat entre EDF et le BIC ;
- Le renouvellement de l'engagement d'EDF dans la Charte Entreprises et Quartiers ;
- La collaboration autour de l'implantation d'EDF sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention de partenariat avec EDF,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93058-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- vdef 10072019avenant Protocole EDF 3 M_.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - LABSud - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique et de l'innovation.

Le Fablab porté par l'association LABSud, est un dispositif d'animation s'intégrant dans ce cadre. Les Fablabs sont par ailleurs des dispositifs d'Open Innovation reconnus et en plein essor, ce qui correspond à l'un des enjeux de la stratégie économique de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Fablab LABSud, créé en novembre 2012, porte une ambition de croissance pour devenir un outil d'Open Innovation au service des mondes professionnel, académique et grand public. L'association bénéficie de la mise à disposition gratuite par Montpellier Méditerranée Métropole de locaux au sein de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire depuis janvier 2014. La mise à disposition de ces locaux a permis à l'association de connaître un essor certain, en adéquation avec son ambition et son objet, qui s'est concrétisé par une augmentation conséquente du nombre de membres, par l'ouverture vers les entreprises avec des partenariats stratégiques et par la signature de partenariats avec le monde économique et de l'éducation (Canopé, Ensam).

La Métropole et l'association LABSud portent donc une volonté commune de développement d'un Fablab au service des professionnels et du grand public du territoire.

Pour mener à bien ses actions, LABSud a établi un plan d'actions selon plusieurs axes stratégiques :

- la formation : l'obtention par LABSud d'un agrément d'organisme de formation lui permet de proposer des sessions de formation aux entreprises et structures adhérentes, sur des thématiques en lien avec les spécialités du fablab (informatique, électronique, modélisation et impression 3D, découpe laser,...) ;
- les partenariats croisés : LABSud propose des partenariats spécifiques avec des associations adhérentes sur des compétences complémentaires qui permettent des interventions croisées sur des événements portés par l'une ou l'autre des associations. Cela permet à l'ensemble des membres d'avoir une vision élargie des champs d'action des associations ;
- la santé / le bien-être : LABSud a conclu un partenariat avec Association des Paralysés de France (APF) France Handicap pour l'organisation d'une tournée des équipes du Fablab dans les centres APF de la Région pour permettre de réfléchir ensemble à l'élaboration de produits et solutions adaptées aux contraintes liées au handicap. LABSud s'implique également en amont de la création du Pôle Autonomie Santé pour concevoir, en lien avec des ergothérapeutes, les équipements les plus pertinents pour les futurs usagers du lieu.

D'autres actions sont menées dans la continuité des interventions historiquement proposées par LABSud : participation à des événements organisés par/en partenariat avec la Métropole sur sollicitation (à titre d'exemple, LABSud a participé à des éditions de la semaine de l'industrie, de la journée des métiers du numérique organisée pendant la CodeWeek, à l'anniversaire de la Mission locale (MLJ3M), au concours Lépine de la Foire internationale de Montpellier, etc.).

En 2019, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association LABSud s'élèvera à 49 040 €. Cette contribution se décompose en une subvention de 5 000 € à l'association, objet de la présente délibération, et l'hébergement de l'association dans les locaux de l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire (HEM), valorisé à 44 040 € par an hors taxes et hors charges pour un hébergement jusqu'à fin décembre 2019 (objet d'une décision).

Cette subvention de 5 000 € sera attribuée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution avec LABSud.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention au fablab LABSud, sous réserve de la signature de la convention d'attribution,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et LABSud,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93020-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Labsud Convention 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Pôles de compétitivité - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises des secteurs d'excellence qui caractérisent son territoire et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Montpellier Méditerranée Métropole porte une attention particulière au développement des filières d'excellence que sont le numérique, la santé, les agrotechs et l'environnement.

La création de pôles de compétitivité, lancée par le gouvernement en 2004, est une initiative qui vise à renforcer la lisibilité industrielle sur le territoire français, à favoriser la capacité d'innovation par la mise en réseau des entreprises, de la recherche publique et de l'enseignement supérieur.

Le Gouvernement a souhaité réaffirmer la pertinence du modèle des pôles de compétitivité au sein du paysage de l'innovation et impulser une nouvelle dynamique à cette politique. Il a ainsi lancé un appel à candidatures visant à labelliser des pôles de compétitivité pour une nouvelle phase de 4 ans (2019-2022).

Tout en préservant les acquis d'animation de filière et d'émergence de projets innovants via la labellisation et le financement, les pôles ont été challengés sur les objectifs suivants :

- Coopération et mutualisation de moyens avec d'autres pôles de compétitivité ;
- Pérennisation des financements dans la perspective d'une baisse des financements de l'Etat notamment en les incitant à développer leurs actions pour mobiliser d'avantage les financements européens, mais aussi privés.

Les six pôles couvrant le territoire montpelliérain ont été confirmés, avec des évolutions en terme de périmètre :

- Eurobiomed

Le pôle de compétitivité Eurobiomed, dont le siège est actuellement situé à Marseille, et qui couvre les Régions PACA et ex-Languedoc-Roussillon, est en cours de fusion avec le pôle de compétitivité Cancer Bio Santé (CBS) dont le siège est à Toulouse, et qui couvre l'ex-Midi-Pyrénées. Eurobiomed couvre toutes les thématiques de la santé. CBS est plus spécialisé sur la thématique oncologie.

Le pôle fusionné couvrira donc les régions Occitanie et PACA.

Eurobiomed a été reconnu parmi les pôles les plus performants en 2012 et a atteint, en 2018, 96% de ses objectifs de la phase III des pôles. Eurobiomed, à lui seul, c'est 20 à 25 événements thématiques par an rassemblant au total 2 000 personnes, 172 projets financés en douze ans représentant 700 millions d'euros d'investissements et des levées de fonds pour un montant total de 140 millions d'euros.

Eurobiomed a développé des services aux entreprises de la santé et a mis en place « Cell Comp ». A travers ce dispositif, Eurobiomed propose un accompagnement complet pour le développement, la croissance et la compétitivité des entreprises. Le pôle a également développé un programme d'accélération Go4biobusiness pour les entreprises à fort potentiel. A l'international le pôle s'appuie sur ses partenaires, notamment le cluster américain, Biocom, depuis cinq ans, et le japonais Link-J depuis un an.

Cette fusion contribuera à créer l'un des premiers clusters européens de PME du secteur de la santé. Il comptera 380 adhérents à sa création. L'objectif est qu'ils soient 500 à l'horizon 2022 pour en faire un des principaux clusters de PME en Europe dans le secteur de la santé.

La stratégie 2019-2022 du pôle comporte quatre volets :

- la prévention et la prédiction ;
- le diagnostic ;
- les choix personnalisés ;
- le suivi du parcours de santé.

Et des thèmes majeurs : l'expérience du patient, les outils de santé numérique, les thérapies innovantes, les objets connectés, ...

L'équipe montpelliéraine du pôle (3, bientôt 4, personnes) est actuellement basée au Biopole Euromédecine.

Cell Comp :

A travers « Cell Comp », Eurobiomed propose un accompagnement complet pour le développement, la croissance et la compétitivité des entreprises. Ce service, à destination de ses membres ou des créateurs d'entreprises, est personnalisé et s'adapte aux besoins des dirigeants. L'accompagnement peut être individuel ou collectif et se faire également à travers des séminaires de formation.

L'accompagnement permet d'identifier les freins et les leviers pour améliorer le développement et la compétitivité des entreprises (développement commercial et international, industrialisation et production, réglementaire, financement et levée de fonds, ...). Les entreprises accompagnées peuvent bénéficier de tarifs préférentiels grâce aux subventions publiques.

Le partenariat entre Eurobiomed et Montpellier Méditerranée Métropole sur cette action Cell Comp, a été lancé en 2015 à travers la signature d'une convention et l'attribution d'une subvention de 20 000 €, puis renouvelé en 2016, 2017 et 2018.

- Derbi

Le pôle de compétitivité Derbi, dont le siège est situé à Perpignan, est dédié au développement des Energies Renouvelables dans le Bâtiment et l'Industrie. Il a été créé en 2005. Le développement de l'emploi régional associé au secteur des énergies renouvelables est l'objectif majeur du pôle de compétitivité Derbi.

Les thématiques retenues se déclinent selon les axes stratégiques suivants :

- L'efficacité énergétique dans le bâtiment, en particulier en climat méditerranéen, et l'efficacité énergétique dans l'industrie s'appuyant sur une conception globale intelligente, l'optimisation des performances de l'enveloppe, l'intégration des énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, petit éolien) et l'optimisation des procédés industriels ;
- Gestion des réseaux et stockage d'énergie (électricité, chaleur, froid) interconnectant l'habitat, les pôles d'activité et les sites de production d'énergie ;
- Production d'énergie hors bâtiments (électricité, hydrogène, biocarburants...), par énergie solaire, éolienne ou biomasse, que ce soit pour l'alimentation de sites isolés ou pour les systèmes connectés au réseau.

Le pôle compte 170 adhérents cotisants en 2017, dont 96 entreprises (54 localisées sur Montpellier Méditerranée Métropole) et 8 collectivités territoriales. 300 projets ont été labellisés depuis sa création en 2006 dont, 249 projets de Recherche et Développement pour un montant d'investissement des projets labellisés de 793 millions d'euros.

- Aquavalley et le pôle de compétitivité de la filière Eau

Le 11 mai 2010, le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire a accordé le label Pôle de compétitivité à vocation mondiale au Pôle EAU. Le pôle de compétitivité EAU a fusionné le 28 juin 2017 avec les Clusters SWELIA et WSM pour former le Pôle AQUA-VALLEY.

Le pôle de compétitivité AQUA-VALLEY compte plus de 250 membres et a favorisé depuis sa création au travers de labellisations le financement de plus de 70 projets de R&D collaboratifs pour un budget total de plus de 124 millions d'euros.

Les 3 pôles du domaine de l'eau en France, que sont AQUA-VALLEY, DREAM Eau et milieux et HYDREOS, forts de leur collaboration opérationnelle et stratégique avérée depuis plusieurs années, ont répondu conjointement, sous l'impulsion de la Direction générale des entreprises, à l'appel à candidatures pour la phase IV des Pôles de Compétitivité.

Cette réponse, soutenue par Montpellier Méditerranée Métropole, a proposé la mise en place d'un modèle fédératif préservant l'ancrage territorial des pôles actuels - gage de proximité avec les adhérents et financeurs territoriaux, accompagné d'une structure commune qui porte le label du Pôle et permet un pilotage renforcé de la cohérence stratégique et de la relation avec les structures nationales et internationales. Elle est également destinée à avoir l'échelle suffisante pour une efficacité accrue dans l'obtention de financements auprès de l'Europe. Le Pôle de Compétitivité de la Filière de l'Eau - dont le nom reste à définir, a été labellisé par l'État le 5 février 2019. Le siège de cette structure fédérative sera localisé à Montpellier.

Une feuille de route a été élaborée conjointement pour 2019, qui reflète la synergie et la complémentarité de leurs actions, national et international. Le programme d'actions 2019 du Pôle AQUA-VALLEY, s'inscrit dans cette feuille de route et la complète pour les actions à conduire tant au plan régional, qu'inter-régional.

Il s'est fixé quatre axes stratégiques de développement :

- L'identification et la mobilisation des ressources superficielles et souterraines ;
- La gestion concertée des ressources en eau et des usages ;
- La réutilisation des eaux de toutes origines ;
- Les approches institutionnelles et sociétales, en matière d'acteurs et de décision, afin de mieux gérer les ressources et les usages en eau contraints par les changements globaux.

Face à la concurrence qui monte en puissance à l'échelle de la planète, le Pôle AQUA-VALLEY a mis en place une stratégie ambitieuse, naturellement orientée vers la Méditerranée, mais avec une visée mondiale. À cet effet, le Pôle AQUA-VALLEY a contracté plusieurs partenariats internationaux avec des structures de même nature (Etats-Unis, Singapour, Royaume-Uni, Espagne, Pays-Bas, Iran) et est en relation étroite avec d'autres pays (Allemagne, Italie, Chine, Brésil, Corée, etc) dans l'optique de favoriser l'accueil et les coopérations entre leurs membres respectifs et le développement de projets collaboratifs de R&D, notamment européens (H2020). Le pôle AQUA-VALLEY anime ainsi, avec les Pôles DREAM (Centre Val de Loire) et HYDREOS (Grand Est) un réseau national de pôles et clusters du secteur de l'eau de près de 750 membres au travers d'une marque à l'international : « *France Water Team* ».

- Optitec

Optitec est l'outil fédérateur de la filière Optique Photonique couvrant initialement la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur mais ayant étendu sa couverture géographique au Languedoc Roussillon en 2010, puis, en 2016 à l'ensemble de la Région Occitanie. Désormais, Optitec est le pôle de référence pour l'ensemble du Sud de la France, de Nice à Toulouse, en élargissant sa thématique de l'optique/photonique vers l'imagerie, ouvrant ainsi l'adhésion à de nouveaux membres issus de ce secteur.

Optitec a ajouté l'agriculture numérique à ses Domaines d'Activité Stratégiques (DAS), les portant au nombre de 5. Les autres DAS concernent la smart city, les industries du futur, la sécurité/défense et la santé/biomédical. Ils correspondent aux secteurs d'activités des membres du pôle qui œuvrent pour une complémentarité des expertises et une mutualisation des outils.

L'un des principaux axes d'actions du pôle pour la période 2019-2022 concerne en effet la mise en place d'une plateforme baptisée Light2Share. Cette plateforme a pour objet de faciliter l'accès aux équipements et aux services des structures expertes en photonique pour les porteurs de projet de R&D. Optitec prévoit de modifier le modèle économique de la plateforme telle que prévue initialement pour y inclure de l'investissement : le pôle prévoit ainsi de participer auprès des entreprises adhérentes à l'acquisition de certains équipements pour faciliter le développement de nouveaux projets.

En parallèle, le pôle Optitec accompagne les entreprises dans leur internationalisation : un chargé de mission basé à Bruxelles assure un service de veille des appels d'offres européens et facilite la mise en relation entre partenaires potentiels. Cela ouvre des perspectives nouvelles à des structures qui ne seraient pas en capacité d'entrer dans des consortiums sinon.

- Aerospace Valley

Aerospace Valley est un pôle dédié aux secteurs de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués, dont la zone d'activité s'est élargie, depuis 2017, de la Nouvelle Aquitaine à toute l'Occitanie. Le pôle a ainsi décidé de créer un bureau à Montpellier pour y affirmer sa présence et être localisé au plus près des acteurs du territoire de l'ex-Languedoc-Roussillon concerné par ses sujets de prédilection.

Aérospatiale Valley agit sur 8 DAS :

- Aérostructures, Matériaux, Procédés ;
- Energie et Systèmes Electromécaniques ;
- Solutions pour le Transport Aérien ;
- Télécommunications, Observation, Positionnement ;
- Systèmes embarqués, Objets Connectés, Logiciels et Electronique ;
- Interactions Homme - Système ;
- Usine, Support/MCO/MRO et Réaménagement ;
- Modélisation, Simulation, Analyse des données.

La feuille de route du pôle pour 2019 sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole porte sur les actions suivantes :

- 1- Elargir et animer Montpellier Méditerranée Métropole en renforçant la visibilité et la mise en réseaux des acteurs ;
- 2- Participer au rayonnement de la Métropole et de ses acteurs sur le sujet des nanosatellites ;
- 3- Réfléchir aux nouveaux modes de transport dans le cadre de la Cité intelligente ;
- 4- Booster l'innovation sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 5- Co-organiser ActInSpace 2020.

- AgriSudOuest Innovation

Le pôle, précédemment implanté en Midi-Pyrénées et Aquitaine, s'est élargi à toute l'Occitanie en intégrant en 2017 le pôle Qualiméditerranée, qui couvrait l'ex-Languedoc-Roussillon. L'ancien siège de Qualiméditerranée à Montpellier a été conservé comme bureau de représentation du pôle.

La communauté élargie qui résulte de la fusion des 2 pôles préexistants consolide l'effort de collaboration entreprises-recherche et conforte, dans ces deux régions, un Pôle de compétitivité d'envergure européenne pour le secteur agricole, agroalimentaire et agro-industriel.

A travers ce rapprochement, le Pôle, dans sa nouvelle dimension, revendique un leadership en termes de montage et de labellisation de projets collaboratifs d'innovation dans les secteurs agricoles et agroalimentaires. Il réunit désormais 415 adhérents, essentiellement des entreprises et des centres de recherche et d'innovation, ainsi que des collectivités et partenaires, et totalise, à ce jour, plus de 664 projets labellisés, dont 62 ont bénéficié de financement du Fonds unique interministériel.

AGRI SUD-OUEST INNOVATION vient d'être confirmé dans sa labellisation par l'Etat, pour la phase IV des pôles de compétitivité, avec une stratégie renouvelée, plus ambitieuse et toujours ancré sur le territoire.

Il développe 6 nouveaux domaines d'innovation prioritaires :

- L'Eau, le Climat, le Sol pour une approche intégrée de la préservation des terroirs ;
- La production durable, végétale et animale et les nouveaux intrants ;
- L'excellence opérationnelle des fermes et des usines via les nouvelles technologies ;
- La valorisation intégrale de la biomasse pour potentialiser les co-produits ;
- L'alimentation saine et durable vers une offre alimentaire pour manger mieux ;
- Les nouveaux usages et services alimentaires ;

Un partenariat a notamment été mis en place avec Valorial le Pôle de compétitivité agroalimentaire du Grand Ouest.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui soutient financièrement les pôles de compétitivité depuis leur création, propose pour 2019 de maintenir son soutien financier par l'octroi des subventions suivantes :

Eurobiomed	40 000€
Eurobiomed / action Cell Comp	20 000€ (fonctionnement)
Derbi	30 000 €
Aquavalley	40 000 €
Optitec	15 000 €
Aerospace Valley	20 000 €
AgriSud Ouest Innovation	30 000 €
Total	195 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions tels que définies ci-dessus sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les partenaires ;
- approuver les termes des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 906 et 936
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92943-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Aerospace Valley
- Convention Derbi
- Convention AquaValley
- Convention ASOI
- Convention Optitec
- Projet convention 2019 Eurobiomed v02.doc
- Projet convention 2019 Eurobiomed pour Cell Comp v01.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Thierry QUILLES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, Eric PETIT

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Association Plateforme de la création d'activité - Fabrique à entreprendre Mosson - Attribution de subvention - Convention - Approbation - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de ses compétences de développement économique et politique de la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à soutenir et développer l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de la ville dans le cadre du PODEM - Contrat de ville de Montpellier.

Consciente que l'accompagnement en phase de création constitue un facteur-clé de réussite, en particulier pour des publics fragiles, Montpellier Méditerranée Métropole a noué dès 2016 un partenariat étroit avec l'Agence France Entrepreneur, dont les actions ont été intégrées depuis le 1er janvier 2019 à Bpifrance, afin de mettre en œuvre des appels à projets annuels, conjoints dédiés à l'entrepreneuriat dans les quartiers prioritaires de Montpellier. Ces appels à projets impliquent la mobilisation de financements d'autres partenaires du Contrat de Ville, à savoir l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et la Caisse des dépôts.

Grâce à cette mobilisation, une offre de services spécifiques, complémentaire de celle de droit commun, adaptée à toutes les étapes du parcours de création-développement d'entreprise et dédiée aux habitants des quartiers prioritaires a été développée.

Ainsi, plus d'une dizaine d'actions sont aujourd'hui déployées en faveur de l'entrepreneuriat et le développement de l'activité économique dans les quartiers prioritaires de Montpellier sur les volets émergence, création et développement d'activités. Ces actions couvrent l'intégralité des étapes du parcours vers l'entrepreneuriat : accompagnement en amont et après la création, accès aux financements, qualification, test d'activité, etc.

Dans le même temps et afin d'améliorer la visibilité, la lisibilité et l'accessibilité de l'offre d'accompagnement et des outils d'aide à la création et développement d'entreprises disponible localement, une « *Fabrique à Entreprendre* » a été déployée de manière expérimentale sur la période 2018-2020 sur le quartier de la Mosson.

L'ambition de la « *Fabrique à Entreprendre Mosson* » est d'augmenter le nombre de porteurs de projets accompagnés, d'entreprises créées et de favoriser leur pérennité. Il s'agit d'un dispositif national créé par la Caisse des Dépôts et repris par bpifrance qui vise à mobiliser et rassembler les acteurs locaux de l'écosystème de l'entrepreneuriat afin de proposer un parcours d'aide à la création d'entreprises au plus près des habitants.

Cette plateforme entrepreneuriale, première du genre en Occitanie, s'inscrit dans le cadre d'un appel à projets, lancé le 1er février 2017 par l'Agence France Entrepreneur (AFE), visant à développer, animer et coordonner une offre d'accompagnement à la création/reprise dans dix territoires fragiles dont le quartier de la Mosson à Montpellier.

La Fabrique à entreprendre Mosson est portée par un consortium constitué de l'Adie, l'Airdie, la BGE Sud-Ouest, la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault, la Chambre de métiers de l'Hérault, Initiative Montpellier Pic Saint Loup, Axents et la Plate-Forme de la Création d'Activités (PFCA).

La PFCA, association créée en 2001 pour fédérer et soutenir les acteurs œuvrant en matière de création et de reprise d'entreprises à travers l'animation d'un réseau, succède à Axents à la tête du consortium en occupant la fonction de chef de file et coordonnateur de l'action.

Le budget prévisionnel du projet de « *Fabrique à Entreprendre Mosson* » s'élève à 568 022 € sur trois ans (2018-2020).

L'AFE dont les activités et engagements ont été repris par bpifrance, s'est engagé à cofinancer le projet à hauteur de 253 000 € sur 3 ans, en contrepartie de cofinancements d'un montant au moins égal par des partenaires locaux et par l'autofinancement des acteurs du consortium.

Pour l'exercice 2019, le budget prévisionnel s'élève à 196 045 € et se répartit entre les partenaires financiers de la manière suivante :

- Bpifrance : 98 022,50 €,
- Etat (DDCS) : 20 000 €,
- Région Occitanie : 20 000 €,
- **Montpellier Méditerranée Métropole : 20 000 €,**
- Autofinancement : 38 022,50 €.

Cette subvention est attribuée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et la PFCA, ainsi que d'un accord de consortium des parties prenantes au projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi d'une subvention de 20 000 euros à l'association PFCA, pour cofinancer la Fabrique à Entreprendre Mosson, sous réserve de la signature de la convention d'attribution et d'accord de consortium,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la PFCA,
- dire que ces crédits sont inscrits au budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Gérard LANNELONGUE.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92577-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention PFCA Fabrique à Entreprendre 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Dynamisation et animation du Centre-Ville de Montpellier - Partenariat avec la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de l'Hérault - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 17 novembre 2018, le mouvement national des « gilets jaunes » organise chaque fin de semaine des rassemblements dans les villes françaises. Le centre-ville de Montpellier est particulièrement touché tous les samedis par des manifestations qui occasionnent de lourds dégâts et empêchent les professionnels de pouvoir travailler dans de bonnes conditions. Les enquêtes menées par la CCI de l'Hérault auprès des commerçants font état d'une perte de chiffre d'affaires de 30 à 40 % en moyenne, par rapport à un samedi classique.

Montpellier a été le point de rendez-vous de l'acte 30 du mouvement national le samedi 8 juin 2019. Environ 2000 personnes ont manifesté en centre-ville, engendrant de fortes perturbations, des violences urbaines et dégâts matériels. Aujourd'hui, il est indispensable de proposer des actions afin de relancer l'activité et de dynamiser l'attractivité du centre-ville de Montpellier.

L'ensemble des acteurs économiques locaux (chambres consulaires, associations de commerçants, SOCRI, UMIH, Syndicat des Halles et Marchés) s'est rassemblé à l'invitation de la Ville de Montpellier et a travaillé sur des mesures concrètes pour favoriser le retour des clients en cœur de ville. Un programme d'actions d'un montant total de 1,555 million d'euros est prévu à compter du mois de juillet et jusqu'en décembre 2019. Il résulte d'un processus de co-construction et est partagé par l'ensemble des acteurs locaux.

Ce projet a été présenté par la Ville au Ministère de l'Economie et des Finances afin d'obtenir une aide dans le cadre du programme national « *revitalisation et animations des commerces* ». Il regroupe sept actions majeures destinées à soutenir l'attractivité commerciale et mettre en valeur le centre-ville.

Le périmètre retenu est celui de l'Ecusson élargi au faubourg du Courreau (jusqu'au boulevard Gambetta) et au secteur de la Gare Saint Roch, en fonction du parcours des manifestations, tel qu'indiqué dans la carte annexée.

Les aides de l'Etat seront, le cas échéant, perçues par la Ville et redistribuées aux partenaires en charge des projets à mener. De la même manière, les partenaires seront amenés à participer aux actions en reversant leur contribution à la Ville.

Ces flux financiers feront l'objet de conventions d'application.

Les actions proposées dans ce programme sont les suivantes :

Action 1 : Dégrèvement droit de place et droit de terrasse pendant 3 mois pour les établissements du périmètre concerné

Action 2 : ZAT « 100 artistes dans la Ville »

Action 3 - Animation commerciale les jeudis du mois de juillet

Action 3.1 : Mise en place d'une nouvelle animation en centre-ville de Montpellier les 5 jeudis soirs du 4 juillet au 1er août : « *Happy Hour du commerce* »

Action 3.2 : Gratuité du stationnement (2h offertes : 17h -19h) durant les animations le jeudi 4 juillet au 1er août 2019

Action 4 : Outils digitaux de promotion des commerces et des artisans

Action 4.1 : Aide au déploiement de l'application Shopping et Découverte, outil digital de promotion et de valorisation commerciale et touristique de Montpellier

Action 4.2 : Déploiement l'application Géométiers de la CMA34

Action 5 : Soutien aux festivités de fin d'année

Action 5.1 : Création d'un fonds exceptionnel de soutien aux opérations d'animations menées par les associations de commerçants du centre-ville lors de fêtes de fin d'année

Action 5.2 : 2h de stationnement offert durant Festivités de fin d'année

Action 6 : Animation commerciale les samedis de septembre

Action 6 1: Animation 4 samedis de la rentrée

Samedis thématiques (séries TV, sports, sports extrêmes, culture urbaine)

Action 6 2 : 2h de stationnement offert les 4 samedis animés de la rentrée

Action 7 : Promotion et valorisation du centre-ville de Montpellier

La participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole porte sur le déploiement de l'application Shopping et Découverte (action 4.1), sur la gratuité du stationnement (actions 3.2/5.2 et 6.2) et sur la communication (action 7). **Cette participation est estimée à 255 000€ une fois les participations des autres partenaires déduites.** La répartition financière est détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- valider le principe de la mise en place de mesures en faveur de la dynamisation et de l'animation commerciale du centre-ville, selon le plan annexé ;
- valider la participation financière de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92539-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau
- carte

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - Exercice 2019

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

La politique volontariste de Montpellier Méditerranée Métropole permet à la fois de soutenir la vitalité des acteurs économiques locaux et créer des emplois.

Le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité, à l'animation et au développement de notre économie.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la Structure	Type	Titre du Projet	Montant
6937	URSCOP	Fonctionnement	Sté Coopérative	20 000 €
739	CCI Hérault	Projet	Forum Financement	10 000 €
739	CCI Hérault	Projet	Place Créative	8 500 €
3523	Asso. Sté des MOF	Fonctionnement	Meilleurs ouvriers de France	3 000 €
7143	Asso. LEADER	Fonctionnement	Croissance des Entreprises	5 000 €
1878	Sté de la Légion d'Honneur (SMLH)	Projet	Prix aux Apprentis de l'Hérault	1 500 €

Soit 48 000 € en fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- approuver les termes des conventions ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-89925-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- VF_CONVENTION_URSCOP 2019.docx
- Convention_3M_Metropole_Forum.pdf
- convention MOF 2019.docx
- Convention de partenariat LeadeR_3m 2019.doc
- CONVENTION DE PARTENARIAT CCI MMM PLACE CREATIVE 2019.docx
- Convention SMLH 2019_v2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet BNIF (BioNanoImaning Foundry) de l'Université de Montpellier - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire de la Métropole.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, la Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de sa stratégie de soutien à la filière santé, notamment avec le projet Montpellier Capital Santé, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet BNIF (BioNanoImaning Foundry) porté par l'Université de Montpellier.

Ce projet, très fortement multidisciplinaire, regroupe des chercheurs issus d'horizons variés (physiciens, électroniciens, chimistes, informaticiens, biologistes, agronomes, médecins, etc.), et présente une forte implication de partenaires privés (fabricants d'équipements et éditeurs de logiciels).

La plateforme proposera à la communauté scientifique académique ou privée, une offre aussi complète que possible d'innovations et de services en imagerie du vivant. La mutualisation des équipements lourds et des compétences sur la plateforme de services permettra de garantir une optimisation des moyens matériels et humains.

BNIF sera également complémentaire des plateformes biologiques d'imagerie cellulaire et moléculaire (MRI, PHIV et RHEM) organisées dans l'UMS BioCampus et dont elle sera le versant macroscopique. Elle s'articulera en outre avec les plateformes amont pour les études longitudinales *in vivo* d'animaux (RAM) et de végétaux (Agropolis International).

BNIF aura deux activités : d'une part, celle d'une plateforme de service en imagerie afin de répondre à une question biologique, d'autre part celle de démonstrateur, par le développement et la mise en œuvre de nouvelles technologies d'imagerie.

L'ambition de BNIF est de favoriser la recherche translationnelle, « *de l'éprouvette au lit du patient, du spin à la plante* », ce qui se traduira par un impact significatif en termes de développement économique et de création d'emplois. Les entreprises de biotechnologie, utilisatrices des services de BNIF, bénéficiant d'une large gamme de prestations et d'expertises de haut niveau, seront mieux à même de procéder au développement et à la validation de leur produit, ceci se traduisant par des gains substantiels en matière de compétitivité. Les entreprises associées impliquées dans le développement de technologies d'imagerie trouveront sur BNIF un environnement intégré unique, apte à faciliter leur R&D et à raccourcir leur cycle de validation. Elles bénéficieront également d'une visibilité accrue auprès des utilisateurs et des partenaires de BNIF. Ainsi, en améliorant la compétitivité et les capacités d'innovations des entreprises et en favorisant les transferts technologiques, BNIF contribuera de manière indéniable à la création de valeurs et d'emplois et par là-même au renforcement de l'attractivité du territoire.

En 2016, la contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au projet BNIF s'élevait à 200 000 € pour un coût global de 2 006 000 € d'acquisition d'équipements. La Région contribuant à hauteur de 411 000 €, l'Etat 200 000 €, le FEDER 656 000 € et autres financements 538 000 €.

En 2019, il est proposé d'attribution un second financement de 200 000€ pour l'acquisition d'équipements scientifiques complémentaires pour un montant total de 302700 €. L'Etat contribuant à hauteur de 102 700 €. Ce financement sera attribué sous réserve de la signature d'une convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Université de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 200 000 € pour le projet BNIF, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution,
- approuver les termes de la convention d'attribution,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91567-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention BNIF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Contrat de Plan État-Région 2015-2020 - Attribution de subvention à l'Université Montpellier pour le Projet MESO@LR - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Depuis de nombreuses années, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique en faveur du développement économique de son territoire et de son attractivité. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation, jusqu'au développement économique et à la création d'emplois. L'excellence ainsi développée dans l'ensemble de ce domaine accroîtra l'attractivité du territoire de la Métropole. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'attribuer des financements aux projets entrant dans sa stratégie de développement basée sur ses 7 piliers que sont la santé, le numérique, l'agro-écologie-alimentation, la mobilité, le développement économique touristique et industriel, la culture-patrimoine-université et le commerce-artisanat.

Ainsi dans le cadre de son soutien au développement économique et à l'innovation, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de soutenir le Projet MESO@LR porté par l'Université de Montpellier

MESO@LR est un projet mutualisé de centre de calcul haute performance et de gestion des données porté par l'Université de Montpellier. Cette mutualisation est indispensable compte tenu des investissements de plus en plus lourds en informatique dans le « big data ». Il sera ouvert à l'ensemble de la communauté académique et aux entreprises. Le mode de fonctionnement sera simplifié et proposera un guichet unique, d'une grande visibilité.

Les équipements de calcul et de stockage de MESO@LR seront hébergés au Centre Informatique National de l'Enseignement Supérieur (CINES) et bénéficieront ainsi de l'environnement technique nécessaire.

Le projet MESO@LR, qui a débuté dès 2017, veut avoir un impact clair et quantifiable sur la recherche et l'innovation en région. Il apporte de nouvelles compétences, moyens et outils permettant un renforcement de l'offre de formation vers le calcul intensif et l'analyse des données massives. Une tranche des moyens du Centre a pour vocation la formation des ingénieurs et masters en collaboration avec les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de séances organisées par le Centre ou en collaboration avec d'autres acteurs de la simulation frontière, comme le CINES.

MESO@LR veut répondre à l'accélération significative des besoins de stockage et de calcul haute performance, en calcul haut débit et en gestion des données dans les sciences. En région, ceci concerne tous les domaines scientifiques, notamment pour répondre aux exigences des recherches liées aux interfaces avec le vivant et l'environnement.

Le projet MESO@LR a pour objectif le développement d'un meso-centre, aux premiers rangs européens, pour répondre aux demandes de tous les acteurs du site Montpellierain, industriels et académiques, en termes de stockage de l'information, de son traitement et aussi des calculs frontières.

En 2016, une première contribution de Montpellier Méditerranée Métropole au projet MESO@LR à hauteur de 250 000 € pour un coût de 2 800 000 € d'acquisition de nouveaux cluster de calcul. Le Conseil Régional contribuant à hauteur de 2 550 000 €

En 2019, il est proposé d'attribuer une subvention de 250 000 € pour un coût de projet de 2 211 753 €, le Conseil Régional contribuant à hauteur de 1 961 753 €. Cette seconde tranche de financement permettra l'acquisition de stockage et un renouvellement partiel des nœuds de calcul.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Université de Montpellier d'une subvention de 250 000 € pour le projet MESO@LR,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-90783-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Digital 113 - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur du numérique et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation. Cette politique a favorisé l'émergence d'entreprises performantes dans le secteur du numérique.

Les groupements d'entreprises comme Digital 113 constituent un maillon important de l'écosystème numérique compte tenu de leurs actions en faveur du développement des entreprises innovantes et des entreprises du secteur du numérique.

Digital 113 est le nouveau grand cluster du numérique sur le territoire régional, issu de la fusion entre FrenchSouth.digital, association positionnée sur l'ex-territoire Languedoc-Roussillon, et Digital Place, son équivalente en ex-Midi-Pyrénées.

Digital 113, créée officiellement en 2018 à la suite des assemblées générales des deux précédentes associations mais effectivement opérationnelle depuis début 2019, a pour vocation de favoriser les synergies et développer la coopération entre les entreprises. Avec pour ambition de devenir rapidement le premier cluster numérique de France, le cluster veut agir pour permettre le rayonnement des expertises numériques des entreprises et les secteurs d'excellence des territoires, en France et à l'international.

L'ensemble des actions portées par le cluster sera dupliqué à Toulouse et Montpellier, ainsi que sur d'autres collectivités partenaires (Nîmes, Carcassonne, Perpignan).

Pour mener à bien ses actions, Digital 113 a établi un plan d'actions selon 5 axes stratégiques : Innovation & Transformation, Business & Croissance, Stratégie & Financement, Recrutement & Diversité, International.

Dans chaque des actions types seront engagées : animations, projets, événements, services.

En particulier, un format d'événements proposé visant à répondre aux objectifs de chacun de ces axes de travail est celui des Factory. Il s'agit de groupes de travail thématiques, pilotés par un administrateur et des adhérents du domaine portant sur les secteurs clés des adhérents, créés à l'initiative de FrenchSouth.digital en 2018 : Financement, International, RH, Communication, Marketing, Business Development, Innovation et R&D, Valorisation des données, Transformation numérique, PropTech, VR/AR, IoT, Industrie du futur, e-santé, Fintech, Sport-Tech, Public-Tech et Civic-Tech, green IT, cybersécurité.

Réservés aux adhérents et gratuits, les Factory se réunissent régulièrement, idéalement une fois par mois. Ils identifient les besoins et les attentes des entreprises impliquées ou intéressées par le thème et ils mettent en place des actions collectives et des projets collaboratifs pour les membres.

Digital 113 propose également, dans la continuité du rôle mené jusqu'alors par FrenchSouth.digital, d'occuper et d'animer la Maison du Numérique de la pépinière Cap Omega de Montpellier Méditerranée Métropole pour maintenir l'activité de ce lieu phare d'animation du secteur du Numérique, favoriser les croisements et échanges entre acteurs, faciliter l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, réduire la « fracture numérique » entre les acteurs privés, le grand public et les universitaires, développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation.

En 2019, la contribution globale de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Digital 113 s'élèvera à 50 105,36 €. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 € à l'association, objet de la présente délibération, et l'hébergement de la Maison du Numérique et des bureaux de l'Association dans les locaux de Cap Omega, valorisé à 15 105,36 € par an hors taxes et hors charges pour un hébergement jusqu'à fin décembre 2019 (à la suite de la décision n°MD2019-225).

Cette subvention de 35 000 € sera attribuée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution entre Montpellier Méditerranée Métropole et Digital 113.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 35 000 euros au cluster Digital 113, sous réserve de la signature de la convention d'attribution,
- approuver les termes de la convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92754-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 2019 Digital 113.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Association PULSE - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole intègre au nombre de ses compétences obligatoires le développement économique. Dans ce cadre, elle met en place des politiques publiques destinées à promouvoir et à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, quelle que soit leur activité ou leur taille, et également à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international ou par des actions d'animation.

Montpellier Méditerranée Métropole mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques, les centres de formation et plus largement l'ensemble des acteurs économiques présents sur son territoire.

Fortement ancré dans la culture contemporaine, le design est un réel vecteur de développement économique, un authentique facteur d'innovation culturelle. Sa mise en œuvre relève d'une expertise conduite par des professionnels : designers graphiques, designers d'espaces, designers d'objets, designers numériques et bien d'autres spécialités.

Dans le cadre des actions et démarches favorisant l'émergence d'un écosystème propre au design, Montpellier Méditerranée Métropole met en place depuis trois ans un programme d'actions avec les designers et acteurs du territoire : rencontres professionnelles, entretiens individuels entre des designers et des start-up, accueil d'expositions nationales, conférences, etc. Plusieurs structures sont partenaires de la Métropole pour mener à bien toutes ces actions : Ensam, Indigo d'Oc, LABSud, etc.

Ainsi, depuis 2017, plus de 5 000 personnes (acteurs économiques et grand public) ont pu découvrir les multiples facettes du design, notamment sa valeur ajoutée au bénéfice du développement économique, et plus globalement de l'innovation.

L'association PULSE, créée en 2018 par des designers montpelliérains, est une structure impliquée au côté la Métropole pour favoriser le développement du design au service du développement économique.

Plus spécifiquement, l'association PULSE a pour objectif de :

- Favoriser le développement du design au service du développement économique auprès des institutions, entreprises commerciales et particuliers sur le territoire,
- Créer une dynamique de promotion du design aussi auprès du grand public,
- Mettre en réseau tous les renseignements relatifs au progrès de la maîtrise du design,
- Elaborer, promouvoir et garantir le respect de bonnes pratiques professionnelles et spécialement une certaine éthique par les acteurs de la filière.

Aussi, afin de poursuivre la mobilisation des acteurs autour de ce secteur innovant en 2019, l'association PULSE propose de renouveler les actions portées les deux années précédentes, et en particulier, de faire bénéficier les start-up et acteurs économiques du territoire de l'expertise de ses membres, à travers par exemple des entretiens individuels, des rencontres professionnelles, des conférences, etc.

Pour mener à bien cette collaboration sur l'année 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et l'association PULSE portent une volonté commune de développement du design en particulier au service des professionnels.

Les actions envisagées en 2019 porteront notamment sur le renouvellement de certaines actions menées en 2018 : #TRIO avec le BIC, Design Lab avec le département développement économique, UTNS#3, rencontres designers / entrepreneurs.

Les actions décrites ci-dessus n'ont pas vocation à être exhaustives, et pourront être complétées si d'autres opportunités de collaboration se dessinent en cours d'année.

Ces actions associeront le plus largement possible les acteurs économiques locaux impliqués dans le design ou pour lesquels le design peut représenter un accélérateur de développement.

Ainsi, considérant l'adéquation entre les objectifs poursuivis par l'association et ceux de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de design, il est proposé de soutenir par l'octroi d'une subvention d'un montant de 8 000 € pour l'exercice 2019. Cette subvention sera versée sous réserve de la signature d'une convention d'attribution avec l'association PULSE.

En conséquence il est demandé au conseil de bien vouloir :

- attribuer une subvention d'un montant global de 8 000 € à l'association PULSE, sous réserve de la signature de la convention d'attribution,
- approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association PULSE,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91924-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention association PULSE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Fondation Université de Montpellier - Attribution de subvention - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de développement économique, Montpellier Méditerranée Métropole élabore et met en œuvre des politiques publiques destinées à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire, et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Dans cet objectif, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de soutien à la création, à l'innovation, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation des entreprises. Elle favorise les synergies entre les entreprises et l'ensemble de la sphère économique, notamment par le soutien aux pôles d'activités, aux universités, aux établissements d'enseignement supérieur.

A ce titre, il est proposé de renouveler, pour l'exercice 2019, le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions d'intérêt général, à la Fondation Université de Montpellier, pour un montant de 10 000 €.

La Fondation Université de Montpellier a pour mission de :

- Mettre en œuvre et financer des actions traduisant les missions des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des enseignants dans le monde de l'entreprise,
- Mettre en œuvre et financer des actions destinées à accompagner les étudiants et à permettre leur insertion professionnelle,
- Promouvoir, valoriser financer et cofinancer la recherche fondamentale et appliquée auprès des partenaires,
- Accompagner la conception de méthodologies et d'outils soutenant le développement des entreprises et le renforcement de leurs activités,
- Organiser des colloques, congrès ou séminaires dans des domaines couverts par la fondation,
- Soutenir la promotion et le développement du patrimoine scientifique et culturel de l'Université de Montpellier.

En 2018, la Fondation Université de Montpellier a notamment mené les actions suivantes :

- Organisation de Workshop par la chaire E-santé sur la thématique Moral Health,
- La remise du prix International Jean Bilard sur la recherche sur le Dopage,
- Organisation du concours entrepreneuriat « My Sport-Tech Challenge »,
- Chaire Oenofutur conférences sur les « Vins blancs : Qualités et innovations » et « Aide à la Décision et traçabilité en viticulture/œnologie ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à la Fondation Université de Montpellier d'une subvention de 10 000 euros, sous réserve de la signature de la convention afférente ;
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal MARION.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-90796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement Economique,
Enseignement supérieur et
recherche, Innovation, Artisanat

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michellé CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Développement Economique, Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Artisanat - Partenariat pour l'événement ZEvent - Convention - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole accueille sur son territoire plus d'une soixantaine d'acteurs du secteur des Industries Culturelles et Créatives (ICC), constituant un écosystème complet où sont représentés les entreprises, de la start-up au groupe international, les centres de formations et de recherche, les réseaux d'animation, les équipements mutualisés.

Considérant l'importance et le potentiel de croissance du secteur des ICC sur le territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se positionner en tant que collectivité phare du domaine au plan national, voire international. Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole poursuit son engagement auprès des entreprises et acteurs des ICC, avec notamment le soutien aux clusters et associations. Le jeu vidéo en général, l'e-sport en particulier, sont des secteurs clés des ICC à Montpellier et les événements dans ce domaine se multiplient, dont celui baptisé ZEvent.

ZEvent est un marathon caritatif de 50 heures basé sur le streaming de jeux vidéo. Cet événement, organisé à Montpellier, mobilise des acteurs des ICC qui s'engagent pour une cause en faveur de la santé, en touchant un public très difficile à atteindre pour les associations partenaires (15-30 ans).

Les Montpelliérains Adrien Nougaret, alias Zerator l'un des animateurs les plus célèbres de la plateforme Twitch, et Alexandre Dachary (streamer connu sous le nom « Le Dach »), sont les fondateurs de la structure ZT Production à l'origine de l'événement ZEvent.

ZEvent s'associe à des associations caritatives, en prenant pour critères qu'elles soient spécialisées dans le milieu médical ou environnemental et qu'elles aient un rayonnement international.

La première édition a ainsi permis de récolter 450 000 euros de dons pour la Croix Rouge. La renommée de Zerator est telle qu'elle a permis, dès la deuxième édition de dépasser 1 million d'euros de dons en 2018 au profit de Médecins Sans Frontières. En 2019, c'est l'Institut Pasteur qui sera partenaire de ZEvent.

Le modèle économique repose sur un budget d'environ 50 000 euros, pris sur le fonctionnement (pas de sponsoring privé car projet caritatif), avec défraiement des participants. Il s'agit d'une quarantaine de streamers et animateurs renommés qui attirent les spectateurs et offrent donc une visibilité très forte à l'association partenaire, sur 3 à 5 chaînes en simultané pendant 50 heures, ainsi que de personnel en backstage qui assurent les retransmissions (régisseurs, communication, making off...).

ZEvent 2019 se tiendra du 20 au 23 septembre 2019 et afin d'accueillir les participants dans les meilleures conditions tout en restant dans le budget prévu, les organisateurs ont sollicité un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole pour qu'une salle adaptée soit mise à disposition. Cette demande est appuyée par l'Institut Pasteur qui s'implique fortement dans ce projet et propose en contrepartie une intervention dans le cadre d'une conférence à Montpellier. Au vu des sujets d'étude et de recherche de l'Institut Pasteur et des actions de la Métropole dans le domaine de la santé, les possibilités sont multiples, par exemple sur des thématiques liant la santé avec l'Intelligence Artificielle, le Big Data...

Considérant l'intérêt de ce projet qui s'inscrit pleinement dans la stratégie métropolitaine visant à renforcer le positionnement de territoire clé du secteur des ICC, il est proposé de signer un partenariat tripartite avec ZT Production et l'Institut Pasteur pour l'organisation de l'édition 2019 de ZEvent, du jeudi 19 septembre soir au lundi 23 septembre midi. L'engagement de la Métropole dans ce partenariat se traduira par la mise à disposition d'une salle pour accueillir l'événement au Corum, valorisée à 4 256 euros HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93194-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20190704 Convention 3M-ZEvent 2019 vf.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

FINANCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYŻANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Votes en Autorisations de Programme et Crédits de Paiement - Créations - Révisions - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP).

Par délibération n°M2018-282 du 20 juin 2018, la Métropole a par ailleurs adopté un nouveau règlement budgétaire et financier, consacré notamment à la gestion en AP/CP.

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2019 à 649 868 080 € sur le budget principal, 484 283 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

I. Créations de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2019 :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BS 2019
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M19VELO01	MODES ACTIFS VELOURUTION	15 000 000
	Somme :	31 601 797

II. Révisions des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Supplémentaire 2019 :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2019	AP APRES BS 2019
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	3 337 650	1 072 533	4 410 183
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	2 031 915	-33 566	1 998 349
M18VEHI01	Mise à niveau parc véhicules DAT	2 000 000	1 108 516	3 108 516
NETMTP16	Environnement Montpellier 2016	4 827 353	131 892	4 959 245
SPOPIS02	Piscine HERACLES	11 763 741	396 495	12 160 236
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	14 616 956	-2 817 952	11 799 004
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 16	12 382 165	1 281 961	13 664 126
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	14 430 914	-136 436	14 294 478
	Somme :	65 390 694	1 003 442	66 394 136

BUDGET TRANSPORTS: en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2019	AP APRES BS 2019
M19EXTL11	EXTENSION LIGNE 1 TRAMWAY	41 958 779	-5 021 000	36 937 779
	Somme :			36 937 779

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange 2016	2 625 362
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	17 007 381
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	1 554 607
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	3 147 185
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	7 349 718
CULALG01	MOCO	22 500 000
CULCRR01	CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	37 562 000
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 200 000
CULMED01	MEDIATHEQUE CASTELNAU	5 630 000
DEAFAB18	FABREGUES protection Coulazou	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS protection Rieumassel	3 600 000
DEALAT18	Lattes protection basse vallée Mosson	3 591 000
DEASHD18	Schéma hydraulique Verdanson pont via domitia	3 600 000
DEASHV18	Schéma hydraulique Verdanson bassin Valsière	3 510 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080
DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DMOVEL18	Vélo Station Gare Saint-Roch	840 000
DPVDEC18	Modernisation parc déchèteries Métropole	6 972 000
DPVDTR18	Extension renov centre tri DEMETER	20 175 396
DRICIN18	Cité intelligente	7 110 000
DRIEXT18	Extension du SDAN	3 333 333
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER/ESRI LOGEMENT ETUDIANT	2 554 043
DUHPIE18	Aides à la pierre sur fonds propres	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	ROUTE DE LA MER	28 891 327
FONAMU05	Acquisitions foncières	33 998 083
M18CIME01	Création d'un cimetière intercommunal	44 400 000
M18CTEC01	Création d'un Centre technique métropolitain pour le pôle plaine Ouest	2 700 000
M18SBRN01	Aménagement av Nîmes à St-Bres	1 620 000
M19CARR01	AMENAGEMENT DE CARREFOUR RD610/RD24E2	1 700 000
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19LIHT01	ENFOUISSEMENT LIGNES HT	9 918 419
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	1 888 517

M19OUVA01	Reprise des rampes de l'ouvrage d'art de	1 050 000
M19RD1701	RD17E11 PISTE CYCLABLE MONTFER	1 255 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
MGBRES18	Raccordement réseaux électriques Mtp SRU	1 000 000
MGBSUR18	Travaux sûreté siège Métropole	300 000
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	13 416
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	4 812 903
SPOCNN18	Réhabilitation Centre Nautique Neptune	14 240 000
SPOPAR01	Parc multiglisse Gérard Bruyère à Baillargues	14 000 000
TRAGSR01	GARE SAINT ROCH	6 645 100
VOICEB16	Voirie Cadoule et Bérange 2016	11 472 262
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	13 776 697
VOIMTP16	Voirie Montpellier 16	75 447 211
	Somme :	584 477 386

BUDGET ASSAINISSEMENT : en euro HT

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
M19MAERA01	MAERA	119 944 400
M19STEP02	STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES	2 902 800
M19STEP03	STEP MURVIEL	1 732 100
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	26 400 891
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL	12 084 992
	Somme :	163 065 183

BUDGET TRANSPORTS: en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
M19ACCM01	SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	1 650 000
M19NBUS01	ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	22 582 000
M19TRAML5	LIGNE 5 DE TRAMWAY	418 092 281
	Somme :	442 324 281

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait en conséquence à 682 473 319 € sur le budget principal, 479 262 060 € sur le budget annexe transport et 163 065 183 € sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus,
- retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93476-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M APCP BS 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Répartition 2019 du Fonds National de Péréquation des Ressources Intercommunales et Communes (FPIC) - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Le Fonds national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) a été mis en place en 2012. Il institue le principe d'une péréquation horizontale entre collectivités et groupements d'une même catégorie et s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composé d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

D'un montant de 150M€ en 2012, ce fonds a été porté à 360M€ en 2013, 570M€ en 2014, 780M€ en 2015 et à 1 milliard d'euros en 2016 et 2017. La loi de finances pour 2018 entérine définitivement ce niveau qui n'atteindra donc pas les 2% des recettes fiscales du bloc local initialement prévus.

Ses ressources sont prélevées sur les collectivités et groupements dont le potentiel financier agrégé par habitant dépasse un certain seuil. Elles sont redistribuées entre les ensembles intercommunaux selon des critères de richesse (potentiel financier agrégé et revenu moyen par habitant) et d'effort fiscal.

Au vu de ces éléments, l'ensemble intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses communes membres est bénéficiaire de ce fonds. Le montant qui lui est alloué en 2019 s'élève à 12 502 210€, en augmentation de 2.3% par rapport à 2018.

Dans le cadre du droit commun, la répartition est effectuée d'une part, entre l'EPCI et les communes membres en fonction du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF), et d'autre part, entre les communes membres en fonction de l'insuffisance de potentiel financier par habitant et de la population de chaque commune. Selon la répartition de droit commun, notifiée par la Préfecture de l'Hérault, les montants de FPIC pour 2019 s'établissent comme suit :

	FPIC2019
Montpellier Méditerranée Métropole	7 193 663
Total Communes	5 308 547
Baillargues	89 005
Beaulieu	23 830
Castelnau le Lez	198 252
Castries	68 374
Clapiers	63 225
Cournonsec	39 859
Cournonterral	73 780
Le Crès	101 210
Fabrègues	71 464
Grabels	93 653
Jacou	82 988
Juvignac	132 397
Lattes	166 560
Lavérune	28 306
Montaud	12 394
Montferrier-sur-Lez	37 525
Montpellier	3 280 827
Murviel-lès-Montpellier	23 326
Pérols	93 278
Pignan	80 125
Prades-le-Lez	64 186
Restinclières	24 585
Saint-Brès	37 396
Saint-Drézéry	29 211
Saint Geniès des Mourgues	22 074
Saint Georges d'Orques	60 012
Saint Jean de Védas	89 043
Saussan	18 845
Sussargues	33 873
Vendargues	49 993
Villeneuve lès Maguelone	118 951

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la répartition de droit commun du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC) ainsi définie pour 2019,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-89782-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5, alinéa 1, du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	91 937 505,93 €
- résultat d'investissement hors reports :	-20 516 031,59 €
- solde des reports d'investissement :	-49 637 740,33 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	70 153 771,92 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, par arrêté préfectoral en date du 5 juin 2019, le SIEL, syndicat mixte des étangs littoraux, dont la Métropole était membre, a fait l'objet d'une dissolution au 1^{er} janvier 2019, la compétence GEMAPI étant désormais exercée en propre par la Métropole. La convention pour la liquidation du syndicat prévoit les modalités budgétaires et comptables de la dissolution. Le compte administratif et le compte de gestion ayant été adoptés, les résultats du syndicat doivent être répartis entre les trois EPCI membres.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole doit reprendre 47,12% des résultats de fonctionnement et d'investissement du SIEL (clé de répartition établie en fonction des statuts du SIEL), soit 28 066,64 € en fonctionnement et 8 746,24 € en investissement (la convention pour la liquidation du syndicat comporte une erreur matérielle, il faut lire 8 746,24 € en lieu et place de 8 746,64 €).

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole à la section d'investissement pour un montant de 70 153 771,92 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 21 783 734,01 € ;
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	20 516 031,59 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	70 153 771,92 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	21 783 734,01 €
- transférer les résultats de clôture du SIEL dans chaque section respective du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole et procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	8 746,24 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	28 066,64 €
- autoriser Monsieur le Président de la Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 26 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92043-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe transport de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M43 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	29 535 885,72 €
- résultat d'investissement hors reports :	-5 975 254,42 €
- solde des reports d'investissement :	-940 045,54 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	6 915 299,96 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2018 à la section d'investissement pour un montant de 6 915 299,96 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 22 620 585,76 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 5 975 254,42 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 6 915 299,96 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 22 620 585,76 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 61 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 26 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92045-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget annexe assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	26 896 258,64 €
- résultat d'investissement hors reports :	-9 751 732,87 €
- solde des reports d'investissement :	-8 660 059,60 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	18 411 792,47 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2018 à la section d'investissement pour un montant de 18 411 792,47 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 8 484 466,17 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :9 751 732,87 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :18 411 792,47 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :8 484 466,17 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 27 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92047-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	90 243,79 €
- résultat d'investissement hors reports :.....	7 748,61 €
- solde des reports d'investissement :.....	0,00 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :.....	7 748,61 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2018 à la section de fonctionnement pour un montant de 90 243,79 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....7 748,61 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....90 243,79 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 27 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	1 832 186,11 €
- résultat d'investissement :.....	0,00 €
- solde des reports d'investissement :.....	-46 401,40 €
- besoin de financement de la section d'investissement :.....	46 401,40 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2018 à la section d'investissement pour un montant de 46 401,40 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 1 785 784,71 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....0,00 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :.....46 401,40 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....1 785 784,71 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 26 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92051-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Chantal CLARAC, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Noël SEGURA

Finances - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2018 - Budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2018 du budget annexe eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé que le Compte Administratif 2018 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	3 038 799,48 €
- résultat d'investissement hors reports :	605 473,56 €
- solde des reports d'investissement :	-149 250,68 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :	456 222,88 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2018 à la section de fonctionnement pour un montant de 3 038 799,48 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 605 473,56 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 038 799,48 €
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 27 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92054-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2019, adopté le 31 janvier 2019, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2018 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 se présente pour le budget principal de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 du Budget Principal s'équilibre à **25 630 880,84 euros en section de fonctionnement** et à **137 369 723,91 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	1 054 053,80	0,00	1 054 053,80
Crédits nouveaux	9 966 265,30	14 610 561,74	24 576 827,04
dont 930 – Services généraux	1 035 568,00		1 035 568,00
dont 931 – Sécurité	-50 075,79		-50 075,79
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 780 730,00		2 780 730,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	1 459 053,18		1 459 053,18
dont 936 – Action économique	619 578,16		619 578,16
dont 937 – Environnement	1 923 582,75		1 923 582,75
dont 938 – Transports	1 189 329,00		1 189 329,00
dont 940 – Impositions directes	518 500,00		518 500,00
dont 943 – Opérations financières	490 000,00		490 000,00
dont 946 – Transferts entre les sections		1 896 549,00	1 896 549,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		12 714 012,74	12 714 012,74
Total général	11 020 319,10	14 610 561,74	25 630 880,84

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	21 811 800,65	0,00	21 811 800,65
Crédits nouveaux	3 019 080,19	800 000,00	3 819 080,19
dont 930 – Services généraux	917 332,71		917 332,71
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 260 075,28		2 260 075,28
dont 934 – Santé et action sociale	-127 000,00		-127 000,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	322 562,95		322 562,95
dont 936 – Action économique	498 379,76		498 379,76
dont 937 – Environnement	723 466,06		723 466,06
dont 938 – Transports	609 709,43		609 709,43
dont 940 – Impositions directes	3 047 943,00		3 047 943,00

dont 941 – Autres impôts et taxes	-5 520 900,00		-5 520 900,00
dont 942 – Dotations et participations	287 511,00		287 511,00
dont 946 – Transferts entre les sections		800 000,00	800 000,00
Total général	24 830 880,84	800 000,00	25 630 880,84

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	20 516 031,59	0,00	20 516 031,59
Crédits reportés	59 207 737,61	0,00	59 207 737,61
Crédits nouveaux	34 145 954,71	23 500 000,00	57 645 954,71
dont 900 – Services généraux	1 499 774,00		1 499 774,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-5 424 212,93		-5 424 212,93
dont 904 – Santé et action sociale	100 000,00		100 000,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	7 237 248,96		7 237 248,96
dont 906 – Action économique	4 312 264,00		4 312 264,00
dont 907 – Environnement	3 214 507,70		3 214 507,70
dont 908 – Transports	21 512 372,98		21 512 372,98
dont 921 – Taxes non affectées	194 000,00		194 000,00
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	1 500 000,00		1 500 000,00
dont 925 – Opérations patrimoniales		22 700 000,00	22 700 000,00
dont 926 – Transferts entre les sections		800 000,00	800 000,00
Total général	113 869 723,91	23 500 000,00	137 369 723,91

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	8 746,24	0,00	8 746,24
Crédits reportés	9 569 997,28	0,00	9 569 997,28
Crédits nouveaux	90 480 418,65	37 310 561,74	127 790 980,39
dont 900 –	800,00		800,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	142 879,00		142 879,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	5 800 300,00		5 800 300,00
dont 906 – Action économique	-1 201 293,96		-1 201 293,96
dont 907 – Environnement	1 079 695,91		1 079 695,91
dont 908 – Transports	15 956 003,49		15 956 003,49
dont 921 – Taxes non affectées	-1 318 655,00		-1 318 655,00
dont 922 – Dotations et participations	79 940 971,92		79 940 971,92
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-10 430 282,71		-10 430 282,71
dont 925 – Opérations patrimoniales		22 700 000,00	22 700 000,00
dont 926 – Transferts entre les sections		1 896 549,00	1 896 549,00
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		12 714 012,74	12 714 012,74
dont 954 – Produits des cessions d'immobilisation	510 000,00		510 000,00
Total général	100 059 162,17	37 310 561,74	137 369 723,91

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2019 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, de à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 11 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92752-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe transport - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2019, adopté le 31 janvier 2019, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2018 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 pour le budget annexe transport se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe transport s'équilibre à **28 324 740,83 euros en section d'exploitation** et à **28 669 140,70 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	4 664 631,98	0,00	4 664 631,98
Crédits nouveaux	96 245,43	23 563 863,42	23 660 108,85
dont 011 – Charges à caractère général	3 000,00		3 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	121 535,43		121 535,43
dont 67 – Charges exceptionnelles	-28 290,00		-28 290,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		23 563 863,42	23 563 863,42
Total général	4 760 877,41	23 563 863,42	28 324 740,83

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	22 620 585,76	0,00	22 620 585,76
Crédits nouveaux	153 834,07	5 550 321,00	5 704 155,07
dont 70 – Ventes produits fabriqués, prestations	-5 000,00		-5 000,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	158 834,07		158 834,07
dont 042 – Opérations d'ordre de transfert entre sections		5 550 321,00	5 550 321,00
Total général	22 774 419,83	5 550 321,00	28 324 740,83

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	5 975 254,42	0,00	5 975 254,42
Crédits reportés	4 840 445,54	0,00	4 840 445,54
Crédits nouveaux	8 002 012,74	9 851 428,00	17 853 440,74
dont 13 – Subventions d'investissement	4 785 518,00		4 785 518,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	40 000,00		40 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	2 739 735,00		2 739 735,00
dont 23 – Immobilisations en cours	1 036 759,74		1 036 759,74
dont 27 – Autres immobilisations financières	-600 000,00		-600 000,00
dont 040 – Opérations d'ordre de transfert entre sections		5 550 321,00	5 550 321,00
dont 041 – Opérations patrimoniales		4 301 107,00	4 301 107,00
Total général	18 817 712,70	9 851 428,00	28 669 140,70

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	3 900 400,00	0,00	3 900 400,00
Crédits nouveaux	-3 096 229,72	27 864 970,42	24 768 740,70
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	7 615 299,96		7 615 299,96
dont 13 – Subventions d'investissement	-49 800,00		-49 800,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	-16 251 993,55		-16 251 993,55
dont 23 – Immobilisations en cours	5 550 321,00		5 550 321,00
dont 27 – Autres immobilisations financières	39 942,87		39 942,87
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		23 563 863,42	23 563 863,42
dont 041 – Opérations patrimoniales		4 301 107,00	4 301 107,00
Total général	804 170,28	27 864 970,42	28 669 140,70

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe transport par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M43,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 22 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92687-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2019, adopté le 31 janvier 2019, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2018 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 pour le budget annexe de l'assainissement se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 du Budget annexe de l'assainissement s'équilibre à **8 484 466,17 euros en section d'exploitation** et à **24 286 792,47 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	53 454,00	0,00	53 454,00
Crédits nouveaux	29 800,00	8 401 212,17	8 431 012,17
dont 011 – Charges à caractère général	-220 200,00		-220 200,00
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés	-50 000,00		-50 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	300 000,00		300 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		8 401 212,17	8 401 212,17
Total général	83 254,00	8 401 212,17	8 484 466,17

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	8 484 466,17	0,00	8 484 466,17
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	8 484 466,17	0,00	8 484 466,17

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	9 751 732,87	0,00	9 751 732,87
Crédits reportés	8 660 059,60	0,00	8 660 059,60
Crédits nouveaux	5 875 000,00	0,00	5 875 000,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	1 450 000,00		1 450 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-42 000,00		-42 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	4 467 000,00		4 467 000,00
Total général	24 286 792,47	0,00	24 286 792,47

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	0,00	0,00	0,00
Crédits nouveaux	15 885 580,30	8 401 212,17	24 286 792,47
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	18 411 792,47		18 411 792,47
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-2 526 212,17		-2 526 212,17
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		8 401 212,17	8 401 212,17
Total général	15 885 580,30	8 401 212,17	24 286 792,47

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2019 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 27 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92689-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2019, adopté le 31 janvier 2019, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2018 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 pour le budget annexe assainissement non collectif se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe assainissement non collectif s'équilibre à **90 243, 79 euros en section d'exploitation** et à **67 492,40 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	500,00	89 743,79	90 243,79
dont 65 – Autres charges de gestion courante	500,00		500,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		89 743,79	89 743,79
Total général	500,00	89 743,79	90 243,79

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	90 243,79	0,00	90 243,79
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	90 243,79	0,00	90 243,79

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	0,00	0,00	0,00
Crédits nouveaux	67 492,40	0,00	67 492,40
dont 13 – Subventions d'investissement	-30 000,00		-30 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	97 492,40		97 492,40
Total général	67 492,40	0,00	67 492,40

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 748,61	0,00	7 748,61
Crédits nouveaux	-30 000,00	89 743,79	59 743,79
dont 13 – Subventions d'investissement	-30 000,00		-30 000,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		89 743,79	89 743,79
Total général	-22 251,39	89 743,79	67 492,40

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 29 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92691-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2019, adopté le 31 janvier 2019, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2018 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 pour le budget annexe parking se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe parking s'équilibre à **1 785 784,71 euros en section d'exploitation** et à **832 186,11 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	1 000 000,00	785 784,71	1 785 784,71
dont 011 – Charges à caractère général	1 000 000,00		1 000 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		785 784,71	785 784,71
Total général	1 000 000,00	785 784,71	1 785 784,71

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	1 785 784,71	0,00	1 785 784,71
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	1 785 784,71	0,00	1 785 784,71

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	46 401,40	0,00	46 401,40
Crédits nouveaux	785 784,71	0,00	785 784,71
dont 21 – Immobilisations corporelles	785 784,71		785 784,71
Total général	832 186,11	0,00	832 186,11

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	46 401,40	785 784,71	832 186,11
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	46 401,40		46 401,40
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		785 784,71	785 784,71
Total général	46 401,40	785 784,71	832 186,11

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 28 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92693-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Budget supplémentaire 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe eau potable - Adoption

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2019, adopté le 31 janvier 2019, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2018 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2018.

Ce Budget Supplémentaire 2019 pour le budget annexe eau potable se présente de la façon suivante :

Le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe eau potable s'équilibre à **2 771 799,48 euros en section d'exploitation** et à **2 079 730,68 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	899 822,36	1 871 977,12	2 771 799,48
dont 011 – Charges à caractère général	937 822,36		937 822,36
dont 012 – Charges de personnel et frais assimilés	40 000,00		40 000,00
dont 014 – Atténuations de produits	-5 000,00		-5 000,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	12 000,00		12 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	-85 000,00		-85 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		1 871 977,12	1 871 977,12
Total général	899 822,36	1 871 977,12	2 771 799,48

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	3 038 799,48	0,00	3 038 799,48
Crédits nouveaux	-267 000,00	0,00	-267 000,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	-267 000,00		-267 000,00
Total général	2 771 799,48	0,00	2 771 799,48

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	149 250,68	0,00	149 250,68
Crédits nouveaux	1 930 480,00	0,00	1 930 480,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	580 480,00		580 480,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	550 000,00		550 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	800 000,00		800 000,00
Total général	2 079 730,68	0,00	2 079 730,68

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	605 473,56	0,00	605 473,56
Crédits nouveaux	-397 720,00	1 871 977,12	1 474 257,12
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-397 720,00		-397 720,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		1 871 977,12	1 871 977,12
Total général	207 753,56	1 871 977,12	2 079 730,68

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2019 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 29 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92697-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Admissions en non valeur - Exercice 2019

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Madame la Trésorière Municipale a transmis à Montpellier Méditerranée Métropole l'état des recettes qui s'avèrent irrécouvrables malgré la mise en œuvre de toutes les procédures légales de recouvrement.

Après étude, il est proposé de donner suite à la requête de Madame la Trésorière pour un montant de créances s'élevant à **118 781,25 euros** pour les admissions en non-valeur et un montant de **301 700,43 euros** pour les créances éteintes qui se décomposent de la façon suivante :

Budget	Admissions en non-valeur (€)	Créances éteintes (€)
Budget Principal	110 766,63	254 519,10
Budget Annexe Assainissement	1 386,57	47 115,94
Budget Annexe Assainissement non collectif	824,57	0,00
Budget Annexe de l'Eau Potable	5 803,48	65,39
Total	118 781,25	301 700,43

Les listes des recettes admises en non-valeur et des créances éteintes sont annexées à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le montant proposé d'admissions en non-valeur pour l'année 2019 de **118 781,25 euros**, pour le budget principal et les budgets annexes de l'assainissement, de l'assainissement non collectif et de l'eau potable,
- dire que les montants sont prévus au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 943 ; aux budgets assainissement, assainissement non collectif et l'eau potable, chapitre 65 ;
- approuver le montant proposé de créances éteintes pour l'année 2019 de **301 700,43 euros**, pour le budget principal et les budgets annexe de l'assainissement et de l'eau potable ;
- dire que les montants sont prévus au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 943 ; aux budgets assainissement et l'eau potable, chapitre 65 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LISTE ANV BUDGET PRINCIPAL
- LISTE CREANCES ETEINTES BUDGET PRINCIPAL
- LISTE ANV CREANCES ETEINTES BUDGET ASSAINISSEMENT
- LISTE ANV BUDGET SPANC
- LISTE ANV CREANCES ETEINTES BUDGET EAU POTABLE

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - Apurement annuel des régies - Exercice 2018

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

Chaque opération menée par les régisseurs de la Métropole fait l'objet d'une vérification quotidienne et de vérifications ponctuelles par les services du Comptable public.

Au cours de l'année 2018, ces contrôles ont fait apparaître un écart global de 3 124.94 € concernant 4 régies.

- Régie de recettes du musée Fabre,
- Régie de recettes de la Piscine Poséidon,
- Régie de recettes de la Piscine Jean Vivés,
- Régie de recettes de la Piscine Spilliaert.

Chaque régisseur doit, lorsqu'un écart apparaît, soit signaler l'erreur matérielle et en expliquer la cause, soit déposer plainte dès lors que le déficit a été causé par un vol.

Les quatre régisseurs concernés ont suivi la procédure définie ci-dessus.

Un accord de sursis de paiement a été notifié à chaque régisseur, à la suite de leur demande écrite et conformément à l'instruction codificatrice du 21 avril 2006 qui précise qu'« à compter de la notification de l'ordre de reversement le régisseur peut, dans un délai de quinze jours, solliciter un sursis de versement auprès de l'ordonnateur ».

Par la suite, la Métropole a été destinataire des demandes de décharge de responsabilité et de remise gracieuse formulées par les régisseurs.

La décharge de responsabilité est accordée en cas de circonstances de force majeure, ce qui implique qu'aucune faute ou négligence n'ait été commise par le régisseur. Après analyse, l'écart d'une de ces régies ne résulte pas de ces circonstances.

Par ailleurs, une remise gracieuse des sommes mises à la charge des régisseurs peut être envisagée, celle-ci visant à prendre en compte les circonstances d'apparition du déficit.

Conformément à l'instruction codificatrice sur les régies du 21 avril 2006, le Conseil est appelé à délibérer sur les demandes des régisseurs. La Direction Départementale des Finances Publiques statuera ensuite sur celles-ci.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à ces demandes de remises totales détaillées ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
Piscine Poséidon	M. BAGHDOUD	1 008,90 €	27 novembre 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale
Piscine Jean Vivés	M. SAFRI	1 242,60 €	14 mars 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale

Piscine Marcel Spilliaert	M. PEREZ	768,70 €	26 juillet 2018	Avis favorable à une remise gracieuse totale
---------------------------	----------	----------	-----------------	--

- dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2019 au chapitre 933 ;
- En accord avec la Trésorière Municipale de bien vouloir donner un avis favorable à cette proposition de remise partielle détaillée ci-dessous :

Régies	Régisseurs	Montant du déficit	Date du constat du déficit par la Trésorerie Municipale	Avis conjoint Ordonnateur / Trésorerie Municipale
musée Fabre	M. MONNIER	104,74 €	19 avril 2018	Avis favorable à une remise gracieuse partielle assortie d'un laissé à charge de 20 €

- dire que les crédits nécessaires seront prélevés sur le budget 2019 aux chapitres 933 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces demandes.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93482-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Jean-Luc COUSQUER, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY

Finances - M57 - M43 - M49 - Amortissement - Seuil et durée - Approbation

Monsieur Max LEVITA, Vice-Président, rapporte :

A la suite de la modification des plans comptables entrés en vigueur au 1^{er} janvier 2019, il apparaît nécessaire de mettre à jour la précédente délibération M2018-364 en date du 19 juillet 2018 pour le budget principal et les budgets annexes.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole amortira ses biens selon les modalités suivantes :

L'amortissement linéaire :

L'ensemble des immobilisations corporelles et incorporelles seront amortissables selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Il est précisé, d'une part, que l'amortissement est calculé à partir de la date de mise en service et, d'autre part, que tout plan d'amortissement commencé doit être poursuivi jusqu'à son terme, sauf fin d'utilisation du bien (cession, affectation réforme, ...). Enfin, que le plan d'amortissement ne pourra être modifié qu'en cas de changement significatif dans les conditions d'utilisation du bien (cette modification faisant l'objet d'une délibération).

Le seuil d'amortissement en dessous duquel les biens sont amortis en un an est fixé à 2 000€

Est retenu le seuil de 2000 euros TTC en valeur unitaire pour les biens qui feront l'objet d'un amortissement dérogatoire sur un an.

A l'issue de cette période, la Métropole aura également la possibilité de procéder à la sortie comptable des biens de faible valeur sans pour autant que ces derniers soient physiquement réformés, cédés, ...

Les biens amortis et les durées d'amortissement :

La technique d'amortissement s'applique à l'ensemble des biens incorporels et corporels.

Sont retenues, pour chaque catégorie d'immobilisation amortissable les durées suivantes :

M57

Article	Libellé	Durée
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
204	Biens mobiliers, matériel et études	5
204	Bâtiments et installations	30
204	Projets d'infrastructures d'intérêt national	40
204	Voirie	30
204	Monuments historiques	30
2045	Subv. Equip versées aux tiers (fonds européens)	5
2046	Attributions de compensation d'investissement	15
2051	Logiciels	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
2114	Terrains de gisement	15
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	20
213	Constructions	30
2141	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments publics	30
2142	Constructions sur sol d'autrui - Immeubles de rapport	30
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	30
2153	Réseaux divers	20
2154	Voies navigables	30
21561	Matériel roulant incendie	7
21568	Matériel et outillage incendie	10
2157	Matériel et outillage technique	20
2158	Installations et outillages techniques	20
21714	Terrains de gisement	15
21721	Plantations d'arbres et arbustes	20
2173	Bâtiments publics	30
2174	Constructions sur sol d'autrui	30
21753	Réseaux divers	20
21754	Voies navigables	30
21757	Matériel et outillage techniques	20
21758	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
21782	Matériel de transport	7
21783	Matériel informatique	7
21784	Matériel de bureau et mobilier	7
21785	Matériel de téléphonie	7
21786	Cheptel	1
21788	Autres	7
2181	Installations générales, agencements	7
2182	Matériel de transport	7

2183	Matériel informatique	7
2184	Matériel de bureau et mobilier	7
2185	Matériel de téléphonie	7
2186	Cheptel	1
2188	Autres matériels	7
2214	Terrains de gisement	15
2221	Plantations d'arbres et arbustes	20
223	Constructions	30
224	Constructions sur sol d'autrui	30
2253	Réseaux divers	20
2254	Voies navigables	30
2256	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10
2257	Matériel et outillage techniques	20
2258	Autres installations, matériel et outillage techniques	20
2281	Installations générales, agencements et aménagements divers	7
2282	Matériel de transport	7
2283	Matériel informatique	7
2284	Matériel de bureau et mobilier	7
2285	Matériel de téléphonie	7
2286	Cheptel	1
2288	Autres	7
	Biens inférieurs à 2000 euros	1

M43

Article	Libellé	Durée
201	Frais d'établissement	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits assimilés	5
207	Fonds commercial	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
212	Agencements et aménagements de terrains	20
2131	Bâtiments	30
2135	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2138	Autres constructions	40
2141	Constructions sur sol d'autrui – Bâtiments	30
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	40
2151	Installations complexes spécialisées	40
	Installations et outillages techniques (Mise en accessibilité réseau bus)	20
2153	Installations à caractère spécifique	15
2154	Matériel industriel	15
2155	Matériel et outillage technique	15
2156	Matériel de transport d'exploitation : tramway	40
	Matériel de transport d'exploitation : bus	15
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15

2172	Agencements et aménagements de terrains	20
21731	Bâtiments	30
21735	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
21738	Autres constructions	40
21741	Constructions sur sol d'autrui – Bâtiments	30
21745	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
21748	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	40
21751	Installations complexes spécialisées	40
	Installations et outillages techniques (Mise en accessibilité réseau bus)	20
21753	Installations à caractère spécifique	15
21754	Matériel industriel	15
21755	Matériel et outillage technique	15
21756	Matériel de transport d'exploitation : tramway	40
	Matériel de transport d'exploitation : bus	15
21757	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15
21782	Matériel de transport	10
21783	Matériel informatique et matériel de bureau	5
21784	Mobilier	15
21785	Cheptel	1
21786	Emballages récupérables	1
21788	Autres immobilisations corporelles	5
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	15
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel informatique et matériel de bureau	5
2184	Mobilier	15
2185	Cheptel	1
2186	Emballages récupérables	1
2188	Autres immobilisations corporelles	5
222	Agencements et aménagements de terrains	20
2231	Bâtiments	30
2235	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2238	Autres constructions	40
2241	Constructions sur sol d'autrui – Bâtiments	30
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	40
2251	Installations complexes spécialisées	40
	Installations et outillages techniques (Mise en accessibilité réseau bus)	20
2253	Installations à caractère spécifique	15
2254	Matériel industriel	15
2255	Matériel et outillage technique	15
2256	Matériel de transport d'exploitation : tramway	40
	Matériel de transport d'exploitation : bus	15
2257	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15

2282	Matériel de transport	10
2283	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2284	Mobilier	15
2285	Cheptel	1
2286	Emballages récupérables	1
2288	Autres immobilisations corporelles	5
	Biens inférieurs à 2000 euros	1

M49

Article	Libellé	Durée
201	Frais d'établissement	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits assimilés	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
212	Agencements et aménagements de terrains	20
21311	Bâtiments d'exploitation	60
21315	Bâtiments administratifs	50
21351	Bâtiments d'exploitation	30
21355	Bâtiments administratifs	50
2138	Autres constructions	30
21411	Bâtiments d'exploitation	60
21415	Bâtiments administratifs	50
21451	Bâtiments d'exploitation	30
21455	Bâtiments administratifs	50
2148	Autres constructions	30
2151	Installations complexes spécialisées	10
21531	Réseaux d'adduction d'eau	60
21532	Réseaux d'assainissement	60
	Installations de refoulement des eaux usées	30
2154	Matériel industriel	8
2155	Outillage industriel	10
2156	Matériel spécifique d'exploitation	10
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
2172	Agencements et aménagements de terrains	20
217311	Bâtiments d'exploitation	60
217315	Bâtiments administratifs	50
217351	Bâtiments d'exploitation	30
217355	Bâtiments administratifs	50
21738	Autres constructions	30
217411	Bâtiments d'exploitation	60
217415	Bâtiments administratifs	50
217451	Bâtiments d'exploitation	30
217455	Bâtiments administratifs	50
21748	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	30
21751	Installations complexes spécialisées	10
217531	Réseaux d'adduction d'eau	60
217532	Réseaux d'assainissement	60
	Installations de refoulement des eaux usées	30

21754	Matériel industriel	8
21755	Outillage industriel	10
21756	Matériel spécifique d'exploitation	5
21757	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
21782	Matériel de transport	10
21783	Matériel de bureau et matériel informatique	3
21784	Mobilier	15
21785	Cheptel	1
21786	Emballages récupérables	1
21788	Autres immobilisations corporelles	5
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	10
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3
2184	Mobilier	15
2185	Cheptel	1
2186	Emballages récupérables	1
2188	Autres immobilisations corporelles	5
222	Agencements et aménagements de terrains	20
22311	Bâtiments d'exploitation	60
22315	Bâtiments administratifs	50
22351	Bâtiments d'exploitation	30
22355	Bâtiments administratifs	50
2238	Autres constructions	30
22411	Bâtiments d'exploitation	60
22415	Bâtiments administratifs	50
22451	Bâtiments d'exploitation	30
22455	Bâtiments administratifs	50
2248	Constructions sur sol d'autrui - autres constructions	30
2251	Installations complexes spécialisées	10
22531	Réseau d'adduction d'eau	60
22532	Réseaux d'assainissement	60
	Installations de refoulement des eaux usées	30
2254	Matériel industriel	8
2255	Outillage industriel	10
2256	Matériel spécifique d'exploitation	5
2257	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
2282	Matériel de transport	10
2283	Matériel de bureau et matériel informatique	3
2284	Mobilier	15
2285	Cheptel	1
2286	Emballages récupérables	1
2288	Autres immobilisations corporelles	5
	Biens inférieurs à 2000 euros	1

M4

Article	Libellé	Durée
201	Frais d'établissement	5
203	Frais d'études, de recherche et de développement et frais d'insertion	5
2051	Concessions et droits assimilés	5
207	Fonds commercial	5
208	Autres immobilisations incorporelles	5
212	Agencements et aménagements de terrains	20
2131	Bâtiments	30
2135	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2138	Autres constructions	40
2141	Constructions sur sol d'autrui – Bâtiments	30
2145	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales, agencements, aménagements	30
2148	Constructions sur sol d'autrui - Autres constructions	40
2151	Installations complexes spécialisées	10
2153	Installations à caractère spécifique	15
2154	Matériel industriel	15
2155	Outillage industriel	15
2157	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15
2172	Agencements et aménagements de terrains	20
2173	Constructions	30
2174	Constructions sur sol d'autrui	30
21751	Installations complexes spécialisées	10
21753	Installations à caractère spécifique	15
21754	Matériel industriel	15
21755	Outillage industriel	15
21757	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	15
21782	Matériel de transport	10
21783	Matériel de bureau et matériel informatique	5
21784	Mobilier	15
21785	Cheptel	1
21786	Emballages récupérables	1
21788	Autres immobilisations corporelles	5
2181	Installations générales, agencements, aménagements divers	15
2182	Matériel de transport	10
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2184	Mobilier	15
2185	Cheptel	1
2186	Emballages récupérables	1
2188	Autres immobilisations corporelles	5
222	Agencements et aménagements de terrains	20
2231	Bâtiments	30
2235	Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30

2238	Autres constructions	40
2241	Constructions sur sol d'autrui - Bâtiments	30
2245	Constructions sur sol d'autrui - Installations générales - agencements - aménagements des constructions	30
2248	Constructions sur sol d'autrui - autres constructions	40
2251	Installations complexes spécialisées	10
2253	Installations à caractère spécifique	15
2254	Matériel industriel	15
2255	Outillage industriel	15
2257	Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10
2282	Matériel de transport	10
2283	Matériel de bureau et matériel informatique	5
2284	Mobilier	15
2285	Cheptel	1
2286	Emballages récupérables	1
2288	Autres immobilisations corporelles	5
	Biens inférieurs à 2000 euros	1

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la méthode et les durées d'amortissement proposées ;
- adopter le principe de la mise en place de ces nouvelles modalités d'amortissement pour les amortissements passés à partir du 1^{er} janvier 2020 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94401-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Perla DANAN, Titina DASILVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Hors commission - Soutien aux producteurs agricoles et aux viticulteurs impactés par l'épisode de canicule du 28 juin 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

L'épisode de canicule, particulièrement lors de la journée du 28 juin 2019, a provoqué de lourds dégâts sur plusieurs productions en maraîchage, arboriculture mais aussi et surtout en viticulture.

Occupant 13 900 ha du territoire en 2015, les milieux agricoles constituent une composante forte du paysage et de l'équilibre socio-économique de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole est riche de près de 300 viticulteurs qui contribuent à la production d'environ 4 millions de bouteilles chaque année. La viticulture est ainsi la principale production agricole, elle couvre près de 4 400 ha de terre, soit le tiers des surfaces agricoles.

Afin de soutenir et de mettre en valeur cette activité agricole, Montpellier Méditerranée Métropole développe une stratégie en matière d'Agroécologie et d'Alimentation qui vise à répondre à cinq finalités :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

Cette stratégie est complétée par l'organisation d'importantes manifestations telles que les « Estivales », la « Fête des vignes », le « Mois de la transition agro-écologique », destinées à valoriser les producteurs locaux. La Métropole favorise par ailleurs l'accès à son domaine public aux marchés de producteurs. L'engagement en faveur des producteurs agricoles et des viticulteurs est donc une véritable part de l'identité métropolitaine.

L'importance des dégâts constatés lors de cet épisode caniculaire est, d'après les premiers chiffres collectés, majeure. Un recensement exhaustif des surfaces touchées sur l'ensemble des productions est en cours, mais les premières estimations concernant la viticulture oscillent entre 10% et jusqu'à 80% de pertes selon les endroits. Sur le département de l'Hérault, 9 000 ha de vignes sont impactés à des degrés variables.

Une procédure de déclaration au titre des calamités agricoles est en cours sous l'autorité du Préfet de l'Hérault. Elle doit ensuite être soumise à l'arbitrage du Ministre chargé de l'agriculture après avis du Comité National de Gestion des Risques en Agriculture (CNGRA) en vue de l'établissement d'un arrêté Ministériel reconnaissant le caractère de calamité agricole pour cet épisode de canicule. Cet arrêté doit permettre aux viticulteurs d'obtenir une indemnisation.

Consciente du rôle déterminant de l'agriculture et particulièrement de la viticulture dans son équilibre socio-économique, déterminée à assurer la profession agricole de son soutien, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite appuyer la demande de reconnaissance de l'épisode de canicule, notamment en adressant un courrier en ce sens au Préfet de l'Hérault et au Ministre chargé de l'Agriculture.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le soutien de Montpellier Méditerranée Métropole aux producteurs agricoles et aux viticulteurs touchés par l'épisode caniculaire du 28 juin dernier,
- autoriser l'appui de Montpellier Méditerranée Métropole à la demande de reconnaissance du caractère de calamité agricole pour cet épisode sur le territoire métropolitain ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est proposé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-95281-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO

Hors commission - Contrat territorial 2019-2021 entre la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 et la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) du 7 août 2015, ont modifié le paysage institutionnel français. Ces réformes territoriales ont substantiellement changé l'organisation territoriale à deux égards :

- d'une part le renforcement des Régions, propice au développement d'une stratégie sur le grand territoire,
- et d'autre part l'affirmation des Métropoles comme moteurs essentiels de la croissance et de l'attractivité du territoire.

Dès lors, la relation entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie est au carrefour d'enjeux forts qui doivent conduire à des synergies pour mobiliser les ressources territoriales au service du développement. Pour relever ce défi, des coopérations stratégiques doivent s'établir entre la Région et la Métropole. Il s'agit aussi, dans un contexte budgétaire contraint, de renforcer la cohérence des politiques publiques dans les territoires et de concentrer les efforts sur les programmes et projets publics structurants.

Lors de son Assemblée Plénière du 30 juin 2017, la Région Occitanie a décidé d'engager une nouvelle génération de politiques contractuelles territoriales pour la période 2019-2021. Les contrats régionaux dénommés « *contrat territorial Occitanie / Pyrénées-méditerranée* » reposent sur les trois grands piliers que sont le développement économique et la formation professionnelle, le développement durable, la qualité de la vie et l'attractivité des territoires.

Le contrat-cadre a pour but d'organiser le partenariat à mettre en œuvre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie pour :

- Agir pour l'attractivité, la cohésion sociale, la croissance durable et l'emploi dans le territoire de la Métropole ainsi que dans les bassins de vie qui le constituent ;
- Encourager les dynamiques innovantes dans les territoires, accompagner les projets prioritaires et consolider les atouts du territoire pour lui permettre de préparer l'avenir et de participer pleinement aux dynamiques de développement régional ;
- Accompagner et fortifier l'offre de services supérieurs et l'attractivité de Montpellier Méditerranée Métropole dans plusieurs domaines tels que le développement économique, le tourisme, l'environnement, le sport, la gestion des milieux aquatiques et les mobilités.

Ce contrat-cadre fixe les objectifs stratégiques pluriannuels communs. Une liste d'actions indicative a été élaborée et fera l'objet de programmes opérationnels de façon pluriannuelle.

Le montant total des opérations envisagées sous maîtrise d'ouvrage intercommunale, communale ou de tiers s'élève à 1 370 M €, dont 449 M € apportés par Montpellier Méditerranée Métropole et 106 M € en co-financement de la Région Occitanie. Sur la période considérée, les montants mobilisés pour les opérations pressenties s'élèveraient à environ 323 M €, dont 207,6 M € apportés par Montpellier Méditerranée Métropole et 59,6 M € par la Région Occitanie.

Il est à noter que ce contrat n'intègre pas encore les montants Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) Mosson et Programme de Renouvellement urbain d'Intérêt Régional (PRIR) Cévennes, lesquels sont en cours de définition avec les services de la Région Occitanie, en phase avec le montage de ces opérations mobilisant un large partenariat, dont l'Etat, l'ANRU et l'ANAH.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les objectifs ci-dessus énoncés pour le contrat territorial sur la période 2019-2021,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le contrat territorial, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-86048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat territorial
- Tableau indicatif eds actions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Economie Mixte Locale - Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM) - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12215 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Guiraud pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Equipement de la Région Montpellieraine (SERM).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle Guiraud présente le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2018.

Le capital social de la SERM reste inchangé au 31 décembre 2018. En revanche, Montpellier Méditerranée Métropole a acheté les parts sociales du département de l'Hérault soit 1,12% du capital social. Montpellier Méditerranée Métropole détient désormais 28,73% des actions. A ce titre elle récupère 1 siège et occupe désormais 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société reste présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Max LEVITA. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et des actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2018 : les 27 mars, 31 mai, et 12 décembre. L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2017 s'est tenue le 28 juin 2018, l'Assemblée Générale Mixte statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 28 juin 2019 et l'Assemblée Générale Extraordinaire modifiant l'objet social de la société s'est tenue le 28 mai 2019, et qui lui permettra notamment d'exercer l'activité de promotion immobilière.

La SERM s'est principalement attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial dans le département de l'Hérault. Ces activités participent à l'organisation ou au développement de la vie économique et sociale.

Au 31 décembre 2018, l'effectif de la société est de 79,6 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014.

En 2018, le résultat net global à la clôture de l'exercice (après IS et épargne salariale) atteint 1 270 K€ en hausse de 602 K€ soit 90%, pour un ensemble de capitaux propres de 31 531 K€ et un total bilan de 255 708 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2018 atteint 67 452 K€ contre 66 054 K€ en 2017, soit une hausse de +2%.

L'activité fonctionnement / aménagement de la SERM a engendré une perte nette de -74 K€, contre - 899 K€ en 2017, soit une amélioration de +825 K€ s'expliquant notamment par la hausse du chiffre d'affaires de 320 K€ par rapport à l'exercice précédent.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF (Réseau Montpelliérain de Chaleur et de froid) en DSP avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net de 1 343 K€, contre 1 568 K€ en 2017, soit une variation de -225 K€. La diminution

s'explique principalement par la baisse de 50% des droits de raccordement qui s'établissent à 860 K€ en 2018.

Les dépenses d'investissement de l'exercice s'élèvent à 42,7 M€ contre 47,2 M€ en 2017, les acquisitions 2018 ayant été moindres. L'année 2018 a été marquée par la réalisation de travaux importants sur :

- Les opérations communales dont :
 - Roque Fraisse (sur la commune de Saint Jean de Vedas): 5 M€ (comportant 3 M€ de travaux pour le groupe scolaire),
 - ZAC Cantausse (sur la commune de Saint Brès) : 2,7 M€,
- Les opérations à dominante logement comme Parc Marianne (3,5 M€), Nouveau Saint Roch (2,9 M€), Rive Gauche (2,5 M€) ou Ovalie (2,3 M€),
- Les opérations de Renouvellement Urbain : Petit Bard (1,1 M€) et Grand Cœur (0,7 M€),
- Les opérations à dominante économique comme Eureka (1,8 M€).

Le niveau d'activité réalisé sur les opérations d'aménagement en 2018 (quasi exclusivement des concessions) s'établit à 42,7 M€, soit une baisse de 4,6 M€ par rapport à 2017.

Les cessions privées (hors recettes locatives) 2018 s'élèvent à 34,3 M€ HT contre 35,7 M€ en 2017.

L'année 2018 se caractérise également par la poursuite du désendettement (passant de près de 86 M€ à 78,7 M€).

La SERM a notamment effectué divers travaux pour le compte d'autres entités les opérations suivantes :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers),
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000 Extension, Concession Eureka, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Lotissement Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine II, ZAC et Lotissement Dassault, ZAC Dassault Extension, Restructuration du secteur Frigoulet),
 - o La Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, ZAC Port Marianne – Richter, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, ZAC Blaise Pascal, PRU Cévennes Petit Bard),
 - o La commune de Saint Jean de Védas (ZAC Roque Fraisse),
 - o La commune de Prades-le-Lez (ZAC Prata Horizons),
 - o La commune de Saint-Brès (ZAC Cantausse).
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal),
- Et des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours).

La SERM détient aussi toujours en 2018 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud, 100% de la SAS Seaman (en liquidation depuis la fin d'attribution de la DSP Aquarium avec la Métropole), 1,67% de la SAEML Montpellier Events et 1,50% de la SAS Mutopia. De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energie Sud, la SAEML SERM détient des participations dans la SAS Hélioam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

Dans le cadre des perspectives d'avenir sur 2019, il convient de noter la création de la SAS Patrimoniale SERM.ID – L'immobilier Durable dont l'objet principal est d'acquérir des ensembles immobiliers à usager

de bureaux, d'activités, de production, de stockage ou de commerces, neufs ou restructurés destinés à être donnés à bail et à titre subsidiaire, du logement. La SAS sera détenue par la SERM à 51%, La Caisse des Dépôts et Consignations à 20% et la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon à 29% (ou une de ses filiales). La présidente de la nouvelle société sera la SAEML SERM. Cette nouvelle société sera présidée par la SERM.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-95253-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SERM_RAA_2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Claire HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport annuel de l'administrateur - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°12216 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL présente le compte rendu des activités concernant l'exercice 2018 de la SPL SA3M.

Le capital social de la SPL SA3M de 1 770 000 € reste inchangé au 31 décembre 2018. Montpellier Méditerranée Métropole reste toujours actionnaire majoritaire avec 50,79% des actions, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60%), de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), de Castelnau-le-Lez (1,13%), des communes de Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85%), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68%).

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la SPL SA3M dont la présidence de la société. Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2018: les 29 mars 2018, 29 mai 2018 et 12 décembre 2018. L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2017 s'est tenue le 26 juin 2018, l'assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 28 juin 2019.

Au 31 décembre 2018, l'effectif de la société est de 7,5 ETP, dont le Directeur Général, Monsieur Christophe Perez nommé le 18 septembre 2014.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement pour le compte de ses actionnaires en 2018.

« La SPL SA3M a pour objet, exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, et sur leur territoire géographique, d'apporter une offre globale de services de qualité en termes :

- d'aménagement,*
- d'urbanisme et d'environnement,*
- de développement économique, touristique et de loisirs.*

Dans ces domaines, la SPL SA3M peut:

- assurer des missions d'information, de promotion et d'animation, de recherche et de formation,*
- réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme,*
- réaliser des opérations de construction, de rénovation d'équipements de tout immeuble, local ou ouvrage,*
- assurer l'exploitation et l'entretien d'ouvrages et équipements,*
- étudier et réaliser des équipements publics.*

Et, plus généralement, la SPL SA3M peut accomplir toutes les opérations financières, commerciales, industrielles, civiles, immobilières ou mobilières, présentant un intérêt général pour les actionnaires, qui peuvent se rattacher directement ou indirectement à l'objet social. »

Le résultat net 2018 (après IS et épargne salariale) s'élève à 756 K€, contre un résultat 2017 de 942 K€. Ce résultat permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social était déjà entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent en 2018 à 3 972 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2018 atteint 33,65 M€ (contre 21,1 M€ en 2017), soit une progression de + 60 %. Au cours de l'année 2018, la société s'est vue confier 11 nouvelles opérations (mandats).

Le chiffre d'opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 75,7 M€ TTC en 2018 (dont 23,5 M€ HT d'acquisitions) contre 39,2 M€ TTC en 2017.

L'année 2018 a en effet été marquée par un niveau important d'acquisitions, (même si certains reports ont été constatés sur Restanque, et Odysseum Est) ; les acquisitions ont été les suivantes :

- Pompignane (9,9 M€ contre 1,9 M€ au budget),
- Ode à la Mer (4 M€ contre 1,8 M€ prévus),
- Coteau (3 M€ premier acompte d'une acquisition globale de 12,2 M€),
- Nouveau Grand Cœur (2,6 M€),
- République (1,2M€), Cambacérès (1,2M€), Consuls (0,9M€) et EAI (0,5 M€).

Les principales dépenses ont été réalisées sur les opérations suivantes :

- En concessions :
 - o Groupe scolaire de l'EAI (3,9 M€),
 - o Cambacérès (3,2 M€),
 - o Opération Beausoleil au sein de la concession Nouveau Grand Cœur (3 M€),
 - o Ode à la Mer (2,7 M€),
 - o Aménagement de l'EAI (1,9 M€),
 - o Concession communale ZAC Castelet à Clapiers (1,2 M€),
- En mandats :
 - o Les Halles Laissac (4,6 M€),
 - o Le Conservatoire de Rayonnement Régional (3,2 M€).

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 1,6 M€ avec une hausse de + 160 K€ par rapport à 2017.

Pour l'année 2019, les prévisions budgétaires prévoient un chiffre opérations de 117,9 M€ dont près de 52 % en concessions d'aménagement. Trois mandats pèsent pour 25% du chiffre d'opérations :

- Demeter II,
- Conservatoire à Rayonnement Régional,
- Centre d'Art Contemporain MoCo.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94965-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA 2018 SA3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société anonyme d'économie mixte locale SOMIMON - Rapport annuel de l'administrateur 2018 - Approbation

Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération n° 15083 du Conseil en date du 20 décembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Marie-Hélène SANTARELLI pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SOMIMON. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame SANTARELLI présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2018.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2018, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Toutefois, par délibération en date du 17 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur de l'intégralité des 1 200 actions détenues par le Département de l'Hérault, dans le cadre de l'application de la Loi NOTRe. Montpellier Méditerranée Métropole détient désormais 50% des parts (anciennement 42%) aux côtés de la Ville de Montpellier à 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42%.

La répartition des sièges au Conseil d'Administration de la société a été ainsi modifiée en conséquence, avec le retrait du siège du Département et l'entrée en fonction de Monsieur Pascal KRZYZANSKI, comme nouveau représentant de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole détient désormais 5 sièges sur 10, dont le poste de Présidence aux côtés de la Ville de Montpellier (un siège).

Le Conseil d'Administration de la société s'est réuni le 16 février, le 24 mai, le 25 septembre et le 20 décembre 2018 ; l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, approuvant les comptes de l'exercice 2017, s'est tenue le 21 juin 2018 et celle approuvant les comptes 2018 s'est tenue le 29 juin 2019.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2018, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET.

En 2018, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et le positionnement au service de la dynamique vitivinicole, créatrice d'emplois sur le territoire.

La SOMIMON a constitué en 2018 un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur-livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permettra de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et créer/maintenir des emplois sur le territoire.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « fruits et légumes » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « autres produits alimentaires » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs,...), l'activité horticole et, l'activité de « plate-forme frigorifique » (qui réside dans la mise à disposition de chambres

dédiées, à température dirigée).

La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- en organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture,
- en communiquant sur son catalogue produit « Cueilli ce matin, disponible cet après-midi ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (ONODJE, découpe d'ananas).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre pour 2018, 21 présents sur le site et 11 agrandissements. 13 nouveaux opérateurs se sont installés.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- la vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole),
- la vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes)
- l'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits),
- les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2018 les travaux ont été réalisés pour 447 K€ (pôle transformation et fermeture carreau producteur), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers cœur d'activité.

En 2018, le MIN s'est inscrit dans la démarche initiée par la Métropole dans le cadre de sa politique agroalimentaire, au cours notamment d'un séminaire « Agroécologie et Alimentation Durable », réunissant l'ensemble des acteurs de l'agroécologie, (associations, incubateurs entreprises innovantes, gérants, ...). Ce projet a permis de préciser les événements organisés par la Métropole et les actions engagées dans le cadre de l'année 2017-2018 de l'Agroécologie et de l'Alimentation Durable.

Le MIN a ainsi également participé à la plateforme web collaborative réalisée par la Métropole, mettant en exergue une cartographie des points de vente de produits locaux référencés ; cette plateforme a permis notamment la création du guide de référence « Bon & Local ».

Les éléments financiers au 31 décembre 2018 s'inscrivent dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs ; par ailleurs, la poursuite des études dans le cadre du schéma directeur, de la logistique urbaine et des économies d'énergie.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 2 963 K€ en légère hausse par rapport à 2017 (soit + 26 K€, soit + 1 %), dont 1 362 K€ pour la filière agroalimentaire, en forte progression (+ 82 K€ soit + 6%) et 579 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -8 K€ soit -1%, qui représente 20% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 46% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Les produits totaux représentent 3 280 K€ (en hausse de +54 K€, 1,68%) pour un total de charges de 3 275 K€ (soit + 60 K€), le résultat net de l'exercice s'élève ainsi à 4 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 099 K€.

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, il convient de noter que par délibération du 25 janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé la conduite d'une étude portant sur le

Schéma Directeur du MIN « vers un Pôle Alimentation Méditerranéenne Durable ». Cette étude co-financée exclusivement par la Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations s'achèvera dans le délai d'un an et demi. Le lancement de l'étude, par le cabinet Gressard, début juillet, a conduit, à l'état des lieux et au diagnostic stratégique (phase 1).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2018,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93555-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA SOMIMON 2018.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Par délibération n°13578 du Conseil en date du 27 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Philippe SAUREL, Président de MONTPELLIER EVENTS depuis le Conseil d'Administration du 7 mars 2016, présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2018.

Au 31 décembre 2018, le capital de la société s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Il a fait l'objet d'une réduction de capital de 21 035 577 € en décembre 2018 après constatation des capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a poursuivi son exploitation en 2018 dans quatre équipements suivants : le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole et le Parc des expositions et la Sud de France Aréna appartenant à la Région Occitanie et dans le cadre de deux délégations de service public distinctes. L'année 2018 marque la dernière année d'exploitation pour les équipements appartenant à la Région Occitanie. En effet à compter du 1^{er} janvier 2019, à la suite de la résiliation anticipée de la délégation de service public avec la Région Occitanie, le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna sont gérés en délégation de service public par la SPL Occitanie Events.

La conclusion d'un protocole de résiliation du contrat de délégation de service public du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna entre la SAEML Montpellier Events et la Région Occitanie avec prise d'effet au 31 décembre 2018, avait significativement impacté les comptes 2017. L'exercice 2018 a vu l'exécution de ce protocole se poursuivre avec la signature d'un avenant précisant les modalités et les ajustements de cette résiliation.

Par ailleurs le contrat de délégation de service public concernant l'exploitation du Corum et du Zénith Sud a été prolongé d'un an.

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 30 janvier, 16 mai, 9 octobre, 14 novembre et 24 novembre 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 29 juin 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2017. L'Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie le 26 octobre pour statuer sur la poursuite de l'activité conformément à l'article L.225-248 du Code de commerce, ainsi que le 21 décembre 2018 pour adopter la réduction de capital social motivée par des pertes et modifier les statuts.

Le mandat d'administrateur de la Caisse des Dépôts et Consignations représenté par Olivier Camau, le mandat d'administrateur de la CCI représenté par André Deljarry et le mandat de censeur du groupe APPART'CITY représenté par François Sabatino ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 115 salariés au 31 décembre 2018 dont une personne en CDD, un apprenti et un mandataire social. Au 1^{er} janvier 2019, les personnels affectés à la DSP Parc Expo / Sud de France Aréna ont été transférés à la SPL Occitanie Events. L'effectif de la société à ce jour est de 58 personnes.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 428 manifestations en légère progression +3,1% (56.5% Corum ; 16.6% Parc Expo ; 14.5% Zénith Sud ; 12.4% Sud de France Aréna) alors que le nombre de journées participants a diminué de 3,6% pour atteindre 1 288 879 contre 1 337 228 en 2017.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché des salons organisés par Montpellier Events est en baisse -22% de journées participants malgré la bonne tenue de la 70^{ème} Foire Internationale et 3 manifestations supplémentaires, dû notamment à l'annulation du salon Hydrogaïa,
- Le marché du MICE regroupe les congrès (+23% du nombre de participants malgré une baisse de -15% de manifestations) ; le corporate (-9% du nombre de participants et -13% de manifestations) ; les salons accueillis (-31% de participants malgré +8% de manifestations) et le sport (hausse du nombre de participants dû à la bonne fréquentation de l'Open Sud de France et des rencontres de handball),
- Le marché des spectacles affiche une hausse de fréquentation de 2% et 18% de plus de manifestations (107 / 91 en 2017),
- Les manifestations liées aux associations culturelles (OONMO, festival Radio France et Montpellier Danse) sont en hausse de 8% avec +20% de fréquentation.

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires est stable et s'établit à 26 443 K€ HT (26 700 K€ en 2017). Cette variation n'est pas homogène et varie suivant les sites : le Corum affiche une hausse significative de 10,2% porté par le marché des congrès et des conventions (très médiocre en 2017) ; le Zénith Sud progresse légèrement (+1,3%) ; le Parc des Expositions voit son chiffre d'affaires diminuer de -8,5%, subissant une année sans Sitevi, ni Hydrogaïa ; la Sud de France Aréna, en baisse de 10% subit également l'absence du salon Sitevi.

Le total des produits d'exploitation, en baisse de 0,7% s'élève à 27 415 K€ pour un total de charges à 28 618 K€, en hausse de 1%. Le résultat d'exploitation s'établit donc à -1 203 K€ contre -705 K€ en 2017. Le résultat net enregistre une perte de 2 489 K€ (contre une perte de 9 275 K€ en 2017 impactée par le protocole de résiliation).

Les redevances versées dans les cadre des délégations de service public, s'élèvent à 2 208 K€ dont 1 577 K€ pour Montpellier Méditerranée Métropole et 631 K€ pour la Région Occitanie.

Les capitaux propres de la société ont diminué en passant de 15 762 K€ en 2017 à 13 272 K€ en 2018, pour un capital de 15 833 K€. Les capitaux propres apparaissent donc désormais à un niveau supérieur à la moitié du capital social, grâce à l'opération de réduction de capital justifiée par des pertes.

Pour les perspectives 2019, il est donc à noter la modification du périmètre de la société, uniquement concernée par les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole. Par ailleurs un changement de dirigeant est annoncé pour le deuxième semestre 2019, avec l'arrivée de Sandra Vernier et le départ de Cédric Fiolet, qui a été nommé dirigeant de la SPL Occitanie Events depuis le 15 novembre 2018.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92625-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA MONTPELLIER EVENTS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller métropolitain, rapporte :

Par délibération n°12214 en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Abdi EL KANDOUSSI pour la représenter à la présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de TaM. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur EL KANDOUSSI, Président de TaM, présente le compte rendu des activités 2018 de la société TaM.

Aucune modification du capital social à 4 286 K€, n'est intervenue en 2018. La répartition du capital social, modifiée en 2016 dans le cadre du passage en Métropole et du transfert de la compétence voirie et stationnement de la Ville vers la Métropole, reste inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élus au sein du Conseil d'Administration aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11%) et des actionnaires privés (44,88%).

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 22 mai, 29 juin et 26 octobre 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2017 s'est tenue le 29 juin 2018, celle approuvant les comptes 2018 s'est tenue le 24 juin 2019. L'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2018 a renouvelé pour 6 ans les mandats d'administrateur de la CCI et de la CELR et a désigné le cabinet AXIOME comme co-commisaire aux comptes (consolidation). Une Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 29 juin 2018 pour une mise à jour des statuts (création d'un poste d'administrateur salarié et extension de l'objet social à l'activité CFA).

En 2018, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

L'exercice 2018 est le 1^{er} exercice où le groupe a arrêté des comptes consolidés. L'année 2018 a été marquée par le démarrage de la DSP Stationnement sur voirie avec la mise en place de la dépenalisation du stationnement, ainsi que le démarrage en juillet 2018 de la nouvelle DSP Transport publics urbains.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2018 s'établit à 1 099 et l'effectif moyen du groupe à 1 119.

La SAEML TaM exerce plusieurs activités en propre (gestion des transports urbains, des stationnements en ouvrages, de mandats, ainsi qu'un Centre de Formation d'Apprentis depuis juin 2018) et possède deux Sociétés par Actions Simplifiées Unipersonnelles (SASU) filiales : Saint Roch Stationnement (gestion du parking Saint Roch) créée en avril 2015 et TaM Voirie (gestion du stationnement sur voirie) créée en décembre 2017, nécessitant d'avoir recours aux comptes consolidés dès l'exercice 2018.

Toutes activités confondues, les comptes consolidés du groupe affichent un total des produits à 124,87 M€ (+14,5M€ par rapport à 2017). Le résultat net de l'exercice 2018 s'établit en bénéfice à hauteur de 1,42 M€ (+0,4M€ par rapport à 2017), il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 825 K€ au titre de l'exercice 2018 et une charge d'intéressement du personnel pour 330 K€. Les capitaux propres du groupe s'élèvent à 14 M€ et représentent 22% du total du bilan.

Activité Transport

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public (DSP) des transports de Montpellier Méditerranée Métropole du 1^{er} janvier 2010 jusqu'au 30 juin 2018.

Une nouvelle DSP Transport, attribuée à TaM, a démarré le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Au terme d'une période transitoire avec une sous-traitance de 6 mois, une subdélégation s'est mise en place notamment pour les services suburbains, le Transport à la Demande (TAD) et les services liés aux sorties éducatives. Cette subdélégation a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM.

Le Chiffre d'Affaires (CA) HT de l'activité transport s'élève à 56.6 M€ et représente 81.3% du CA HT total 2018 de la société. L'activité transport dégage un résultat de 5 K€.

Les ventes de titres de l'année 2018 représentent 39 179 K€ et sont en augmentation par rapport à 2017 (+2.3%) malgré une légère baisse des validations -0.8%. L'évolution des recettes s'explique en partie par l'effet année pleine de l'augmentation tarifaire d'août 2017 et les non-validations d'abonnés.

La contribution de Montpellier Méditerranée Métropole (subvention forfaitaire d'exploitation + taxes au réel) s'est élevée à 42 486 K€ réparti de la manière suivante :

- 20 954 K€ au bénéfice du Groupement Momentané d'Entreprises (GME), dont 14 017 K€ pour TaM pour le 1^{er} semestre 2018 dans le cadre de l'ancienne DSP ;
- 21 532 K€ pour TaM (avec la partie suburbaine en l'absence de subdélégataire) pour le 2^{ème} semestre 2018 dans le cadre de la nouvelle DSP.

A cela s'ajoute les compensations sociales, scolaires et les indemnités des titres du SMTCH versées par la Métropole à hauteur de 14 114 K€, dont :

- 7 923 K€ au bénéfice du GME pour le 1^{er} semestre 2018, dont 7 648 K€ pour TaM ;
- 6 191 K€ pour le 2^{ème} semestre 2018 pour TaM.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est versée par Montpellier Méditerranée Métropole pour 80% du programme prévisionnel, soit 990 K€ pour le 2nd semestre 2018.

TaM a poursuivi son action de lutte contre la fraude, le nombre de journées de contrôle est en baisse de 18% par rapport à 2017, se traduisant par une baisse équivalente du volume des indemnités PV, 1,37 M€ -18%.

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2018 s'établit à 950 K€ et présente un résultat qui s'équilibre.

Les mandats en cours en 2018 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la nouvelle gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5.

Stationnement (gestion des horodateurs et parkings)

En marché de prestations de services en régie de recettes, le parking Vicarello de la ville de Castelnau-le-Lez, a été réattribué par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM (20/01/2017-31/12/2019). Le résultat de l'activité en régie de recettes s'équilibre pour 4 K€.

Concernant la gestion des parkings de centre-ville, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion en affermage du parking Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), ainsi qu'en concession pour les

parkings **Gambetta** (1987-2029) et **Europa** (1996-2035). TaM détient également la gestion du parking du **Corum** (2009-2019) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdéléataire de la SAEML Montpellier Events. Ce dernier contrat a fait l'objet d'une prolongation de 12 mois jusqu'au 31 décembre 2019. Le résultat des parkings centre-ville s'élève à 474 K€ en baisse de 48% (912 K€ pour 2017) à la suite de la réorganisation des services de TaM et principalement à la mise en place d'une nouvelle répartition des charges communes entre l'activité transport et le stationnement.

Le résultat de l'activité globale stationnement en ouvrages s'élève à 478 K€ (480 K€ en 2018).

Sous délégation de service public, la gestion du **stationnement sur voirie** a débuté en 2018 pour une période de 7 ans (01/01/2018-31/12/2024), par une filiale dédiée de TaM, la SAS TaM Voirie. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 361 K€. Un 1^{er} avenant est intervenu en novembre 2018 afin de valider le passage des FPS en cycle long ANTAI et d'intégrer les recettes FPS en recettes publiques désormais encaissées par le délégataire pour le compte de la collectivité.

TaM a également un contrat d'affermage pour le parking **Nouveau Saint-Roch** (2015-2030) exploité par sa filiale, la SAS Saint Roch Stationnement. Le résultat de la filiale à 100% de TaM s'élève à 6.7 K€ (23.7 K€ en 2017).

Les redevances liées aux contrats de délégation de service public versées par TaM sont stables ; elles s'élèvent à 1 647 K€ pour la métropole et à 251 K€ pour Montpellier Events (parking Corum).

Autres activités

Le résultat des activités en propre est composé des six parkings suivants :

- Clinique Millénaire (2011-2026),
- Clinique St Jean (2011-2021),
- CHU Lapeyronie (2014-2024),
- Nouvelle Clinique Saint Roch (2016-2031),
- Ecopole « Liner » (2015-2016 renouvelable 3 fois),
- Mer et Glace (2017-2019).

Auxquels s'ajoutent deux nouveaux contrats privés en 2018 :

- Centre Propara (2018-2027),
- Clinique Clémentville (2018-2032).

Les recettes commerciales progressent de 139 K€ pour atteindre 1 597 K€ ; le résultat est bénéficiaire à 104 K€ en 2018 contre 445 K€ en 2017, en raison de la nouvelle répartition des charges de la structure stationnement calculé sur la base d'un pourcentage du chiffre d'affaires.

Pour rappel, le contrat du parking Gaumont (2017-2026) est associé aux comptes de la DSP Transport, puisque localisé au P+Tram Circée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société TAM pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92710-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA TaM 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur - Approbation

Madame Annie YAGUE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°12 220 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Annie YAGUE pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAEML SFMA. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Annie YAGUE présente le compte rendu des activités de la SAEML SFMA au cours de l'exercice 2018.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Le capital de la société, inchangé en 2018, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence.

Au cours de l'exercice 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises : le 16 février, 17 mai et le 25 septembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire, le 28 juin 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2017 et le 25 juin 2019 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2018.

L'effectif de la société est de 47 collaborateurs au 31 décembre 2018, dont six fonctionnaires mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'essentiel de l'activité 2018 de la SAEML SFMA, sous l'appellation commerciale Services Funéraires Montpellier Méditerranée Métropole (SFMMM) s'est focalisée sur la fin des travaux de mise aux normes des installations de filtrations des effluents du crématorium, afin que l'ensemble du dispositif respecte la qualité des rejets dans l'atmosphère en conformité avec la réglementation. Le projet a aussi intégré l'installation d'un troisième appareil de crémation, équipement nécessaire au maintien de la capacité de crémation pendant les travaux et lors de futures maintenances. Tous ces travaux ont été réalisés sans interruption des missions de service public funéraire déléguées.

La part de marché obsèques à 49,60% (48,74% en 2017), démontre une activité soutenue tout au long de l'année avec 1 800 cercueils vendus, 958 urnes, 2 176 admissions en salons funéraires et 2 148 crémations ; à cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 137 nouvelles adhésions sur l'exercice 2018.

Le chiffre d'affaires, stable par rapport à 2017, s'élève à 6 087 K€ (6 044 K€ en 2017) et se répartit de la manière suivante :

- 74,5% pour l'activité « pompes funèbres » (4 533 K€)
- 24,7% pour l'activité « crémation » (1 506 K€).

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 527 K€ (-2.6 K€ par rapport à 2017).

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement qui s'élève à 71 K€ pour 2018, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs.

Le résultat s'élève à 637 K€, en baisse de 17% par rapport à 2017 ; réparti pour 40% sur l'activité « pompes funèbres » (257 K€) et 60% sur l'activité « crémation » (379 K€).

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 3 789 K€ (3 152 K€ en 2017). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la

création de plusieurs nouveaux salons funéraires afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2018,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92620A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA_2018_SFMA.pdf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale BRL - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°14852 du Conseil en date du 17 octobre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter aux Assemblées Générales et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL. Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2018.

Depuis plus de soixante ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 31 mars 2016 par Monsieur Damien ALARY, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Madame Françoise BIGOTTE.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois : le 19 avril, le 21 juin et le 28 novembre 2018. L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2017 s'est tenue le 21 juin 2018. L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2018 s'est quant à elle tenue le 24 juin 2019.

L'année 2018 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL :

- Avancement des travaux et des études pré-opérationnelles Aqua Domitia sur les Maillons Nord Gardiole et Biterrois,
- Début de réalisation des trois projets Réseaux hydroagricoles, comprenant notamment les études techniques et le démarrage de la libération du foncier,
- Première année de déploiement de la stratégie BRL Horizon 2020, avec une mobilisation du Comité exécutif du Groupe BRL pour poursuivre le développement d'Aqua Domitia et des réseaux hydroagricoles, intensifier le développement Export, piloter les transformations associées aux transitions écologique et énergétique avec de nombreux effets de la transformation numérique gérée par le DSI de BRL,
- Redressement de la filiale BRL Espaces Naturels par le déploiement du scénario S4 Bis et par la poursuite d'activité de BRL EN,
- Création de BRLI-CI le 8 novembre 2018 afin d'ajuster les modalités d'intervention de BRLI, sans augmentation au niveau de risque,
- Redressement fiscal de BRLI en Éthiopie pour un total approchant les 2 M€ (dont 1,2 M€ correspondant à des pénalités et des intérêts). Après analyse de la notification, une provision de 1,2 M€ a été intégrée dans les comptes des filiales BRLE et BRLI afin de couvrir ce risque. Les discussions sont toujours en cours avec les autorités éthiopiennes afin d'instruire la contestation de BRLI,

- Analyse approfondie juridique et financière des conséquences des effets de la résiliation des contrats existants au niveau des achats aux filiales du Groupe,
- Le RGPD pour lequel des actions prioritaires ont été menées (déclaration CNIL, diagnostic de conformité, désignation d'un DPO et de correspondants CPO dans les filiales). Un second volet de conformité est en cours de déploiement (mise à jour des contrats, mise en place de la suppression et l'archivage des données...),
- Transformation digitale à commencer par la dématérialisation des bulletins de paie des salariés du Groupe BRL fin 2018 et qui s'inscrit dans la priorité stratégique de transformation digitale du Groupe. À compter de janvier 2019, le Groupe BRL ouvrira pour chaque salarié un coffre-fort numérique Digiposte dans lequel sera déposé le bulletin de paie. Il pourra également y recevoir d'autres documents numériques certifiés.

Les perspectives d'avenir sont marquées par les orientations suivantes : la deuxième année de déploiement de la stratégie « BRL Horizon 2020 », la vigilance sur la bonne poursuite de la trajectoire de redressement de BRLEN avec la recherche d'un partenaire pour recapitaliser BRLEN, les investissements de 22M€ dans les travaux concernant les Maillons Biterrois et Nord Gardiole, le Maillon Minervois, les extensions de réseaux hydroagricoles, la modernisation dont celle de la station de potabilisation de Puech de Labade, ainsi que la maintenance de la concession régionale. Les perspectives d'avenir passent également par la poursuite du développement de BRLI à l'International, la poursuite de la transformation digitale du Groupe BRL, le déploiement du RGPD dont la rédaction et la diffusion de chartes, des procédures et des actions de gouvernance, le déploiement du système d'information sur l'Eau dédié à la gestion du RHR et la finalisation par BRLE des tests du logiciel pour la gestion client afin de le déployer complètement en début 2020.

En 2018, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en hausse de +5.6% par rapport à 2017 et s'établit à 17,274 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort en baisse de - 1 336 K€ pour s'afficher tout juste à l'équilibre (0 K€). Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 1 545 K€ en baisse de - 392 K€ par rapport à 2017. Cette baisse de bénéfice net est principalement due à la baisse du résultat d'exploitation. Le résultat financier est bénéficiaire de 1 500 K€ (soit + 115 K€ par rapport à 2017). Le résultat exceptionnel s'améliore de + 791 K€ mais reste déficitaire à - 439 K€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de +16 K€ par rapport à 2017 et s'établit à 75,8 millions d'euros, soit à un niveau historiquement le plus élevé. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à un niveau de 2 459 K€ contre 2 976 K€ en 2017. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 947 K€ contre 1 603 K€ en 2017.

La contribution au résultat net consolidé par activités se répartit comme suit : Aménagement régional et holding : - 563 K€, Exploitation : 1 589 K€, Ingénierie : -215 K€, Espaces naturels : -77 K€, Activités sur Madagascar : 104 K€ et Predict Services : 108 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-92283-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAPPORT ADM 2018

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - L'Or Aménagement - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12223 en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier devenue Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le rapport annuel 2018 de l'Administrateur de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

La société assure le rôle d'opérateur en aménagement, développement économique et touristique, gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général pour le compte de ses actionnaires.

Au 31 décembre 2018, le capital social de la SPL L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et la commune de Mauguio est également actionnaire à hauteur de 31,54%.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

Pour l'année 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois, le 13 mars, le 29 mai et le 27 septembre 2018.

L'Assemblée Générale Extraordinaire s'est tenue le 27 mars 2018 afin d'acter la transformation de la Société Publique Locale d'Aménagement en Société Publique Locale en complément de l'AGE du 15 décembre 2016.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2017 s'est tenue le 26 juin 2018 ; l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2018 s'étant tenue le 25 juin 2019.

L'effectif de la société au 31 décembre 2018 est composé de 12 salariés en CDI, dont 9 cadres, et 2 salariés en CDD (dont 1 cadre), soit un effectif moyen de 11 ETP.

Du point de vue de l'activité en 2018, les éléments ci-après sont à souligner :

Concernant les opérations d'aménagement, on note les concessions suivantes : la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès pour un programme d'habitat diversifié de 490 logements ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison pour un programme de 210 logements, dont 52 en logements locatifs aidés ; la ZAC Font de Mauguio pour un programme de 740 logements, dont 229 en logements locatifs aidés ; la ZAC Les Roselières à Valergues pour un programme de 112 logements, dont 28 en logements locatifs aidés, et la ZAC Les Conques à Lansargues pour un programme de 100 logements, dont 25 en logements locatifs aidés.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées en 2018, on note les conduites d'opérations suivantes : la phase de conception de la réhabilitation de l'école Prévert pour la commune de Mauguio (40 K€), le schéma directeur stratégie de développement, le plan d'actions pour la commune de Mauguio (33 K€) et le schéma directeur du volet circulation déplacement et tourisme pour la commune de Mauguio-Carnon (19 K€).

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dont l'activité s'est poursuivie après 2018, il est précisé les conduites d'opérations suivantes : l'accord-cadre d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la mise en œuvre opérationnelle du schéma directeur de Mauguio-Carnon (47 K€), le mandat d'étude et de travaux pour la mise en œuvre du schéma directeur de Carnon pour la commune de Mauguio (258 K€), la phase de conception de la réhabilitation de la capitainerie de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (105 K€), la mission d'AMO pour une étude de faisabilité et de redéploiement de la zone amodiée de part et d'autre du canal de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (23 K€), l'analyse du contrat d'amodiation et coordination du projet d'extension et requalification avec la révision des documents d'urbanisme pour la commune de La Grande Motte (13 K€), le lancement et le suivi du concours de maîtrise d'œuvre général et suivi jusqu'à la phase avant-projet du projet Ville Port pour la commune de La Grande Motte (60 K€), la mission d'AMO pour le suivi des missions transversales au projet Ville Port et le démarrage des études propres au sous projet « Opération Urbaine » et « Zone Technique Nouvelle » pour la commune de La Grande Motte (279 K€), le mandat d'études et de travaux projet Ville Port pour la commune de La Grande Motte (972 K€), la ZAC des portes de l'Aéroport pour la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (781 K€), la requalification de la zone d'activités de Fréjorgues Est et Ouest (32 K€) et la réalisation d'une convention dans le cadre d'un permis d'aménager pour la commune de Valergues (9 K€).

On note également la réalisation d'un mandat d'études pour l'aménagement des berges du canal de Pérols et port de Pérols pour Montpellier Méditerranée Métropole, toujours en-cours après 2018 (30 K€).

Du point de vue financier, la SPL L'Or Aménagement enregistre, pour 2018, un chiffre d'affaires hors taxe de 7 006 K€ (contre 13 377 K€ en 2017) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 17 K€ (contre 53 K€ en 2017).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession pour 739 K€ (-81 K€ soit -10% du fait de la fin de la commercialisation sur 2018 sur les ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison et Les Châtaigniers à Saint Aunès), des différentes études menées en 2018 pour 217 K€ (-41 K€, soit -23%) et également des mandats pour 72 K€ (+67 K€ par rapport à 2017 du fait de la signature de deux nouvelles conventions de mandat en 2018). Les capitaux propres s'établissent à 1 423 K€.

Les perspectives d'évolution en 2019 portent notamment sur la signature d'une ligne de crédit avec la banque européenne Crédit mutuel afin de ne pas contracter de nouvel emprunt et permettant de couvrir le besoin de trésorerie à court terme sur l'exercice 2019, l'étude de faisabilité et de programmation du pôle nautique de La Grande Motte, l'accompagnement au transfert de l'Éco Parc de Saint-Aunès et la définition de son extension, la poursuite du projet Ville Port à La Grande Motte et la poursuite du projet dans le cadre du nouveau mandat à Pérols. D'un point de vue financier, le Chiffre d'Affaires attendu au niveau de la commercialisation des lots à bâtir est de 8 708 K€ HT et celui attendu pour 2019 au niveau des rémunérations est de 1 169 K€ HT. Le résultat avant IS attendu se monte à 15 K€ HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société l'Or Aménagement pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-93673-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAPPORT AG_25_06_19-VF

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale LRAD - Rapport annuel 2018 de l'administrateur - Approbation

Madame Isabelle MARSALA, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération n°12221 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Madame Isabelle Marsala pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) Languedoc-Roussillon Agence de développement (LRAD).

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2018 de la SPL LRAD est présenté.

La société LRAD a été créée le 22 décembre 2010 à l'initiative de la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole avec un capital de 37 000 €, détenu à 33% par Montpellier Méditerranée Métropole. A la suite à deux augmentations de capital en 2015 et 2016, le capital a été porté à 328 K€ et les participations sont désormais de 3,75% pour Montpellier Méditerranée Métropole et de 96,25% pour la Région Occitanie.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Occitanie et de Montpellier Méditerranée Métropole) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions TIC innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

La société a également pour objet depuis fin 2016 la réalisation d'opérations de construction d'équipements et d'édifices publics du ressort de ses actionnaires, et de leur maintenance, ainsi que d'opérations d'aménagement au sens de l'article 300-1 du Code de l'urbanisme. Elle peut également, à titre complémentaire, se voir confier l'exploitation de services publics à caractère industriel et commercial ou toute autre activité d'intérêt général.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe 1 siège sur 3 au Conseil d'Administration depuis le 22 avril 2014. La société est présidée par la Région Occitanie, représentée par Monsieur Guy ESCLOPE.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la SPL LRAD, afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; madame Isabelle MARSALA et Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Cyril MEUNIER ont été élus en tant que représentants permanents de Montpellier Méditerranée Métropole le 22 avril 2014. Monsieur Cyril Meunier a été remplacé par Madame Valérie BARTHAS-ORSAL le 27 septembre 2017.

Dans le cadre de la réforme territoriale et de la fusion des Régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, la Région Occitanie a engagé une réflexion sur l'organisation des Entreprises Publique Locale dont elle est actionnaire. La SPL LRAD s'est vu adjoindre des nouvelles missions dans le domaine de l'aménagement et la construction et s'est séparée de sa branche d'activité Innovation. Le constat ayant été fait de la nécessité de regrouper l'ensemble des compétences et des moyens dédiés, une démarche de fusion entre les SPL Midi-Pyrénées Construction (MPC) et LRAD a démarré et devrait être effective au 1^{er} semestre 2020.

Pour l'année 2018, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois, le 2 mai et le 14 juin 2018. Celui-ci a pris acte des mouvements de personnel liés à l'activité 2017, a pris note de la décision de la Région Occitanie de reprendre en Régie les missions relevant de la branche Innovation et de reprendre les éléments nécessaires à la continuité des missions exercées au titre de cette branche.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2017 s'est tenue le 4 juin 2018 ; celle statuant sur les comptes 2018 s'est tenue le 24 juin 2019.

L'effectif total de la SPL LRAD au 31 décembre 2018 s'établit à trois personnes, 2 salariés ayant accepté le transfert de leur contrat de travail à la Région Occitanie à la date du 1^{er} juillet 2018. La société est dirigée par Monsieur Aurélien JOUBERT depuis le 6 octobre 2014.

L'année 2018 a été marquée par les vingt-cinq opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires, dont sept contrats confiés au pôle ingénierie de projets par la Région Occitanie, neuf contrats confiés au pôle aménagement par la Région Occitanie, huit contrats confiés au pôle construction par la Région Occitanie et un contrat de prestations intellectuelles confié par Montpellier Méditerranée Métropole.

- L'opération confiée par Montpellier Méditerranée Métropole :

-Mission d'accompagnement à la qualité du Service Public d'Assainissement :

La mission comporte une première phase finalisée en avril 2017 par la SPL LRAD, sans prestataire au prix de 17 850 € HT, et une seconde phase débutée en décembre 2017 et terminée en octobre 2018 au prix de 34 000 € HT.

L'objet est d'accompagner la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA) dans un premier temps dans l'évaluation de la gestion usager de ses DPS Assainissement et dans un second temps dans la mise en œuvre des préconisations. La mission s'est déroulée en quatre phases successives : l'animation d'ateliers de travail avec la DEA et la DRI et la présentation des résultats de la première étude aux deux délégataires, la définition des besoins en termes de suivi des interventions d'assainissement et de satisfaction des usagers, la phase de tests du prototype avec les représentants de la chaîne e-services, et l'évaluation des modifications mises en place au sein des DSP ainsi que le suivi des interventions.

- Parmi les opérations confiées par la Région Occitanie, on notera les missions suivantes accomplies par la SPL LRAD :
- Missions confiées au pôle ingénierie de projets : accompagnement à l'harmonisation des prestations de travaux et de maintenance de la DPMG pour 64 K€ HT, états des lieux et règlement en lien avec les traditions camarguaises pour 16 K€ HT, co-animation de la démarche d'ouverture collaborative, citoyenne et entreprises pour 34 K€ HT, accompagnement au projet de Hub PME pour 36 K€ HT, définition des modalités de participation de la Région aux projets d'ITE privées pour 39 K€ HT, définition des orientations stratégiques pour la Région au niveau des nouvelles mobilités pour 51 K€ HT, évaluation des besoins des usagers en information des services de mobilité et billettique pour 20 K€ HT.
- Mission confiées au pôle aménagement : mise en valeur du site archéologique de Javols pour 25 K€ HT, réhabilitation de l'ex-plateforme Imérys à Port-La Nouvelle pour 25 K€ HT, étude préalable de faisabilité des Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) ruraux routiers et ferrés et opportunité du projet, modalités d'exploitation du PEM de Baillargues, analyse de faisabilité des PEM de Pézenas, de Gignac et de Vauvert, mission d'accompagnement opérationnelle pour la valorisation du foncier régional pour 90 K€ HT, étude portant sur l'État des lieux du maillage territorial en mobilité douce et connexions avec les PEM pour 17 K€ HT.
- Mission confiées au pôle de construction : construction du lycée neuf de Gignac pour 1,038 M€ HT, construction du lycée neuf de Sommières pour 1,038 M€ HT, restructuration de la restauration du lycée JF Champollion à Lattes pour 164 K€ HT, restructuration de l'externat, de l'administration et des locaux agents du lycée F. Mistral à Nîmes pour 245 K€ HT, construction de l'INU Champollion à Rodez pour 359 K€ HT, création de la Maison de la Région de Perpignan pour 40 K€ HT, construction de salles de classe, de la maison des lycéens et de locaux agents au lycée A. Maillol à Perpignan pour 143 K€ HT, reconstruction des ateliers de serrurerie – métallerie du lycée J. Brel à Saint Pons de Thomières pour 165 K€ HT.

Du point de vue financier en 2018, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 986 K€ (en hausse de +70% par rapport à 2017) ; le chiffre d'affaires se répartit à 96,6% pour les opérations confiées par la Région Occitanie et pour 3,4% pour les opérations confiées par Montpellier Méditerranée Métropole, contre une répartition respective de 92,4% et de 7,6% en 2017.

On note ainsi un total de produits de 1 003 K€ et un total de charges de 992 K€ en 2018 (en hausse de 74% par rapport à 2017).

La société enregistre donc pour son huitième exercice social un bénéfice de + 11 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 199 K€ avec un capital social de 328 K€.

Les perspectives d'évolution en 2019 pour LRAD portent essentiellement sur la nouvelle organisation structurée autour des deux branches « Construction – Aménagement » (activité prévue en hausse de 509 K€) et « Ingénierie de Projet » (activité prévue en baisse de 47 K€) ; l'activité « Innovation » étant reprise en régie par la Région Occitanie.

La fusion entre les SPL MPC et LRAD initialement prévue en 2019 a pris du retard à la suite de la parution de l'arrêt du 14 novembre 2018, mais devrait être effective au 1^{er} semestre 2020 grâce à loi de sécurisation de l'actionnariat des EPL promulguée le 17 mai 2019 qui autorise la prise de participation des collectivités dans les SEM, SPL, SPLA et les SPLA-IN, à partir du moment où la collectivité concernée exerce au moins une des compétences figurant à l'objet social.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93990-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAPPORT DES ADMINISTRATEURS V1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Lorraine ACQUIER, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Chantal CLARAC, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Jean-Marc ALAUZET, Djamel BOUMAAZ, Aline DESTAILLATS, Jacques DOMERGUE, Clare HART, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER

Hors commission - Adoption du Procès-Verbal de la séance du Conseil du 25 juin 2019

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 25 juin 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-96770-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal du 25-06 - Envoi Préf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

LOGEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Logement - Arrêt du projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 après avis de l'État

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-255 en date du 23 mai 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a arrêté son projet de Programme Local de l'Habitat (PLH) couvrant la période 2019-2024, après avis formel des 31 communes membres.

Conformément à la réglementation en vigueur, le projet de PLH arrêté a été transmis à Monsieur le Préfet de l'Hérault le 6 juin 2019 pour qu'il formule son avis et saisisse le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH).

Par courrier en date du 20 juin 2019, Monsieur le Préfet de l'Hérault a émis un avis favorable sur le PLH qui lui était soumis. Il adresse ainsi un satisfecit à la Métropole pour son projet de PLH 2019-2024 en insistant sur :

- la bonne prise en compte les enjeux du territoire sur l'ensemble des thématiques (démographiques, sociales et foncières) et l'intégration des objectifs des orientations nationales (Plan Logement d'abord, Plan Initiative Copropriétés...) ;
- une approche plus opérationnelle et mieux articulée avec les politiques de l'urbanisme grâce au travail mené en parallèle sur le Plan Local de l'Urbanisme intercommunal (PLUi) qui permettra une traduction des objectifs et obligations en prescriptions ;
- la cohérence et la vision globale du document proposé avec la prise en compte des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement, l'élaboration du Nouveau Projet de Renouvellement Urbain et la poursuite d'une politique ambitieuse de remise à niveau du parc privé avec les outils adéquats.

Monsieur le Préfet souligne ainsi les efforts déployés pour maintenir un rythme de production de logements soutenu, compris entre 5 000 et 5 400 logements par an dont 36 % de logements locatifs sociaux, sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature de transport en commun. Cumulé avec l'objectif de réalisation de 6 % de logements financés en Prêt Social de Location Accession (PSLA), désormais intégrés dans le décompte SRU 5 ans après la levée d'option d'achat, la part de logement social SRU atteint 42 %. Au cœur de cette production sociale, la part des logements à financer en PLUS/PLAI est portée à 28 % de la production neuve contre 25 % dans le précédent PLH.

Aussi, le projet de PLH 2019-2024 de Montpellier Méditerranée Métropole apparaît, pour le représentant de l'Etat dans le Département, en adéquation globalement avec les exigences de rattrapage de la loi dite « SRU ». Les objectifs quantitatifs proposent une réponse adaptée aux besoins globaux et aux capacités du territoire, bien qu'ils ne permettent pas d'atteindre le taux effectif de 25 % au 1^{er} janvier 2025.

L'avis favorable de Monsieur le Préfet de l'Hérault est toutefois assorti d'une demande d'adaptation des objectifs de production de logements sociaux de la commune de Saint Georges d'Orques, à porter au moins à hauteur de 30 logements locatifs sociaux neufs par an.

Dès lors, en concertation avec la commune, les objectifs de production de logements de Saint Georges d'Orques sont proposés à la hausse dans le PLH qu'il convient d'arrêter à nouveau, dans une fourchette comprise entre 540 et 570 logements sur la période 2019-2024, soit une moyenne de 90 à 95 logements par an.

L'atteinte de ces objectifs repose notamment sur une capacité de production de 110 logements dans l'extension urbaine du Rouvioyre, de 80 logements pour l'opération Cœur d'Oc et de 350 logements en réinvestissement urbain dans le tissu urbain diffus.

Ainsi, au regard d'une part de 33% de logements locatifs sociaux attendue pour la commune, qui n'est pas desservie par le réseau armature, 30 logements sociaux sont prévus en moyenne annuelle conformément aux attentes de l'Etat. Est en outre maintenue, la programmation de d'une centaine de logements locatifs sociaux par l'acquisition et l'amélioration d'une partie de la résidence privée existante « l'Orée de Montpellier » située au Nord de la commune.

A l'échelle de la Métropole, l'objectif de production de logements sociaux fixé pour la période 2019-2024 est revu à la hausse, dans une fourchette comprise entre 1 790 à 1 960 logements locatifs sociaux par an.

Parallèlement à l'avis de Monsieur le Préfet, le Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) réuni le 25 juin 2019 a émis un avis favorable sur le PLH de la Métropole, à l'unanimité, assorti d'une clause de revoyure à 3 ans portant sur les points suivants :

- affiner le plan d'action, rendre compte d'un suivi de l'évolution de la production de logement locatif social, notamment sur les communes soumises à la loi SRU ;
- renforcer l'offre conventionné privé par la fixation d'objectifs ambitieux sur le parc privé, au-delà du plan initiative copropriétés qui constitue une priorité de la collectivité partagée avec les membres du CRHH ;
- rendre compte de la dynamique ascendante annoncée par un effort en direction d'une production renforcée de logements accompagnés sous forme de PLAI adaptés dans le cadre du plan Logement d'abord.

Le bilan à mi-parcours du PLH, est prévu par le Code de la construction et de l'habitation, mais il devra être réalisé de manière à tenir compte des points de vigilance ainsi soulignés. Sans attendre la clause de revoyure évoquée, il est proposé de viser dans l'action n°9 du PLH 2019-2024 un objectif de création sur 6 ans de 430 logements conventionnés avec ou sans travaux, dont ceux relevant du conventionnement social et très social qui seront décomptés au titre du recensement SRU établi par les services de l'Etat. S'agissant du PLAI adapté, l'intérêt en termes de baisse de loyer, très pertinente pour les locataires, doit être mis en regard avec l'équation économique du bailleur social déjà largement impactée par la Réduction de Loyer de Solidarité (RLS).

Conformément à l'article R.302-11 du Code de la construction et de l'habitation, le projet de PLH 2019-2024 intégrant les modifications sollicitées est soumis au Conseil de Métropole, avant d'être proposé une nouvelle fois à l'avis des 31 communes de la Métropole. Conformément à l'article R.302-9 du Code de la construction et de l'habitation, les communes disposeront d'un délai de deux mois après réception du document à nouveau arrêté pour s'exprimer. Faute de réponse dans un délai de deux mois, à compter de la transmission du projet arrêté, leur avis sera réputé favorable.

Aussi, l'adoption définitive du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 peut être raisonnablement envisagée à l'occasion du Conseil de Métropole programmé le dernier trimestre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte de l'avis favorable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) et de Monsieur le Préfet, ainsi que de la demande de modification sollicitée par ce dernier sur le projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 ;
- arrêter à nouveau le projet de Programme Local de l'Habitat 2019-2024 modifié ;
- transmettre le projet de PLH modifié au 31 communes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93830A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PLH 2019-2024

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Audrey LLEDO

Logement - Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La Convention Intercommunale d'Attribution, prévue par la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite loi « ALUR »), précisée par les lois Egalité et Citoyenneté du 29 janvier 2017 et ELAN du 23 novembre 2018, est obligatoire pour les EPCI disposant d'au moins un Quartier prioritaire de la Politique de la Ville (QPV).

Elle met en œuvre le Document Cadre prévu par les mêmes lois qui définit les orientations pour l'attribution de logements sociaux, en fixant :

- les objectifs de mixité et d'équilibre entre les territoires pour les attributions de logements sociaux dont les mutations internes au parc social, en tenant compte de la situation des quartiers prioritaires de la politique de la ville,
- les modalités de logement et d'accompagnement social dans le cadre des projets de renouvellement urbain,
- les modalités de coopération entre les bailleurs et les titulaires de droits de réservation.

La Convention Intercommunale d'Attribution donne l'opportunité de travailler en partenariat à une meilleure articulation entre les politiques de développement de l'offre de logement et celles en faveur de l'équilibre de l'occupation du parc. Elle formalise la stratégie collective de rééquilibrage de l'occupation du parc de logement social à l'échelle de la Métropole, pour réduire les écarts entre communes et quartiers et améliorer la réponse aux besoins des ménages.

La Convention Intercommunale d'Attribution est conclue entre le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, les bailleurs de logements sociaux possédant ou gérant du patrimoine sur son territoire et les titulaires des droits de réservation sur ce patrimoine, dont l'Etat, le Conseil Départemental de l'Hérault, les communes et Action Logement.

A la suite de l'approbation du Document Cadre d'orientation sur les attributions de logements sociaux en Conférence Intercommunale du Logement le 29 janvier 2019 et en Conseil de Métropole le 22 mars dernier, il est proposé d'approuver le projet de Convention Intercommunale d'Attribution de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ce projet de convention a été conçu à l'issue d'une série d'ateliers de travail avec les acteurs concernés comme une feuille de route partenariale, permettant d'affiner les stratégies de peuplement du parc au fur et à mesure que les acteurs acquièrent et partagent une meilleure connaissance de la situation actuelle et des leviers d'intervention possibles, conformément à l'ambition partagée d'une « *montée en compétence collective* ».

La Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole proposée prévoit :

- D'une part, des objectifs quantifiés et territorialisés des bailleurs et des contributions des réservataires, avec :
 - o l'engagement de chacun des bailleurs, sur les trois premières années de la convention, à consacrer au moins 25% des baux signés hors QPV et ancienne Zone Urbaine Sensible (ZUS) aux ménages du 1er quartile, dont au moins 5% aux personnes relogées dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain. Les titulaires des droits de réservation s'engagent à contribuer à cet objectif dans le cadre de la gestion de leur contingent ;

- o l'engagement des bailleurs à consacrer au moins 50% de leurs attributions en QPV et ancienne ZUS aux ménages des 2ème, 3ème et 4ème quartile. Les titulaires des droits de réservation s'engagent à contribuer à cet objectif dans le cadre de la gestion de leur contingent ;
 - o l'engagement des bailleurs et des titulaires des droits de réservation à consacrer au moins 25% de leur contingent aux publics prioritaires, dont 5% minimum pour les publics relevant des priorités 1, 2 et 3 du Plan Départemental d'Action pour l'Hébergement et le Logement des Personnes Défavorisées (PDAHLPD).
- D'autre part, des mesures favorisant l'atteinte des objectifs ainsi fixés, comme :
- o la labellisation par les bailleurs des priorités 4 du PDALHPD, et une définition élargie des publics concernés intégrant notamment les personnes âgées précaires rencontrant des difficultés de maintien dans leur logement, les actifs précaires rencontrant des difficultés d'ordre financier pour se loger dans le privé et les demandes de mutation prioritaires ;
 - o la création d'instances de coordination (commission « *situations complexes* », commission « *résidences à enjeux* ») ;
 - o le développement d'outil de connaissance partagée et d'évaluation (atlas du logement social et de son occupation) ;
 - o l'approfondissement des réflexions engagées avec les partenaires, sous l'égide de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), sur des questions telles que la fiabilisation des données sur les attributions ou l'occupation du parc, les bonnes pratiques des Commissions d'Attribution des Logements (CAL), la gestion en flux des contingents et la politique des loyers.

Le projet de convention a été approuvé à l'unanimité par les membres de la CIL en séance plénière le 4 juillet 2019. Sa mise en œuvre fera l'objet d'un suivi par la CIL, avec des bilans annuels et une évaluation à mi-parcours.

La convention sera annexée au Contrat de Ville de Montpellier Méditerranée Métropole qui porte sur les 12 QPV de la Métropole, tous situés à Montpellier, ainsi qu'à la convention pluriannuelle de rénovation urbaine à intervenir d'ici la fin 2019 entre la Métropole, l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine et leurs partenaires, portant sur le développement des quartiers Mosson et Cévennes à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92287-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Intercommunale d'Attribution

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Logement - Convention de gestion 2019 du Fonds de Solidarité pour le Logement - Avenant n°2 - Approbation

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire.

Le transfert du FSL permet depuis lors à la Métropole d'agir à la fois sur la production et l'amélioration de l'offre de logements, sur les politiques d'attribution dans le logement social (application des lois ALUR, Egalité et citoyenneté et ELAN), et désormais l'accompagnement des personnes les plus modestes, en s'appuyant notamment sur :

- l'attribution d'aides financières pour l'accès au logement et le maintien dans le logement ;
- le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement.

Les aides directes à l'accès au logement ou pour impayés de loyer représentent 2 100 000 € dans le budget du FSL pour 2019 (somme identique à 2018) pour environ 5500 aides individuelles prévues environ.

Les actions collectives ou individuelles de soutien aux ménages en difficulté de logement, dont la réalisation est confiée à des opérateurs, essentiellement associatifs, représentent un budget global de 1 900 510 € de subventions engagées pour 2019.

Le FSL est un « pot commun » composé de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation des autres partenaires volontaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, Caisse d'Allocation Familiale (CAF), etc.

La Métropole a reconduit en 2019 la délégation de gestion financière et comptable du FSL sur son territoire à la CAF de l'Hérault, par délibération en date du 21 décembre 2018. Une convention de gestion, signée en date du 13 février 2019, définit les modalités du fonctionnement administratif et financier du FSL métropolitain et fixe à 2 224 864 € le montant de la contribution initiale de la Métropole à verser à la CAF.

Toutefois, au terme d'une année pleine de fonctionnement en 2018, le FSL métropolitain a rencontré des difficultés de trésorerie qui ont révélé l'insuffisance du fonds de roulement transféré du Département de l'Hérault au titre des Attributions de Compensation (AC) actées fin 2016.

En effet, le Département ayant souhaité continuer à percevoir le remboursement des prêts accordés avant le transfert au 1^{er} janvier 2018, la recette attendue par la Métropole à hauteur du versement des prêts accordés n'interviendra, dans le meilleur des cas, qu'en 2022.

Le Département et les services de l'Etat sont saisis de la situation mais la Métropole a dû se résoudre, sans attendre un éventuel accord sur des AC réévaluées, à mobiliser au budget primitif 2019 une première enveloppe complémentaire de 200 000 € destinée à améliorer la trésorerie du FSL. Un premier avenant n°1 à la convention de gestion du FSL, signé en février avec la CAF, a été approuvé par délibération n°M2019-254 en date du 23 mai dernier.

Par-delà cette mesure conservatoire décidée fin 2018, un nouvel abondement de 400 000 € est nécessaire pour ne pas risquer une rupture de paiement du FSL, préjudiciable aux ménages en difficulté en fin d'exercice 2019, après paiement effectif des aides directes et indirectes aux ménages et opérateurs, et avant que les participations 2020 des différents contributeurs ne soient perçues sur le compte géré par la CAF.

Il convient par conséquent de modifier par avenant n°2 la convention de gestion signée avec la CAF pour réévaluer à nouveau la participation de la Métropole au FSL.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'abondement complémentaire du FSL par la Métropole de la somme de 400 000 € ;
- approuver le projet d'avenant n°2 à la convention 2019 de délégation de gestion financière et comptable du FSL de Montpellier Méditerranée Métropole, à intervenir avec la CAF de l'Hérault ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92242-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant financier CAF n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Logement - Construction de 14 logements sociaux - Résidence ' Domaine de Courpouyran ' Tranche 2 - Ancien Chemin de Lodève - Juvignac - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 et suivant du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée, ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 14 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine de Courpouyran », ancien chemin de Lodève à Juvignac. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur CORIM, comprend 14 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS), Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain ACT Architectes.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 2 014 177 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Les caractéristiques financières sont définies dans le contrat de prêt n°92656 constitué des 3 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif Social (PLS) construction d'un montant de 369 237 €,
- un Prêt Locatif Social (PLS) foncier d'un montant de 657 993 €,
- un Prêt Locatif Social (PLS) complémentaire d'un montant de 986 947 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLS construction, PLS complémentaire et PLS foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le bailleur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci. Si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le bailleur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 510 632,75 €, représentant 75 % des trois prêts d'un montant total de 2 014 177 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°92656 ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91291-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- plan de localisation
- contrat de prêt n°92656

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO

Logement - Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Embl'M ' - 32 rue des Amarillys à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et suivants, L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée (groupe Action Logement), ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 7 logements locatifs sociaux, résidence « Embl'M », 32 rue des Amarillys à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Crédit Agricole Immobilier, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Carémoli-Miramond.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 777 515 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°90359 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 297 312 €,
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 216 958 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 165 235 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 98 010 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit de 3 à 24 mois maximum de préfinancement suivis d'une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par le bailleur est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci. Si cette durée est égale ou supérieure à 12 mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si le bailleur opte pour le paiement des intérêts de la période.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 %

des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 583 136,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 777 515 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 7 logements locatifs sociaux, résidence « Embl'M », 32 rue des Amarillys à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°90359;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91325-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- Plan de localisation
- contrat de prêt

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO

Logement - Construction de 5 logements sociaux - Résidence ' Kloe ' - 1189 avenue de Maurin à Montpellier - Garantie d'emprunts à la SA d'HLM Immobilière Méditerranée - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et suivants, L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranéen (groupe Action Logement), ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 5 logements locatifs sociaux, résidence « Kloe », 1 189 avenue de Maurin à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur VINCI Immobilier, comprend 3 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier montpellierain Images architectes.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 519 297 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°94643 constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 185 142 €,
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 130 726 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 128 951 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 74 478 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAI construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAI foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 389 472,75 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 519 297 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Immobilière Méditerranée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 5 logements locatifs sociaux, résidence « Kloe », 1 189 avenue de Maurin à Montpellier selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°94643;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91315-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- Plan de localisation
- contrat de prêt 2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO

Logement - Construction de 8 logements sociaux - Résidence ' La Noria ' - 74 avenue de Maguelone - Lattes - Abrogation de la délibération n°14336 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et suivants, L.5111-4 et les articles L.5217-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Par délibération n°14336 du 14 décembre 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, la garantie à hauteur de 75 %, des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes.

Toutefois, suite à une erreur matérielle du bailleur, il a été demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de délibérer à nouveau sur la base de contrats de prêts modifiés. Il est par conséquent nécessaire d'abroger la délibération n°14336 du 14 décembre 2016 et de délibérer une nouvelle fois sur cette garantie d'emprunts.

Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Pegase Immobilier, comprend 6 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Jean-Baptiste MIRALLES.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommé « le bailleur », demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 800 515 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°95472, constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 385 299 €,
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 203 710 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 135 036 €,
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 76 470 €.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAII construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAII foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunts accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°14336 du 14 décembre 2016 ;
- garantir le remboursement de la somme globale de 600 386,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 800 515 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux, résidence « La Noria », 74 avenue de Maguelone à Lattes selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n° 95472;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91486-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_GE_TPT_La Noria _ Lattes.docx
- Perspective
- plan de situation
- contrat prêt.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO

Logement - Construction de 6 logements sociaux - Résidence ' Le Clos des Cistes ' - Rue du Sorbier à Saint Jean de Védas - Abrogation de la délibération n°14887 - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM un Toit Pour Tous - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

Par délibération n°14887 du 27 septembre 2017, Montpellier Méditerranée Métropole a accordé à la SA d'HLM Un Toit Pour Tous, la garantie à hauteur de 75 %, des emprunts qu'elle va contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Cistes », rue du Sorbier à Saint Jean de Védas.

Toutefois, à la suite d'une erreur technique relative au dépassement des délais pour contracter le prêt, la SA d'HLM Un Toit Pour Tous a demandé à Montpellier Méditerranée Métropole de re-délibérer sur la base de nouveaux contrats de prêts. Il est par conséquent nécessaire d'abroger la délibération n°14887 du 27 septembre 2017 et de délibérer une nouvelle fois sur cette garantie d'emprunt.

La Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous, ci-dessous nommé « le bailleur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Cistes », rue du Sorbier à Saint Jean de Védas. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Dimension Nature.

Le bailleur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement du prêt d'un montant total de 1 010 939 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération. Ses caractéristiques financières sont définies dans le contrat n°95471, constitué des 4 lignes de prêt suivantes :

- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 435 361 €
- un Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 248 752 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) construction d'un montant de 202 450 €
- un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant de 124 376 €

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale des prêts et jusqu'au complet remboursement de ceux-ci, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction, PLAII construction, et de 60 ans pour les prêts PLUS foncier, PLAII foncier. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par le bailleur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à se substituer au bailleur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°14887 du 27 septembre 2017
- garantir le remboursement de la somme globale de 758 204,25 €, représentant 75 % des quatre prêts d'un montant total de 1 010 939 € sollicités par la Société Anonyme d'HLM Un Toit Pour Tous auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux, résidence « Le Clos des Cistes » rue du Sorbier à Saint Jean de Védas, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°95471;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Rabii YOUSSEF.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91364-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention
- plan de localisation
- contrat de prêts n°95471

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT

Logement - Construction de 28 logements sociaux - Résidence accueil ' Le Théano ' - ZAC Eurêka Extension lot 19A à Castelnau-le-Lez - Attribution de subvention à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la SA d'HLM FDI Habitat a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours financier à la création d'une résidence accueil de 28 logements sociaux, « Le Théano », située ZAC Eurêka Extension, lot 19A à Castelnau-le-Lez.

Cette résidence, qui sera gérée par l'association « ISATIS », permettra d'accueillir des personnes souffrant de troubles psychiques.

Conçu par le cabinet d'architecture Sophie DELHAY, domicilié à Paris, le projet est composé de 28 logements sociaux de type T1', financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Il développe une surface habitable de 786,60 m², dont 145 m² d'espaces communs.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 10% du montant HT de l'opération, plafonné à 6 500 € par logement, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération s'établit comme suit :

- Coût de l'opération : 2 128 433 €
- Subvention Etat déléguée : 240 800 €
- Prêts CDC : 1 705 633 €
- **Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 182 000 €**

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette subvention par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- apporter une subvention à la SA d'HLM FDI Habitat de 182 000 € pour la réalisation de 28 logements sociaux, résidence accueil « Le Théano », situés ZAC Eurêka Extension lot 19A à Castelnau-le-Lez ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature d'une convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Chantal CLARAC, Mme Véronique DEMON, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Yvon PELLET, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91461-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_FDI__Théano_Castelnau.docx
- Plan loc_Rés Accueil.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Djamel BOUMAAZ, Renaud CALVAT, Titina DASYLVA, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Eric PENSO, Eric PETIT

Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2019 - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement locatif situé à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Jérémie MALEK, Conseiller métropolitain, rapporte :

Depuis le 1er décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire de la Métropole, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement locatif situé à Montpellier, pour un montant total de 5 747 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire bailleur s'engage à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans et à louer son logement à un ménage respectant un plafond de ressources.

Les caractéristiques de cette opération de rénovation et son plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93065-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PIG CONSEIL JUILLET 2019.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PLANIFICATION ET AMENAGEMENT DURABLES DU
TERRITOIRE, FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clère HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Prades-le-Lez - Modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) n°3 - Approbation du projet

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A la demande de la Commune de Prades-le-Lez, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la 3^{ème} modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Prades-le-Lez afin de procéder à des modifications du règlement écrit, nécessaires à la mise en œuvre de la ZAC multi-sites « Horizons » et plus particulièrement sur le site « Cantarelle ».

Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal de Prades-le-Lez a émis, par délibération n°106/2018 en date du 12 décembre 2018, un avis favorable sur le projet de modification n°3 du PLU.

Le projet de modification du PLU de Prades-le-Lez a été, conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme et notamment son article L.153-40, notifié aux Personnes Publiques Associées (PPA) le 21 février 2019. Seul le Conseil Départemental de l'Hérault a émis un avis, qui est favorable.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité environnementale n°MRAe 2019DKO118 en date du 14 mai 2019, le projet a été dispensé d'évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme.

Le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Prades-le-Lez a été mis à disposition du public du 27 mai au 28 juin 2019 inclus à la Mairie de Prades-le-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

48 remarques ont été exprimées par le public durant la mise à disposition, 47 observations ont été consignées dans les registres mis à disposition et 1 observation a été envoyée par courrier à la Métropole.

Une partie des observations portent sur l'objet même de la modification simplifiée. Nombreuses sont les observations qui concernent une opération précise envisagée portant sur la parcelle AV42. Néanmoins, pour la bonne information du public, des réponses sont apportées ci-après par la Métropole, en collaboration avec la Commune, concernant l'ensemble de ces observations.

Concernant le choix de la procédure d'évolution du PLU

La modification simplifiée n°3 du PLU de Prades-le-Lez, relève du champ d'application de l'article L.153-45 du Code de l'urbanisme. En effet, l'objet de la 3^{ème} modification du PLU ne relève pas du champ d'application de l'article L.153-41, dans la mesure où il n'a pas pour effet :

- 1° Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- 2° Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- 3° Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.
- 4° Soit d'appliquer l'article L.131-9 du Code de l'urbanisme.

La modification simplifiée du PLU vise à augmenter la surface de plancher dans le secteur UA4 de 2 200 m² à 4 060 m².

La zone UA est composée de 4 secteurs : UA1, UA2, UA3 et UA4.

Les possibilités de construction résultent de la combinaison des dispositions relatives à l'emprise au sol

(pour le seul secteur UA2), l'implantation des constructions, la hauteur et la surface de plancher pour le seul secteur UA4.

A l'échelle de la zone UA, telle que définie par les dispositions générales du PLU, la modification n'augmente pas de plus de 20 % les possibilités de construction à l'échelle de la zone résultant de l'application de l'ensemble des règles de la zone UA.

Concernant les interrogations relatives à la nouvelle surface de plancher autorisée

Le règlement du PLU avait fixé à 2 200 m² la surface de plancher maximale autorisée dans le secteur UA4.

Ce secteur UA4 englobe 3 parcelles :

- Deux parcelles à l'Ouest de la Route de Mende : la parcelle AV84 sur laquelle est implantée La Poste et la parcelle AV42 ;
- Une parcelle à l'Est de la Route de Mende (AV91) qui accueille une annexe de l'école primaire.

La surface de plancher maximale autorisée est donc à répartir à l'échelle de ce sous-secteur aussi bien pour la parcelle actuellement non bâtie que pour les parcelles bâties afin de leur donner des possibilités d'évolution.

Concernant le respect des orientations et objectifs du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)

Cette modification simplifiée s'inscrit bien dans l'axe 1 du PADD qui vise à « Promouvoir un développement urbain maîtrisé et d'équilibre » à travers :

- la mobilisation des enclaves non bâties pour un projet phare, le projet « Horizons » (ZAC multi-sites) ;
- la densification maîtrisée et mesurée du tissu bâti existant.

En effet, il s'agit de mobiliser une enclave non bâtie dans le cadre du projet « Horizons » par le biais du comblement du tissu existant.

Concernant les objectifs de maîtrise de la consommation foncière

Depuis la loi SRU et les lois suivantes (Grenelle, ALUR, etc.), l'objectif majeur des documents d'urbanisme est de limiter l'étalement urbain et de freiner la consommation foncière des espaces naturels et agricoles. Le réinvestissement urbain est ainsi fortement encouragé. Ainsi, le SCoT de 2006 concourrait à l'inversion du regard en limitant fortement les extensions urbaines. Ainsi, la commune de Prades-le-Lez a défini dans son PLU des orientations visant un développement durable du territoire communal (axe 1 du PADD).

Dans le prolongement, le projet de SCoT révisé fixe un double objectif : la préservation des 2/3 du territoire de la Métropole à vocation agricole, naturelle et forestière et la priorité donnée au réinvestissement urbain (60 % de l'accueil de la population devra être réalisée dans l'urbanisation existante et engagée). Ainsi, la commune de Prades-le-Lez contribue à ce double objectif : seul ¼ de son territoire sera urbanisé et la ZAC multi-sites participe aux enjeux de réinvestissement.

Dans ce contexte, la modification simplifiée concourt directement à ces différents objectifs en permettant un réinvestissement urbain adapté au contexte de la commune de Prades-le-Lez.

Concernant les objectifs de production de logements

Au regard de l'attractivité de la Métropole, soulignée à maintes reprises par les travaux de l'INSEE, les Programmes Locaux de l'Habitat (PLH) successifs ont permis de répondre aux besoins de logements de la

population métropolitaine. Ainsi, le nouveau PLH (2019-2024) identifie un objectif de 5 000 à 5 400 logements à produire sur la Métropole. La commune de Prades-le-Lez participe de manière adaptée à cet objectif, au regard de ses obligations de production de logement social, mais avec un rythme moins soutenu que sur le PLH précédent. Ainsi, l'augmentation de la surface de plancher maximale sur le site de Cantarelle revêt un double intérêt général dans la mesure où :

- Il participe à la production de logements et notamment de logements locatifs sociaux ;
- Il participe à la lutte contre l'étalement urbain.

Concernant les règles de hauteur

La modification simplifiée a pour seul objet d'augmenter la surface de plancher. Le règlement relatif à la hauteur maximale des constructions n'est pas modifié : il reste de R+2 et 12 mètres au faitage.

Cette règle peut permettre la construction d'immeubles sur pilotis. La notion de niveau n'intervient donc qu'à compter du premier plancher clos et couvert.

Concernant les incidences sur l'environnement

Il a été démontré que la procédure de modification simplifiée n'était pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement. Une demande d'examen au cas par cas a été formulée auprès de la Mission Régionale d'Autorité environnementale Occitanie (MRAe) qui a, par décision du 14 mai 2019, jugé que le projet de modification simplifiée n'était pas susceptible d'entraîner des impacts notables sur l'environnement et a dispensé, à ce titre, la procédure d'évaluation environnementale notamment le respect de la biodiversité et la limitation des nuisances.

Concernant la concertation préalable

Le Code de l'urbanisme ne prévoit pas d'obligation de concertation préalable pour les procédures de modification simplifiée. La mise à disposition du dossier doit ainsi permettre l'expression du public, qui s'est fortement mobilisé pour cette modification simplifiée n°3 (48 observations).

Concernant l'articulation du projet de modification simplifiée et de la ZAC « Horizons »

La ZAC multi-sites est divisée en 4 secteurs distincts dont le secteur UA4, correspondant à l'emprise du secteur Cantarelle de la ZAC.

La ZAC a été créée en 2006 et fait l'objet d'un dossier de réalisation en 2007. Aujourd'hui, soit 13 ans plus tard, s'achève le plan d'aménagement proposé dans le cadre la ZAC, qui traduit une maîtrise de l'urbanisation du territoire communal.

Dans le cadre de la ZAC, outre l'application des règles des PLU, tout projet est soumis au respect du cahier des clauses techniques particulières (dont le cahier des prescriptions architecturales) et à l'avis de l'architecte en chef de la ZAC.

Il est à noter que dans le cadre de la concession d'aménagement, le renouvellement urbain du centre village a été initié et en premier lieu, en 2007, pour répondre aux besoins et usages des habitants existants mais aussi à ceux des futurs habitants des nouveaux quartiers de la « ZAC », dont le site de la Cantarelle inscrit en plein cœur du village, fait partie.

Les travaux ainsi réalisés ont permis, outre l'embellissement et l'attractivité du village, d'aménager et créer :

- des circulations piétonnes sécurisées tout autour du bourg médiéval jusqu'à la mairie et école ;
- la création de 3 places publiques (parvis de l'Eglise, Place de l'Ecole, terrasse du Café) ;
- un réseau d'eau pluvial sous terrain évitant depuis lors l'inondation du centre ancien ;

- un parking de stationnement en plein centre village, jouxtant la parcelle AV42 ; facilitant l'accès aux services, associations et commerces de proximité ;
- la réfection et le renforcement des réseaux d'assainissement et d'adduction d'eau potable vieillissants.

Concernant les éventuels projets de construction sur une parcelle du secteur UA4

S'agissant de la prise en compte du patrimoine architectural du centre, le secteur UA4 est concerné par le Périmètre de Protection Modifié (PPM) qui a été approuvé par délibération n°127/2005 du Conseil Municipal de Prades-le-Lez en date du 15 décembre 2005. A ce titre, aux abords d'un monument historique, les auteurs d'une demande d'autorisation de travaux (permis de construire, déclaration préalable, permis de démolir, permis d'aménager) *« sont tenus de se conformer aux prescriptions qui leur sont imposées pour la protection de l'immeuble classé ou inscrit »* par l'Architecte des Bâtiments de France dans le PPM.

Cette disposition garantit ainsi la préservation du patrimoine architectural du centre de Prades-le-Lez.

S'agissant des enjeux de ruissellement urbain et de risque d'inondation, le secteur UA4 est classé en zone Z1 *« Zone de Précaution »* au PPRI approuvé.

Le règlement du PPRI dispose notamment que *« les projets d'urbanisation devront comporter des mesures compensatoires liées à l'imperméabilisation, à raison au minimum de 120 litres de rétention par m² imperméabilisé »*

Dans ce cadre-là, chaque projet de construction devra faire l'objet d'une étude hydraulique, jointe à toute demande d'autorisation de constructions, qui définira notamment les mesures de compensations hydrauliques.

S'agissant de la proposition d'un projet alternatif proposé par plusieurs habitants, il est rappelé que Montpellier Méditerranée Métropole n'est pas compétente. La délivrance des autorisations d'occupation et d'utilisation du sol relève de la compétence des communes. La Métropole n'est donc ni compétent pour établir un moratoire ni pour étudier un projet alternatif. Il est néanmoins souligné que ce projet alternatif devra se conformer aux dispositions du PLU, du PPRI et aux objectifs de la ZAC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Prades-le-Lez tel que mis à disposition ;
- tenir le dossier de modification simplifiée n°3 du PLU de Prades-le-Lez approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Prades-le-Lez et de procéder aux mesures réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions des articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2019

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 01 AOUT 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

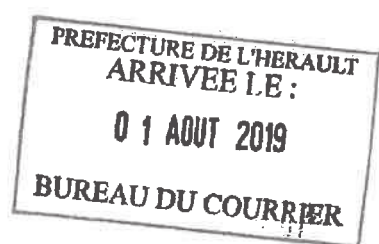
Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Grabels - Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

A la demande de la commune de Grabels, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, par arrêté n°MAR2018-0292 en date du 30 novembre 2018, la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune, en vue de procéder à des modifications d'ordre rédactionnel et graphique.

Cette procédure consiste à créer un sous-secteur UC2a sur le site du vallon d'Aurelle à la Valsière afin de prendre en compte des enjeux de ruissellement liés à la topographie du site et d'assurer une bonne insertion paysagère des futurs projets de construction. Sur ce secteur, une opération d'aménagement d'environ 145 logements est identifiée au Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 afin de répondre aux objectifs de production et de diversification des logements de la commune. Ainsi tout en conservant un potentiel de droits à construire équivalents pour répondre aux objectifs du PLH, les règles du PLU sont adaptées afin de réduire l'emprise au sol maximale, d'augmenter le pourcentage minimum d'espaces de pleine terre et d'augmenter la hauteur maximale autorisée dans le sous-secteur UC2a.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de mise à disposition au public ont été précisées par délibération n°M2018-610 du Conseil de Métropole en date du 03 décembre 2018 et portées à la connaissance du public le 03 mai 2019 par publication dans un journal diffusé dans le département, par publication sur les sites internet de la commune et de la Métropole, par affichage en mairie ainsi qu'au siège de la Métropole.

Par délibération n°007 du 18 février 2019, conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil Municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°1, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 30 avril 2019, la modification simplifiée n°1 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-28 du Code de l'urbanisme, car elle n'était pas susceptible d'avoir des incidences négatives notables sur l'environnement.

Par courrier en date du 4 mars 2019, la Région Occitanie a accusé réception du projet de modification simplifiée sans formuler de remarque.

Par courrier du 27 mars 2019, le département de l'Hérault a émis un avis favorable à ce projet de modification simplifiée n°1 du PLU.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Grabels a été mis à la disposition du public du 13 mai 2019 au 14 juin 2019 inclus à la mairie de Grabels et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole. Deux contributions ont été apportées dans le registre destiné à recevoir les observations, suggestions et remarques du public. La première interroge l'intérêt de maintenir l'emplacement réservé n°72 du PLU ; la deuxième demande d'explicitier la définition des espaces libres en y autorisant explicitement le stationnement perméable.

En tenant compte de ces contributions et en concertation avec la commune, le dossier a été adapté sur les points suivants :

- La définition des espaces libres perméables a été précisée de sorte à lever toute erreur d'interprétation concernant l'accueil de stationnement perméable dans ces espaces. Les précisions sont apportées car

le sens de l'écriture de la règle des espaces libres de pleine terre végétalisée est bien d'y permettre la réalisation d'accès et d'espaces de stationnement à condition qu'ils soient perméables ;

- L'emplacement réservé n°72 a été supprimé car son objet n'est plus réalisable sur l'emprise définie. En effet la réalisation d'une voie de liaison entre la rue Antoine Jérôme Ballard et la rue de la Valsière est compromise par l'occupation du sol existante sur la partie nord de l'emprise. Afin de desservir au mieux le sous-secteur UC2a et d'assurer sa continuité avec l'opération voisine, il apparaît plus adéquat de faire évoluer le tracé de cette voie de liaison qui sera donc réalisée dans le cadre du projet d'aménagement d'ensemble du sous-secteur UC2a. Sa traduction en emplacement réservé ne s'avère donc plus nécessaire.

La notice de présentation, le règlement, le plan de zonage et la liste des emplacements réservés ont ainsi été adaptés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLU de Grabels ;
- approuver le projet modifié de modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Grabels ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 31 JUL. 2019

Pour extrait conforme,
le Président

Philippe SAUREL

Publiée le : 01 AOUT 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - Secteur Cambacérès - Concession d'aménagement - Garantie d'emprunts à la SA3M - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le site du quartier Cambacérès, localisé sur les communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures jumelées que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) mis en service en 2017. Il constitue aussi le site d'accueil de la gare Montpellier Sud de France - Pôle d'Echange Multimodal (PEM) - mise en service en juillet 2018. Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) a identifié ce territoire comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole a contracté, par délibération du 24 septembre 2013, une concession d'aménagement avec la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) – devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - et créé une ZAC sur 60 ha, notamment pour assurer l'aménagement, la desserte et la viabilité du Pôle d'Echanges Multimodal (PEM) à échéance de sa livraison. L'opération d'aménagement est en phase opérationnelle et nécessite des financements afin de répondre à plusieurs besoins : acquisitions foncières (notamment auprès des propriétaires publics), travaux préparatoires à l'extension du tramway, travaux de viabilisation préparant les premières commercialisations de lots d'immobilier d'entreprises, travaux liés aux bassins hydrauliques, finalisation des travaux d'amélioration de la desserte du PEM de la Gare Sud de France notamment. Enfin, il va être nécessaire de réaliser des études liées aux impacts du futur Plan d'Exposition au Bruit sur cette opération d'aménagement.

La concession d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être accordée par Montpellier Méditerranée Métropole au service des intérêts et tous frais y afférent ainsi qu'au remboursement des emprunts contractés par la SA3M pour la réalisation de l'opération. Cette garantie peut en outre être demandée à d'autres personnes, notamment à tout actionnaire de la SA3M. Dans ce cadre, tous les garants peuvent exercer un contrôle financier notamment via le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au profit de la collectivité concédante.

Aussi, la SA3M après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires, sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts :

Le premier, d'un montant de 16 600 000 €, est à contracter auprès de *La Banque Postale*. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 16 600 000 € ;
- Durée : 8 ans ;
- Différé d'amortissement d'un an ;
- Taux fixe : 0,47% ;
- Amortissement constant ;
- Périodicité : annuelle ;
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle ;
- Commission d'engagement : 0,10% soit 16 600 € ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Le second, d'un montant de 7 000 000 €, est à contracter auprès de la *Caisse des Dépôts et Consignations*. Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Montant : 7 000 000 € ;
- Durée : 7 ans ;
- Amortissement : progressif ;
- Périodicité : mensuelle ;
- Taux d'intérêt annuel : 0,45% ;
- Taux de période : 0,04% ;
- Taux effectif global : 0,45% ;
- Pas de frais de dossier ni de commission d'engagement ;
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle ;
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

Au cas où la SA3M pour quelque motif que ce soit ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêt aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la garantie d'emprunt à la SA3M, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales ;
- garantir 80% de l'emprunt de 16 600 000 € sollicité par la SA3M auprès de *La Banque Postale*, soit 13 280 000 € ;
- garantir 80% de l'emprunt de 7 000 000 € sollicité par la SA3M auprès de *La Caisse des Dépôts et Consignations*, soit 5 600 000 € ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir aux contrats de prêt et à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Véronique PEREZ, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91313-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Claire JABADO, Audrey LLEDO, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Commune de Montpellier - ZAC Parc 2000 2eme extension - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Située sur la Commune de Montpellier dans le prolongement des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) Parc 2000 et Parc 2000-extension, la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension a été créée par délibération du Conseil du 21 avril 2011. A la suite de la délibération du 29 septembre 2011, la SA3M est désormais titulaire d'une concession d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la ZAC Parc 2000 2^{ème} Extension sur l'année 2017, qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil en date du 18 octobre 2018, prévoit un bilan de concession équilibré à 6 216 000 € HT en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation prévisionnelle du concédant s'élève à 189 000 € HT, entièrement versé à ce jour.

Par ailleurs, ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit un emprunt total de 4 000 000 €, dont 2 500 000 € ont déjà été emprunté par la SA3M, aménageur et titulaire de la concession de la ZAC Parc 2000 2^{ème} extension. Tel que prévu par le Compte Rendu Annuel à la Collectivité et afin de garantir l'équilibre financier de l'opération, la SA3M souhaite contracter un emprunt supplémentaire de 1 000 000 € en 2019.

A la suite d'une consultation lancée par la SA3M, cet emprunt est envisagé auprès du CREDIT COOPERATIF selon les modalités suivantes :

- Capital : 1 000 000 €
- Durée totale : 4 ans
- Taux fixe : 0.25%
- Amortissement progressif
- Périodicité annuelle
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80%
- Remboursement anticipé possible avec indemnité actuarielle
- Frais de dossier : 1 250 € TTC

Les taux proposés sont conditionnés par une garantie d'emprunts de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80%, soit 800 000 €. Dans l'hypothèse où la SA3M, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 1 000 000 euros sollicité par la SA3M auprès du CREDIT COOPERATIF, soit un montant garanti de 800 000 euros,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92719-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Luc MEISSONNIER, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Route de la Mer - Garantie d'emprunt à la SA3M - Autorisation de Signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Entre Montpellier et la mer, Montpellier Méditerranée Métropole a défini des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure l'opération Ode à la Mer située le long de la troisième ligne de tramway, sur l'avenue George Frêche, sur les communes de Lattes et Pérols.

Cette opération a pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant, par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun, pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale, et la modernisation ou la création selon les cas d'équipements publics.

Ce projet, retenu dans le cadre de l'appel à projets « Ecocité », initiée par l'Etat pour développer les villes durables, prend en compte dès sa conception la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Montpellier Méditerranée Métropole a décidé, par délibération du Conseil n°10387 en date du 29 novembre 2011, de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'urbanisme.

Montpellier Méditerranée Métropole a également décidé, par délibération n°10480 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Le programme global prévisionnel des constructions comprend, sur un périmètre de 250 hectares, 900 000 m² de Surface de Plancher (SdP) nouvelle, répartis comme suit :

- 6 000 à 8 000 logements,
- 75 000 m² de bureaux et activités,
- 100 000 m² de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m² d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Pour réaliser l'opération d'aménagement d'ensemble, il est nécessaire de mettre en œuvre les moyens de financements nécessaires aux acquisitions et en vue de réaliser des travaux d'aménagement.

Dans ce cadre, est sollicitée la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la SA3M sur un emprunt d'un montant de 3 000 000 €, à contracter auprès de *La Banque Arkea*.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir auprès de *La Banque Arkea* sont les suivantes :

- Montant : 3 000 000 €
- Durée : 5 ans
- Taux fixe : 0,35 %
- Périodicité trimestrielle
- Amortissement linéaire

- Commission d'engagement : 0,08% soit 2 400 €
- Remboursement anticipé possible à chaque date d'échéance avec indemnité actuarielle
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole accorde son cautionnement avec renonciation au bénéfice de discussion pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 80 % (quotité garantie), augmentées dans la même proportion de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, au titre du contrat de Prêt contracté par la SA3M auprès de *La Banque Arkea*

La garantie est accordée en conformité avec les dispositions du Code général des collectivités territoriales, et notamment celles relatives au plafond de garantie, à la division du risque et au partage du risque.

En cas de non-paiement total ou partiel d'une échéance par la SA3M, le cautionnement pourra être mis en jeu par lettre recommandée avec avis de réception, adressée par *La Banque Arkéa* à Montpellier Méditerranée Métropole au plus tard 90 jours après la date d'échéance concernée.

Montpellier Méditerranée Métropole devra alors effectuer le versement sans pouvoir opposer l'absence de ressources prévues pour ce règlement ni exiger que *La Banque Arkea* ne s'adresse au préalable à l'emprunteur défaillant.

Le garant reconnaît être parfaitement conscient de la nature et de l'entendue de son engagement de caution tel que décrit ci-dessus.

Il reconnaît par ailleurs être pleinement averti du risque de non remboursement du prêt par l'emprunteur et des conséquences susceptibles d'en résulter sur sa situation financière.

En outre, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée de l'emprunt, à créer et à mettre en recouvrement, en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de toutes sommes dues au titre de la garantie.

La garantie est conclue pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA3M, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 80% de l'emprunt de 3 000 000 € sollicité par la SA3M auprès de *La Banque Arkea*, soit 2 400 000 €,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-90299-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Luc MEISSONNIER, Eric PASTOR, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Établissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA) - Avenant n°2 - Projet de rénovation urbaine Cévennes - Petit Bard - Pergola - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement.

La Ville de Montpellier a signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005. Cet avenant prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

La Ville de Montpellier a confié à la SERM, dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007 et prorogée par avenant jusqu'au 31 décembre 2021 pour finaliser le programme visé par la concession, cette opération portant sur 1 195 m² de surface commerciale. Actuellement en cours de réalisation, elle comprend :

- d'une part, la réorganisation des cellules commerciales situées en rez-de-chaussée de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat de cellules et des baux par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public de la nouvelle place et de l'avenue du Petit Bard réaménagée, réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc...),
- d'autre part, le rachat au bailleur ACM par la SERM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée de la résidence « Les Jasmins ».

Ainsi, la résidence Guillaume Apollinaire a pu engager sa résidentialisation et l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur *ad hoc* unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité de l'offre proposée. En 2014, un partenariat a été engagé avec l'Établissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux (EPARECA), opérateur public qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation. Les études de marché ont confirmé un potentiel pour des perspectives de redéploiement d'une offre de commerce de proximité sur des activités non-couvertes ou mal-couvertes aujourd'hui.

Par décision de son conseil d'administration n°788/2015 en date du 29 septembre 2015, l'EPARECA a été autorisé à acquérir les volumes commerciaux réalisés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine du quartier des Cévennes confiée à la SERM et à signer la convention formalisant cet engagement. Le montant global de l'investissement de l'EPARECA est 1 850 000 € répartis comme suit :

- valorisation de la revente : 1 541 748 €,
- autres apports complémentaires (COM 2009-2011) : 308 252 €,

Le conseil d'administration a demandé à EPARECA de financer son investissement en engageant ses fonds propres à hauteur de 1 850 000 €.

L'acquisition se ferait par la contractualisation, sous réserve des dispositions réglementaires en vigueur, d'un emprunt d'un montant maximum de 1 233 398 € auprès de la Caisse des dépôts pour une durée totale du prêt de 15 ans :

- type de prêt : Prêt Projets Urbains (PPU),

- périodicité des échéances : annuelle,
- durée totale du prêt : 15 ans,
- taux d'intérêt actuarial annuel : taux du livret A à la date d'effet du contrat + 100pdb,
- révisabilité des taux d'intérêt et de progressivité à chaque échéance : en fonction de la variation du taux d'intérêt du livret A.

L'EPARECA avait demandé à la Métropole, compétente en matière de développement économique, de se porter garant de l'emprunt contracté pour acquérir les locaux commerciaux auprès de la SERM, à hauteur de 50 % de 1 233 398 € (maximum de la somme empruntée). Cette acquisition auprès de la SERM devait intervenir au plus tard au 31 décembre 2018.

Dans ce cadre, une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de développement économique incluant le commerce de proximité, et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie, a été signée le 15 décembre 2016.

Cette convention a déterminé :

- les engagements de la Ville de Montpellier et de la Métropole qui constituent les conditions nécessaires et déterminantes, sans lesquelles EPARECA ne pourrait pas engager les investissements nécessaires à l'aboutissement de l'opération,
- les engagements d'EPARECA, conformément au dossier d'investissement soumis à son Conseil d'administration, qui constituent les conditions nécessaires et déterminantes, sans lesquelles ni la responsabilité de la Ville ni celle de la Métropole ne pourrait être recherchée en cas de manquement aux engagements incombant à chacun d'eux en application de ladite convention.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole se sont ainsi engagées à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non-développement d'une offre commerciale concurrentielle.

La Métropole s'est engagée à apporter sa garantie à hauteur de 50 % de l'emprunt contracté par l'EPARECA, plafonné à 80 % du montant de l'acquisition soit 1 233 398 €, sous réserve que les caractéristiques de l'emprunt et de l'établissement prêteur respectent les contraintes réglementaires et les contraintes propres à la Métropole.

L'EPARECA s'est quant à lui engagé à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

La convention initiale prévoit également les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, cession qui devait intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur prévisionnel de 1 540 000 €.

Un premier avenant a été signé le 4 juin 2018 pour proroger les délais de levée des conditions suspensives jusqu'au 31 décembre 2019.

Cependant, l'état d'avancement de l'opération ne permet pas, à ce jour, de lever les conditions suspensives avant cette date.

Aussi, il est proposé au Conseil la signature d'un second avenant à la convention initiale, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA, visant à proroger une nouvelle fois d'un an les délais de levée des conditions suspensives soit jusqu'au 31 décembre 2020.

Cette prorogation entraîne également la modification du terme de la convention initiale, qui serait prorogé d'un an, du 31 décembre 2029 au 31 décembre 2030.

Dans le cadre de cet avenant, la SERM s'engage à tenir informé l'EPARECA régulièrement de l'état d'avancement de l'opération et tout mettre en œuvre pour réunir les pièces nécessaires à la cession.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la signature de l'avenant n°2 à la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA prorogeant d'une année supplémentaire soit jusqu'au 31

décembre 2020 les délais de levée des conditions suspensives ;

- porter le terme de la convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA au 31 décembre 2030 ;

- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93829-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant n°2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Luc MEISSONNIER, Eric PASTOR, Eric PETIT, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Adhésion au Club des Maires de la Rénovation Urbaine et Présidents d'EPCI (CMRU) - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Lancé en avril 2011, le Club des Maires de la Rénovation Urbaine et des Présidents d'EPCI (CMRU), constitue un lieu d'échanges, de débats et de réflexions entre les maires et Présidents d'EPCI porteuses de conventions ANRU sur les problématiques liées au renouvellement urbain (désenclavement des quartiers, insertion et emploi, développement économique, tranquillité publique, gestion urbaine de proximité, respect du droit commun, ...), à l'avenir de la politique de renouvellement urbain et sa pérennité.

Il permet donc de mettre en commun des bonnes pratiques, d'échanger sur les problématiques de chaque territoire et de bénéficier de retours d'expériences. Des expérimentations peuvent être mises en avant afin d'être reprises.

L'objectif est aussi une mise en commun d'intérêts, visant une position renforcée, afin de constituer un lieu d'interpellation des élus nationaux et des pouvoirs publics. Cela dans la perspective de réfléchir à l'approfondissement des politiques de rénovation urbaine en France et à la manière de faire perdurer l'investissement de l'État, des partenaires et des collectivités en matière de politique de rénovation urbaine pour l'avenir.

Ce Club est avant tout un lieu où les Maires et Présidents d'EPCI peuvent échanger directement de leurs difficultés, de leurs progrès et des solutions mises en œuvre. Il se veut également un outil permanent de dialogue avec les parlementaires, les institutions et les décideurs nationaux.

Le CMRU est une structure indépendante de l'ANRU, spécifiquement dédiée aux élus et leur permettant de conduire une réflexion concertée. Plus de 50 élus signataires d'une convention ANRU, forts de leur expérience de terrain, ont souhaité s'associer à cette interface d'échanges et de dialogues. Le club met en avant la diversité et la complémentarité des élus de tous bords politiques et toutes tailles de collectivités.

L'adhésion au CMRU permettra au Président de la Métropole de participer aux rencontres et travaux du Club mais également de bénéficier des éditions du journal du CMRU.

Le montant de l'adhésion annuelle s'élève à 1 204 € TTC et permet :

Rencontres et travaux du Club :

- Participation aux réunions de travail et aux rencontres-débat réservées aux membres du Club (autour d'experts ou d'acteurs privés notamment) ;
- Comptes rendus des réunions et rendez-vous du Club.

Éditions du Club :

- Présence et visibilité dans le Journal institutionnel du Club ;
- Abonnement et livraison de 15 exemplaires du journal du CMRU.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole au Club des Maires de la Rénovation Urbaine et des Présidents d'EPCI (CMRU), pour un montant annuel de 1 204 € TTC ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93031-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Luc MEISSONNIER, Eric PASTOR, Eric PETIT, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Les Grives - GGL Aménagement - Commune de Saint-Drézéry - Convention de PUP "Les Grives I" - Convention de reversement à la commune - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Le futur programme immobilier, initié par la société « GGL Aménagement », est située à l'Ouest de la commune de Saint-Drézéry, sur le Chemin des Grives et s'inscrit dans une zone réservée à l'urbanisation future à usage principal d'habitation individuelle. Classé en zone 2AU du PLU de la commune, ce secteur correspond aux secteurs non bâtis, où l'urbanisation future se réalisera dans le cadre d'opérations d'ensemble, à condition qu'elles soient raccordées au réseau d'assainissement.

Le programme immobilier sera réalisé en une phase sur les parcelles cadastrées AE0979, AE0722, AE0689, AE0687, AE0688, AE0617, AE0621, AE0690p* (p* : pour partie de parcelle cadastrée), AE0851, AE0852, AE0859, AE0860 et AE0861 et fera l'objet d'une autorisation d'urbanisme. Ce programme comprendra 28 logements individuels avec deux places de parking non closes associées à chaque logement et 10 logements locatifs sociaux (T2, T3, T4) avec 12 places de parking non closes.

Après réalisation d'études préalables, il apparaît que cette opération d'aménagement nécessite la réalisation d'équipements publics qui bénéficieront à l'opération développée par « GGL Aménagement ». Dans ce contexte, cette opération immobilière appelée « Les Grives I » induira la réalisation d'un programme d'équipements publics qui pourra bénéficier à une ou plusieurs autres opérations dans le même secteur, non connues à ce jour, sur les parcelles alentours (AE0720, AE0721, AE0977, AE0686, AE0838, AE0850, AE0839, AE0840, AE0841, AE0849, AE0990, AM0262, AM0263, AM0273, AM0277, AM0278, AM0284, AM0285 et AM0286).

Ces équipements publics sont les suivants :

- Des équipements publics d'aménagement d'espaces publics et Voirie Réseaux Divers (VRD) :
 - o Une participation au renforcement du réseau d'électricité ENEDIS ;
 - o Une participation à l'extension du réseau d'eau usée ;
 - o Une participation aux travaux de voirie sur le Chemin des Grives et le Chemin de Manely ;
 - o Une participation à la création de la Station d'Épuration (STEP).
 - o L'acquisition d'une partie du foncier pour permettre la réalisation des travaux d'aménagement de la voirie.
- Des équipements publics de superstructures :
 - o Participation à la création de la nouvelle école maternelle.

Le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, évalué en phase avant-projet, est fixé à **797 914 € HT**.

La demande de permis de construire que la Société « GGL Aménagement » envisage de déposer sur le secteur fera l'objet d'une convention de PUP.

Cette convention de PUP ne peut mettre à la charge de l'aménageur que le coût des équipements publics à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans le périmètre fixé par la convention ou, lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci.

La part mise à la charge de la société « GGL Aménagement » est égale à **583 618 € HT, dont 579 618 € HT de participation numéraire, et 4 000 € HT de participation foncière**. La répartition financière entre les opérations apparaît dans le tableau annexé à la présente délibération.

La convention précitée sera passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Aménagement » et précisera toutes les modalités de ce partenariat et notamment le principe de répartition financière.

En application du deuxième alinéa de l'article L.332-11-3 du Code de l'urbanisme, le périmètre de PUP « Les Grives » est délimité par le plan annexé à la présente délibération et est fixé pour une durée de 15 ans à compter du caractère exécutoire de la délibération. Ce périmètre, qui intègre les parcelles cadastrées AE0979, AE0722, AE0689, AE0687, AE0688, AE0617, AE0621, AE0690p*, AE0851, AE0852, AE0859, AE0860, AE0861, AE0720, AE0721, AE0977, AE0686, AE0838, AE0850, AE0839, AE0840, AE0841, AE0849, AE0990, AM0262, AM0263, AM0273, AM0277, AM0278, AM0284, AM0285 et AM0286, définit l'assiette foncière soumise au régime de participation financière du PUP.

Une quote-part de la participation, soit **41 327 € HT**, sera reversée par Montpellier Méditerranée Métropole à la commune de Saint-Drézéry pour les travaux de superstructures, relevant de sa compétence. Les modalités de ce reversement sont définies par voie de convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la mise en œuvre d'une procédure de PUP tel qu'énoncée par les dispositions du Code de l'urbanisme ;
- approuver le périmètre du PUP ;
- approuver les termes du projet de convention de PUP « Les Grives I » établie entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société « GGL Aménagement » et notamment le montant de la participation de la société au vu du coût prévisionnel des opérations, de la nature des travaux ainsi que du périmètre d'application ;
- exclure du champ d'application de la taxe d'aménagement (part métropolitaine) le périmètre d'application de la convention de PUP « Les Grives I » pour une durée de 10 années à compter du caractère exécutoire de chaque convention ;
- approuver les termes du projet de convention de reversement établi entre Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Saint-Drézéry dans le cadre de la convention de PUP « Les Grives I »,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93871-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de Convention de PUP "Les Grives I" - opération GGL Aménagement
- Projet de Convention de reversement à la commune de Saint-Drézéry
- Annexe - Tableau de répartition financière PUP "Les Grives"
- Annexe - Périmètre du PUP "Les Grives" et périmètre d'application de la convention de PUP "Les Grives I"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Catherine DARDE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Eric PASTOR, Eric PETIT, René REVOL, Marie-Hélène SANTARELLI, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEF

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) Route Impériale - SCCV Impériale - Commune de Baillargues - Avenant n°1 à la convention de PUP - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Sur le territoire de la commune de Baillargues, la société « Océanis » et la société « EUROPEAN HOMES 45 » envisageaient de réaliser plusieurs opérations de logements sur une emprise foncière totale d'environ 1,6 ha dans le secteur de la Route Impériale.

Cet aménagement d'ensemble inséré dans le tissu urbain existant portait sur 148 logements et prévoyait :

- Pour la société « Océanis » :
 - Une première opération de 100 logements (dont 28 logements sociaux),
 - Une seconde opération de 8 logements,
- Pour la société « EUROPEAN HOMES 45 » :
 - Une opération de 40 logements (dont 10 logements sociaux).

Ce projet global nécessitait la réalisation d'un certain nombre d'équipements publics :

- Syndicat Mixte Garrigues Campagne a fait savoir à la commune que des travaux d'extension du réseau d'adduction générale en eau potable et de renforcement de certaines conduites d'alimentation étaient nécessaires afin de permettre le raccordement des nouvelles opérations de logements programmées sur le territoire de la commune (besoins nouveaux en eau potable estimés pour une population nouvelle occupant 900 nouveaux logements) ;
- La commune devait prendre en compte l'apport de population générée par ces programmes de logements (estimé à 300 personnes environ) dans sa programmation de salles de classe dans les écoles et crèches ;
- Le projet nécessitait également un nombre certain de travaux d'aménagement de voirie et de réseaux en périphérie immédiate du site afin d'assurer son intégration urbaine.

Afin de permettre la mise en œuvre des projets portés par les sociétés « Océanis » et « EUROPEAN HOMES 45 » conformément au code de l'urbanisme,

En date du 29 mars 2017 la délibération n°14533 a permis d'entériner la délimitation du périmètre du projet urbain partenarial et les modalités de partage des coûts des équipements qui étaient mis à la charge des promoteurs intervenants dans ledit périmètre.

Le 29 juin 2017, une convention de PUP a été conclue et signée entre la société « Océanis » et Montpellier Méditerranée Métropole.

Le 19 mars 2018, une convention de PUP a été conclue et signée entre la société « EUROPEAN HOMES 45 » et Montpellier Méditerranée Métropole.

La société « Océanis » a, depuis la signature de la convention initiale, créé la « SCCV Impériale ».

La convention de PUP a été signée au nom de la société « Oceanis », mais c'est au nom de la « SCCV Impériale » que le Permis de Construire (PC) et la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC) ont été signés.

De ce fait, la participation financière prévue dans le cadre de la convention de PUP n'a pu être perçue.

L'avenant s'avère par conséquent nécessaire afin de permettre :

- La substitution de la société « Océanis » au profit de la société « SCCV Impériale ». En effet, la société « Océanis » a signé la convention de PUP, alors que le PC et la DOC déposés ont été signés par la société « SCCV Impériale ». Cela pose un problème juridique et empêche le traitement financier des recettes à titrer et des dépenses à mandater au profit de la commune pour les équipements de superstructures de compétences communales ;
- Le réajustement au cout réel, du montant des participations financières dues par les promoteurs intervenants dans le périmètre du PUP, à la suite de la transmission des montants actualisés servant de base de calcul, concernant les postes réseaux humides ;
- L'avenant à la convention de PUP ne modifie pas l'objet de la convention de PUP initiale, relative à l'opération « Route Impériale ».

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention initiale du PUP dénommée « Route Impériale ».
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document afférent à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Geniès BALAZUN, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, M. Laurent JAOU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93900-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention initiale de PUP "Route Impériale" avec la SCCV Impériale signée le 29/06/2017
- Projet d'avenant n°1 à la Convention initiale de PUP "Route Impériale"

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, René REVOL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Projet Urbain Partenarial (PUP) secteur Moulins des Sept Cans - Petit Train - Commune de Montpellier - Convention de PUP avec Bouygues Immobiliers SAS - Autorisation de signature

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Le secteur désigné « Moulins des Sept Cans – Petit Train » est situé au Nord-Ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, entre la rue Charles Perrault et les avenues du Petit Train et Albert Dubout. Il s'inscrit dans un contexte urbain qui a fortement évolué ces dernières années ce qui a amené la Ville de Montpellier et Montpellier Métropole Méditerranée à s'interroger sur son évolution. En effet, ce secteur est aujourd'hui composé d'un bâti hétérogène, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. En raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements, l'hôtel de ville de Montpellier, et pourvu d'une très bonne desserte par les transports publics, le secteur présente un caractère propice aux mutations urbaines.

Certaines parcelles ont déjà fait l'objet d'opérations de constructions récentes dans ce secteur mais, en dehors du cadre d'une réflexion d'ensemble, la mutation des parcelles restantes pourrait ne pas conduire à des résultats satisfaisants, tant sur les formes bâties obtenues que sur leur capacité à générer un tissu urbain cohérent et durable.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier s'est engagée dans une réflexion urbaine dans et autour du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train ». Cette réflexion a permis de recueillir des éléments de diagnostic, d'identifier les espaces à enjeux et de donner à la Ville de Montpellier des orientations en matière de programmation urbaine et de potentiel foncier.

Dans ce même secteur, en raison de la forte pression foncière, et afin de ne pas compromettre la faisabilité des futures opérations de réaménagement mais aussi pour ne pas rendre plus onéreuse leur réalisation, la Ville de Montpellier a institué, par délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2013, un périmètre d'étude en application de l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme. Ce dispositif permet ainsi d'opposer, le cas échéant, un sursis à statuer aux demandes d'autorisation de travaux, de constructions ou d'installations qui pourraient porter préjudice à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement urbain d'ensemble.

En parallèle, une consultation a été engagée par la Ville de Montpellier pour la conception architecturale et urbaine des secteurs situés à l'ouest de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, dont fait partie le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train ».

Au printemps 2014, le cabinet Matte-Devaux-Rousseau a été désigné lauréat du marché d'architecte-urbaniste sur ce secteur en raison, notamment, de la cohérence de son projet d'aménagement avec l'environnement urbain existant. Le projet présenté a notamment permis de donner un cadre à l'émergence de nouveaux projets immobiliers apparus au sein du secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle.

Dans la mesure où la mise en œuvre de ce projet d'aménagement implique la réalisation d'équipements publics coûteux, il est apparu indispensable que les opérations immobilières puissent participer à son financement. Pour cela, les articles L. 332-11-3 et suivants du Code de l'urbanisme prévoient une méthode de financement contractualisée grâce à la conclusion d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre les constructeurs et la collectivité compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU), permettant la prise en charge financière par les porteurs de projets immobiliers de tout ou partie des équipements

publics.

Parallèlement, en raison de l'ampleur des équipements publics à réaliser, de l'étendue du secteur d'étude et du nombre important d'opérations de construction à venir au sein de ce secteur, ce même article L. 332-11-3 du Code de l'urbanisme offre la possibilité de délimiter un périmètre de conventions de PUP à l'intérieur duquel l'ensemble des constructeurs viendront participer à la prise en charge de ces équipements publics dès lors qu'ils répondent aux besoins des futurs habitants ou usagers de leurs opérations.

Dans ce contexte et à l'occasion de la mise en œuvre d'une première convention de PUP avec la société RB Group (nom commercial : M&A Promotion) concernant un projet de construction dans le secteur « Moulin des Sept Cans – Petit Train » sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b, le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » a été établi par délibération du Conseil municipal de la Ville de Montpellier en date du 17 décembre 2014.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la compétence en matière de PLU et, par voie de conséquence, celle relative aux PUP, ont été transférées à Montpellier Méditerranée Métropole. Ainsi, le périmètre de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » et toutes les nouvelles conventions conclues à partir de cette date au sein de ce périmètre relèvent de la compétence de la Métropole.

Le 16 décembre 2015, le Conseil de Métropole a réaffirmé le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » établi par le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 17 décembre 2014 et a fixé les modalités de partage des coûts des équipements correspondants aux besoins des futurs habitants ou usagers des opérations de construction attendues. Par la suite, le 11 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a signé une deuxième convention au sein du périmètre de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » avec la société Kaufman & Broad.

Le périmètre de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » est délimité selon le plan en annexe de la convention. Le projet d'aménagement d'ensemble s'étendant à la fois sur la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer et dans le périmètre de conventions de PUP et ses abords, le coût des équipements à réaliser sera par conséquent partagé entre les constructeurs agissant au sein du périmètre de conventions de PUP et les collectivités compétentes (Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier), soit directement, soit dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

L'ensemble des travaux d'équipements à réaliser pour le projet d'aménagement d'ensemble a été fixé par délibération du Conseil de Métropole n°13478 en date du 16 décembre 2015 à 13 197 000 € HT (coût global d'opération incluant travaux, maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre, frais d'études, aléas, honoraires, ...etc.). Ils consistent notamment en un réaménagement des voiries et réseaux divers au niveau de l'avenue du Petit Train, de la rue du Moulin des Sept Cans et de l'allée des Frères Grimm et leurs abords. Le coût global prévisionnel d'opération inclut également le coût des acquisitions foncières nécessaires aux aménagements.

En ce qui concerne le réseau d'assainissement en eaux usées, celui-ci est intégré aux travaux d'équipements à réaliser sur le secteur. Par conséquent, la dépense liée à sa réalisation est désormais répartie entre, d'une part, les futurs constructeurs agissant dans le périmètre de conventions de PUP et, d'autre part, les collectivités compétentes, soit directement, soit dans le cadre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer.

La répartition de financement des travaux d'équipements entre le périmètre de conventions de PUP, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier est définie comme suit :

- la part à la charge des constructeurs agissant dans le cadre du périmètre de conventions de PUP est fixée à 4 626 563 € HT, correspondant aux besoins des futurs habitants ou usagers ;
- Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer prendront à leur charge le reliquat du coût des aménagements à réaliser, soit 8 569 437 € HT.

Au sein du périmètre de conventions de PUP, les modalités de partage des coûts des équipements sont fixées

proportionnellement aux Surfaces de Plancher (SdP) développées par chaque opération.

L'objet de la délibération est d'approuver les termes d'une nouvelle convention de PUP à conclure avec le promoteur BOUYGUES IMMOBILIER SAS, ce dernier ayant fait part à Montpellier Méditerranée Métropole de son souhait de réaliser un projet de construction au sein du secteur de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train ».

Ce projet de construction de BOUYGUES IMMOBILIER SAS consiste, après démolition des constructions à usage d'habitation qui constituent le tènement foncier sur les parcelles cadastrées EY 143, 144, 637, 422, 759, 761, 758, 760, 756 et 757, en la construction d'un nouvel ensemble immobilier de 6 892 m² de SdP, dont 1 216 m², de logements locatifs sociaux. Une demande de permis de construire a été déposée dans ce but par le promoteur.

La mise en œuvre dans de bonnes conditions de ce projet immobilier nécessitant la réalisation d'équipements publics divers (réseaux d'eaux pluviales, d'assainissement, viaires...etc.), une convention de PUP entre BOUYGUES IMMOBILIER SAS et Montpellier Méditerranée Métropole doit être conclue pour participer à leur financement.

Compte-tenu de l'imbrication, de l'ampleur et de la nature des travaux d'équipements publics à réaliser au sein du projet d'aménagement d'ensemble, il a été décidé de s'adosser à la concession « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » pour confier par avenant n°1 à cette concession une mission globale d'aménagement de ces secteurs à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M). Celui-ci a été adopté par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier le 23 juillet 2015, puis conjointement signé par la Ville et la SA3M le 9 septembre 2015.

Il est donc proposé de mettre à la charge du promoteur la part des équipements répondant aux besoins des futurs habitants et usagers, celle-ci étant estimée à 1 423 002 €, au regard de la SdP développée par ce programme. Le projet de convention avec BOUYGUES IMMOBILIER SAS précise toutes les modalités de financement.

Conformément à la délibération du Conseil de Métropole en date du 24 février 2016, ayant approuvé la convention relative au financement des équipements publics à réaliser au sein du périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » dans le cadre de la concession d'aménagement *Nouveau Grand Cœur 2013-2020*, signée le 31 mars 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la SA3M, cette participation sera versée directement à la SA3M, aménageur et maître d'ouvrage des équipements publics concernés.

Le périmètre du PUP relatif à cette opération est annexé à la convention de participation et correspond à l'emprise du terrain d'assiette du projet porté BOUYGUES IMMOBILIER SAS. Il définit le foncier soumis au régime de participation financière du projet urbain partenarial et exonère ce périmètre de la taxe d'aménagement (part intercommunale uniquement) pour une durée qui ne peut excéder 10 ans. Dans le cas d'espèce, au vu de la participation prévue par la convention, il est proposé de prévoir la durée d'exonération maximum de la part intercommunale de la taxe d'aménagement sur le périmètre concerné, soit pour une durée de 10 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de Projet Urbain Partenarial entre Montpellier Méditerranée Métropole et BOUYGUES IMMOBILIER SAS, notamment le montant de la participation du constructeur au vu du coût prévisionnel de l'opération d'ensemble et de la nature des travaux ainsi que le périmètre du projet urbain partenarial pour cette opération, en annexe de la convention ;
- exclure le secteur délimité pour cette opération du champ d'application de la taxe d'aménagement, part intercommunale, au sein du périmètre de ladite convention pour une durée de 10 années ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. Renaud CALVAT, Mme Chantal CLARAC, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91128-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de PUP
- Plan de localisation
- PlanPerimetreDeConvDePUPPetitTrain.pdf
- PlanPUPBouygues.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Claire HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, René REVOL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Création d'une réserve foncière sur la Tour d'Assas - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Commune de Montpellier - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Un protocole de préfiguration des projets de renouvellement urbain de Montpellier, cofinancés par l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain a été signé le 16 décembre 2016 entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'ANRU et le bailleur social ACM Habitat.

Il porte sur l'un des 12 quartiers prioritaires inscrits au contrat de ville, quartier le plus étendu, le plus peuplé et celui concentrant les plus importants dysfonctionnements urbains : le quartier de la Mosson, retenu par l'ANRU comme quartier d'intérêt national.

Si le quartier a bénéficié du premier Programme National de Renouvellement Urbain (PNRU), celui-ci a été essentiellement tourné vers la requalification de l'habitat et des équipements. La partie Sud de ce quartier doit désormais profiter de nouvelles évolutions positives. Les interventions développées jusqu'à ce jour n'ont pas suffi par ailleurs à inverser structurellement les dynamiques de paupérisation du quartier.

Afin de poursuivre cette transformation nécessaire, le quartier a en conséquence été inscrit sur la liste des 236 projets d'intérêt national du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU), dévoilé le 15 décembre 2014, et a fait l'objet de la signature du protocole de préfiguration en 2016.

Ce protocole prévoit la réalisation d'études préalables dont la plus grande partie a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) dans le cadre d'un mandat d'études jusqu'au 31 décembre 2019. Ces études préalables ambitionnent une vision prospective pour la prise en compte du quartier dans la gouvernance de la Métropole, la définition d'un projet intégré permettant la valorisation des espaces publics, le diagnostic de l'offre de logements en vue de son renouvellement, la caractérisation de l'offre commerciale, en équipements et en services en vue de sa reconfiguration.

Outre les études préalables, ce protocole, intègre également des opérations à réaliser avec des autorisations de démarrage anticipé :

- la démolition de la tour d'Alembert, aujourd'hui terminée,
- la réhabilitation de la résidence Cap Dou Mail située sur le Grand Mail, en cours,
- la démolition de la copropriété Tour d'Assas située au sud du Grand Mail, dont le seul principe, non opérationnel, a été acté dans le protocole.

La démolition envisagée de la Tour d'Assas préfigure un renouveau important. En effet, elle concentre à elle seule tous les stéréotypes du quartier : grande hauteur, entrée dégradée du grand mail et immenses parkings publics en pied d'immeuble. La réalisation du cours Mosson Sud sera un déclencheur du changement d'image du quartier, inscrite dans une opération d'aménagement beaucoup plus large. La démolition des 235 logements dans les résidences Mercure et Tour d'Assas permettrait la création sur le périmètre reconstitué, d'espaces offrant services et développement d'activités économiques, actuellement en cours d'études.

La résidence « Tour d'Assas », Immeuble de Grande Hauteur (IGH) d'environ 76 mètres, datant des années 1960 et situé 120 avenue de Barcelone (parcelle cadastrée LR38) se compose de 176 logements locatifs sociaux, dont la majorité appartient à ACM Habitat, d'un rez-de-chaussée commercial. Il comprend en outre 2 niveaux de sous-sol, un entresol technique, 22 étages courants et une terrasse technique.

Une opération de réhabilitation de la Tour a été étudiée. Il ressort de la première estimation une absence de viabilité économique.

De plus, le bâti continue à se dégrader malgré les efforts et les fonds investis par les copropriétaires, notamment ACM Habitat.

Dans ce contexte, et devant l'impossibilité financière d'une opération de réhabilitation complète, il apparaît désormais que la maîtrise de ce foncier ne peut attendre que le projet de renouvellement urbain sur le quartier de la Mosson soit définitivement arrêté.

L'urgence est d'autant plus réelle que 87 logements restent occupés à ce jour et que le relogement des occupants est une priorité. Un rythme de 3.56 ménages relogés par mois d'avril 2019 à mai 2022 serait nécessaire en vue de disposer des lieux, afin d'envisager une date prévisionnelle de lancement des travaux en juin 2022.

Dès lors, il est proposé de constituer une réserve foncière après Déclaration d'Utilité Publique (DUP), en vue de permettre à terme la réalisation d'une ou plusieurs opérations d'aménagement non encore définies précisément.

La réserve foncière serait constituée de l'intégralité de la résidence Tour d'Assas ainsi présentée, située sur la parcelle cadastrée LR 38, soit 176 logements, pour une surface habitable totale de l'ordre de 12 000 m², 22 celliers, 216 stationnements et 37 lots à destination commerciale correspondant à 18 commerces dont 15 sont actuellement exploités, 87 logements demeurant donc à ce jour occupés.

Seraient également intégrées dans la réserve foncière et donc acquises dans ce cadre : la parcelle cadastrée LR 95 et une partie de la parcelle LR 298 appartenant à la SCI Louisville, composées de 5 commerces en activité sur une surface utile d'environ 665 m² et à vocation de parking et desserte, la parcelle LR 281a appartenant à la Métropole à usage de trottoir, la parcelle LR 94 appartenant à la commune de Montpellier à usage d'escalier, la parcelle LR 37 appartenant à ENEDIS, correspondant à un transformateur, également indispensables à l'opération.

La résidence Mercure limitrophe, concernée par le périmètre de projet, n'est pas intégrée dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique, au regard de sa situation foncière, ACM Habitat est le seul propriétaire et signataire du NPNRU.

La procédure de DUP s'inscrit notamment dans le cadre de l'article R.112-5 du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, et l'enquête publique est organisée selon les dispositions des articles R.112-8 à R.112-27 du même code.

Le dossier d'enquête préalable à la DUP pour réserve foncière doit être composé d'une notice explicative, d'un plan de situation, du périmètre délimitant les immeubles à exproprier, et de l'estimation sommaire du coût des acquisitions à réaliser. Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation. Il contient un plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés. Il est proposé de joindre la procédure de ces deux enquêtes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- recourir à la procédure régie notamment par les dispositions de l'article R.112-5 du Code de l'expropriation, lequel permet de requérir une Déclaration d'Utilité Publique en vue de l'acquisition d'immeubles, en vue de la réalisation d'une opération d'aménagement ou d'urbanisme importante ;
- approuver le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et à l'enquête parcellaire, concomitantes, pour l'acquisition des parcelles, sises commune de Montpellier, LR38, LR95, LR298a, LR 281a, LR 94, LR 37, toutes indispensables à l'opération ;

- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault, le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire sur l'ensemble des parcelles de la commune de Montpellier délimitant le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique ainsi proposé ;
- autoriser, par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les immeubles inclus dans ce périmètre ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, Mme Chantal CLARAC, M. Robert COTTE, M. Pierre DUDIEUZERE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Eric PENSO, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93940-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 27803_plan-de-situation2.pdf

- 27803_plan-perimentral-pdf.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Planification et aménagement
durables du territoire, foncier



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, René REVOL, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Planification et aménagement durables du territoire, foncier - Zone d'Aménagement Concerté CANNABE - Commune de Cournonterral - Création d'une zone d'activités à vocation artisanale et d'un hameau agricole - Dossiers d'enquêtes concomitantes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Schéma d'Accueil des Entreprises (SAE), approuvé en Conseil le 24 novembre 2016, identifie sur les 15 prochaines années un besoin annuel de 17,5 hectares cessibles de foncier économique, complété par une programmation de 50 à 200 hectares destinée à renforcer l'économie productive du territoire par l'accueil d'entreprises exogènes d'envergure nationale et internationale.

Un des enjeux énoncés par le SAE de la Métropole réside dans le renforcement de l'offre de foncier à usage d'activités, notamment celles de type économie productive, créatrice de richesse et d'emploi, mais aussi des activités constitutives de l'économie présentielle qui ne peuvent ou ne souhaitent pas encore s'insérer en tissu urbain mixte. En effet, ces activités sont indispensables au fonctionnement du tissu économique d'un territoire et génèrent une part d'emplois indirects (de sous-traitances notamment) très importante. Les activités productives et de logistique ont aussi un effet structurant avec des salaires plus stables et plus élevés que dans les autres secteurs d'activité.

Le Schéma Régional de Développement Economique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII), approuvé en Conseil le 29 mars 2017, énonce, quant à lui, que la Région Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent renforcer l'investissement d'immobilier collectif et rééquilibrer l'économie du territoire en développant des activités productives et industrielles. La collaboration entre ces deux collectivités porte sur six filières prioritaires dont l'agroalimentaire, l'économie agricole et l'agroécologie, et plus particulièrement le développement des circuits courts et les projets en matière d'innovation agricole.

De manière complémentaire, Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique ambitieuse en matière d'agroécologie et d'alimentation qui participe elle aussi activement à l'économie du territoire et au maintien ou à la création d'emplois. Celle-ci a notamment pour objectif de créer le socle de développement de la filière de production agricole d'amont en aval (production, transformation, distribution et commercialisation).

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole travaille en étroite collaboration avec la commune de Cournonterral sur la définition du projet d'urbanisation du site Cannabe. Celui-ci se trouve sur un secteur attractif pour le développement d'activités économiques à l'échelle locale, de type artisanat ou commerce de gros du fait de sa proximité avec Montpellier. Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) approuvé le 17 février 2006 définit le site Cannabe comme un secteur d'urbanisation et de développement urbain, vocation confortée dans le nouveau SCoT de Montpellier arrêté le 19 juillet 2018.

Le projet d'aménagement du site Cannabe s'inscrit à la fois dans les objectifs du SAE, du SRDEII et dans ceux du pilier stratégique agroécologie et alimentation de Montpellier Méditerranée Métropole, car il intègre, au sein d'une même opération d'aménagement, un parc d'activités et un hameau agricole destiné à l'implantation de sièges d'exploitations agricoles.

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Cournonterral, approuvé le 2 mai 2013 et modifié le 6 mars 2014, identifie le site Cannabe dans son Projet d'Aménagement et de Développement Durable comme un secteur destiné à recevoir une zone d'activités économiques artisanales, un village de regroupement technique agricole et, le cas échéant, un centre secours déconcentré.

Par délibération n°D2017-08, en date du 07 février 2017, le Conseil Municipal de Courmonterral a donné un avis favorable au projet d'aménagement du site Cannabe.

Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité, face au déficit foncier à vocation économique de ce secteur du territoire de la Métropole, mettre en œuvre un développement maîtrisé en prenant l'initiative de la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC), dont les objectifs ont été définis par délibération du Conseil de Métropole en date du 28 septembre 2016. Le Conseil a approuvé le 20 décembre 2017 la création de la ZAC sur une superficie d'environ 9,1 hectares et a confié sa réalisation à la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM), par un traité de concession signé le 27 juin 2018. Le 25 juin 2019, le Conseil a également approuvé la modification du PLU de la commune sur ce secteur.

Le projet d'aménagement proposera environ 45 000 m² de surface cessible, permettant la construction d'environ 20 000 m² de surface de plancher, répartis entre un parc d'activités destiné à accueillir des petites et moyennes entreprises et des équipements publics de superstructure, le développement d'un hameau agricole pour l'accueil de sièges d'exploitations, d'un équipement mutualisé à destination des agriculteurs et l'aménagement d'une oliveraie/amanderaie qui permettra de préserver et développer la biodiversité tout en intégrant paysagèrement la ZAC Cannabe. Cette opération contribuera à renforcer, sur l'Ouest du territoire de la Métropole, le maillage de parcs d'activités mixtes dits « de proximité ». De surcroît, ce projet répondra aux critères d'excellence en terme de développement durable, définis dans le SAE, puisqu'il fera l'objet d'une certification Haute Qualité Environnementale Aménagement.

Le projet s'étend sur 27 parcelles pour une superficie de 8,4 ha. L'ensemble foncier est détenu par plusieurs propriétaires publics et privés. Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pouvoir assurer la pleine maîtrise foncière du secteur afin de répondre dans les meilleurs délais au projet.

L'intérêt général renforcé que revêt ce projet, au regard des objectifs ci-dessus rappelés, justifie la mise en œuvre des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité aux fins de maîtrise foncière.

Le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique est composé conformément aux dispositions de l'article R.112-4 du Code de l'expropriation. Il contient une notice explicative, des plans de situation, un plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants et l'appréciation sommaire des dépenses.

Le dossier d'enquête parcellaire est composé conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation. Il contient le plan parcellaire et la liste des propriétaires concernés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les dossiers d'enquêtes préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et parcellaire ;
- demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour l'aménagement d'une Zone d'Activités à vocation artisanale et d'un hameau agricole ;
- autoriser par la suite Montpellier Méditerranée Métropole à acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation les parcelles incluses dans le périmètre du projet et nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Pascal KRZYZANSKI, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, M. Sauveur TORTORICI.

Fait à Montpellier, le

31 JUIL. 2019

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **01 AOUT 2019**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:
- visuel DUP CANNABE.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**PREVENTION ET VALORISATION DES DECHETS,
PROPRETE DE L'ESPACE PUBLIC**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Prévention et valorisation des
déchets, propreté de l'espace
public

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public - Convention de partenariat pour l'amélioration de la gestion des déchets et de la propreté aux abords des résidences en habitat social - Approbation

Madame Valérie BARTHAS-ORSAL, Vice-Présidente, rapporte :

En 2010, Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat ont souhaité renforcer leur partenariat sur la problématique de la gestion des déchets ménagers et assimilés, et notamment l'amélioration du tri sélectif dans les résidences gérées par le bailleur. Pour cela, une convention précisant les actions à mener et les moyens humains et financiers alloués par chacune des parties, a été établie. Cette convention a été renouvelée en 2011, puis en 2013, date à partir de laquelle des actions en faveur de la réduction des déchets ont été intégrées en écho aux objectifs du programme local de prévention des déchets de la Métropole. Dans ce cadre, la Métropole a notamment financé un poste de messenger de la prévention et du tri des déchets au sein d'ACM Habitat.

En 2016, la convention de partenariat a été renforcée afin de prendre en compte les nouvelles compétences en matière de gestion de la propreté de la Métropole. Les parties ont alors convenu de dédier, en plus d'un poste d'éco-messenger, un emploi supplémentaire d'un salarié ACM Habitat en qualité de Référent Propreté et Développement Durable ouvrant droit au soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ainsi, depuis le 1^{er} septembre 2010, ACM Habitat a réalisé :

- Un état des lieux des locaux poubelles qui a permis de mettre à niveau les dotations en bacs des résidences ;
- Des formations adressées au personnel ACM Habitat (directeurs d'agence, correspondants développement durable) ;
- Des actions de sensibilisation des habitants, avec évaluation systématique des résultats ;
- Des outils de sensibilisation pour accompagner ces actions et informer en retour les locataires des résultats de leur geste de tri ;
- Des aménagements de locaux permettant d'améliorer le tri dans le cadre d'un travail collaboratif avec le service Production d'ACM Habitat ;
- Des dispositifs de compostage collectif en pied d'immeuble, de tri des déchets d'équipement électrique et électronique ou encore de réemploi dans les locaux encombrants ;
- Des actions éco-exemplaires au sein de sa structure.

Ce partenariat sur le long terme permet de dresser un bilan positif. Les relations de travail entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat s'en sont trouvées facilitées. Plus de 36 000 logements ont été sensibilisés par des interventions en porte-à-porte ou des opérations ponctuelles en pied d'immeuble.

La convention en cours arrive à son terme au 31 août 2019. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat souhaitent poursuivre leur engagement commun au travers d'une nouvelle convention, portant sur la continuité des actions engagées en matière d'amélioration du tri des déchets et de participation aux dispositifs de prévention des déchets et de propreté des abords des résidences.

Cette nouvelle convention, d'une durée de trois ans, traduit les règles de partenariat avec pour objectif, en particulier de :

- programmer des travaux d'aménagement de locaux poubelles ou de réemploi pour améliorer l'accès des résidents, et prendre en compte l'extension des consignes de tri des emballages ;
- proposer, en phase de conception des projets, des solutions de pré-collecte adaptées, faisant appel le cas échéant à des dispositifs particuliers type conteneurs enterrés ou semi-enterrés ;
- présenter annuellement la programmation de projets ;
- mener une réflexion d'intégration de composteurs collectifs ou individuels sur les espaces verts, dès la conception des projets ;

- prévoir lors des nouvelles constructions ou d'opérations de réhabilitation des locaux d'encombrants et d'espaces de récupération ;
- réfléchir sur l'optimisation des dispositifs de pré-collecte ;
- accompagner les actions de communication par la fourniture d'outils de communication et des interventions des éco messagers auprès des locataires ;
- mettre en place des composteurs collectifs dans les projets de jardins partagés ;
- former le référent Propreté et Développement durable et l'éco-messagers salariés d'ACM ;
- financer les deux-équivalents temps pleins salariés d'ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat à conclure avec ACM Habitat pour l'amélioration de la gestion des déchets et de la propreté aux abords des résidences ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Patricia MIRALLES, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92717-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RELATIONS INTERNATIONALES, TOURISME, PARCS
D'ACTIVITE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles

L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 347 € par jour (estimation de 2017).

Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2019, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

« Colloque Patrick Geddes-Pionnier de l'écologie urbaine »

L'Etablissement Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM), sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Alain DEREY, a organisé du 14 au 15 juin 2019, à l'Université Paul Valéry de Montpellier, une manifestation intitulée « *Colloque Patrick Geddes-Pionnier de l'écologie* ».

L'enjeu de ce colloque international, au-delà de faire connaître la pensée de Patrick Geddes et de ses travaux, est de montrer qu'un aménagement humaniste est possible et que les réflexions sur l'urbanisation peuvent s'enrichir des propositions environnementales déjà à l'œuvre chez Patrick Geddes.

Ce colloque se veut grand public et permettra de rendre hommage à cette figure tout en sensibilisant, via notamment deux visites, une du Collège des Ecossais et de son jardin et l'autre du jardin botanique. Environ 100 personnes sont attendues dont 30 intervenants Français, Ecossais, Italiens.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

« Colloque Environnements de vie »

La Société Régionale de Santé Publique (SRSP) sous l'autorité de son administrateur, Monsieur Michel NOGUES, organisera le 25 octobre 2019, à l'ENSAM de Montpellier, une manifestation intitulée « *Colloque Environnements de vie* ».

L'objectif de cette manifestation est de faire le point périodiquement des connaissances acquises dans le domaine de la santé, favoriser le débat public sur les déterminants de santé, encourager et faciliter les recherches et travaux relatifs à la santé publique, porter une vision multidisciplinaire de la santé publique, organiser des événements de communication sur les sujets de santé publique. Professionnels de la santé, urbanistes, architectes, Elus locaux, Etudiants de l'ENSAM, personnels sociaux seront réunis.

Une subvention de **500 euros** est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93291-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Colloque Patrick GEDDES.docx
- 2 - Colloque Environnements de vie.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Relations internationales, tourismes, parcs d'activité - Mission à Daegu (Corée du Sud) du 2 au 7 septembre 2019 - Participation au forum mondial des villes de l'eau - Signature d'un Mémoire d'Entente - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit depuis plusieurs années une stratégie d'internationalisation reconnue avec pour objectifs de créer pour son tissu économique les conditions favorables aux échanges extérieurs par une meilleure connaissance des écosystèmes étrangers, de promouvoir les implantations croisées d'entreprises, et de renforcer son positionnement international et d'accroître l'attractivité du territoire sur plusieurs axes majeurs, dont celui de l'eau.

Dotée de la compétence « eau potable » depuis le 1er janvier 2010, Montpellier Méditerranée Métropole développe une stratégie globale et ambitieuse permettant une gestion équilibrée de la ressource en eau. Désormais son champ d'action porte sur la quasi-totalité du cycle de l'eau, depuis l'approvisionnement en eau potable et en eau brute jusqu'au traitement des eaux usées, en passant par la lutte contre les inondations. En mai 2014, le Conseil de Métropole a de plus décidé de gérer l'eau potable en régie publique, situation effective depuis le 1^{er} janvier 2016.

Ce contexte dynamique, ainsi que la présence à Montpellier du Pôle de compétitivité à vocation mondiale Eau ont contribué à la notoriété des compétences du territoire dans le domaine de l'eau, attirant l'attention et l'intérêt d'acteurs internationaux.

Depuis 2016, plusieurs délégations de la Métropole de Daegu se sont déplacées à Montpellier pour rencontrer les élus de Montpellier Méditerranée Métropole, visiter le Salon Hydrogaïa, et nouer des contacts avec les entreprises du cluster d'entreprises Swélia, composante entrepreneuriale du Pôle de compétitivité à vocation mondiale Eau.

Le Maire de la Ville de Daegu souhaite mettre en place un cluster de l'eau et faire de la Métropole de Daegu une référence dans le domaine de la gestion des ressources en eau au travers de partenariats construits au niveau mondial, en y associant Montpellier Méditerranée Métropole, qu'il considère comme une référence.

Dans cette optique, il invite Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à participer au Forum Mondial des Villes de l'Eau, « World Water Cities Forum », du 2 au 7 septembre 2019.

Ces rencontres seront aussi l'occasion de la signature quadripartite : Métropole de Daegu, Cluster Eau coréen (DYETEC), Montpellier Méditerranée Métropole, Cluster Eau Français (AquaValley) d'un accord d'ententes (Mémoire d'Entente) qui va permettre de jeter les bases de futures coopérations dans le domaine de l'eau.

Il s'agirait donc, pour un(e) élu(e) et un(e) chargé(e) de mission international, de valoriser lors de tables rondes l'expérience acquise par Montpellier Méditerranée Métropole dans le domaine de la gestion de l'eau, et de promouvoir auprès de l'ensemble des acteurs présents, originaires de nombreux pays (Etats-Unis, Chine, Singapour, Philippines, Pays-Bas ...), les savoir-faire des entreprises de notre tissu économique dans ce domaine.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 8 000 € TTC. Ce montant représente les frais de transports internationaux, d'hébergement de la délégation, ainsi que les frais de transport sur place, les frais de restauration...

La prise en charge des frais de déplacement de la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'un déplacement à Daegu Corée du Sud, du 2 au 7 septembre 2019,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) chargé(e) de mission international,
- approuver la prise en charge financière de la mission, estimée à 8 000 euros,
- dire que les crédits sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- approuver les termes de l'accord d'ententes,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92453-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MOU daegu eau projet

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Relations internationales,
tourismes, parcs d'activité

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Relations internationales, tourisms, parcs d'activité - Mission à Tel Aviv (Israël) du 15 au 20 septembre 2019 - Participation au Digital Life and Design Innovation Festival - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Cette stratégie repose sur deux objectifs : d'une part, renforcer son positionnement international et accroître son attractivité et d'autre part, créer les conditions favorables aux échanges entre entreprises et faciliter leur implantation réciproques et leurs connaissances des écosystèmes étrangers.

A cet effet, elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu, Beijing), aux Etats-Unis (Austin, Orlando et le New Jersey), en Russie (Obninsk) et au Canada (Québec et Sherbrooke), ... Elle est, en outre, active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network, ...). Elle a aussi souhaité intensifier son action économique par un positionnement renforcé dans la zone régionale euro-méditerranéenne.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole, se propose d'organiser pour la troisième année consécutive une mission économique à Tel Aviv, du 15 au 20 septembre 2019, à l'occasion du Digital Life and Design (DLD) Innovation Festival.

Ce congrès organisé en coopération avec la municipalité de Tel Aviv, dont la participation a dépassé en 2018, les 10 000 personnes est avant tout un lieu de rencontres et d'échanges entre start-ups, investisseurs et autres acteurs importants du secteur digital. Plus de la moitié des participants sont internationaux, parmi lesquels beaucoup de décideurs de grands groupes européens et américains, pour l'occasion plus accessibles. Participer au DLD permet aussi de se familiariser avec l'écosystème israélien.

Il s'agirait donc pour un(e) élu(e) et un(e) chargé(e) de mission international d'accompagner au maximum 10 acteurs du développement économique métropolitain, qui auraient marqué un intérêt à ce déplacement dans le cadre de l'appel à candidatures qui sera fait à cet effet.

L'objectif de cette mission est double : participer au DLD Festival innovation et y organiser des rencontres BtoB dédiés mais aussi, rencontrer les principaux acteurs de l'écosystème israélien afin d'instaurer des liens entre la French Tech Montpellier et le French Tech Hub de Tel Aviv et pourquoi pas aussi s'appuyer sur la présence importante d'entreprises françaises pour développer des points de collaborations techniques et/ou commerciales.

Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 31 000 euros TTC, dont 20 000 euros pour les frais de visas, les inscriptions au congrès, les rendez-vous BtoB, les transports aériens, hébergements et restaurations...

Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais de déplacement des entreprises, à hauteur de 750 euros maximum par entreprises sur présentation des factures acquittées.

La prise en charge des frais de mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation d'une mission institutionnelle et d'affaires de Montpellier Méditerranée Métropole à Tel Aviv (Israël) du 15 au 20 septembre 2019,
- approuver la participation d'un(e) élu(e) et d'un(e) chargé(e) de mission international à la mission Tel Aviv,
- approuver la participation maximale de 10 entreprises et acteurs du développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole,
- approuver la prise en charge financière de la mission Tel Aviv estimée à 31 000 € sur la base des frais réels,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93208-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Ressources Humaines - Création d'un service commun de direction de pôle informatique et numérique - Convention - Autorisation de signature

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en oeuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales.

La Métropole et la Ville de Montpellier se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, notamment marquée par la mutualisation de l'ensemble de leur ligne de direction générale des services. Depuis 2016, de nombreux services communs ont depuis été créés dans une logique de construction d'un schéma de mutualisation.

C'est dans ce cadre global que s'inscrit la démarche de mutualisation des directions gérant les systèmes d'informations à la Ville et à la Métropole. La nécessité de mutualiser les moyens s'est vue renforcée par un contexte fortement évolutif en termes d'usages numériques, de volonté d'amélioration de qualité du service au public, de simplification, d'innovation mais aussi d'optimisation des moyens d'intervention.

Afin de répondre à ces évolutions et de proposer une offre cohérente de services, le choix a été fait d'intégrer la démarche de mutualisation dans la définition d'un Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI) permettant aux directions informatiques, mais aussi aux élus et à la direction générale, de disposer des éléments pour définir les choix structurants stratégiques et opérationnels permettant d'orienter les systèmes d'information pour répondre aux enjeux présents et futurs.

Afin de porter le projet de mutualisation et d'évolution de l'organisation et poursuivre, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, l'objectif visant à concilier les exigences de fonctionnement optimales pour atteindre la cible fixée, ainsi que les attentes du personnel, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de pôle informatique et numérique mutualisé.

Ce service commun sera mis en place au plus tôt à partir du 1er août 2019 et concernera le seul poste de responsable de pôle informatique et numérique.

Le service commun sera géré par la Métropole et en fonction de la mission réalisée, sera placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Dans le cadre de convention de création de service commun, il est convenu que les dépenses mutualisées qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre collectivités à hauteur de 50% chacune.

Les avis des Comités Techniques de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Ville de Montpellier ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail. Avis favorable à l'unanimité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la création du service commun du pôle informatique et numérique mutualisé ;
- approuver la convention de service commun afférente ;
- dire que les crédits correspondants sont prévus au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention sc PSIN 08072019 V3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources Humaines

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Ressources Humaines - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Madame Régine ILLAIRE, Vice-Présidente, rapporte :

I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il est nécessaire, de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

Pour les postes d'apprenti, il convient de préciser que Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services. Ce dispositif permet d'envisager au terme de la formation de ces apprentis une intégration dans les effectifs, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité et le lieu de formation ainsi que le maître d'apprentissage seront choisis par les directions concernées. Le maître d'apprentissage sera accompagné dans un processus de formation en lien avec le CNFPT. Il est à noter que le texte en vigueur en matière de nouvelle bonification indiciaire permet de reconnaître la responsabilité confiée à hauteur de 20 points d'indice s'ajoutant au traitement indiciaire des agents.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des mises en conformité du cadre d'emploi d'accès aux postes mentionnés en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 juillet 2019.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

III- Transformations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à des ajustements de postes, au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 juillet 2019.

Pour l'emploi de catégorie A, il convient de préciser qu'il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé.

IV- Suppressions de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de procéder à la suppression des postes mentionnés en **annexe 4** ci-jointe, après avis du Comité Technique du 16 juillet 2019.

V- Confirmations de postes :

1) Par délibération n°14570 du 29 mars 2017, les deux postes relevant du cadre d'emplois des médecins territoriaux pour exercer des fonctions de Médecin de Prévention (n° du poste : 2017-107 et 2017-108) ont été créés au Tableau des effectifs. Ces postes sont affectés au Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

- Nature des fonctions : mettre en place des actions de prévention et assurer des missions de conseil auprès de l'administration et du personnel en matière de santé et de conditions de travail. Conduire des analyses de poste afin de les adapter à la santé des agents. Participer à des groupes de travail au sein d'une équipe pluridisciplinaire en santé au travail.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire du doctorat de médecine ; du Diplôme d'études spécialisées de médecine du travail ou de certificat d'études spéciales de médecine du travail ou médecin relavant du statut des médecins territoriaux ou appartenant à une autre fonction publique et disposant de connaissance et d'une expérience en médecine de prévention.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer le suivi médical des agents, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

2) Par délibération n°11121 du 8 octobre 2012, le poste de Chargé(e) d'études déplacement, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2004-714) a été créé au Tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction Projet et Planification Territoriale.

- Nature des fonctions : assurer le suivi technique, administratif et financier des grands projets d'infrastructures ferroviaires, routières et contribuer à l'élaboration du PDU.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de l'urbanisme et de la planification territoriale.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité de mener à bien les grands projets d'infrastructures, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

3) Par délibération du 11 avril 2013 et du 16 décembre 2015, les deux postes de Contrôleur de gestion externe, qui relèvent du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2013-040 et 2015-081) ont été créés au Tableau des effectifs. Ces postes sont affectés à la Direction du Contrôle de gestion externe.

- Nature des fonctions : animer, en lien avec les directions opérationnelles, un processus de contrôle et de suivi des relations contractuelles liées aux différents partenaires de la Métropole et de la Ville. Par la conduite d'audits, d'expertises financières, fiscales et juridiques dans l'analyse des données en lien avec les structures externes partenaires, contribuer à sécuriser et développer la stratégie partenariale auprès de la direction générale.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine du contrôle de gestion.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité de contrôler les partenaires externes de la collectivité, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

4) Par délibération n°12637 du 29 novembre 2014, le poste d'attaché de presse, qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2003-185) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté auprès de la Direction des Relations Presse.

- Nature des fonctions : organiser et suivre l'ensemble des contacts avec les médias, rédiger des communiqués et dossiers de presse et organiser des conférences de presse,
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme correspondant au moins au premier cycle d'études supérieures,

- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer les opérations de communication externe auprès des administrés sur le territoire de la Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

5) Par délibération n°2018-484 du 20 septembre 2018, le poste de chargé de communication événementielle qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2010-055) a été confirmé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- nature des fonctions : gérer les événements ou manifestations ; élaborer le budget estimatif de l'opération ; préparer le brief initial et le communiquer aux prestataires assurer la conformité des propositions faites et leur bonne mise en œuvre ; coordonner le travail des intervenants, externes et internes ; assurer la gestion logistique durant la manifestation ou l'événement et son évaluation à son issue,
- niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et de la conduite de projet,
- niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux,
- motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant,
- fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

6) Par délibération n°14351 du 14 décembre 2016, le poste de chargé de projet qui relève du cadre d'emplois des attachés territoriaux (n° du poste : 2016-545) a été créé au tableau des effectifs. Ce poste est affecté à la Direction de la communication mutualisée.

- Nature des fonctions : assurer le suivi des politiques publiques de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. Proposer, élaborer et coordonner les projets et plans de communication dans son champs d'intervention.
- Niveau de recrutement : les spécificités du poste nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'un diplôme BAC+4 et d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine de la communication et de la conduite de projet.
- Niveau de rémunération : la rémunération sera calculée sur la base du décret n°87-1100 du 30 décembre 1987 portant échelonnement indiciaire des attachés territoriaux.
- Motif : compte tenu de la nécessité d'assurer des opérations de communication auprès des administrés sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, ce poste ne peut rester vacant.
- Fondement juridique : à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé, il pourra être fait appel à un agent non titulaire en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des réajustements de postes pour mise en conformité, des transformations, des suppressions et des confirmations de postes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94475-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Créations
- Annexe 2 MEC
- Annexe 3 Transformations
- Annexe 4 Suppressions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICE PUBLIC DE L'EAU ET DE
L'ASSAINISSEMENT**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau Potable - Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) - Gouvernance - Modification des statuts - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau des communes du Bas Languedoc (SBL) comprend actuellement 14 membres : onze communes (Bouzigues, Gigan, Loupian, Marseillan, Mèze, Mireval, Montbazin, Poussan, Sète, Vic-la-Gardiole, Villeveyrac), un Syndicat Intercommunal à Vocation Unique (SIVU) comprenant les communes de Frontignan, Balaruc-les-Bains et Balaruc-le-Vieux ainsi que deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan.

En application de la loi NOTRe, Sète Agglopôle Méditerranée se verra transférer de plein droit au 1^{er} janvier 2020 la compétence « eau potable » et se substituera aux communes et au SIVU entièrement compris dans le périmètre communautaire.

Le SBL sera ainsi constitué exclusivement de trois EPCI à fiscalité propre mais n'adhérant pas pour le même nombre de communes. En effet, Hérault Méditerranée est adhérente pour quatre communes, Montpellier Méditerranée Métropole pour neuf communes et Sète Agglopôle Méditerranée le sera pour 14 communes.

Cette évolution de la composition des membres du syndicat nécessite d'apporter des modifications aux statuts du syndicat afin de prévoir la future représentativité des communes ayant aujourd'hui transféré leur compétence « eau potable » au SIVU. En effet, la prise de compétence « eau potable » par Sète Agglopôle Méditerranée entraîne la dissolution de ce dernier. Sans cette modification statutaire, le SBL ne pourra plus fonctionner puisque un de ses membres aura disparu au 1^{er} janvier 2020.

Le SBL a proposé lors de son comité syndical du 13 juin dernier de procéder à cette modification sans bouleverser substantiellement la représentativité des communes. Actuellement, chaque commune représentée ou non par un EPCI dispose de deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Il est ainsi proposé de modifier, à compter du 1^{er} janvier 2020, l'article 9 des statuts du SBL. Le comité syndical sera ainsi composé de délégués élus par les assemblées délibérantes des établissements adhérents, à raison de deux délégués par commune territorialement concernée et desservie par le réseau d'adduction du Syndicat. Il est désigné pour chaque délégué titulaire, dans les mêmes conditions, un délégué suppléant appelé à siéger au comité avec voix délibérative en cas d'empêchement du délégué titulaire.

Par délibération du Comité Syndical en date du 13 juin 2019, le syndicat a approuvé à l'unanimité cette modification des statuts.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du Code général des collectivités territoriales, les organes délibérants des membres du syndicat disposent d'un délai de trois mois pour faire connaître leur avis. A l'issue de cette consultation et pour autant qu'un accord de la majorité qualifiée requise des membres du SBL soit obtenue, le Préfet pourra, par arrêté, décider de procéder à la modification statutaire.

Il est proposé de donner un avis favorable à cette modification assurant une certaine continuité de la représentativité locale des territoires desservis.

Pour autant, il est important pour la Métropole de s'assurer sur le long terme des conditions de bonne gouvernance du syndicat. Ainsi, en accord avec ce dernier, il sera procédé à l'automne, après concertation

préalable avec les EPCI membres, à la modification du règlement intérieur afin de désigner au sein du Bureau du syndicat un nombre de Vice-Présidents équivalents pour chaque EPCI.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification de l'article 9 des statuts du SBL portant sur la composition des délégués,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, M. Thierry BREYSSE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOUÏ, M. Jean-Marc LUSSERT, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93329-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUITAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau potable - Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable - Renforcement et Sécurisation du service de Saint-Brès - Modification du programme de travaux - Approbation

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Le service d'eau potable de la commune de Saint-Brès est alimenté actuellement par deux ressources en eau les forages du Stade et le forage de l'Olivette. Les eaux de ces forages sont ensuite renvoyées vers un réservoir situé au centre de la commune et composé de trois cuves pour un volume total de 1 000 m³.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de la Métropole, approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2013, prévoyait pour ce service, d'une part, l'abandon du forage du Stade vulnérable et de faible capacité au profit de la mise en service d'un forage existant mais non encore autorisé (Farel) associée à la réalisation d'une unité de traitement de la turbidité notamment et, d'autre part, une interconnexion de secours avec les réseaux du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC), pour un montant total de travaux estimé à 3 300 000 € HT (valeur 2013).

A ce jour, le forage Farel n'est toujours pas exploité, l'hydrogéologue agréé ayant donné en novembre 2013 un avis défavorable en l'état à son exploitation.

A contrario, le projet d'interconnexion avec le SMGC a connu une avancée récente, l'augmentation des besoins en eau sur la commune de Baillargues induits par les nombreux projets d'urbanisme rendant nécessaire pour le syndicat le renforcement de l'alimentation en eau de cette commune.

Une étude faisabilité réalisée en 2017 a étudié plusieurs scénarios et conclut à l'intérêt de ne conserver que le forage des Olivettes et de diversifier les ressources en eau en réalisant une interconnexion avec les réseaux du SMGC qui permettra de compléter les besoins de pointe actuels et futurs et d'apporter la sécurisation prévue dans le schéma initial.

Ces besoins ont été réactualisés et s'élèvent à l'horizon 2030 et selon les hypothèses de consommation et de rendement entre 950 et 1 110 m³ par jour, soit des besoins annuels compris entre 350 000 et 405 000 m³.

Il est ainsi proposé de revoir le programme d'actions prévu par le SDAEP pour le service d'eau potable de la commune de Saint-Brès. Le nouveau schéma d'alimentation prévoit la pose d'une conduite d'adduction en diamètre nominal 200 mm capable de transiter 100 m³/h sur une longueur d'environ 1300 m entre le point de livraison de la conduite du syndicat et le réservoir actuel des Olivettes, le renforcement de la distribution en direction de la ZAC Cantauessel et le renforcement des surpresseurs en sortie des réservoirs actuels.

Les travaux sont estimés au niveau Avant-Projet à 1 145 000 € HT.

Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage déléguée de la Métropole, pour le compte de la Régie des Eaux.

En outre, l'interconnexion avec les réseaux du SMGC nécessite la pose d'une canalisation d'un diamètre nominal de 300 mm depuis le lieu-dit Villemagne (RD610) jusqu'à proximité du collège Le Béranger sur la commune de Baillargues sur un linéaire de 3 660 m.

Ces travaux seront réalisés par le syndicat avec une participation financière de 416 062 € HT de la Régie des Eaux soit 50% du montant des travaux et correspondant à une utilisation de la moitié de la capacité de la conduite.

Au total, les dépenses d'adaptation du SDAEP sur le service de Saint-Brès s'élèvent à 1 561 000 € HT. La modification du programme de travaux permet donc une réduction des dépenses d'investissement pour un niveau de service équivalent mais induit des dépenses de fonctionnement supplémentaires liées à l'achat d'eau en gros au SMGC, objet d'une autre délibération proposé au présent Conseil.

A l'issue de l'ensemble des travaux, le service de la commune de Saint-Brès sera alimenté par le captage de l'Olivette à hauteur de son autorisation réglementaire actuelle (37 m³/h) et par l'appoint apporté par le SMGC (40 m³/h en période de pointe). En cas de problème sur le captage, l'ensemble des besoins pourra être couvert

par le SMGC.

Il est proposé d'approuver cette modification du SDAEP pour permettre la mise en œuvre d'une solution pérenne et sécurisante d'alimentation en eau potable de la commune de Saint-Brès à même de satisfaire les besoins en eau actuels et ceux engendrés par son développement urbain.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification du programme de travaux du schéma directeur d'alimentation en eau potable sur le service de Saint-Brès,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Eau potable - Commune de Saint-Brès - Convention d'achat d'eau potable en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne - Autorisation de signature

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a pris la compétence eau potable de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Il s'agit des communes de Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades-le-Lez, Saint-Brès, Sussargues, Villeneuve-lès-Maguelone ; auxquelles il convient d'ajouter les communes de l'ex-syndicat du Salaison, Jacou, Le Crès et Vendargues, depuis l'arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013 qui a mis fin à l'exercice de la compétence eau potable du syndicat à compter du 1^{er} juillet 2013.

Elle est substituée aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL).

Elle est également substituée aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castries, Clapiers, Castelnaud-le-Lez, Montaud, Restinclières, Saint-Drézéry et Saint Génès des Mourgues, au sein du Syndicat Mixte de Garrigues Campagne (SMGC).

Par délibération en date du 28 avril 2015, le Conseil de Métropole a créé la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, en charge du service public de l'eau potable sur les treize communes où la Métropole exerçait en direct sa compétence.

La Métropole définit la politique de l'eau et en fixe les grands objectifs et la Régie est chargée de gérer le service public industriel et commercial de l'eau potable et celui de l'eau brute et rend compte à l'autorité organisatrice de l'accomplissement de ses missions.

Créé par arrêté préfectoral en date du 1^{er} décembre 1931, le Syndicat de Garrigues Campagne, devenu mixte aux termes de l'arrêté préfectoral n°2009-1-4210 en date du 28 décembre 2009 par le mécanisme de la représentation substitution, exerce la compétence eau potable ainsi qu'une compétence à la carte, celle de l'eau brute. Il est composé de, la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup (10 communes), Montpellier Méditerranée Métropole (9 communes), ainsi qu'en adhésion directe les communes de Boisseron, Galargues, Garrigues, Campagne et Saussines adhérentes à la Communauté de Communes du Pays de Lunel.

La commune de Saint-Brès est actuellement alimentée de manière unique par deux captages, le forage du Stade et celui de l'Olivette.

Le Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) de la Métropole approuvé par délibération n°11594 en date du 23 mai 2013 prévoit pour l'alimentation de cette commune l'abandon du forage du Stade, vulnérable et de faible capacité, au profit de la mise en service d'un forage existant mais non encore autorisé (Farel) associée à la réalisation d'une unité de traitement de la turbidité notamment, le maintien du forage de l'Olivette et une interconnexion classée non-prioritaire avec le Syndicat Mixte Garrigues Campagne dans une optique de sécurisation.

A ce jour, le forage Farel n'est toujours pas exploité, l'hydrogéologue agréé ayant donné un avis défavorable en l'état à son exploitation.

A contrario, le projet d'interconnexion avec le SMGC a connu une avancée récente, l'augmentation des besoins en eau sur la commune de Baillargues induits par les nombreux projets d'urbanisme rendant nécessaire pour le syndicat le renforcement de l'alimentation en eau de cette commune.

Les travaux envisagés par le syndicat comportent le renforcement de l'adduction entre Castries et Baillargues et la restructuration complète de la distribution au Nord de Baillargues.

La restructuration de la distribution de Baillargues concerne le syndicat et sera financée par ce dernier ainsi que par une participation financière des Projets Urbains Partenariaux conclus sur la commune à hauteur de 507 € par logement.

En ce qui concerne le renforcement de l'adduction, la concomitance des besoins en eau exprimés et de la maturité des projets développés pour les services de Baillargues et de Saint-Brès autorise une mutualisation du renforcement de l'adduction qui permettra de satisfaire aux besoins actuels et futurs des deux services.

L'opération sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage du SMGC et consiste en la pose d'une canalisation d'adduction d'eau potable d'un coût estimé à 832 125 € HT.

Cette conduite d'un diamètre nominal de 300 mm sera posée depuis le lieu-dit Villemagne jusqu'à proximité du collège Le Béranger sur la commune de Baillargues sur un linéaire de 3660 ml.

A l'extrémité de cette conduite, une chambre de comptage et de régulation répartira l'eau entre d'une part le service de Baillargues Nord et d'autre part le service de la commune de Saint-Brès.

La capacité de la conduite est partagée en parts égales entre le SMGC et la Régie, aussi cette dernière s'engage à participer financièrement à l'opération à hauteur de 50% soit 416 062 € HT.

A l'issue des travaux dont l'achèvement est prévu fin juin 2020, la commune de Saint-Brès pourra être alimentée par le captage de l'Olivette à hauteur de son autorisation réglementaire actuelle (37 m³/h) et par l'appoint apporté par le SMGC. En cas de problème sur le captage, l'ensemble des besoins pourra être couvert par le SMGC à hauteur de 100m³/h, débit de pointe autorisé par la convention.

Cet appoint sera constitué dans un premier temps à partir de prélèvements supplémentaires opérés par le syndicat sur les captages de Fontbonne Mougères en mélange avec les captages de Béranger.

La mise en œuvre du Plan de Gestion de la Ressource en Eau (PGRE) de la masse d'eau Castries-Sommières approuvé à l'été 2018 par la Métropole et par le SMGC prévoit la réalisation par le syndicat d'une usine de traitement des eaux du Bas Rhône à Saint Hilaire de Beauvoir dont la mise en service est prévue au deuxième semestre 2021.

Cette usine permettra d'absorber la révision à la baisse des autorisations de prélèvement des captages concernés par le PGRE et de couvrir les besoins nouveaux globaux du Syndicat.

L'eau livrée sera facturée semestriellement par le SMGC à la Régie au prix révisable de 0.307 € HT en valeur 2017 (0.3174 € HT au 1^{er} janvier 2019) par mètre cube fourni.

Ce prix correspond au coût de revient de la production d'eau potable et à son acheminement par le réseau d'adduction existant jusqu'au point de livraison et est identique au prix conclu pour la fourniture d'eau au service de Sussargues.

La convention prend effet à la date de signature par les parties et prend fin au 31 décembre 2029.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention d'achat d'eau en gros et de participation financière aux travaux d'adduction entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat mixte Garrigues Campagne ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Thierry BREYSSE, M. Robert COTTE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, M. Laurent JAOU, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Arnaud MOYNIER, M. Gilbert PASTOR, M. Yvon PELLET, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93805-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention d'achat d'eau en gros au SMGC et de participation financière aux travaux d'adduction

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Projet de Modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA - Enquête publique unique préalable au projet - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière d'assainissement sur l'ensemble de son territoire, a engagé le projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées Maera qui traite les eaux usées de 19 communes : 14 communes du territoire et 5 communes hors territoire (Assas, Teyran, Saint-Aunès, Palavas-les-Flots et Carnon-Mauguio).

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- améliorer la gestion des effluents en temps de pluie en adaptant la capacité de traitement et d'évacuation de la station de traitement des eaux usées,
- optimiser les performances de l'unité de traitement, y compris sur le plan énergétique,
- tendre vers le « *zéro nuisances* » pour l'environnement immédiat du site,
- améliorer la gestion des sous-produits de l'assainissement.

Ce projet est soumis à une enquête publique unique portant sur 3 objets :

- autorisation environnementale (Code de l'environnement), délivrée par le Préfet de département :
 - o au titre de la loi sur l'eau (autorisation) ;
 - o au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (déclaration / enregistrement) ;
- dérogation à la loi littoral (Code de l'urbanisme), délivrée conjointement par les Ministres en charge de l'environnement et de l'urbanisme ;
- déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lattes (Code de l'urbanisme). Cette procédure est instruite par Montpellier Méditerranée Métropole.

L'enquête publique se déroule du 8 juillet au 20 août 2019, conformément à l'arrêté préfectoral n°2019-I-743 portant ouverture d'enquête publique.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-38 du Code de l'environnement, dès le début de la phase d'enquête publique, l'avis du Conseil est demandé, notamment au regard des incidences environnementales notables du projet sur son territoire.

Les 3 objets de l'enquête publique ont fait l'objet d'une évaluation environnementale unique.

Cette évaluation environnementale traite des principaux enjeux environnementaux du projet que sont la protection des milieux récepteurs (milieu marin, lagunes et Lez), la qualité de l'environnement proche du site et la réduction de l'empreinte carbone du site. Les principaux points à retenir sont les suivants :

- Même si la mise en service de l'émissaire en mer en 2005 a permis d'améliorer nettement la qualité du Lez, des étangs palavasiens et des zones de baignade situées en aval sur la commune de Palavas-les-Flots, l'amélioration de la qualité de ces milieux naturels, notamment en temps de pluie, reste l'une des motivations majeures du projet de modernisation de Maera. Ainsi, le choix de dimensionner le système d'assainissement pour une pluie de période de retour 1 mois permettra de répondre à cet objectif en supprimant tous les déversements au niveau des réseaux et de la station pour des pluies inférieures ou égales à la pluie mensuelle. Pour des pluies courantes, l'impact sera donc positif sur le

Lez, les étangs et les zones de baignade. Pour des pluies supérieures à la pluie mensuelle, les travaux permettront également d'améliorer la situation, en limitant les volumes déversés ;

- Le suivi du milieu marin réalisé depuis la mise en service de l'émissaire n'a montré aucun impact significatif du rejet. Ainsi, les effluents traités seront rejetés en mer, comme en situation actuelle, via l'émissaire existant, dont la capacité d'évacuation passera de 1,5 m³/s à 4 m³/s en pointe. La modélisation 3D du rejet en mer, réalisée dans le cadre des études environnementales, montre que malgré cette augmentation de débit, quelles que soient les situations météorologiques et courantologiques, la qualité des eaux n'est pas dégradée et le panache en sortie d'émissaire n'atteint aucune zone d'intérêt conchylicole ou de loisirs. Par ailleurs, les travaux permettront d'améliorer les performances de traitement de 30%. Ainsi, malgré l'augmentation du volume d'eaux usées traitées sur la station, les charges rejetées en mer resteront inférieures aux charges de rejet actuellement autorisées. Le suivi de l'impact du rejet en mer réalisé depuis 2005 sera maintenu et optimisé, comme les dispositions de surveillance de la qualité du Lez ;
- Afin de préserver l'environnement proche du site, des dispositions constructives seront mises en œuvre pour limiter les nuisances. L'étude d'impact réalisée, et notamment la modélisation de la dispersion des odeurs, montre que ces dispositions constructives permettront de supprimer les odeurs en limite des propriétés les plus proches de la station ;
- L'optimisation énergétique de la station de traitement des eaux usées, et en particulier la valorisation du biogaz en biométhane (injectée au réseau GRDF) et en électricité, aura un impact positif sur le bilan carbone de l'installation et la réduction des gaz à effet de serre. Ce projet contribue ainsi très favorablement au plan climat air énergie territorial (PCAET) en cours de révision, et à la démarche Cit'ergie associée.

Globalement, l'évaluation environnementale montre que le projet aura un effet bénéfique sur l'environnement. Par ailleurs, des mesures de suivi et d'accompagnement sont prévues tant en phase chantier qu'en phase d'exploitation. Ainsi, en phase chantier, des protocoles de contrôle du bruit et des odeurs seront mis en place et des mesures prises pour limiter les impacts sur la faune et la flore. En phase d'exploitation, le suivi du milieu récepteur sera présenté régulièrement aux représentants des administrations, des établissements publics, des collectivités, des associations (pêche, environnement, usagers...) et de la communauté scientifique.

En conséquence il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- donner un avis favorable au projet de modernisation de la station de traitement des eaux usées de MAERA,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-92905-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MAERA en un clin d'oeil.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Service public de l'eau et de
l'assainissement

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Service public de l'eau et de l'assainissement - Coopération décentralisée - Conventions financières - Convention-cadre de coopération décentralisée - Autorisation de signature

Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, Vice-Présidente, rapporte :

La loi Oudin-Santini, adoptée en 2005, autorise les collectivités, syndicats et agences de l'eau à consacrer jusqu'à 1% des recettes de leurs budgets annexes eau potable et assainissement à des actions de solidarité internationale dans ces domaines. Cet investissement représente une contribution intéressante pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) fixés par l'ONU en 2015.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a montré la volonté de développer la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau. Ainsi, un « fonds eau » a été constitué, ayant déjà permis de soutenir une dizaine de projets pour un montant de 170 000 €.

Dans l'attente d'un appel à projets prévu pour 2020, il s'agit de continuer à financer des projets en cours pour permettre leur finalisation, d'approuver le projet de convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Municipalité de Kiffa / Assaba – Mauritanie dans la continuité de la première convention de coopération signée en 2016 et enfin, de soutenir financièrement un nouveau projet au Togo porté par l'association Hydraulique Sans frontières.

10 communes du sud du Burkina Faso – Association Secours Catholique, antenne de Montpellier :

L'Association Secours Catholique et Montpellier Méditerranée Métropole accompagnent un partenaire local, OCADES Caritas Burkina, dans la réalisation du projet intitulé : « *Projet de renforcement des conditions d'accès à l'eau potable, l'hygiène et l'assainissement dans 10 communes du Burkina Faso* ». Ce projet a bénéficié de l'appui de la Métropole en 2017 et 2018, complément du financement de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse.

A la demande du partenaire local, il apparaît nécessaire de consolider les résultats obtenus à travers un nouveau projet d'une durée d'un an (juillet 2019-juin 2020). Ce projet aura pour objectif de renforcer l'appropriation des connaissances, les capacités de gestion des ouvrages par les populations locales et les autorités communales, la bonne gouvernance et la concertation en vue de pérenniser les installations hydrauliques et d'assurer l'autonomie des acteurs.

Pour atteindre cet objectif, le projet prévoit :

- d'améliorer durablement le fonctionnement du système de maintenance des points d'eau mis en place dans chacune des 10 communes de la zone d'intervention du projet ;
- de renforcer la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, d'assainissement et d'écologie (protection de l'environnement) ;
- de renforcer les capacités de redevabilité des acteurs du service public en milieu rural et la cohésion sociale pour une meilleure gestion des ressources naturelles (eau, etc).

Le coût du projet est estimé à 207 210 € TTC avec le plan de financement suivant :

- Autofinancement OCADES Caritas Burkina : 5 000 €, soit 2% (acquis) et Secours Catholique-Caritas France (SCCF) : 86 605 €, soit 42% (acquis) ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 103 605 € (50%) ;
- Département de l'Hérault : 5 000 € (2%) ;
- Syndicat Mixte du Bas Languedoc : 2 000 € (1%) ;
- **Montpellier Méditerranée Métropole : 5000 € (2%).**

La ville de Zahlé (Liban) – Association APIEU (Montpellier) :

L'objectif de ce projet est de contribuer à l'amélioration et la pérennisation de la gestion de l'eau à Zahlé (60 000 habitants) et dans la Bekaa, par la mobilisation des eaux souterraines.

Les objectifs spécifiques sont :

- d'aider à la prise de décision pour le développement d'infrastructures adaptées aux possibilités hydrogéologiques et aux réalités sociales. Eviter les conflits latents à travers la concertation ;
- formuler sur la base de cette expérience pilote à Zahlé des recommandations méthodologiques et d'organisation institutionnelle en matière de gestion des ressources en eau au Liban.

La durée totale de cette opération est estimée à 3 ans, une première phase de 12 mois a fait l'objet d'une première convention en 2017. La présente convention concerne la deuxième phase du projet.

La deuxième tranche du projet sera centrée sur l'accompagnement d'études préalables destinées à identifier le potentiel et les priorités du territoire du Grand Zahlé en termes de dés-imperméabilisation des sols dans le triple objectif de :

- préparer un cadre pour mener des actions d'adaptation au changement climatique qui auront un impact bénéfique sur la ressource (moins de pollution diffuse, meilleure pénétration et recharge des nappes, moins de gaspillage) ;
- identifier des actions phares qui puissent avoir un impact notable sur le partage et l'économie de l'eau dédiée au réseau domestique ;
- renforcer la coopération entre les acteurs clés de l'eau, les mobiliser dans une dynamique collective pour la protection et le partage de l'eau en vue de sécuriser l'eau potable.

Plan de financement : coût du projet 100 200 € TTC

- Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse : 37 359 € soit 37% ;
- **Métropole Montpellier Méditerranée : 16 861 € soit 17% ;**
- Département de l'Hérault : 5 000 € soit 5% ;
- Région Occitanie : 5 000 € soit 5% ;
- Etablissement des Eaux de la Bekaa : 36 000 € soit 36%.

5 villages du District de Salem (Inde) – Association Kynarou France. Antenne de Montpellier :

L'objectif de ce projet est d'améliorer les conditions de vie quotidienne des populations défavorisées et intouchables du Sud de l'Inde. Il fait suite au déploiement du même projet soutenu par la Métropole pour 6 villages dans le district de Theni.

Localisation : Inde, Tamil Nadu, District de Salem, 5 villages : Mettutheru, Kaligoundanur, Vellappampatti, Upparapatti, Ambedkhar Colony. Le village sélectionné pour démarrer le projet et qui fait l'objet de cette convention est Mettutheru.

Objectifs spécifiques :

- permettre le droit à l'eau et à l'assainissement pour les 5000 bénéficiaires de ce projet (5 villages en tout), qui en sont actuellement privés, par la réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable, la construction de sanitaires communautaires et la mise en place de systèmes intégrés de gestion des déchets ;
- mener de vastes campagnes de sensibilisation auprès des villageois afin que la société civile puisse se former et appréhender de manière plus globale la gestion de l'eau ;
- créer des comités de gestion dans chaque village pour que chaque comité soit responsable de la gestion locale des ressources hydriques ;
- renforcer les compétences techniques et générales des acteurs locaux ;

- préserver l'environnement et ses ressources naturelles grâce à des choix techniques innovants et respectueux des terres, afin de limiter au maximum les conséquences du réchauffement climatique ;
- sensibiliser les femmes à l'agriculture agro-écologique en créant un jardin biologique « vitrine ». Ce jardin utilisera les eaux usées du système d'assainissement des toilettes. Il servira de modèle pour la mise en place de 30 jardins biologiques dans chaque village. Tous ces jardins biologiques seront sans amendements chimiques et sans pesticides et utiliseront des techniques agro-écologiques préservant leur environnement naturel, fournissant une alimentation saine et des revenus supplémentaires.

La durée totale de cette opération est estimée à près de 1 an : 8 mois de réalisation technique et 4 mois de suivi et d'accompagnement des populations. Le projet est d'un montant total de 350 902 € TTC. Le plan de financement prévisionnel, est le suivant :

- KYNAROU : 9 202 € soit 3% ;
- Participation locale : 10 000 € soit 3% ;
- Valorisation du travail bénévole : 2 700 € soit 1% ;
- Rainbow Bridge : 50 000 € soit 14% ;
- **Métropole Montpellier Méditerranée : 10 000 € soit 3% ;**
- Demandes de subvention à solliciter : 269 000 € soit 77%.

Adduction d'eau potable et aménagement de latrines dans 2 villages du canton de Tchitchao au TOGO – Hydraulique Sans frontières

L'objectif du projet est l'adduction d'eau potable sur les communes de Lohou et Hazé, ainsi qu'une amélioration de l'assainissement, avec accompagnement par une sensibilisation et un renforcement des capacités de gestion. Les objectifs spécifiques sont :

- améliorer durablement l'accès à l'eau potable, et alléger la corvée d'eau ;
- contribuer à l'appropriation de l'assainissement écologique et durable au niveau communautaire par l'aménagement de latrines sèches ;
- renforcer l'organisation communautaire (exploitation et gestion) du village afin d'assurer une utilisation pérenne des ouvrages ;
- sensibiliser les bénéficiaires à l'hygiène et les former à l'usage des installations.

Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour la réalisation des ouvrages. La durée totale de cette opération est estimée à 7 mois. Le projet est d'un montant total de 330 508 € TTC. Le montage financier proposé est le suivant :

- Participation locale : 15 738 € soit 5% ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 200 265 € soit 61% ;
- Pays Voironnais : 20 000 € soit 6% ;
- **Métropole Montpellier Méditerranée : 31 091 € soit 9% ;**
- Régie des Eaux gessiennes : 40 000 € soit 12% ;
- Communauté de Communes du Genevois : 23 414 € soit 7%.

Municipalité de Kiffa (Mauritanie) – Montpellier Méditerranée Métropole :

La ville de Kiffa, deuxième agglomération de Mauritanie après Nouakchott, comptait officiellement au dernier recensement, de l'ordre de 55 à 60 000 habitants. Cependant, Kiffa, est également la dernière ville la plus à l'est, hors des zones perturbées et sur le parcours migratoire historique des éleveurs nomades. En conséquence, un grand nombre de ces éleveurs nomades se sont récemment sédentarisés autour de la ville de Kiffa, portant sa population entre 75 et 80 000 habitants permanents. Face aux difficultés d'accès à l'eau potable de la ville et des environs de Kiffa, qui concernent près de 35 000 personnes, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité, en avril 2016, participer à une étude de définition pour identifier les ressources exploitables, sélectionner le dispositif technique le mieux adapté au contexte, et envisager les organisations de gestion, gages de durabilité d'un dispositif d'adduction en eau potable. Cette première

phase s'est terminée par l'identification d'un site où se trouvent plusieurs forages, à environ 20 km de Kiffa. Ensuite, il a été nécessaire de confirmer la capacité et la qualité de cette ressource. Pour cela, la Métropole a soutenu financièrement les investigations supplémentaires, qui ont démontré que les tests sur les forages sont positifs.

Compte tenu de l'intérêt du projet, sa validité technique, et de la sollicitation de la Métropole par le collectif régional des maires de l'Assaba, dont le Président est le maire de Kiffa, il est proposé de continuer cette coopération décentralisée à travers une convention cadre de coopération décentralisée. Cette coopération permet à la Métropole de s'inscrire dans les programmes d'échange et de valorisation mutuelle sur le pourtour méditerranéen, parmi lesquels le « *Dialogue 5+5 sur la méditerranée occidentale* ».

Cette coopération a pour objectif de favoriser les échanges et transfert d'expériences entre les institutions signataires, dans un objectif de valorisation des collectivités et de renforcement mutuel des capacités des services de chacun. Elle visera également à promouvoir les échanges et actions de coopération entre acteurs institutionnels, universitaires, économiques et représentants de la société civile présents sur les territoires respectifs des signataires. Cette convention-cadre est signée pour une durée de 3 ans.

A travers cette convention-cadre, il s'agit de permettre la réalisation de l'adduction d'eau potable complémentaire à la municipalité de Kiffa, mais également de travailler sur la gestion préventive des réseaux pour éviter les fuites et l'organisation des services. Pour ce deuxième point, il est en particulier envisager un transfert de savoir-faire et de technologies qui se fera au sein des services centraux de la Société Nationale Des Eaux (SNDE) à la capitale, Nouakchott. Le réseau de la SNDE à Kiffa sera utilisé comme terrain pilote de « *formation-action* ».

L'estimation du projet global est de l'ordre de 1,6 M € TTC, dont 1 million d'investissement pour les équipements et les travaux. Il est suggéré de mobiliser l'Agence de l'Eau et de solliciter l'Agence Française de Développement (AFD) dans le cadre d'une Facilité de financement des collectivités territoriales françaises (FICOL).

Plan de financement proposé sur 3 ans :

- **Montpellier Méditerranée Métropole : 60 000 € soit 4% ;**
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 400 000 € soit 24% ;
- Contribution SNDE : 200 000 € soit 12% ;
- Contribution de l'Etat Mauritanien : 200 000 € soit 12% ;
- AFD / FICOL : 800 750 € soit 48%.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le financement des projets décrits ci-dessus ;
- approuver les termes des conventions de coopération décentralisée afférentes ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 67 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-93562-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 190424 Projet convention cadre v2.docx
- Convention Montpellier-HSF-Tchitchao TOGO.docx
- convention_financement an2_Liban-Zahle_APIEU_vf.docx
- convention_V6_financement_Burkina_SecoursCatholiqueCaritasFrance.docx
- convention_V6_financement_IndeTheni_KYNAROU.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SPORTS ET TRADITIONS SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Sports et Traditions sportives

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Sports et Traditions sportives - Associations et clubs sportifs - Affectations de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que l'ensemble des subventions de fonctionnement, permettant de soutenir l'action des différentes structures œuvrant dans les domaines de compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce cadre, et plus spécifiquement au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour les aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Objet	Montant
Club taurin « Le Trident » de Castries	Fonctionnement	Subventions dans le cadre du 5 ^e Trophée Taurin de Montpellier Méditerranée Métropole 2019.	2 500 €
Club taurin « Le Sanglier » de Baillargues	Fonctionnement		2 500 €
Club Taurin « Le Trident » de Saint Georges d'Orques	Fonctionnement		2 500 €
Tambourin Club Cournonterralais	Fonctionnement	Organisation des Masters de tambourin de Montpellier Méditerranée Métropole (30-31 juillet et 1 ^{er} août 2019).	6 000 €
Montpellier Métropole Hockey Club	Fonctionnement	Subvention à la suite du parcours du club en première division du championnat de France.	30 000 €
Montpellier Méditerranée Futsal	Fonctionnement	Subvention au titre des actions sportives et sociales développées par le club dans les quartiers prioritaires politique de la Ville.	20 000 €
Association Montpellier Rugby	Fonctionnement	Subvention destinée à soutenir le développement de la section féminine du club et les actions sportives à destination du sport féminin.	20 000 €
Montpellier Méditerranée Métropole Université Club Natation	Fonctionnement	Subvention complémentaire au titre de la saison sportive 2019-2020 au regard des bons résultats sportifs du club dans les grandes rencontres nationales et internationales et du classement national des clubs (3 ^{ème} club).	100 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature de conventions d'attribution ;
- approuver les conventions d'attribution ;
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 dans le cadre du budget supplémentaire 2019 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91079-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°3 BS 2019 3M.U.C. NATATION.doc
- AVENANT N°1 BS 2019 FUTSAL.doc
- AVENANT N°1 BS 2019 MMHC.doc
- AVENANT N°1 BS 2019 MRC (section féminine).doc
- BS 2019 CONVENTION TAMBOURIN CLUB COURNONTERRALAIS.doc
- TROPHÉE TAURIN 3M JUILLET 2019 CONVENTION CERCLE TAURIN LE TRIDENT CASTRIES.doc
- TROPHÉE TAURIN 3M JUILLET 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LE SANGLIER BAILLARGUES.doc
- TROPHÉE TAURIN 3M JUILLET 2019 CONVENTION CLUB TAURIN LE TRIDENT ST GEORGES D'ORQUES.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION CLIMATIQUE ET
ENVIRONNEMENTALE, DEVELOPPEMENT DURABLE,
BIODIVERSITE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET
TECHNIQUE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Démarche collaborative entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre d'Écologie Fonctionnelle Évolutive - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Face au changement climatique, à la raréfaction des ressources, à la dégradation de la qualité de vie et à l'exclusion sociale, l'urgence d'agir et d'engager plus avant la transition écologique, énergétique et économique pour faire évoluer le modèle de société s'impose.

La loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015 et les plans d'actions qui l'accompagnent positionnent clairement les territoires de proximité comme un maillon essentiel de réussite de la transition énergétique et écologique en en devenant des vecteurs d'innovations et de puissants acteurs des politiques publiques dans ce domaine. En effet, l'échelle du territoire de proximité permet de prendre en considération simultanément et de façon concrète les dimensions économiques, sociales et écologiques de la société. Il constitue à ce titre le cadre de la transition.

Le passage, d'une société émettrice de gaz à effets de serre, consommatrice de foncières naturels et agricoles, d'énergies fossiles et de ressources qui altèrent la biodiversité, à une société plus sobre et efficace, repose sur l'innovation sociale et sociétale. Réussir ce passage nécessite de mobiliser l'ensemble des acteurs du territoire : citoyens, chercheurs, entreprises, élus, pour parvenir dans tous les domaines de la vie (travail, loisirs, domicile, etc...) à moins et mieux consommer, à mieux mobiliser les potentiels locaux de production, d'organisation et d'expertise, à mieux vivre en harmonie avec leur territoire. Réussir ce passage invite les décideurs locaux à engager une conduite du changement sur le long terme en impliquant tous les acteurs. Réussir ce passage, c'est ouvrir une voie pour amorcer un traitement intégré des axes prioritaires d'interventions de Montpellier Méditerranée Métropole tels que :

- L'attractivité du territoire (économie, logement, accessibilité ...),
- L'adaptation au changement climatique et la durabilité de l'aménagement et du développement urbain,
- La cohésion sociale et l'équité territoriale.

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce les compétences prévues à l'article L.5217- 2 du Code général des collectivités territoriales, dont l'élaboration et adoption du Plan Climat Air Energie Territorial, en application de l'article L. 229-26 du Code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergies renouvelables. Par ailleurs, la loi TECV, impose à la Métropole d'engager une procédure de révision de son Plan Climat Energie Territorial 2013-2018 (PCET, adopté en 2014) en Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) conformément au décret d'application de la loi TECV du 28 juin 2016.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite transformer ces obligations réglementaires en opportunités, en combinant l'élaboration de son PCAET à de nombreuses thématiques transversales, à la fois en matière d'urbanisme, de déplacements, d'habitat, de politique de gestion des risques et de l'eau, de transport et de gestion des réseaux énergétiques, de politique agro-écologique et alimentaire, de politique économique et de politique en matière d'environnement, d'écologie et de biodiversité... La Métropole souhaite conduire l'élaboration du PCAET, et de son Schéma Directeur des Energies (SDE) en lien avec la révision du Schéma Cohérence Territoriale (SCoT) et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Afin de préserver la biodiversité présente sur son territoire, la Ville de Montpellier est engagée dans une gestion écologique de ses espaces verts et naturels. Dès 1995, une gestion différenciée a été appliquée pour la gestion des espaces verts, permettant d'ajuster au mieux leur entretien à leur usage. Depuis, Montpellier a

fait évoluer la gestion de ses espaces verts une gestion écologique appliquée à l'ensemble de son patrimoine qui s'articule autour de 4 grands axes :

- Economiser l'eau,
- Soutenir la Biodiversité locale,
- Réduire les pollutions et protéger les sols,
- Former et sensibiliser.

La Ville de Montpellier qui gère les espaces verts et les espaces naturels de la commune, ainsi que le Parc zoologique du Lunaret, est engagée dans une action quotidienne de proximité auprès des populations. Elle met en œuvre des actions concrètes auprès des populations pour améliorer l'environnement et la biodiversité en ville.

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent renforcer le pilotage stratégique de la transition écologique en associant le monde de la recherche, très actif sur le territoire montpelliérain, qui pourrait être plus spécifiquement consulté, notamment sur les questions d'évolutions climatiques locales et de biodiversité.

Créé en 1961, le Centre d'Etudes Phytosociologiques et Ecologiques (CEPE) est une unité de recherche du CNRS. Il est devenu en 1988 le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive (CEFE). Il est situé au 1919, route de Mende, 34293 Montpellier. Le CEFE, Unité Mixte de Recherche (UMR 5175), est le plus important laboratoire de recherche en écologie en France. Ce laboratoire développe ses activités sur les grandes préoccupations des sociétés : la biodiversité, les changements à l'échelle planétaire et le développement durable. Une grande partie des recherches porte sur les écosystèmes méditerranéens et tropicaux. L'objectif est l'établissement de scénarios d'évolution des systèmes écologiques et de stratégie pour leur conservation, leur restauration ou leur réhabilitation.

Dans ce cadre la Métropole et la Ville se sont rapprochées du CEFE qui œuvre dans le domaine de la recherche liée à la biodiversité, à l'écologie et à leurs dynamiques. Ce rapprochement doit permettre aux chercheurs et experts d'alimenter les réflexions et apporter les connaissances scientifiques préalables nécessaires à l'élaboration d'un objectif climat ambitieux ; de fournir une évaluation de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies d'évitement susceptibles d'être déployées localement.

Le CEFE est organisé en quatre départements scientifiques entourés de plates-formes techniques communes. Quatre thèmes transversaux coordonnent l'apport scientifique du CEFE aux grands thèmes internationaux de la recherche en écologie :

1. Action de l'Homme, systèmes anthropisés et écologie de la conservation ;
2. Valeur adaptative des traits d'histoire de vie en présence de contraintes ;
3. Rôle de la biodiversité dans le fonctionnement des écosystèmes ;
4. Changements globaux et fonctionnement des écosystèmes.

Il est à noter que l'Université de Montpellier a obtenu fin juillet 2018 la première place dans le classement de Shanghai 2018 pour la recherche dans la discipline « écologie », après avoir obtenu la deuxième place en 2017. La position de l'Université de Montpellier est largement due aux travaux menés par le CEFE et dans les unités de recherche affiliées au Labex Cemeb, et reflète des dynamiques individuelles autant que collectives. Ce classement est établi d'après un échantillon de plus de 4000 universités dans le monde.

Le CEFE étudie en particulier l'environnement urbain pour évaluer l'adaptation et l'évolution des espèces en réponses aux modifications de leur environnement, ou des questions en écologie des paysages, écologie des communautés et écologie fonctionnelle.

Par exemple, ont été réalisées des études sur l'avifaune urbaine et sur la biologie évolutive des plantes initiées au cours des années 2000. Ils concernent plus que jamais les politiques publiques développées par

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier : Climat, agro-écologie, urbanisme et paysage.

En première analyse les travaux engagés à ce jour s'inscrivent sous quatre types de problématiques :

- 1 – Mieux comprendre et caractériser la biodiversité en ville,
- 2 – Mieux comprendre le fonctionnement des populations et des communautés animales ou végétales en utilisant le milieu urbain comme une expérience grandeur nature,
- 4 - Mieux comprendre l'écologie fonctionnelle du système urbain-périurbain (ex interaction pollution de l'air et production de composé volatiles par la végétation),
- 3 – Mieux comprendre les interactions entre extension et aménagement urbain et la biodiversité.

Plusieurs projets ont bénéficié sur le terrain de l'aide du personnel technique employé par les collectivités et récemment du soutien pour une bourse Cifre.

Montpellier Méditerranées Métropole et le CEFE ont été lauréat en 2019 de l'appel à projets CO3 - CO-CONstruction des CONnaissances pour la transition écologique et solidaire : Réponse à l'appel à projets ADEME, Fondation de France, Agropolis, Fondation, la Fondation Charles Léopold Mayer.

A cela il faut ajouter au fil des années l'implication importante de plus d'une dizaine de chercheurs et d'étudiants dans des actions de vulgarisation ou diffusion de la culture scientifique à Montpellier (Fête de la Biodiversité, Petit Théâtre de la Biodiversité, Fête de la Science).

Toutefois, la Ville, la Métropole et le CEFE souhaitent stabiliser les relations qu'elles entretiennent en définissant un cadre de travail conjoint.

Aussi, le CEFE Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier conviennent d'organiser les échanges préalables à la conclusion d'un protocole d'accord partenarial qui doit permettre aux élus, aux équipes techniques des deux collectivités, et aux chercheurs de conduire un processus de co-production partenarial dans la durée. Ceci doit permettre d'accompagner et d'amplifier les actions développées en matière de transition écologique portés par Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, leurs opérateurs et l'ensemble des acteurs du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la démarche collaborative et partenariale entre le Centre d'Ecologie Fonctionnelle Evolutive, Montpellier méditerranée Métropole, et la Ville de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou sa représentante, Madame Stéphanie JANNIN, à conduire ces échanges préalables à la conclusion d'un protocole d'accord partenarial,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93797-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Natura 2000 - Zone de Protection spéciale "Plaine de Fabrègues-Poussan" - Proposition d'extension de périmètre - Avis de Montpellier Méditerranée Métropole

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Le site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan », constitué d'une vaste plaine agricole, à forte dominante viticole, est délimité par deux massifs : la Montagne de la Moure au Nord et le massif de la Gardiole au Sud. Il s'agit d'une Zone de Protection Spéciale (ZPS), désignée en mars 2006 au titre de la Directive « Oiseaux ». Cette ZPS possède une forte responsabilité pour la conservation d'un certain nombre d'espèces d'oiseaux, puisqu'elle accueille une part importante de leur effectif national.

Ce site Natura 2000, d'une superficie actuelle de 3 288 ha, concerne, sur le territoire de la Métropole, les communes de Cournonsec, Cournonterral, Saussan, Pignan et Fabrègues.

Les diagnostics écologiques et socio-économiques, réalisés sur un périmètre d'étude plus vaste que le seul site Natura 2000 (4 291 ha), ont abouti à la nécessité d'affiner la délimitation géographique du site initial, afin d'améliorer la cohérence écologique du périmètre et de permettre une meilleure mise en œuvre opérationnelle des mesures contractualisées le cas échéant. Les communes de Poussan, Fabrègues et Saussan sont concernées par une évolution de ce périmètre.

Ces modifications et ajustements relèvent d'une double nécessité :

- ajustement du périmètre : les périmètres initiaux des sites proposés par la France avaient été déterminés à l'échelle du 1/100 000. Le passage à l'échelle du 1/25 000 nécessite de repreciser le tracé sur l'ensemble du site ;
- modification de périmètre : elle s'appuie sur des critères scientifiques et de cohérence écologique (présence d'habitats d'intérêt communautaire), de gestion (toute parcelle cadastrale incluse pour la plus grande partie dans le périmètre initial est incluse dans sa totalité dans le périmètre), physiques et géographiques.

Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que structure porteuse de l'élaboration et de la mise en œuvre du Document d'Objectifs de ce site, a concerté avec l'ensemble des communes concernées par une évolution de périmètre avant validation par le Comité de Pilotage. Ce nouveau périmètre a d'ores et déjà fait l'objet d'une validation par le comité de pilotage tenu le 18 février 2014 avec l'ensemble des parties prenantes.

Les justifications des quatre évolutions de périmètres validées par le comité de pilotage sont les suivantes :

- Commune de Poussan : 62,5 ha supplémentaires au titre de l'enjeu de conservation exceptionnel de la Pie grièche à poitrine rose, cette intégration étant indispensable à la sauvegarde des derniers couples sur cette ZPS, qui possède une très forte responsabilité quant à la survie de cette espèce en France ;
- Commune de Fabrègues : 281,7 ha supplémentaires, répartis en trois blocs, dont un ayant essentiellement pour enjeu l'habitat du Faucon crécerellette, et plus généralement pour les trois, des enjeux relatifs à la préservation de l'Outarde canepetière, du Rollier d'Europe, de l'Alouette lulu, du Busard cendré, du Circaète Jean-le-blanc, du Grand-Duc d'Europe... L'un de ces blocs comprend également un site de nidification historique de la Pie grièche à poitrine rose ;
- Commune de Saussan : 35,2 ha au titre de l'enjeu relatif à l'Outarde canepetière, espèce emblématique de ce type de site de mosaïque agricole.

A la suite de ces étapes préalables essentielles, par courrier, arrivé en date du 28 mai 2019, les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) de l'Hérault ont transmis à la Métropole le dossier de consultation relatif à l'extension de périmètre du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan ».

Conformément à l'article R.414-3 du Code de l'environnement, la DDTM de l'Hérault soumet pour avis le projet d'extension de périmètre, validé lors du Comité de Pilotage du 18 février 2014 et approuvé par arrêté préfectoral en date du 18 février 2019 :

- à l'ensemble des communes concernées par l'extension du site (Fabrègues, Poussan et Saussan) ;
- aux deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) du périmètre : Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole.

Les Conseil municipaux et les organes délibérants des EPCI concernés par l'extension du site sont tenus d'émettre un avis dans un délai de 2 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- émettre un avis favorable à l'extension du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan » ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93216-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- dossier_consultation_PFP_VF_160215.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Stratégie biodiversité - Convention de coopération avec le Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN LR) - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole fait partie des 35 « *hats spots* » mondiaux de biodiversité. La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, accueille une diversité biologique exceptionnelle, qui entraîne une forte responsabilité dans la préservation de certains habitats naturels ou certaines espèces remarquables.

L'érosion de la biodiversité s'est aggravée, aussi bien à l'échelle nationale que locale, avec la poursuite de la destruction des habitats naturels et de la fragmentation des milieux. Pour faire face à cet enjeu, dans le cadre de la loi biodiversité, la réglementation a renforcé sa prise en compte (protection des habitats et des espèces) dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire, en fixant maintenant un objectif de « zéro perte nette » de biodiversité, voire de gain.

L'action de Montpellier Méditerranée Métropole

L'un des principaux enjeux de la révision du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole a concerné la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale, afin de mieux la valoriser. Cette démarche a eu pour finalité l'élaboration d'une trame verte et bleue à l'échelle du projet de SCoT révisé arrêté, intégrant notamment les dispositions du Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE). Ainsi, les réservoirs de biodiversité couvrent plus de 13 000 ha du territoire de la Métropole, avec l'identification de plus de 3 700 ha de réservoirs supplémentaires par rapport au SRCE.

A l'échelle de la planification, l'anticipation de la compensation doit venir renforcer cette trame verte et bleue et apporter une plus-value écologique, en ciblant par exemple des espaces qui feront l'objet d'une gestion favorable à la biodiversité ainsi que des espaces dégradés dont le milieu doit être restauré ou consolidé. Ainsi, un gain écologique global est recherché.

En phase opérationnelle, la prise en compte de la biodiversité à une échelle de connaissance plus précise, notamment dans le cadre de la programmation, de la mise en œuvre et de la gestion de projets d'aménagement, d'infrastructure et d'équipements, peut nécessiter le recours à des mesures compensatoires lorsque leurs impacts sur les milieux et les espèces protégées ne peuvent être complètement évités ou réduits.

A cette échelle de projet, afin de rendre plus efficace la compensation écologique, la Métropole apparaît comme étant l'échelon à privilégier pour assurer l'animation et la coordination de la gestion des compensations sur son territoire, lui permettant ainsi de jouer un rôle d'impulsion, de mise en cohérence et d'animation sur la base des objectifs du SCoT, avec l'ensemble des acteurs concernés, et de s'assurer de la maîtrise du marché foncier des « compensations ».

Ainsi, l'objectif est d'activer la trame verte et bleue notamment en promouvant la restauration des espaces dégradés des réservoirs et des corridors. La promotion de cette restauration écologique est ainsi un enjeu important sur le territoire en lien avec l'objectif fort de préservation et de réactivation de l'armature agronaturelle (respect des grands équilibres 2/3 d'espaces naturels et agricoles et 1/3 d'espaces urbains/à urbaniser). Cet objectif vise également la définition des modalités d'accompagnement d'une politique agroécologique et alimentaire, dans le but de réactiver efficacement la diversité des fonctionnalités (écologiques, productives, récréatives ...) de ces espaces. En effet, compte tenu des spécificités méditerranéennes, les pratiques agroécologiques contribuent pleinement à la préservation de la biodiversité sur le territoire. Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès sa création, une véritable démarche collaborative d'élaboration d'une politique agroécologique et alimentaire ambitieuse, en s'appuyant sur un réseau de partenaires de plus en plus étoffé.

Le redéploiement agricole peut jouer un rôle essentiel en matière de résilience du territoire face aux risques climatiques, notamment afin de mieux respecter le grand cycle de l'eau, principalement par ses effets sur la diminution des ruissellements en amont. De même, les actions de verdissement des milieux urbains, conduisant à désimperméabiliser les sols, permettent d'atténuer à la fois les risques liés aux inondations et les effets « îlot de chaleur urbain ». Le pastoralisme, par son action de réouverture de milieux ou de maintien de ces ouvertures, joue un rôle essentiel, sur ce territoire, de préservation d'habitats naturels et de maintien de fonctionnalités écologiques.

Enfin, le Plan Climat Air Energie Territorial, en cours d'élaboration par la Métropole, montre dans sa phase de diagnostic que les effets du changement climatique seront particulièrement impactant pour la biodiversité, montrant ainsi une grande vulnérabilité du territoire. La stratégie que portera le PCAET permettra d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter notamment en préservant la biodiversité, les milieux et les ressources.

L'action du Conservatoire des Espaces Naturels du Languedoc-Roussillon (CEN L-R)

Le CEN L-R est une association loi 1901, créée en 1990, qui contribue à la préservation d'espaces naturels et semi-naturels en Languedoc-Roussillon notamment par des actions de maîtrise foncière et de gestion de sites.

Association loi 1901 à but non lucratif et à gestion désintéressée, œuvrant pour l'intérêt général, ces différents rôles sont reconnus par la loi Grenelle II qui instaure une reconnaissance institutionnelle des Conservatoires d'espaces naturels dans leurs missions. Cette reconnaissance prend la forme d'un agrément conjoint Etat-Région (article L. 414-11 du Code de l'environnement). Le CEN L-R est agréé à ce titre depuis le 3 novembre 2015 et met en œuvre cette mission, dans le cadre suivant *« la préservation d'espaces naturels et semi-naturels notamment par des actions de connaissance, de maîtrise foncière et d'usage, de gestion et de valorisation du patrimoine naturel sur le territoire régional. Ils mènent également des missions d'expertise locales et des missions d'animation territoriale en appui aux politiques publiques en faveur du patrimoine naturel »*. Cette dimension d'intérêt général est par ailleurs intégrée dans l'objet des statuts du CEN L-R.

Expert régional, le CEN L-R apporte un soutien technique à l'Etat, au Conseil régional, aux Conseils départementaux et aux collectivités locales sur les diagnostics environnementaux, la gestion de leurs espaces naturels et leur intégration dans les procédures territoriales. Il accompagne notamment les Départements dans la mise en œuvre de leurs politiques Espaces Naturels Sensibles (ENS).

De par ses interventions sur les territoires, le CEN L-R est la seule structure à avoir développé des compétences uniques dans ce qu'il est coutume d'appeler aujourd'hui « l'intendance territoriale », intégrant tout à la fois les enjeux environnementaux, la stratégie foncière qui en traduit la déclinaison concrète ainsi que l'animation foncière la mettant en œuvre, permettant *in fine* la réalisation des opérations de restauration, de gestion et de préservation à long terme des espaces naturels, le tout en lien étroit avec les acteurs du territoire.

Il est donc un partenaire incontournable pour mettre en œuvre les mesures compensatoires globalement sur le territoire.

Selon ses statuts, il peut accompagner les porteurs de projets dans la mise en œuvre des mesures compensatoires qui seront prescrites par arrêté préfectoral de dérogation aux interdictions relatives aux espèces de faune et flore sauvages protégées, dans le cadre notamment de la programmation, de la mise en œuvre et de la gestion de projets d'aménagement, d'infrastructure et d'équipements.

Objectifs communs

Le cadre de la mise en œuvre d'une stratégie biodiversité sur le territoire de la Métropole inscrit l'action du CEN L-R et de Montpellier Méditerranée Métropole dans un partenariat fort, entre eux, mais également avec les autres acteurs de la préservation et de la gestion des espaces agro-naturels. Dans un contexte de renforcement de la préservation et de la connaissance de la biodiversité inscrit dans les politiques publiques, la Métropole et le CEN L-R ont constaté la convergence et la complémentarité de leurs intérêts et de leurs objectifs en matière de préservation du patrimoine naturel, de la biodiversité et des paysages.

Ils souhaitent ainsi poursuivre et structurer leur collaboration et la réciprocité de leurs actions dans le cadre de conventions de coopération :

- une convention de coopération « cadre » dont l'objet est l'élaboration commune entre le CEN L-R et Montpellier Méditerranée Métropole de la stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire, pour le développement de la connaissance, la préservation, la gestion et la mise en valeur du patrimoine naturel du territoire ; cette coopération nécessite une vision territoriale à long terme, notamment s'agissant des mesures compensatoires environnementales (30 ans) ;
- une convention « type », modèle, opérationnelle prévoyant la déclinaison conjointe d'une politique ambitieuse de gestion et de pérennisation des actions de compensations environnementales résiduelles pouvant être liées aux projets d'aménagements, d'infrastructures, d'équipements sur le territoire, dans un objectif de zéro perte nette de biodiversité, voire de gain.

La Métropole et le CEN L-R conviennent plus particulièrement de coopérer selon les axes suivants :

1 – Coopération dans le cadre de l'élaboration d'une stratégie territoriale de préservation de la biodiversité

- Co-réalisation et diffusion d'une méthodologie-type d'application de la séquence ERC,
- Co-organisation du schéma de gouvernance autour de la stratégie biodiversité territoriale,
- Mise en perspective d'une stratégie foncière adaptée aux enjeux de biodiversité,
- Organisation de la gouvernance de la connaissance dans un objectif commun de développement,
- Amélioration, mutualisation et diffusion de la connaissance du patrimoine naturel et de la biodiversité.

2 – Coopération sur des thématiques particulières

- Protection et gestion des espèces remarquables et de leurs habitats, dans le cadre de la mise en œuvre de mesures compensatoires environnementales :

Dans le cadre de conventions opérationnelles d'application à la convention, la Métropole et le CEN L-R réaliseront des plans de gestion d'espaces et les mettront en œuvre dans le cadre d'une coopération public-public.

- Développement de l'agroécologie :

Pour mener à bien leurs actions conjointes de développement de l'agroécologie, ainsi que pour intégrer les enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire, à l'échelle de la planification et dans les projets, la Métropole et le CEN L-R pourront coopérer pour élaborer des projets communs de promotion de l'agroécologie et de mise en œuvre d'actions concrètes pour faire évoluer les pratiques agricoles et pour l'encadrement de l'élevage.

Chacune des conventions devient effective à compter de sa date de signature par les parties, pour une durée de cinq ans, reconductible tacitement une fois.

S'agissant de la convention de coopération « cadre », les frais engagés seront pris en charge à hauteur de 90% par la Métropole et 10% par le CEN L-R. La Métropole contribuera au remboursement des frais engagés par le CEN L-R dans la limite de 35 000 € HT, sur justificatifs de dépenses.

S'agissant des conventions opérationnelles d'application, les modalités de répartitions des coûts de coopération entre le CEN L-R et la Métropole seront identifiées pour chacune d'entre elles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de coopération pour la préservation de la biodiversité entre le CEN L-R et Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de 5 ans, reconductible tacitement 1 fois ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions afférentes, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-94114-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2019 07 15 Convention coop CEN stratégie biodiv_VF.doc
- 2019 07 15 Modèle convention opérationnelle_CEN_VF.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Stratégie d'adaptation aux évolutions climatiques - Convention triennale de partenariat entre la Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Hérault - Attribution d'une subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage - Autorisation de signature

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Du fait de son appartenance au bassin méditerranéen, le territoire de la Métropole fait partie des 35 « hotspots » mondiaux de biodiversité. La très grande diversité d'écosystèmes rencontrés, du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, accueille une diversité biologique exceptionnelle : près de deux tiers des espèces connues en France et plus de 50 % des effectifs ou de l'aire de répartition européenne ou nationale de certaines espèces. Le territoire présente alors une responsabilité dans la préservation de certains habitats naturels ou certaines espèces remarquables.

Le Schéma de Cohérence Territoire (SCoT), dont le projet a été arrêté par le Conseil le 19 juillet 2018, prend en compte ces enjeux en définissant les grands équilibres de l'aménagement du territoire. Pour la révision de ce SCoT, la Métropole s'est fixée une feuille de route : limiter durablement l'urbanisation à un tiers du territoire, et dédier plus des deux tiers à la transition agroécologique et à la préservation de la biodiversité. Le développement de la connaissance, avec pour objectif la préservation des zones à enjeux de biodiversité. A également été un axe de travail : l'identification d'une trame verte et bleue, ainsi que l'évaluation environnementale itérative, qui sont deux des livrables de la révision du SCoT.

La Métropole est par ailleurs impliquée depuis 2011 au sein du réseau Natura 2000, en particulier en sa qualité d'opérateur et de gestionnaire du site Natura 2000 « Plaine de Fabrègues-Poussan ».

Le diagnostic du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la Métropole, en cours d'élaboration, identifie que les effets du changement climatique seront, en secteur méditerranéen, particulièrement impactant pour la biodiversité, montrant ainsi une grande vulnérabilité du territoire. La stratégie que portera le PCAET devra permettre d'atténuer le changement climatique et de s'y adapter, notamment en préservant la biodiversité, les milieux et les ressources.

La Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) est une des associations les plus importantes pour la protection de la nature en France et ce depuis plus de cent ans. Elle regroupe plus de 50 000 adhérents, 5000 bénévoles actifs et 400 salariés sur le territoire national et est présente localement avec la LPO Hérault. Elle œuvre pour la protection des espèces, la préservation des espaces et pour l'éducation et la sensibilisation à l'environnement.

Depuis juin 2012, la LPO Hérault a ouvert un Centre de Sauvegarde de la Faune Sauvage à Villeveyrac. Ce centre accueille les oiseaux et petits mammifères sauvages en détresse trouvés dans l'Hérault et les départements voisins, dans le but de les rendre à la nature, sans dépendance à l'homme. Il assure ainsi, des soins à la faune sauvage, de la médiation auprès des citoyens pour favoriser la cohabitation avec la faune sauvage, de l'éducation à l'environnement et au développement durable, de la surveillance épidémiologique de la faune sauvage ainsi que la gestion de la faune sauvage en cas de pollution.

Le Centre de soins de la LPO Hérault représente un observatoire de l'évolution de la faune sauvage sur l'ensemble de son territoire d'action. Son activité peut apporter sur le moyen et le long terme un éclairage sur les impacts des évolutions climatiques.

Il est donc proposé de formaliser un partenariat entre la Métropole et la LPO Hérault, dans le cadre du volet adaptation du PCAET. Dans ce cadre, la Métropole pourra bénéficier des observations constatées par la LPO Hérault sur les incidences des évolutions climatiques sur la faune sauvage, ainsi que les pistes de mesures à mettre en place pour en limiter et/ou anticiper les effets.

Les problématiques suivantes seront étudiées en particulier :

- l'accroissement des contraintes sur la faune sauvage, contribuant à modifier les habitats d'espèces, les ressources alimentaires, les cycles biologiques, etc. aggravant par ailleurs l'impact des activités anthropiques et donc l'état de détresse de la faune sauvage ;
- l'émergence de nouvelles épizooties (grippe aviaire, usutu, West Nile, etc.) et les incidences sur le niveau de vigilance et la surveillance épidémiologique de la faune sauvage ;
- l'émergence de nouvelles espèces (notamment chez les insectes) et les difficultés induites en termes de cohabitation (moustique tigre notamment) ;
- l'impact sur la faune sauvage (altération des habitats, collisions, perturbations lumineuse, etc.) du développement de nouvelles infrastructures d'énergie renouvelable, de mobilité, d'urbanisme...

La convention sera effective à compter du 1^{er} janvier 2020 pour une durée de trois ans. La Métropole contribuera au coût de fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage à hauteur de 15 000 €, répartis en 5 000 € en 2020, 5 000 € en 2021 et 5 000 € en 2022, sous réserve d'approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la LPO Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole, pour une durée de 3 ans ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93643-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition climatique et
environnementale, développement
durable, biodiversité, culture
scientifique et technique

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Julie FRÊCHE, Audrey LLEDO, Rabii YOUSSEUS

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Attribution d'une subvention à l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Hérault dans le cadre du dispositif Rénov'Energie - Approbation

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Dans ce cadre de ces actions en faveur de la transition énergétique et notamment de rénovation énergétique des logements, Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place, avec le soutien de l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME), le service « Rénov'Energie » afin d'accompagner les propriétaires de logement individuel ou copropriétés du territoire dans leurs projets de rénovation énergétique. Ce dispositif s'appuie sur un partenariat avec l'Agence Locale de l'Energie et du Climat Montpellier Métropole (ALEC), l'Agence Départementale d'Information sur le Logement de l'Hérault (ADIL), le Conseil d'Urbanisme, d'Architecture et de l'Environnement de l'Hérault (CAUE), la Fédération du Bâtiment de l'Hérault (FFB), la Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment de l'Hérault (CAPEB) et la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM).

Ce partenariat s'est formalisé par un accord-cadre signé le 5 juin 2018 dans lequel l'ADIL s'engage à assurer l'accompagnement des particuliers et copropriétés sur les volets financiers et juridiques dans leurs projets de rénovation énergétique.

Pour aider l'ADIL dans ces missions, il y a lieu de lui allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Nom de la structure	Type	Titre	Montant
3328	AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT	Projet	RENOV'ENERGIE	10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le budget principal, nature 65748, chapitre 935

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature d'une convention de partenariat ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, sur les imputations citées ci-dessus ;
- approuver les termes de la convention de partenariat ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Chantal CLARAC, M. Noël SEGURA.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93009-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ADIL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Jean-Luc COUSQUER, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEUS

Transports et Mobilité - Tramway ligne 5 - Enquête publique parcellaire - Secteur Nord - Complément à la délibération n°M2019-82 du 21 février 2019

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Par arrêté n°2013-I-1656 en date du 28 aout 2013, Monsieur le Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole, puis par arrêté n°2018-I-638 du 13 juin 2018, Monsieur Préfet a prorogé la Déclaration d'Utilité Publique pour 5 ans soit jusqu'au 27 aout 2023.

Par délibération n°M2019-82 du 21 février 2019, le Conseil a approuvé le dossier d'enquête parcellaire ; sollicité Monsieur Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ; requis à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain, il convient, en outre, d'autoriser Monsieur le Président à recourir à la procédure d'urgence, régie notamment par les dispositions des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, à l'occasion de la demande d'arrêté de cessibilité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à solliciter l'urgence dans le cadre de la demande d'arrêté de cessibilité ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-93190-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSOUS

Transports et Mobilité - Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société 20 minutes et la société du journal Midi Libre - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Depuis l'été 2005, le quotidien gratuit « *Direct Matin Montpellier Plus* » devenu « *CNEWS Matin Montpellier Plus* », édité par la société du journal Midi Libre, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Société du journal Midi Libre arrive à terme.

De même, depuis septembre 2010, le quotidien gratuit « *20 minutes* », édité par la société 20 minutes France SAS, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de Montpellier Méditerranée Métropole, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société 20 minutes France SAS arrive également à terme.

Ces deux quotidiens sont gratuits, financés par les recettes publicitaires et sont consacrés à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de la Métropole.

Il est proposé de renouveler avec ces deux groupes de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public les autorisant à installer des distributeurs sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les conventions présentent les dispositions suivantes :

- La durée : 1 an à compter du 1^{er} septembre 2019 ;
- Le régime des redevances : 134 € HT, TVA en sus par présentoir et par an ;
- Les exigences en matière de qualité de service, de propreté et d'approvisionnement ;
- L'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les projets de conventions d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la société du journal Midi Libre et la société 20 minutes France SAS,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20190723-93787-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention midi libre 2019
- convention 20 min

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transports et Mobilité

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Valérie BARTHAS-ORSAL, Djamel BOUMAAZ, Roger CAIZERGUES, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Jean-Luc SAVY, Rabii YOUSSEF

Transports et Mobilité - Installation de bornes automatiques autour du Parc Grammont à Montpellier - Convention entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Tranquillité publique, la Ville de Montpellier souhaite sécuriser le parc Grammont par l'installation de bornes rétractables électriques à l'emplacement de l'entrée principale ainsi qu'au niveau de l'entrée complexe funéraire. La mission d'installation des systèmes de fermetures automatiques est assurée par Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de sa compétence Transports et Mobilité. Dans un souci d'efficacité, la Ville et la Métropole ont décidé de se rapprocher afin de confier conventionnellement la maîtrise d'ouvrage des travaux d'installation des bornes à la Métropole.

L'installation de ces bornes contribuera ainsi à éviter des intrusions régulières mais aussi à protéger le site en tant que lieu d'accueil de grands événements. Les deux sites où seront déployés ces bornes (à savoir l'entrée principale et l'entrée du complexe funéraire) seront surveillés par caméras vidéos au niveau du Centre de surveillance Urbaine (CSU) et seront actionnables à distance par les opérateurs lorsque nécessaire. Des mesures d'accompagnements sont également prévues dans ce programme pour améliorer sa protection (notamment : élargissement de fossés, reconstitution de clôture, fermeture d'un accès pompier inutilisé au Zénith, reconfiguration de l'accès rue des Marels, etc.).

Etablie sur le fondement des dispositions de l'article L2422-12 du code de la commande publique qui permet, lorsque la réalisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage à ces derniers de désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération, la présente convention a pour objet :

- de désigner la Métropole comme maître d'ouvrage unique pour l'exécution des travaux,
- de définir les conditions de prise en charge financière de ces travaux.

L'ensemble de ces travaux (fourniture et pose des bornes, modification des équipements, déplacement de l'éclairage public, installation de la vidéosurveillance, reprise des enrobés au droit du carrefour, etc.) est réalisé par Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux sont estimés à 862 133€ TTC. La Ville prendra en charge 250 000 € HT, soit 300 000 € TTC. La Métropole prendra en charge 468 444,17 € HT, soit 562 133 € TTC.

En conclusion, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de délégation de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier,
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91753-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Présentation Sécurisation Domaine de Grammont (version mail).pdf
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

VOIRIE, ESPACE PUBLIC



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public



Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Chantal CLARAC, Henri de VERBIZIER, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Patricia MIRALLES, Eric PENSO, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Audrey LLEDO, Bernard TRAVIER, Rabii YOUSSEUS

Voirie, Espace public - Règlement Local de Publicité intercommunal - Bilan de la concertation - Arrêt du projet

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

La publicité et les enseignes sont des éléments importants du paysage. L'ensemble des communes de la Métropole est confronté à l'enjeu environnemental et économique qu'elles représentent.

Le Code de l'environnement, dans ses articles L.581-14 et suivants, encadre, au titre de la protection du patrimoine et du cadre de vie, les possibilités d'implanter de tels dispositifs. Il admet par ailleurs que les collectivités compétentes en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) puissent élaborer des règlements locaux de publicité qui peuvent « adapter » la réglementation nationale aux caractéristiques du territoire local.

Le Conseil par sa délibération n° 14932 en date du 27 septembre 2017 a prescrit l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour rappel, l'élaboration du RLPi avait pour objectif de :

- simplifier les zonages des règlements locaux existants, en recherchant une harmonisation des règles tenant compte des typologies des espaces du territoire métropolitain tout en s'émancipant des limites communales et ce sur l'ensemble des six secteurs identifiés dans le SCoT pour retrouver, chaque fois que cela sera possible, des solutions communes en matière de réglementation,
- identifier sur le territoire métropolitain les espaces nécessitant, au regard des enjeux de préservation et de mise en valeur des paysages de l'ensemble des communes, bourgs et villages localisés entre littoral, plaine et garrigues, la mise en place de dispositions réglementaires plus contraignantes que les règles nationales, permettant de mieux tenir compte des particularités patrimoniales, paysagères ou des risques de surdensité publicitaire propres à certains secteurs tels que les grands axes de circulation, les entrées de villes ou les zones d'activités économiques situées sur la première couronne de la Métropole,
- envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la « réintroduction » de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence, en intégrant là où cela sera opportun les différentes solutions aujourd'hui possibles à l'image du dynamisme de la Métropole,
- permettre un contrôle de l'implantation des enseignes, en les soumettant à une procédure d'autorisation préalable résultant de l'existence d'un règlement local, permettant ainsi une instruction sur la base d'une règle commune de dossiers présentés sur des territoires voisins.

Conformément aux articles L.103-3 à L.103-6 du Code de l'urbanisme, le Conseil a, dans le cadre de la délibération de prescription, défini les modalités de la concertation publique permettant d'associer la population et les acteurs du territoire à la définition du projet et tout au long de la procédure. Cette concertation a été organisée, elle comprenait notamment les modalités suivantes :

- la mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans chaque mairie des communes membres de la Métropole, accompagné d'un registre permettant au public de faire part de ses observations durant toute la durée de l'élaboration du règlement local de publicité et jusqu'à son arrêt par le Conseil de Métropole,
- une information régulière sur le site internet de la Métropole, permettant au public intéressé de prendre connaissance du dossier de règlement local de publicité et de ses avancés, tout au long de son élaboration et jusqu'à son arrêt,
- la création d'une adresse de courriel publicite@montpellier3m.fr permettant au public et acteurs du territoire de formuler des remarques ou suggestions,

- la possibilité d'adresser des remarques, avis ou propositions par voie postale ou déposées au siège de la Métropole ou dans chacune des mairies des communes membres de la Métropole, à l'attention du Président de Montpellier Méditerranée Métropole,
- l'organisation d'une réunion publique de concertation dans chacun des six secteurs territoriaux de la Métropole, afin de présenter le diagnostic et les orientations du projet de règlement et de recueillir les avis et propositions, celles-ci ont été organisées les 12, 13, 20, 26 et 27 juin ainsi que le 4 juillet 2019,
- l'organisation de réunions thématiques avec les principaux acteurs impliqués dans la démarche (associations, chambres consulaires et professionnels de la publicité et des enseignes), pour présenter et débattre du diagnostic et des propositions réglementaires, la mise en ligne sur le site internet de la Métropole des comptes rendus des points de vue échangés. Une réunion a été organisée le 6 juin 2019 avec les professionnels de la publicité et de l'enseigne, deux réunions ont été organisées avec les personnes publiques associées.

L'ensemble des moyens de concertation mis en œuvre dans le cadre de la démarche est détaillé dans le bilan de la concertation. D'autre part, les éléments nécessaires à la tenue du débat sur les orientations du RLPi ont été transmis aux 31 communes.

La Conférence des Maires réunie le 19 février a notamment permis aux Maires d'échanger et de débattre de ces orientations. Les communes ont eu connaissance de la date du débat prévu en Conseil de Métropole et de la date d'arrêt du RLPi. Elles ont été incitées à organiser le débat en Conseil Municipal en amont du Conseil de Métropole. Les communes ont donc eu un délai raisonnable de trois mois pour organiser un débat en Conseil Municipal. 29 communes ont d'ores et déjà débattu. Pour les 2 autres, ce débat est réputé avoir été tenu.

Sur cette base, l'organisation d'un débat sur les orientations a été acté par la délibération du Conseil de Métropole n° M2019-169 en date du 18 avril 2019.

Conformément aux dispositions des articles L.153-16 et L.132-12 du Code de l'urbanisme et L.581-14-1 du Code de l'environnement, le projet de RLPi qui aura été arrêté sera :

a) transmis pour un avis dans les trois mois suivant la réception de la demande d'avis :

- au Préfet du département de l'Hérault,
- au Président du conseil régional d'Occitanie,
- au Président du conseil général de l'Hérault,
- au Président de la chambre de commerce et d'industrie territoriale de l'Hérault,
- au Président de la chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault,
- au Président de la chambre d'agriculture de l'Hérault,
- au Président de la section régionale de la conchyliculture de la Méditerranée,
- la commission départementale de la nature, des paysages et des sites de l'Hérault,
- aux communes limitrophes et aux associations qui ont demandé à être consultées ;

b) transmise aux maires des communes membres de la Métropole, les Conseils Municipaux disposant en application des dispositions de l'article L.153-15 et sans préjudice d'éventuelles observations exprimées au cours de l'enquête publique, de la possibilité de délibérer dans les trois mois suivant la présente délibération pour exprimer leur éventuelle opposition à des dispositions réglementaires qui les concernent, une telle opposition imposant alors un nouvel arrêt en Conseil de Métropole à la majorité des deux tiers ;

La présente délibération sera par ailleurs :

- a) affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les mairies des communes membres pendant un mois, conformément aux articles R.153-21 et R.153-22 du Code de l'urbanisme, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
- b) publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le bilan de la concertation,
- arrêter le projet de règlement local de publicité intercommunal,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **31 JUIL. 2019**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **01 AOUT 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement
- Bilan de la Concertation



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR .

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Voirie, Espace public - Travaux d'enfouissement et d'aménagement des réseaux d'éclairage public et de télécommunication sur les communes de Grabels et de Prades-le-Lez - Programmation 2019 - Demande de subventions - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

De plus, elle est également autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et à ce titre assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire.

Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorisé concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique.

Au titre de la programmation de travaux 2019, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité, d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

A la suite de la réception du plan de financement définitif, la présente délibération annule et remplace la délibération n°2018-670 du 3 décembre 2018.

La programmation métropolitaine de travaux d'enfouissement des réseaux d'éclairage public 2019 comporte l'opération suivante :

Pôle Territorial Piémonts et Garrigues :

Travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Grabels, rues du Calvaire et des Aires.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	202 296,20	31 608,78		50 000	120 687,42
Eclairage public	53 143		20 000		33 143
Télécommunication	49 979,89				49 979,89

Pôle territorial Vallée du Lez :

Travaux d'éclairage public sur le territoire de la commune de Prades-le-Lez, rue de la Ducque.

Nature des travaux	Montant TTC de l'opération	TVA déduite	Subvention sollicitée	Part financière pour Hérault Energies	Dépense à charge de la Métropole
Electricité	92 311,71	13 423,70			77 888,01
Eclairage public	56 473,45				56 473,46
Télécommunication	39 852				39 852

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les travaux d'enfouissement des réseaux de l'éclairage public situés sur les communes de Grabels et de Prades-le-Lez ;
- approuver les plans de financement dédiés à ces opérations ;
- solliciter les subventions les plus élevées possibles pour ces travaux ;
- solliciter Hérault Energies pour l'inscription de ces opérations à son prochain programme de travaux ;
- dire que les crédits nécessaires seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. Jean-Marc ALAUZET, Mme Titina DASYLVA, Mme Isabelle GUIRAUD, Mme Régine ILLAIRE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Pascal KRZYZANSKI, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, Mme Eliane LLORET, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Mustapha MAJDOUL, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91213-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de financement Grabels
- Plan de financement Prades

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Voirie, Espace public

Séance ordinaire du mardi 23 juillet 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-trois juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF. Claudine VASSAS MEJRI, suppléante de Gilbert PASTOR.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Chantal CLARAC, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GUIRAUD, Sonia KERANGUEVEN, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Yvon PELLET.

Absents / Excusés :

Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Christophe COUR, Catherine DARDE, Thierry DEWINTRE, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Claire JABADO, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Eric PASTOR, Eric PENSO, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, René REVOL, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Voirie, Espace public - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État pour l'entretien général des aménagements paysagers en sortie d'autoroute sur le territoire de la commune de Vendargues - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

En application de l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales et du décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, Montpellier Méditerranée Métropole assure l'entretien et l'aménagement de la voirie et des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain et leurs accessoires, sur le territoire des 31 communes membres.

A ce titre, il lui revient de prendre en charge l'ensemble des éléments constitutifs de l'espace public. A l'occasion du chantier de doublement de l'A9 et la création de l'A709, un double échangeur a été réalisé sous maîtrise d'ouvrage ASF sur la commune de Vendargues, permettant aux usagers de l'autoroute d'accéder à la RN113. Ces travaux ont modifié les tracés et les voies à la sortie de l'autoroute, dans le sens Montpellier-Nîmes, et ont occasionné des aménagements particuliers, comme un carrefour giratoire pour l'échangeur RN113/A9, ou encore des voies d'insertion en sortie d'autoroute.

Dans le cadre du traitement paysager des sorties d'autoroute et des entrées de ville, ASF dispose dans son opération d'un budget pour réaliser des aménagements d'entrée de ville complémentaires. Ces aménagements projetés ont été soumis au service de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED), gestionnaire de la RN113.

Les services de la DIRMED ont émis un avis favorable à la réalisation des travaux, sous réserve de prise en charge de l'exploitation et de l'entretien de ces plantations par les services de Montpellier Méditerranée Métropole sur les zones suivantes :

- Zone A : Ilot central du carrefour giratoire Ouest de l'échangeur RN113/A9 (toute la superficie comprise à l'intérieur de l'anneau du giratoire),
- Zone B : Accotement de la RN113 aux abords du giratoire, entre la RN113, l'autoroute A709 et la bretelle de sortie autoroutière.

La zone C située en bordure de la bretelle de sortie de l'autoroute A9, sens Montpellier Baillargues, sous gestion ASF, ne fait pas partie de la convention.

Les services de l'Etat et plus particulièrement de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole se sont rapprochés afin de définir par voie de convention les conditions d'entretien des espaces plantés au niveau de l'échangeur entre la RN113 et l'autoroute A9 sur le territoire de la commune de Vendargues.

L'entretien régulier et l'exploitation de ces plantations seront dévolus à Montpellier Méditerranée Métropole au terme d'une période d'entretien de deux ans prévue contractuellement par le titulaire du marché de travaux, dans le cadre des prestations assurées par le pôle territorial Cadoule et Béranger en charge de la voirie dans le secteur, au même titre que l'entretien des autres espaces verts attenants à l'espace public.

Le coût annuel est estimé à 9 000 euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée,
- dire que les crédits seront inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 908 et 905,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 31/07/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 31 juillet 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190723-91221-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/07/19

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan des zones à aménager
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - SOMMAIRE

Conseil du 23 juillet 2019
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-164	Décision relative à l'acquisition des parcelles AH 138 et AH 140 lieudit ' Lous Hermasses ' - Commune de Montpellier	405
MD2019-187	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M8D0033AT - Travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire - ZAC Saint Estève - Commune de Pignan	407
MD2019-286	Décision relative à la constitution d'une servitude de passage du réseau d'eau potable en tréfonds des parcelles section SK n°27 & SM n°38 - Commune de Montpellier	409
MD2019-314	Décision relative au cimetière métropolitain - Attribution d'un marché d'études géotechniques	411
MD2019-430	Avenant n°3 à la décision n°2017-55 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication - Autorisation de signature	414
MD2019-435	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M9D0021AT - Travaux de restructuration de la rue du Coustouliès - Commune de Baillargues	416
MD2019-436	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AP 620 chemin des Tamaris commune de Jacou	418
MD2019-441	Décision relatif à un marché n° M9D0005EA - Dévoiement du réseau des eaux usées - Rue de l'Industrie et avenue du Marché Gare à Montpellier	420
MD2019-460	Décision relative à l'acquisition d'une œuvre d'art dans le cadre de l'aménagement du centre d'art contemporain Montpellier Contemporain (MoCo) à l'hôtel Montcalm de Montpellier	422
MD2019-462	Décision relative au marché n°M8D5208VD de "Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n°4	424
MD2019-498	Décision relative au marché n° G8B0057CO - Accompagnement stratégique et opérationnel en relations presse pour promouvoir Montpellier comme destination culture - Attribution - Autorisation de signature	426
MD2019-502	Décision relative au marché n°M8B5247DM - Migration préventive du système centralisé de gestion du trafic Pétrarque - Attribution	428
MD2019-504	Décision relative au marché n°5164EA18 - Travaux de réparation et d'aménagements hydrauliques sur des ouvrages de protection contre les inondations - Bassins de Saporta et Merlon de la Lironde sur le secteur du Mas de Gau à Lattes	430
MD2019-510	Décision relative à l'attribution du marché n°M8D0003EP Réalisation d'un bassin de rétention enterre Place Eugène Bataillon à Montpellier	432

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-523	Décision relative à la cession à la société LINKCITY de parcelles et d'un volume Avenue de l'Europe et Impasse des Violettes Commune de Castelnau-le-Lez	434
MD2019-527	Décision relative à une convention entre l'EPTB - Syndicat du Bassin du Lez et Montpellier Méditerranée Métropole - Détermination de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement (EMBF) des linéaires de cours d'eau sur le territoire de la Métropole	436
MD2019-529	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées AL 48 et AL 50 Indivision MONTIGNY/KOPRIVICA Chemin des Cardonilles - Commune de Montferrier-sur-Lez	438
MD2019-530	Décision relative au marché n° M8D5521EA - Aménagement du barrage Lac des Garrigues à Montpellier.	440
MD2019-532	Décision autorisant la signature du marché subséquent N°M9D0033AT relatif aux travaux d'aménagement du centre-ville de Villeneuve-lès-Maguelone	442
MD2019-535	Décision relative à un avenant n°1 au marché n° 3647 de Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole	444
MD2019-536	Décision autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 4632AT17 relatif aux travaux d'aménagement des Hauts de Fontcaude à Juvignac	446
MD2019-537	Décision relative au marché n°M8D5196AJ de souscription des contrats d'assurance - Lots 4 et 7 - Attributions	448
MD2019-538	Décision relative au marché n°M9B0059AT d'entretien des réseaux d'eaux pluviales - Autorisation de signature	451
MD2019-542	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CL n°30 sise commune de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES	453
MD2019-544	Décision autorisant la signature du marché subséquent M9D0043AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue F. Soubeyran et de l'allée de la Cour Haute à Jacou	456
MD2019-545	Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée CK n°6 sise commune de Juvignac - ZAD de Naussargues	458
MD2019-549	Décision relative à l'attribution du marché n°8.134 portant sur le marché de maîtrise d'œuvre Poursuite de la 5ème ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole	460
MD2019-552	Décision relative au marché n°M8D5208VD - Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier - Lots n°1, 2 et 3 - Attributions	463
MD2019-553	Décision relative à la signature d'un avenant n°1 au bail conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SOMALI sur la commune de Saint Georges d'Orques	466
MD2019-556	Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SK n°29, SK n°151 et les droits indivs de la parcelle SK n°31, sises commune de Montpellier Aménagement du secteur de la Cavalade	468

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-557	Décision relative au marché n°M8C0003RI-2 de fourniture, intégration et maintenance d'un système global de gestion d'objets connectés et de traitement des données	471
MD2019-558	Décision relative au marché n°M9B0037EP de surveillance organisée du patrimoine d'ouvrages d'art dans le cadre de visites non programmées ou d'urgence (IDP, IDI, VSC, VAT) - Attribution	473
MD2019-560	Décision relative à la signature d' un avenant n°2 au lot 1_ Marché 4810MG17 "Fourniture et livraison de carburant avec ou sans cartes accréditatives pour le groupement de commandes"	475
MD2019-562	Décision relative à la signature de l'avenant n°1 d'augmentation du marché n°4843AT17 " Travaux de renforcement des routes métropolitaines" - Techniques à chaud - Programme 2017/2018	477
MD2019-567	Décision relative à un marché n° M9B0034EA - Analyse technique, financière et organisationnelle des contrats d'assainissement	479
MD2019-568	Décision relative au marché n°M9B0040DC - Fourniture et installation de matériels radio identification (RFID) à la médiathèque Jules Verne - Commune de Saint Jean de Védas	481
MD2019-569	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société PANJEE au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	483
MD2019-571	Décision autorisant la signature du marché N°M9C0003AT relatif aux prestations d'élague, de taille, d'abattage, d'essouchement et de débroussaillage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole	485
MD2019-573	Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société EMERSYA au sein de la pépinière d'entreprises Cap Omega	487
MD2019-575	Décision relative au transfert de propriété du Département de l'Hérault dans le patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole - Ouvrages d'eau potable commune de Montferrier-sur-Lez	489
MD2019-578	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre d'une huile sur toile d'Eustache Le Sueur, " Saint Paul guérissant un possédé "	491
MD2019-580	Décision relative à une donation de Marie-Claude Bugeaud de deux de ses œuvres, "Elle", acrylique sur toile 200 x 160 cm et "À carreaux", acrylique sur toile 162 x 130cm	493
MD2019-583	Décision relative au marché n°M9B0045EA - Travaux de désembaclement des cours d'eaux - Attribution	495
MD2019-585	Décision relative à une donation de l'association des amis du musée Fabre d'une œuvre de Vincent Bioulès, " La Tourette II ", huile sur toile, 130 x 162 cm	497
MD2019-586	Décision relative au marché subséquent n°M9C0019EP - Travaux d'aménagement d'une liaison "modes doux" rue Paul Rimbaud, entre la rue de l'Oasis et la rue des Avelaniers à Montpellier - Attribution du marché	499
MD2019-588	Décision relative à une donation de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre d'une huile sur toile d'Octave Tassaert (1800-1874), "Madeleine expirant"	501

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-589	Décision relative à une donation de Monsieur Jean-Marc Bardou d'une huile sur toile d'Alexandre HESSE (Paris, 1806 - id., 1879), Louis XIV signant les ordonnances constitutives de la Marine française (esquisse), vers 1854-1855	503
MD2019-590	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M9D0026AT - Travaux d'aménagement de l'avenue Roger Salengro et du terrain annexe - Commune de Castelnau-le-Lez - autorisation de signature	505
MD2019-591	Décision relative au marché n°M9B0048EA - Travaux de gestion de la Ripisylve - Attribution	507
MD2019-592	Décision relative à la donation de la Fondation d'Entreprise du Musée Fabre d'une œuvre de Salvator Rosa (Naples, 1615 - Rome, 1673) - Paysage côtier avec des épaves et des ruines	509
MD2019-593	Décision d'ester en justice "Requête n°1901744-4 TA - Véronique DARNAULT"	511
MD2019-596	Décision relative à l'agrément de candidature du GIE-SERM-SA3M dans le VEAS Hannibal à Cournonsec	513
MD2019-597	Décision relative à l'acquisition de la parcelle ZB 429 Chemin des Crouzettes Commune de Montaud	515
MD2019-598	Décision relative au marché n°M8C0004EP de support et maintenance de la suite applicative SMARTGEO - Attribution du marché	517
MD2019-599	Décision relative au dépôt et à l'octroi d'autorisations d'urbanisme Parcelles AR n° 142, 172, 173 1850 avenue de l'Europe Commune de Castelnau-le-Lez	519
MD2019-600	Décision relative au marché n°M8D5258EA - Travaux ponctuels de réfection des fontaines de la ville de Montpellier - Attribution	521
MD2019-603	Décision relative au retrait de la délégation du Droit de Prémption Urbain (DPU) à la commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation des lots 1021 et 1046 de la Résidence Font Del Rey II 450 VC le Grand Mail Montpellier	523
MD2019-605	Décision relative à la cession à titre gracieux des droits patrimoniaux des auteurs des photographies proposées par les participants au concours de photographies sur le thème de l'animal dans le décor urbain de Montpellier et du territoire de la Métropole	525
MD2019-606	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M9D0050AT "travaux d'aménagement du piétonnier Petit Paradis" à VENDARGUES	528
MD2019-608	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Ville de Montpellier portant sur un terrain en friche situé à proximité du terrain de rugby du Stade de la Mosson "Mondial 98"	530
MD2019-612	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété HNIBIZA - Parcelle LR 292 et 296 lots 1094 et 1115 Résidence Font Del Rey II 450 le Grand Mail - Commune de Montpellier	532
MD2019-623	Décision relative au marché subséquent n°5023A03 de travaux VRD pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers le Carrefour des Devèzes - Commune de Cournonterral - Avenant n°1 - Autorisation de signature	535

N° Décisions	TITRES	PAGES
MD2019-624	Décision relative à un avenant n°1 à la convention d'autorisation d'occupation du domaine public concernant l'espace librairie du musée Fabre	537
MD2019-630	Décision d'ester en justice "Procédure d'expulsion TGI - Gens du voyage - Intersections rue Montels-Eglise et rue du Mas Saint-Pierre, rue Montels-Eglise et rue Simone Signoret"	539
MD2019-633	Décision relative à une convention de sous-location de bail emphytéotique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	541
MD2019-638	Décision relative à l'agrément de candidature de la société SERVICE MAINTENANCE ÉNERGIES (SME) dans les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier	543
MD2019-639	Décision relative à un marché n°G8D5226RI18 d'achat de logiciels de bureautique - Attribution - Autorisation de signature	545
MD2019-641	Décision relative à un avenant n°1 au marché 4686EA17 - Lutte contre les inondations - Le Verdanson aval - Aménagement du Pont des Pradiers	547
MD2019-642	Décision relative à un avenant à la convention d'occupation du domaine public passée avec l'entreprise SILKAN pour une réduction puis une restitution de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI	549
MD2019-645	Décision relative à la signature du marché subséquent n°M9C0026AT portant sur les travaux d'aménagement de la rue des Crouzettes - Commune de Montaud - Autorisation de signature	552
MD2019-646	Décision relative à la signature d'un contrat de location entre Montpellier Méditerranée Métropole et la société Sweetair France - Ateliers éco-artisans rue de Font Froide à Montpellier	554
MD2019-647	Décision relative à un avenant numéro 1 au marché n° 5201DC18 de maintenance et entretien du système de sprinklers de l'Opéra Comédie	556
MD2019-649	Décision relative au marché subséquent n°M9D0049EP de réaménagement de la rue Henri René et du Pont de Sète à Montpellier - Attribution du marché	558
MD2019-651	Décision d'ester "Requête n°19MA02403 - CAA MARSEILLE - Geneviève BARRE"	560
MD2019-656	Décision relative à un marché n°M9D0024EA - Allée du Lac - Renouvellement du réseau d'eaux usées gravitaire et de refoulement à Cournonterral	562
MD2019-659	Modification de la régie mixte des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage	564
MD2019-664	Décision relative à une autorisation d'occupation temporaire du domaine public au bénéfice de l'Association Nouveau Sainte Anne	567
MD2019-668	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°5116PS18 de fourniture de transmetteurs de téléalarme et déclencheurs convertibles, compatibles logiciel MEGALARM V3.1	569
MD2019-673	Décision d'ester en justice "Requête n°1902930-3 TA - BOYON Olivier"	571



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles AH 138 et AH 140 lieudit ' Lous
Hermasses ' Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2016-1-1361 en date du 27 décembre 2016 portant constatation du transfert des routes départementales de l'Hérault à Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU les parcelles AH 138 de 3217 m² et AH 140 de 633 m² situées lieudit « Lous Hermasses » à Montpellier concernées par une proposition d'acquisition faite par le Département auprès de Madame BOULET Cécile, pour l'aménagement du carrefour de la Lyre à Montpellier et le Rond Point du Fesquet à Clapiers,
- VU la promesse de vente au profit du Département, en date du 17 juillet 2014 pour un montant de 59 008 euros et pour une emprise de 1566 m² à extraire de la parcelle AH 138 et la totalité de la parcelle AH 140,
- VU l'estimation des domaines n° 2014-172V 0937 en date du 20 mai 2014,

- **CONSIDERANT** le décès de Madame Boulet et la relance du notaire chargé de sa succession au profit de plusieurs associations instituées légataires, à savoir notamment : la « **Ligue Nationale Contre le Cancer** », le « **Secours catholique** », les « **OHFOM : Œuvres Hospitalières Françaises de l'Ordre de Malte** », la « **Société de Saint-Vincent-de-Paul** », l'« **Association des paralysés de France** » les « **Petites sœurs des Pauvres** », et la Fondation « **Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France** »,

- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir une emprise de 1566 m² sur la parcelle AH 138 et la totalité de la parcelle AH 140 de 633 m² situées lieudit « Lous Hermasses » à Montpellier, afin de régulariser la transaction engagée par le Département pour l'aménagement de la RD 65, conformément à la promesse de vente signée en 2014,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la succession de Mme BOULET Cécile, une emprise de 1566 m² à extraire de la parcelle AH 138 et la parcelle AH 140 de 633 m² situées lieudit « Lous Hermasses » à Montpellier, afin de régulariser les emprises foncières nécessaires à l'aménagement de la RD 65.

ARTICLE 2 : L'acquisition est consentie pour un montant total de 59 008 €, comprenant l'indemnité principale et le remploi, basé sur un prix de 30 €/ m² pour l'emprise extraite de la parcelle AH 138 et 10 €/ m² pour la parcelle AH 140.

ARTICLE 3 : L'acte de transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, sur la ligne de dépense correspondant aux acquisitions foncières nécessaires sur les ex-départementales.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034.24340007-20190101-75767-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M8D0033AT - Travaux
d'aménagement d'un carrefour giratoire -
ZAC Saint Estève - Commune de Pignan**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDÉRANT :

- qu'un besoin de travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire doit être couvert sur le territoire de la commune de Pignan, dans le cadre de l'aménagement de la ZAC Saint Estève ;

170 2019-187

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai d'exécution de trois mois dont un mois de période de préparation ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient pondérés à 60% pour le prix et 40% pour la valeur technique ;

- qu'à l'issue de l'analyse des offres, le candidat EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse, a été déclaré attributaire.

D É C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M8D0033AT relatif aux travaux d'aménagement d'un carrefour giratoire – ZAC Saint Estève – Commune de Pignan, à l'entreprise EIFFAGE ROUTE MEDITERRANEE Agence Montpellier pour un montant estimatif de 318 965, 50 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Le délai d'exécution part de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 3 mois, période de préparation de 1 mois comprise.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : 06 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 00017-2019 0101-76376-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

06 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la constitution d'une
servitude de passage du réseau d'eau
potable en tréfonds des parcelles section
SK n°27 & SM n°38 - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine des transports et de la mobilité,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuelle du réseau d'eau potable en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n°27 et SM n°38, consentie par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, au profit de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Directeur Monsieur Grégory VALLEE, domiciliée 391 rue de la Font Froide à Montpellier (34000),
- **CONSIDERANT** que le dévoiement du réseau d'eau potable est nécessaire pour permettre la mise en oeuvre des travaux de desserte de la nouvelle gare TGV Montpellier, notamment la réalisation des culées Nord-Est et Sud-Est du futur pont franchissant l'autoroute A709.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de servitude de passage perpétuelle du réseau d'eau potable en tréfonds des parcelles situées sur la commune de Montpellier, cadastrées section SK n° 27 et SM n° 38, est consentie par Montpellier Méditerranée Métropole, propriétaire, au profit de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par son Directeur Monsieur Grégory VALLEE, domiciliée 391 rue de la Font Froide à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : La présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit eu égard à la nature des travaux.

Les frais d'acte notarié seront à la charge du bénéficiaire.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-26340014 - 2019012-80165-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (3M)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au cimetière
métropolitain - Attribution d'un marché
d'études géotechniques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;
- VU la délibération n°13245 en date du 30 septembre 2015 par laquelle le Conseil de Métropole a défini les critères relatifs à la compétence « Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain » ;

- VU la délibération n°15012 en date du 27 novembre 2017 approuvant le programme et le lancement de l'opération de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « Proximité, relations avec les usagers, complexe funéraire, chasse et pêche » ;
- VU la convention de mandat avec SA3M pour la réalisation de la première phase du projet de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, approuvée par décision n° MD2018-015 du 26 mars 2018 et notifiée le 03 mai 2018, autorisant Monsieur Christophe PEREZ, en qualité de Directeur Général de SA3M, à signer les marchés faisant l'objet de cette convention,

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire d'intégrer la mission d'études géotechniques pour la conception et la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier ;
- Qu'une procédure adaptée ouverte avec faculté de négociation a été lancée le 28 janvier 2019 conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 pris en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 sous la forme d'un accord-cadre unique pour une durée de quatre (4) ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique (60%) ;
 - Prix de la prestation (40%).
- Qu'après analyse des offres selon les critères techniques et financiers, et tel que rapporté par le mandataire SA3M dans son rapport du 6 mars 2019, le candidat GINGER CEBTP ayant son siège social 12 avenue Gay Lussac – ZAC La clef St Pierre – 78990 ELANCOURT, présente l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base d'un montant estimatif de 93 232 € HT).

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer l'accord-cadre à bons de commande pour la mission d'études géotechniques dans le cadre de la réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain sur le site de Grammont à Montpellier au prestataire GINGER CEBTP. L'accord-cadre est conclu avec un montant maximum (sans minimum) en valeur de 190 000 € HT et les bons de commande pourront être émis pendant la durée de l'accord-cadre qui est de quatre ans à compter de la date de notification au prestataire.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 900.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'accord-cadre et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 3 juin 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Laurent JAOUL

Publiée le : 03 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-81121-DE+H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 JUIN 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Avenant n°3 à la décision n°2017-55
relative à la mise en place d'une convention
constitutive de groupement de commandes
permanent entre Montpellier Méditerranée
Métropole et la Ville de Montpellier -
Prestations de communication -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les dispositions relatives aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

D

- VU la décision n°2017-55 relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication,

CONSIDERANT :

- Qu'il y a lieu de lancer de nouvelles consultations non listées dans la convention de groupement de commandes permanent, concernant les prestations d'achats d'espaces publicitaires, d'agence de communication et d'agences de presse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant à la convention de groupement de commandes permanent de la direction de la communication complétant son article 1 afin de permettre, dans le cadre de ce groupement, l'achat récurrent de fournitures et de prestations d'achats d'espaces publicitaires, d'agence de communication et d'agence de presse.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930, 933, 936 et 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 JUIN 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 26 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-83942-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 JUIN 2019

Réception en Préfecture : 26 JUIN 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M9D0021AT - Travaux de
restructuration de la rue du Coustouliès -
Commune de Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs" » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'appel d'offres dans sa séance du 13 Mars 2018 ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour la restructuration de la rue du Coustouliès à Baillargues ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée maximum de 25 semaines, période de préparation de 4 semaines comprise, et décomposé en 3 tranches, à savoir :

- tranche Ferme : Voirie pluvial – Tronçon 1 avec un délai maximum de 9 semaines ;
- tranche Optionnelle n°1 : Voirie pluvial – Tronçon 2 avec un délai maximum de 7 semaines ;
- tranche Optionnelle n°2 : Voirie pluvial – Tronçon 3 avec un délai maximum de 5 semaines,

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- prix pondéré à 60 % ;
- valeur technique pondérée à 40 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0021AT relatif aux travaux de restructuration de la rue du Coustouliès à Baillargues à l'entreprise EIFFAGE Route Méditerranée – Agence de Montpellier sise SAINT-JEAN-DE-VEDAS (34433) pour un montant estimatif global s'élevant à 547 708, 10 € HT, réparti comme suit :

- Tranche Ferme : 239 677,60 € HT
- Tranche Optionnelle n°1 : 191 074,60 € HT
- Tranche Optionnelle n°2 : 116 955,90 € HT

Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service pour un délai maximum d'exécution de 25 semaines, période de préparation de 4 semaines comprise.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : 27/06/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

021-24849004 - 20190101-84083 cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

27/06/2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AP 620 chemin des Tamaris
commune de Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisition sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de Monsieur BONNICEL Robert par mail en date du 10 avril 2019, pour céder la parcelle AP 620 d'une superficie de 451 m², située chemin des Tamaris sur la commune de Jacou, au profit de la Métropole,
- CONSIDERANT qu'il y a lieu de classer dans le domaine public métropolitain cette parcelle déjà aménagée en voirie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Monsieur BONNICEL Robert la parcelle AP 620 d'une superficie de 451 m², située chemin des Tamaris sur la commune de Jacou.

ARTICLE 2 : La parcelle acquise sera intégrée au domaine public métropolitain.

ARTICLE 3 : La transaction est consentie à un euro (1€) pour tout prix, avec dispense de paiement compte-tenu de la nature du bien vendu.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Maître DAUDET Laurent, notaire à Montpellier, se verra confier la rédaction de l'acte de transfert de propriété, aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 6 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

074 - 2434000 A - 2019 0101 - 84095. AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relatif à un marché n°
M9D0005EA - Dévoiement du réseau des
eaux usées - Rue de l'Industrie et avenue
du Marché Gare à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** le décret relatif aux marchés publics le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »,
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu ;
- qu'il convient d'améliorer la desserte en eaux usées du secteur situé entre l'avenue du Marché Gare et rue du Mas Saint Pierre à Montpellier car sujette à des problèmes réguliers d'exploitation et, pour cela, de poser une nouvelle canalisation en grès de diamètre 200 mm depuis l'avenue Marché Gare et sur une partie de la rue de l'Industrie ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 15 semaines d'exécution et 5 semaines de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que le groupement SCAM – FAURIE sis 825 avenue de la Cresse St Martin – 34660 COURNONSEC présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0005EA - Dévoiement du réseau des eaux usées - rue de l'Industrie et avenue du Marché Gare à Montpellier au groupement SCAM – FAURIE sis 825 avenue de la Cresse St Martin – 34660 COURNONSEC pour un montant estimatif de 612 113,72€ HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 15 semaines d'exécution et de 5 semaines de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUL. 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULLES

Publiée le : 01 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-84389-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

01 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition d'une
œuvre d'art dans le cadre de
l'aménagement du centre d'art
contemporain Montpellier Contemporain
(MoCo) à l'hôtel Montcalm de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le Code de la commande publique,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de monsieur Bernard TRAVIER e qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation du centre d'art Montpellier Contemporain (MoCo), dont la signature a été approuvée par délibération n° 13898 du 30 juin 2016,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la convention de mandat susmentionnée, a été prévue l'acquisition par la SA3M, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, d'une œuvre d'art destinée à être installée au sein du centre d'art contemporain Montpellier Contemporain (MoCo),

C1

- que l'article R2122-3 du Code de la Commande Publique, 1er alinéa, permet de confier à un prestataire donné, à l'issue d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalable, un marché ayant pour objet « la création ou l'acquisition d'une œuvre d'art ou d'une performance artistique unique », étant précisé qu'en matière d'œuvre d'art, l'identité de l'artiste détermine en soi le caractère unique et la valeur de l'œuvre d'art, conformément au considérant 50 de la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics,
- que la conclusion de cette procédure nécessite la signature d'un contrat entre la SA3M et l'artiste créateur de l'œuvre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un marché de création et d'acquisition d'œuvre d'art est passé avec M. Loris Gréaud, 23 rue de Verdun, 95600 Eaubonne, pour une œuvre intitulée « IDLEMODE » et pour un montant de 130 000 € HT, soit 137 150 € TTC. Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire. Sa durée prévisionnelle d'exécution est de 2 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 11 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017 - 20190101 - 84863-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11 JUIN 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8D5208VD de "Traitement des refus
des unités de traitement des déchets
ménagers et assimilés de Montpellier
Méditerranée Métropole - lot n°4

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public,

CONSIDERANT :

- qu'il nécessaire de passer un marché de "Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n°4 : mise en transit / Tri complémentaire / Transport / Traitement par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus à haut pouvoir calorifique et des encombrants de déchèteries" ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, sous la forme d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n° 2016 -360 du 25 mars 2016, pour une durée de 4 ans ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
 - ° prix des prestations, au regard du coût complet des prestations (40 %)
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 09 avril 2019, a :
 - classé les offres et choisi l'entreprise S.M.N. sise au 351 rue de la Castelle, 34073 Montpellier cedex 3, présentant l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de "Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole - lot n°4 : mise en transit / tri complémentaire / transport / traitement par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus à haut pouvoir calorifique et des encombrants de déchèteries" à l'entreprise S.M.N. sise à Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum. Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage des prestations. Sa durée est de 4 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 0 5 JUIN 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 0 5 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-M-200017-2019010124894-AJ
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 0 5 JUIN 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°
G8B0057CO - Accompagnement
stratégique et opérationnel en relations
presse pour promouvoir Montpellier
comme destination culture - Attribution -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ; - VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans le domaine de « Communication ; Développement du très haut débit et lutte contre la fracture numérique »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier est une destination culture par nature, elle propose une offre culturelle variée, basée sur des équipements reconnus, de qualité et des festivals plébiscités. La direction de la presse a besoin d'un Accompagnement stratégique et opérationnel en relations presse pour promouvoir Montpellier et sa Métropole, en tant que destination culture, par la définition d'une ligne identitaire propre et spécifique, basée sur ses atouts et ses particularités;

- 498
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre à bons de commandes avec un maximum fixé à 60 000 € HT, pour une durée de 1 an à compter de sa notification ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants (reprendre exactement les critères énoncés dans le règlement de consultation et mentionner leur pondération) :
 - ° Prix 60%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique 40%
 - qu'après analyse, l'entreprise BRUNSWICK ARTS (75008 PARIS) présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché G8B0057CO Accompagnement stratégique et opérationnel en relations presse pour promouvoir Montpellier comme destination culture à l'entreprise BRUNSWICK ARTS, pour un montant maximum de 60 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

18 JUIN 2019

Monsieur le Conseiller métropolitain délégué
Abdi EL KANDOUSSI

Publiée le : 18 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 24360007 - 20190001 - 86501-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **18 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Gestion Multimodale des Déplacements

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8B5247DM - Migration préventive du
système centralisé de gestion du trafic
Pétrarque - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,

- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président,

VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans le domaine « Transports et Mobilité »,

VU les budgets primitifs 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole.

CONSIDÉRANT :

- que dans le cadre de la mission de gestion des feux de signalisation assurée par la direction des Mobilités, il est nécessaire de confier à des entreprises spécialisées la gestion de la migration du système actuellement sur des serveurs vers la dernière version du système d'exploitation HP-UX ayant un support jusqu'en 2025 au minimum et d'assurer ainsi la continuité de service du cœur temps réel du système ainsi que des logiciels d'exploitation;
- qu'un marché en procédure négociée sans mise en concurrence a été lancé en application de l'article 30-I.3° du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, sous forme d'un marché en procédure adaptée de prestation intellectuelle ;
- que la consultation avait pour objet la migration préventive du système centralisé de gestion du trafic (dénommé PETRARQUE);
- que le marché n'est pas alloti ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants:
 - Valeur technique 60 %
 - Prix des prestations 40 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8B5247DM de Migration préventive du système centralisé de gestion du trafic Pétrarque à l'entreprise GERTRUDE SAEM, 9 rue de Ségur, 33000 Bordeaux, pour un montant de 83 137,76 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an.

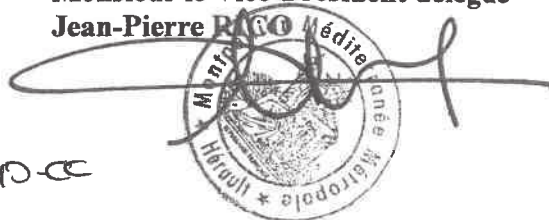
ARTICLE 2: De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant délégation pour le faire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RAO



Publiée le : 18 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

834.24340007 - 20190101-86540-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 18 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5164EA18 -
Travaux de réparation et d'aménagements
hydrauliques sur des ouvrages de
protection contre les inondations - Bassins
de Saporta et Merlon de la Lironde sur le
secteur du Mas de Gau à Lattes**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de réparation et d'aménagements hydrauliques sur des ouvrages de protection contre les inondations Bassins de Saporta et Merlon de la Lironde sur le secteur du Mas de Gau à Lattes sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de 3 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%,

- qu'après analyse, l'entreprise VALERIAN sise 471 rue Charles Nungesser - 34130 MAUGUIO présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°5164EA18 - Travaux de réparation et d'aménagements hydrauliques sur des ouvrages de protection contre les inondations - Bassins de Saporta et Merlon de la Lironde sur le secteur du Mas de Gau à l'entreprise VALERIAN sise 471 rue Charles Nungesser - 34130 MAUGUIO pour un montant estimatif de 87 600 € HT.
Le marché prend effet à compter de la date de l'ordre de service de commencer les travaux. Sa durée est de 3 mois, période de préparation comprise.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSET



Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

054-24340004 - 20190101 - 86830 - AL

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Pluvial Urbain

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution du marché
n°M8D0003EP
Réalisation d'un bassin de rétention
enterre Place Eugène Bataillon à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,

CONSIDERANT :

- que cette consultation a pour objet la réalisation d'un bassin de rétention enterré en structures alvéolaires sur la place Eugène Bataillon à Montpellier ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 mois maximum (délais de préparation compris) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique - 60%

° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif - 40% ;
 - que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 30 avril 2019 a été informée du choix de l'entreprise RAZEL-BEC sise 1111 avenue Justin BEC à Saint-Georges D'Orques présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de réalisation d'un bassin de rétention enterré Place Eugène Bataillon à Montpellier à l'entreprise RAZEL-BEC, pour un montant estimatif de 492 284,00€ HT.

Le délai d'exécution des travaux débute à la date fixée par l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux.

Le délais d'exécution est fixé à 3 mois et 2 semaines (dont 1 mois de période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : **07 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24 31 000 17-20190101-87107-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession à la société
LINKCITY de parcelles et d'un volume
Avenue de l'Europe et Impasse des
Violettes Commune de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les articles L.5211-17 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L.112-8, L.141-3 et L.141-12,
- Vu l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la Métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 €,
- Vu la décision n° MD 2019-194 en date du 08 mars 2019 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement de plusieurs parcelles d'une superficie totale de 139 m² situées avenue de l'Europe et impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez,
- Vu la décision n° MD 2019-517 en date du 17 mai 2019 constatant la désaffectation et prononçant le déclassement du volume n°2 situé avenue de l'Europe à Castelnau-le-Lez,

- Vu l'accord de la société LINKCITY pour acquérir plusieurs parcelles et un volume situés avenue de l'Europe et impasse des Violettes à Castelnau-le-Lez,
- Vu l'estimation du service des domaines n° 2019-057V273 en date du 25 février 2019,
- CONSIDERANT qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ces emprises, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées dans ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole cède à la société LINKCITY ou tout autre société s'y substituant, les parcelles AS 258 (13 m²), AS 260 (26 m²), AS 294 (3 m²), AS 295 (7 m²), AS 296 (84 m²) et AS 299 (6 m²), ainsi que le volume 2 dont l'assise est constituée par les parcelles AS 261 et AS 298 (issue de la parcelle AS 257), situées avenue de l'Europe et impasse des violettes à Castelnau-le-Lez.

ARTICLE 2 : Cette vente sera réalisée au prix fixé par France Domaines, soit 139 932 euros, diminuée du coût des travaux des sujétions spéciales imposées par la construction au-dessus du transformateur à savoir 40 000 euros, soit une transaction pour un montant total de 99 932 euros.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de l'acquéreur.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 07 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREN



Publiée le : 07 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036 - 2019-00017-2019 0101 - 87298-AV

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention entre
l'EPTB - Syndicat du Bassin du Lez et
Montpellier Méditerranée Métropole -
Détermination de l'Espace Minimum de
Bon Fonctionnement (EMBF) des linéaires
de cours d'eau sur le territoire de la
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSET en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité Adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSET dans le domaine « Prévention des risques majeurs et gestion des risques aquatiques »,
- **CONSIDERANT :**
 - Que les services de Montpellier Méditerranée Métropole travaillent actuellement à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) qui couvrira l'ensemble des

communes de son territoire et que Montpellier Méditerranée Métropole se doit donc d'acquérir des éléments nécessaires à la comptabilité du futur PLUi vis-à-vis du SCOT révisé,
- Que la Métropole, afin d'acquérir ces éléments, souhaite solliciter l'Etablissement Public Territorial de Bassin du Lez (EPTB – LEZ) pour la détermination cartographique de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement (EMBF) sur le linéaire de cours d'eau,

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à signer la convention « Détermination de l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement (EMBF) des linaires de cours d'eau sur son territoire ».

ARTICLE 2 : De dire que l'EPTB Syndicat du Bassin du Lez s'engage à définir l'Espace Minimum de Bon Fonctionnement (EMBF) avec contrepartie financière à Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : De dire que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à réaliser ses missions de maîtrise d'ouvrage et prend à sa charge financière la réalisation des relevés des largeurs des lits mineurs des cours d'eau par le géomètre. La contrepartie financière pour le temps d'assistance à l'étude par l'ETPB Syndicat du Bassin du Lez s'élève à 15 476 euros TTC.

La mission débutera à la signature de la convention et se terminera dès que l'EPTB Syndicat du Bassin du Lez fournira à Montpellier Méditerranée Métropole les données cartographiques de l'EMBF, validées en comité technique par les parties prenantes.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017- 20190101-87616-CC-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées AL 48 et AL 50
Indivision MONTIGNY/KOPRIVICA
Chemin des Cardonilles - Commune de
Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU l'accord de Madame MONTIGNY, sur les termes de la négociation en date du 19 avril 2019,
- VU l'accord de Monsieur KOPRIVICA, sur les termes de la négociation en date du 12 avril 2019,
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées AL 48 et AL 50 à titre de régularisation foncière, car ces parcelles ont déjà fait l'objet des aménagements de voirie conformément à l'emplacement réservé D3 du PLU de Montferrier-sur-Lez,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de Madame MONTIGNY et Monsieur KOPRIVICA, les parcelles cadastrées AL 48 et AL 50 d'une superficie respective de

158 m² et 140 m², situées chemin des Cardonilles à Montferrier-sur-Lez, en vue de leur intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix d'1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature des biens acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-26340004-20190101-87677-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CP



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°
M8D5521EA - Aménagement du barrage
Lac des Garrigues à Montpellier.

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;
- CONSIDERANT :
 - que des travaux d'aménagement du barrage Lac des Garrigues à Montpellier doivent être réalisés ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée d'exécution des travaux de 9 mois, période de préparation de 2 mois comprise ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 1. Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 2. Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
 - qu'après analyse, l'entreprise BUESA présente une offre économiquement avantageuse.

- que la commission d'appel d'offres du 30 avril 2019 a été informée de ce choix suite à la présentation du rapport d'analyse des offres,

DECIDE :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n° M8D5521EA - Aménagement du barrage Lac des Garrigues - à Montpellier à l'entreprise BUESA sise 6 rue René Gomez – CS 20684 – 34535 BEZIERS Cedex pour un montant estimatif de 1 119 750,50 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. La durée d'exécution des travaux est de 9 mois, période de préparation de 2 mois comprise.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **05 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : **05 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

076-26 26 00 17 - 2019 0101-8822-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **05 JUIN 2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

cd



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature du marché
subséquent N°M9D0033AT relatif aux
travaux d'aménagement du centre-ville de
Villeneuve-lès-Maguelone**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public, Mixité dans le parc de logement social public »,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement du centre-ville de Villeneuve-lès-Maguelone et notamment la rue de la Chapelle, la rue de la Borie et la rue des Pénitents ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 1 « 3M Ouest », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique pondérée à 60 %
 - Prix pondéré à 40 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9D0033AT, relatif aux travaux d'aménagement du centre-ville de Villeneuve-lès-Maguelone, à la Société MALET sise à Mauguio (34130) pour un montant estimatif de 250 825,99 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois non comprise la période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSS

Publiée le : **06 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24 24 000 17 - 05180101-87770-ec

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché n° 3647 de Mission d'assistance à
maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la
mise en fonction d'un outil de gestion
patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine du « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »;
- Vu la décision n°D2016-576 du 04/08/2016 attribuant le marché n° 3647 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole au groupement SEGIC/ENTECH

535
C

dont le mandataire est l'entreprise SEGIC INGENIERIE sise 7 rue des petits ruisseaux – 91370 VERRIERES-LE-BUISSON, pour une durée de 36 mois et pour un montant de 60 515€ HT auxquels s'ajoutent maximum 10 000€ HT sur la base de bons de commande en fonction des prestations de la phase 5 réellement exécutées.

- CONSIDERANT :

- que du retard a été pris durant la procédure de passation du marché d'acquisition de l'outil de gestion patrimoniale et que les phases 4 et 5 restent encore à réaliser.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n° 3647 Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'acquisition et la mise en fonction d'un outil de gestion patrimoniale pour les réseaux d'eaux usées de Montpellier Méditerranée Métropole avec le groupement SEGIC/ENTECH dont le mandataire est l'entreprise SEGIC INGENIERIE sise 7 rue des petits ruisseaux – 91370 VERRIERES-LE-BUISSON, avenant sans incidence financière.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution de 24 mois.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17 JUIN 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BIGLIERES

Publiée le : 17 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

08u-243400017 20190101-8358-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17 JUIN 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature de
l'avenant n°1 au marché 4632AT17 relatif
aux travaux d'aménagement des Hauts de
Fontcaude à Juvignac**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- VU le marché N°4632AT17 – Lot 1, relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant de 1 156 261,54 € HT ;

- CONSIDERANT :

- que des travaux supplémentaires ont été nécessaires pour mener à bien les travaux d'aménagement ;
- que ces modifications ont nécessité l'ajout de prix nouveaux, notifiés par ordre de service N°3 ;
- que le marché de travaux, et notamment le lot N°1 a été notifié le 11 octobre 2017, pour un délai d'exécution des travaux de 5,5 mois pour la Phase 1 à compter de l'OS de démarrage et 6,5 mois pour la Phase 2 à compter de l'OS de démarrage ;
- que l'objet du présent avenant consiste à entériner le montant des plus-values ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché n°4632AT17 – Lot N°1 relatif aux travaux de réaménagement de l'avenue de Fontcaude à Juvignac conclu avec le groupement Eurovia / Bonnet TP sise à Juvignac (34990), pour un montant en plus-value de 56 648,02 € HT, soit une augmentation de 4,90 % du montant du marché initial.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYER

Publiée le : **13 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

054-243450017-20190101-88097-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Unité Assurances

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au marché n°M8D5196AJ
de souscription des contrats d'assurance -
Lots 4 et 7 - Attributions**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté du Président portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale, Contentieux, et Affaires juridiques et Protocole »;
- CONSIDERANT :
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25- I.1° et 67 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;

- CONSIDERANT :

- que ce marché est divisé en 7 lots désignés comme suit :

Lot 1 : « Risques Automobiles »,

Lot 2 : « Risques de dommages aux biens – 1ère ligne »,

Lot 3 : « Risques de dommages aux biens – 2ème ligne »,

Lot 4 : « Tous risques expositions et objets d'art »,

Lot 5 : « Risques de responsabilité »,

Lot 6 : « Risques d'atteintes à l'environnement »,

Lot 7 : « Protection juridique de la Métropole et Protection Fonctionnelle des Agents et des Elus » ;

- que le lot 2 à 6 du marché 3428AJ 13 ont fait l'objet d'un avenant de prolongation ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants et pondérés de la manière suivante :

- Valeur technique au regard du mémoire technique 60%

(Qualité des garanties : 50% - Suivi et Gestion des Sinistres : 10%),

- Prix : 40% ;

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 12 mars 2019 a déjà traité du lot 1 ;

- que la Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 19 mars 2019 a classé les offres portant sur les lots 2 à 7 et choisi les candidats présentant l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M8D5196AJ de souscriptions des contrats d'assurances à :

Pour le lot 4 « Tous Risques Expositions et Tous Risques Objets d'Art », variante, cabinet Gras Savoye – 33 Quai de Dion Bouton – 92814 PUTEAUX - pour un montant de prime annuelle 88 507,97 € TTC pour les exposition permanentes et 43 085,30 € TTC pour les expositions temporaires, soit un total annuel de 131 593,47 € TTC.

Le marché prend effet à compter 1er juillet 2019 jusqu'au 31 décembre 2023.

Pour le lot 7 « Protection Juridique de la Métropole et Protection Fonctionnelle des Agents et des Elus », variante 1 (dénommée « Offre de base »), cabinet ASSURANCES PILLIOT – Rue de Witternesse – BP 4002 – 62921 AIRES SUR LA LIS CEDEX - pour un montant de prime annuelle 8 091,85 € HT soit 9 174,18 € TTC.

Le marché prend effet à compter 1er mai 2019 ou de sa notification jusqu'au 31 décembre 2023.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses seront imputées sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

05 JUIN 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD

Publiée le : 05 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

086-243000 17/06/2019 0101-88116-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 05 JUIN 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0059AT
d'entretien des réseaux d'eaux pluviales -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;

CONSIDERANT :

- que le marché transféré de la commune de Castelnau-le-Lez couvrant les prestations d'entretien des réseaux d'eaux pluviales est arrivé à terme, et qu'une procédure d'appel d'offres est au stade de la rédaction pour la passation d'un accord-cadre transversal pour l'ensemble de la Métropole, il convient de couvrir le besoin en attendant la notification de cet accord-cadre transversal, par la passation du marché n°M9B0059AT d'entretien des réseaux d'eaux pluviales ;

- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 6 mois reconductible trois fois par périodes successives de 3 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique à hauteur de 60% et le prix à hauteur de 40% ;

- qu'une seule offre a été reçue et après analyse, l'entreprise SAUR SAS présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0059AT d'entretien des réseaux d'eaux pluviales à l'entreprise SAUR SAS, pour un montant maximum de 89 900, 00 € HT toutes reconductions comprises.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 15 mois, toutes reconductions comprises.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSSE



Publiée le : **07 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

OM - 24 Jun 17 - 2019 0101 - 88134 - CE

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

07 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CP



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée CL n°30 sise commune
de Juvignac - ZAD de NAUSSARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- Vu la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du «Développement économique, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche et l'innovation, à la

Planification urbaine et à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels »

- Vu la délibération 13904 en date du 30 juin 2016, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air »,

- Vu la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 9 mars 2019 par Madame Isabelle ROULLAUD, Madame Béatrice ROULLAUD, et Monsieur ROULLAUD Frédéric portant sur la parcelle cadastrée CL n°30, d'une superficie cadastrale totale de 7 714 m² en nature de Landes, et sise commune de Juvignac, moyennant un prix de 45 000 € toutes indemnités confondues,

- Vu l'avis des services de France Domaine en date du 10 mai 2019 ,

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en oeuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Isabelle ROULLAUD 22 rue Jean Vilar à SETE, Madame Béatrice ROULLAUD 43 bis rue Alfred Maury à MEAUX, et Monsieur ROULLAUD Frédéric 104 rue de la Hase à NIMES, la parcelle en nature de Lande, cadastrée CL n°30, sise commune de Juvignac, d'une superficie cadastrale totale de 7 714 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 45 000 € (quarante-cinq mille euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

20 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAURET

Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

OBJ - 243400017 - 609019 - 38164 - All.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

20 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature du marché
subséquent M9D0043AT relatif aux
travaux d'aménagement de la rue F.
Soubeyran et de l'allée de la Cour Haute à
Jacou**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace public, Mixité dans le parc de logement social public »,
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018,

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement du de la rue F. Soubeyran et de l'Allée de la Cour Haute à Jacou ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 10 semaines maximum pour la Tranche Ferme et 8 semaines maximum pour la Tranche Optionnelle, période de préparation de 1 mois pour chaque tranche non comprise ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique pondérée à 60 % ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n°M9D0043AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue F. Soubeyran et de l'allée de la Cour Haute à Jacou à la Société Eurovia Languedoc Roussillon sise à Baillargues (34671) pour un montant estimatif de 341 158,50 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 10 semaines pour la tranche ferme et 8 semaines pour la tranche optionnelle non comprise la période de préparation de 1 mois pour chaque tranche.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREASSE



Publiée le : **06 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
086-24800017-20190101-88239-CC

Envoi Préfecture : **06 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle cadastrée CK n°6 sise commune
de Juvignac - ZAD de Naussargues

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du «Développement économique, à l'Enseignement supérieur, à la Recherche et l'innovation, à la Planification urbaine et à l'Urbanisme, à l'Aménagement et au Renouvellement urbain opérationnels » ;
- VU la délibération 13904 en date du 30 juin 2016, créant la Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Juvignac lieu-dit « Naussargues-Bel Air » ;

C

- VU la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 28 mars 2019 par Madame Christine VILLAC, Monsieur Pierre VILLAC, et Monsieur Thierry VILLAC, portant sur la parcelle cadastrée CK n°6, d'une superficie cadastrale totale de 5050 m² en nature de Landes, et sise commune de Juvignac, moyennant un prix de 30 300 € toutes indemnités confondues ;

- VU l'avis des services de France Domaine en date du 15 mai 2019 ;

- **CONSIDERANT** la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en oeuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Christine VILLAC, domiciliée lieu-dit Belbèze à Eoux (31420), Monsieur Pierre VILLAC, domicilié au Havre Saint Pierre, 265 allée du Nouveau Monde à Montpellier (34000) et Monsieur Thierry VILLAC, domicilié 46 rue Lacroix à Paris (75017), la parcelle en nature de Lande, cadastrée CK n°6, sise commune de Juvignac, d'une superficie cadastrale totale de 5050 m².

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 30 300€ (trente mille trois cents euros) toutes indemnités confondues, les frais d'actes restant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition de la parcelle visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 44400017 - 20190101 - 88296-A4

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Mobilités
Service Exploitation des Services des Déplacements

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'attribution du marché
n°8.134 portant sur le marché de maîtrise
d'œuvre Poursuite de la 5ème ligne de
tramway de Montpellier Méditerranée
Métropole

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du Conseil n°14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Pierre RICO dans les domaines des Transports et de la Mobilités ;
- VU la délibération du Conseil n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la 5^{ème} ligne de tramway de Montpellier désignant la SEM TaM titulaire du marché ;

- VU la délibération du Conseil n°14388 du 14 décembre 2016 relative à la poursuite de la ligne 5 sur la section Nord ;

- CONSIDERANT :

- qu'une consultation a été lancée par TaM selon une procédure négociée en application de l'article 74 du décret n°2016/360 portant sur le marché n°8.134 de maîtrise d'œuvre relatif à la poursuite de la réalisation de la ligne 5 de tramway,
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 40% pour le prix des prestations et 60% au regard de la valeur technique,
- qu'après analyse le groupement d'entreprises ARTELIA Ville et Transport (mandataire) / SYSTRA / A GARCIA DIAZ de Pérols (34) présente l'offre économiquement la plus avantageuse,
- que la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 14 mai 2019 a procédé au classement des offres et au choix du groupement ARTELIA Ville et Transport (mandataire) / SYSTRA / A GARCIA DIAZ,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Le marché n°8.134 relatif à la Maîtrise d'œuvre Poursuite Ligne 5 est attribué au groupement ARTELIA Ville et Transport (mandataire) / SYSTRA / A. GARCIA DIAZ sise à Pérols (34) pour une durée prévisionnelle de 8 ans à compter de la notification.

ARTICLE 2 : le marché n°8.134 est conclu pour un montant de 20 797 614,40 € HT toutes tranches confondues décomposé comme suit :

- Tranche ferme (St Denis – Girac y compris dépôt) :	13 748 703,40 € HT,
- Tranche Optionnelle 1 (Genneveux – St Denis) :	4 757 771,00 € HT,
- Tranche Optionnelle 2 (Girac – Clapiers) :	421 338,00 € HT,
- Tranche Optionnelle 3 (Genneveux – Lavérune) :	450 398,00 € HT,
- Tranche Optionnelle 4 (Branche des Bouisses) :	404 636,00 € HT,
- Tranche Optionnelle 5 (OA Genneveux) :	1 014 768,00 € HT.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

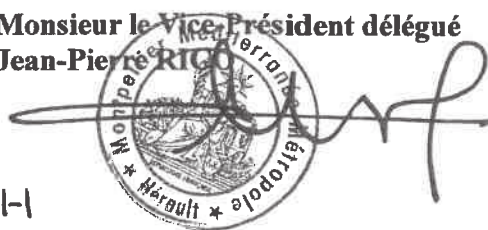
ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Directeur Général de TaM à signer le contrat visé à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Au cours de l'exécution du marché, Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer des décisions de poursuivre dans la limite de 10% du montant du marché en cas de prix unitaires et de 5% du montant du marché en cas de prix global et forfaitaire

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 03 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Pierre RICO



Publiée le : 03 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101-88406-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

03 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CP



Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets
Service Ressources Transversales

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8D5208VD - Traitement des refus des
unités de traitement des déchets ménagers
et assimilés de la Métropole de Montpellier
- Lots n°1, 2 et 3 - Attributions

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Valérie BARTHAS-ORSAL en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Valérie BARTHAS-ORSAL dans le domaine de la « Prévention et valorisation des déchets, propreté de l'espace public » ;

CONSIDERANT :

- qu'il nécessaire de passer un marché de « Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier » suite à une précédente consultation (décembre 2018) dont les lots 1, 2 et 3 ont été jugés infructueux suite à la déclaration d'offres inacceptables au sens de l'article 59 du décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics;

- lot n° 1 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus stabilisés de l'unité de méthanisation Ametyst,
- lot n° 2 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus à haut pouvoir calorifique de l'unité de méthanisation Ametyst et du centre de tri Demeter,
- lot n° 3 : Mise en transit / Tri complémentaire / Transport / Traitement par enfouissement et/ou valorisation énergétique des encombrants de déchèteries et déchets d'activité » ;

- qu'une procédure a été lancée en accord cadre mono attributaire, sans minimum, ni maximum conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette consultation est passée sous la forme d'un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 à 68 du Décret n° 2016 -360 du 25 mars 2016 et conclu, pour les lots 1 et 2, pour une période initiale de 1 an à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les prestations ; il peut être reconduit 3 fois par période de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans. Pour le lot 3, la durée est de 4 ans à compter de l'ordre de service;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- valeur technique au regard du mémoire technique (60%)
- prix des prestations, au regard du coût complet des prestations (40 %)

- que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 14 mai 2019, a :

- classé les offres et choisi, pour le lot n°1, l'entreprise SUEZ RV Méditerranée sise rue Antoine Becquerel, CS 17 216, 11 785 Narbonne cedex
- classé les offres et choisi, pour le lot n°2, l'entreprise SUEZ RV Méditerranée sise rue Antoine Becquerel, CS 17 216, 11 785 Narbonne cedex
- classé les offres et choisi, pour le lot n°3, l'entreprise SMTVD sise 765 rue Henri Becquerel, 34 000 Montpellier, présentant les offres économiquement les plus avantageuses.

D E C I D E**ARTICLE 1 : D'attribuer le marché :**

- « Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier – lot n° 1 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus stabilisés de l'unité de méthanisation Ametyst » à l'entreprise SUEZ RV Méditerranée sise à Narbonne cedex, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum.
- « Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier – lot n° 2 : Traitement des refus par enfouissement et/ou valorisation énergétique des refus à haut pouvoir calorifique de l'unité de méthanisation Ametyst et du centre de tri Demeter » à l'entreprise SUEZ RV Méditerranée sise à Narbonne cedex, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum.
- « Traitement des refus des unités de traitement des déchets ménagers et assimilés de la Métropole de Montpellier – lot n° 3 : Mise en transit / Tri complémentaire / Transport / Traitement par enfouissement et/ou valorisation énergétique des encombrants de déchèteries et déchets d'activité » à l'entreprise SMTVD sise à 34 000 Montpellier, sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum.

L'accord-cadre, pour les lots n°1 et 2, est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant de commencer les prestations ; il peut être reconduit 3 fois par période de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, et pour le lot n°3 pour une durée de 4 ans.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Valérie BARTHAS-ORSAL

Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

DB4 - 24340007 - 20190101 - 82US4 - AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
avenant n°1 au bail conclu entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Société SOMALI sur la commune de Saint
Georges d'Orques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°MAR2019-0059 du 11/02/2019 portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole »,
- VU la décision n°D2017-102 du 10 mars 2017 relative à la conclusion d'un bail entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Société SOMALI pour la location de locaux sur la commune de Saint Georges d'Orques,

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'effectuer des travaux d'amélioration dans ces locaux,
- que le bailleur souhaite participer financièrement à ces travaux à hauteur de 72 000 euros TTC sous forme d'une baisse de loyer.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole conclut un avenant n°1 au bail avec la société Somali, sise 6 rue des Cades, 34 680 Saint Georges d'Orques.

ARTICLE 2 : Cet avenant modifie à la baisse le prix mensuel du loyer de 1 200 € HT.

ARTICLE 3 : Cette baisse de loyer prendra effet à la fin de l'ensemble des travaux après constat contradictoire et ce, durant 48 mois pour un loyer de 69 600 € HT annuel. Au terme des 48 mois, le loyer sera ramené à 84 000 € HT annuel.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction à signer l'avenant au bail visé à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101-87556-02

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition des
parcelles cadastrées SK n°29, SK n°151 et
les droits indivs de la parcelle SK n°31,
sises commune de Montpellier
Aménagement du secteur de la Cavalade

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n° 12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du «Développement économique, l'Enseignement supérieur, la Recherche et Innovation, la French Tech et l'Artisanat ; la Planification urbaine notamment SCoT et PLUi »,
- Vu la promesse unilatérale de vente consentie au profit de Montpellier Méditerranée Métropole le 28 mai 2019, par Madame Yolande Marie-Françoise CADET-BEYRAC, Madame Josette Jacqueline Marcelle CROZE-BEYRAC, Madame Jeanne Marie Louise PICAULT-BOULET, Madame Rolande Marie BALMADIER-VALEZ, Monsieur André Louis VALEZ,

CP

Madame Gilette Marie CELLIER, Monsieur Gilbert Augustin CELLIER, Madame Gisèle Agnès CANILLOS-CELLIER, Monsieur Pierre Maurice Léon BROUSSOU, Madame Suzanne Jeanne Marie VALADE-BROUSSOU, Monsieur Jean Joseph Marie BROUSSOU, Monsieur René SIRVENT, Monsieur Alain Joseph Maria SIRVENT, Madame Nadine Henriette Marie SIRVENT, Monsieur Claude Omer Marie BROUSSOU, Monsieur André Louis Marcel MONTEILS, Monsieur Jean-Philippe Léon Raymond GRENIER, Madame Marie-Hélène Suzanne Jeannine GRENIER, Monsieur Patrick Pierre Christian GRENIER représentés par Monsieur Hervé CHERON agissant en sa qualité de Directeur de la succursale de la société Archives Généalogiques ANDRIVEAU, Madame Jeannine Marie Louise MABIT représenté par Madame Geneviève POUILLE agissant en sa qualité de co-tutrice et Monsieur Christian Pouille en qualité de co-tuteur et Madame Françoise Martine MABIT représentée par Monsieur Laurent VAZELLE, les co-tuteurs et le représentant de Madame Jeannine Marie Louise MABIT et Madame Françoise Martine MABIT étant eux-mêmes représentés par Madame Céline CAMINALE, employée de l'office notariale Notaires Foch, portant sur les parcelles cadastrées SK n°29, d'une superficie de 1560 m², SK n° 151 d'une superficie de 1245 m² et les droits indivis leur appartenant attachés à la parcelle SK n°31 sises commune de Montpellier, moyennant un prix de 185 000€ (cent quatre-vingt-cinq mille euros) toutes indemnités confondues,

- Vu l'avis des services de France Domaine en date du 24 septembre 2018,

- CONSIDERANT la nécessité d'acquérir ces parcelles afin de constituer des réserves foncières destinées à la mise en œuvre d'un projet urbain compatible avec les objectifs du SCoT de la Métropole, à répondre aux orientations de la politique locale de l'habitat conformément au Programme Local de l'Habitat, ou à l'extension ou l'accueil des activités économiques et de réaliser des équipements collectifs,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert, auprès de Madame Yolande Marie-Françoise CADET-BEYRAC, Madame Josette Jacqueline Marcelle CROZE-BEYRAC, Madame Jeanne Marie Louise PICAULT-BOULET, Madame Rolande Marie BALMADIER-VALEZ, Monsieur André Louis VALEZ, Madame Gilette Marie CELLIER, Monsieur Gilbert Augustin CELLIER, Madame Gisèle Agnès CANILLOS-CELLIER, Monsieur Pierre Maurice Léon BROUSSOU, Madame Suzanne Jeanne Marie VALADE-BROUSSOU, Monsieur Jean Joseph Marie BROUSSOU, Monsieur René SIRVENT, Monsieur Alain Joseph Maria SIRVENT, Madame Nadine Henriette Marie SIRVENT, Monsieur Claude Omer Marie BROUSSOU, Monsieur André Louis Marcel MONTEILS, Monsieur Jean-Philippe Léon Raymond GRENIER, Madame Marie-Hélène Suzanne Jeannine GRENIER, Monsieur Patrick Pierre Christian GRENIER, Madame Jeannine Marie Louise MABIT et Madame Françoise Martine MABIT, les parcelles cadastrées SK n°29, 151 et les droits indivis leur appartenant attachés à la parcelle SK n°31, d'une superficie cadastrale respective de 1560 m², 1 245 m² et 487 m², sises commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : L'acquisition aura lieu moyennant le prix de 185 000 € (cent quatre-vingt-cinq mille euros) toutes indemnités confondues, majoré des frais d'actes restant à la charge de la Métropole.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au chapitre 905 du budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

58
CP

ARTICLE 4 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'acte authentique d'acquisition des parcelles visées à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400014-2019061-38593-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
n°M8C0003RI-2 de fourniture, intégration
et maintenance d'un système global de
gestion d'objets connectés et de traitement
des données**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, international, Artisanat »,
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il est nécessaire d'acquérir la fourniture, l'intégration et la maintenance d'un système global de gestion d'objets connectés et de traitement de données pour Montpellier Méditerranée Métropole ;

CP

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à émission de bons de commandes avec un maximum de 200 000 € HT en application de l'article 78 du décret susvisé. Cet accord-cadre est passé pour une durée d'un an (1) à compter de sa notification ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- 1 – valeur technique (60 %),
- 2 – prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif (40 %) ;

- qu'après analyse, l'entreprise SYNOX SAS, 836, rue du Mas de Verchant, 34000 Montpellier présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M8C0003RI-2 de fourniture, intégration et maintenance d'un système global de gestion d'objet connectés et de traitement des données à l'entreprise SYNOX SAS, pour un montant avec un maximum de 200 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est d'un (1) an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906 et 936.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **11 JUIN 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION



Publiée le : **11 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101-89335-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **11 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0037EP
de surveillance organisée du patrimoine
d'ouvrages d'art dans le cadre de visites
non programmées ou d'urgence (IDP, IDI,
VSC, VAT) - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relatif à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace Public, Mixité dans le parc de logement social public »,

- CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire d'assurer les prestations d'ingénierie relative à la surveillance organisée du patrimoine d'ouvrages d'art nécessitant une visite non programmée ou urgente de type IDP, IDI, VSC ou VAT,
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 78 du décret sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois avec un maximum et un opérateur économique,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique – 60%
 - ° Prix des prestations – 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SEDOA sise 20 impasse du Courpouyran à Juvignac présente l'offre économiquement la plus avantageuse,

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de surveillance organisée du patrimoine d'ouvrages d'art dans le cadre des visites non programmées ou d'urgence à l'entreprise SEDOA, pour un montant maximum de 29 990€ HT.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 1 an renouvelable par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **13 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSER



Publiée le : **13 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 0007 - 20 9010 - 88634-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **13 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d' un
avenant n°2 au lot 1_ Marché 4810MG17
"Fourniture et livraison de carburant avec
ou sans cartes accréditives pour le
groupement de commandes"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc...) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans les domaines « Administration générale, Affaires juridiques, Contentieux, Protocole,
- Vu le marché n°4810MG17 « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans carte accréditive pour le groupement de commandes », d'une durée de 1 an reconductible 3 fois, accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum,
- Vu la notification du 23/03/2018 attribuant le lot n°1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne » du marché n°4810MG17 à

C

la société Total Marketing France pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, accord cadre à bon de commande sans minimum ni maximum,

- Vu l'avenant n°1 notifié le 29/04/2019 précisant que les prestations de lavage, les péages et les achats en boutique sont circonscrites au seul périmètre proposé par le titulaire et que leur prix correspond au catalogue fournisseur, ceux-ci ne concernant que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (cette modification ne s'appliquant pas au contrat liant les autres membres du groupement au titulaire),

- CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de modifier par un avenant n°2 le lot n°1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne » afin de permettre la commande de badges « PASSango », nécessaires au règlement de péage pour les poids-lourds de plus de 2 essieux. Cette prestation ne concernant que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole (cette modification ne s'applique pas au contrat liant les autres membres du groupement au titulaire),

- Que l'avenant n'a aucune incidence financière sur le montant de l'accord-cadre,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au lot 1 « Fourniture de carburant avec cartes accréditives sur le territoire national et les pays de l'Union Européenne » du marché n°4810MG17 « Fourniture et livraison de carburant avec ou sans carte accréditive pour le groupement de commandes » avec l'entreprise Total Marketing France, sans incidence financière sur l'accord-cadre.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 JUIN 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Isabelle GUIRAUD



Publiée le : 11 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-88747-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire

11 JUIN 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature de
l'avenant n°1 d'augmentation du marché
n°4843AT17 " Travaux de renforcement
des routes métropolitaines" - Techniques à
chaud - Programme 2017/2018**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du "plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs" »,
- Vu la décision n°D2017-432 attribuant le marché n°4843AT17 « Travaux de renforcement des routes métropolitaines, techniques à chaud, Agence Métropole, programme 2017/2018 » à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE, pour un montant global de 1 748 270, 70 euros HT et pour un délai d'exécution global de 11 mois, toutes tranches confondues,

CP

CONSIDERANT :

- Qu'il est nécessaire de compléter la section de la RD 613 en traversée de commune,
- Que ce complément implique la passation d'un avenant d'augmentation du montant de la tranche optionnelle n°4 à hauteur de 103 966, 96 € HT, portant le montant de cette tranche à 526 526, 76 euros HT.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°4843AT17 TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES ROUTES METROPOLITAINES TECHNIQUES A CHAUD - AGENCE METROPOLE - PROGRAMME 2017/2018 avec l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE, d'un montant de 103 966,96 euros HT, portant le montant global du marché à 1 852 237, 60 euros HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-213400017-20190101-90792-CC-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché n°
M9B0034EA - Analyse technique,
financière et organisationnelle des contrats
d'assainissement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-président,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agissant en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement » ;
- **CONSIDERANT :**
 - que l'analyse technique, financière et organisationnelle des contrats d'assainissement est nécessaire ;
 - qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de 1 an ;
 - que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%

557
C1

- qu'après analyse, le groupement ECOSFERE (mandataire)/ADM CONSEILS sis 95 rue Pereire – 78100 Saint Germain en Laye présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché au groupement ECOSFERE (mandataire)/ADM CONSEILS pour un montant de 63 900,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

17 JUIN 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN BOULBES

Publiée le : 17 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - M44 0017 - 20190101.88088-00

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **17 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Réseau des Médiathèques

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M9B0040DC - Fourniture et installation
de matériels radio identification (RFID) à
la médiathèque Jules Verne - Commune de
Saint Jean de Védas

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture » ;

CONSIDERANT :

- que, compte tenu des besoins de fourniture et d'installation de matériel de radio identification (RFID) à la médiathèque Jules Verne sur la commune de Saint Jean de Védas, une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord cadre à bons de commandes, pour une durée d'un an ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : prix (40%) et valeur technique (60%) ;

568
C

- qu'après analyse, l'entreprise BILIOTHECA FRANCE, domiciliée 5 boulevard des bouvets à NANTERRE (92) présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché M9B0040DC à l'entreprise BIBLIOTHECA FRANCE, pour un montant maximum de 89 000 euros HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 et 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 14 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-8958_AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 14 JUIN 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
PANJEE au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

Décision n° MD2019-569

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 26 mai 2016 passée entre la Métropole et la société PANJEE pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 20 novembre 2017,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société PANJEE n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société PANJEE pour une période de trois mois à compter du 1^{er} juin 2019 et jusqu'au 31 août 2019.

ARTICLE 2 : A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société PANJEE pour la surface de 29,89 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 412,18 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-26440007-2019-89065-CC
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision autorisant la signature du marché
N°M9C0003AT relatif aux prestations
d'élagage, de taille, d'abattage,
d'essouchement et de débroussaillage sur le
territoire de Montpellier Méditerranée
Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu la consultation lancée en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- **CONSIDERANT :**
- qu'un marché de prestations d'élagage, de taille, d'abattage, d'essouchement et de débroussaillage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est nécessaire pour l'entretien de la voirie ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016,
- que le marché est divisé en 2 lots :
 Lot 1 : Secteur Est – pôles Cadoule et Bérange et Vallée du Lez – sans minimum – montant maximum annuel HT 110 450 € - durée maximale d'un (1) an à compter de la notification
 Lot 2 : Ouest – pôles Piémonts et Garrigues, Plaine Ouest et Littoral – sans minimum – montant maximum annuel HT 110 450 € - durée maximale d'un (1) an à compter de la notification
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 40 % ;
 - Valeur technique pondérée à 60 % ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer les deux lots du marché n°M9C0003AT relatif aux prestations d'élagage, de taille, d'abattage, d'essouchement et de débroussaillage sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole à la Société GORCE sise à Villeneuve lès Maguelone (34750) pour un montant estimatif de 31 914 euros HT pour chacun des lots. Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est de 1 an.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **07 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSÉ



Publiée le : **07 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-89124-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **07 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant prorogeant
l'occupation de locaux par la société
EMERSYA au sein de la pépinière
d'entreprises Cap Omega**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal Marion en qualité de Vice - Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil n°M2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1er janvier 2019 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de l'Innovation, de la French Tech et de l'Artisanat,

- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 juin 2014 passée entre la Métropole et la société EMERSYA pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants dont le dernier en date du 8 avril 2019,

- **CONSIDERANT** que la convention précitée arrive à échéance et que la société EMERSYA n'a pas encore trouvé de solution immobilière pour s'implanter définitivement sur le territoire d'une des Communes membres de Montpellier Méditerranée Métropole et qu'en conséquence elle a sollicité la prorogation de sa convention pour une durée complémentaire,

DECIDE

ARTICLE 1: Un avenant prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société EMERSYA pour une période de six mois à compter du 1^{er} juillet 2019 et jusqu'au 31 décembre 2019.

ARTICLE 2: A compter de cette date, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société EMERSYA pour la surface de 119,48 m² qu'elle occupe dans la pépinière Cap Oméga s'élève à 1 774,28 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°M2018 - 694 du Conseil en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 3 : La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole chapitre 936.

ARTICLE 4 : Madame la Vice - Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

026-26340014-20190101-89149-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative au transfert de propriété
du Département de l'Hérault dans le
patrimoine de Montpellier Méditerranée
Métropole - Ouvrages d'eau potable
commune de Montferrier-sur-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- Vu la délibération du Conseil n° 14772 du 5 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de 1^{ère} Vice-Présidente,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans les domaines du service public de l'eau et de l'assainissement,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale,
- Vu la délibération de l'Assemblée Départementale de l'Hérault n° AD/250618/A/11 en date du 25 juin 2018,
- CONSIDERANT que le Département de l'Hérault est propriétaire de deux parcelles, situées sur la commune de Montferrier-sur-Lez, cadastrées section AZ n° 128 et 129 qui supportent un ouvrage d'eau potable (surpresseur),

57
C

- CONSIDERANT que Montpellier Méditerranée Métropole exerce, en matière de gestion des services d'intérêt collectif, la compétence Eau et Assainissement,

- CONSIDERANT que, d'un commun accord, les terrains précités sont transférés dans le domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole,

- CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L 3112-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, les biens des personnes publiques qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public,

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le transfert dans son patrimoine, par le Département de l'Hérault, des biens énumérés ci-dessous:

Commune de Montferrier-Sur-Lez

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	N° inventaire
Surpresseur	AZ 128	321 m ²	TER34VOIRIE
Surpresseur	AZ 129	1 033 m ²	TER34VOIRIE

ARTICLE 2 : Le transfert de propriété s'effectuera à titre gratuit ; il sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, 1^{ère} Vice-Présidente, est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREE



Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

086 243400017 - 20190101 - 89632 - AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de la
Fondation d'Entreprise du Musée Fabre
d'une huile sur toile d'Eustache Le Sueur,
" Saint Paul guérissant un possédé "**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile d'Eustache Le Sueur, *Saint Paul guérissant un possédé* d'une valeur de 250 320 € (Deux cent cinquante mille trois cent vingt euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, d'une huile sur toile d'Eustache Le Sueur, *Saint Paul guérissant un possédé* d'une valeur de 250 320 € (Deux cent cinquante mille trois cent vingt euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340007-20190101-89416-44

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une donation de Marie-
Claude Bugeaud de deux de ses œuvres,
"Elle", acrylique sur toile 200 x 160 cm
et
"À carreaux",
acrylique sur toile 162 x 130cm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER,

CONSIDERANT :

- que Marie-Claude Bugeaud, domiciliée au 40, rue Ledru-Rollin, 92240 Malakoff, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole deux de ses œuvres, *Elle*, acrylique sur toile 200 x 160 cm d'une valeur de 9 000 € (neuf mille euros) et *À carreaux*, acrylique sur toile 162 x 130 cm d'une valeur de 7 500 € (sept mille cinq cent euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du Musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Marie-Claude Bugeaud de deux de ses œuvres, *Elle*, acrylique sur toile 200 x 160 cm d'une valeur de 9 000 € (neuf mille euros) et *À carreaux*, acrylique sur toile 162 x 130 cm d'une valeur de 7 500 € (sept mille cinq cent euros).

ARTICLE 2 : Ces deux œuvres seront conservées au sein des collections du Musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243480017-20190101-35440-ACI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0045EA
- Travaux de désembaclement des cours
d'eaux - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux de désembaclement des cours d'eau sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché public à procédure adaptée pour une durée de 1 an à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- qu'après analyse, l'entreprise SERPE sise 130 allée du mistral - ZA La Cigalière IV - 84250 LE THOR présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

58.
OF

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché à l'entreprise SERPE sise 130 allée du mistral - ZA La Cigalière IV - 84250 LE THOR pour un montant total des commandes du marché compris entre un minimum et un maximum définis comme suit : minimum égal à 0 €, maximum égal à 89 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an à compter de la notification du marché. Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le
21 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

04.24340001A-20190101-87631-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de
l'association des amis du musée Fabre
d'une œuvre de Vincent Bioulès, " La
Tourette II ",
huile sur toile, 130 x 162 cm**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que L'Association des Amis du musée Fabre, représentée par Monsieur Edouard Aujaleu, Président, domiciliée au 2 bis, rue Montpellieret 34000 Montpellier, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Vincent Bioulès, *La Tourette II*, huile sur toile, 130 x 162 cm d'une valeur de 16 000 € (seize mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de L'Association des Amis du musée Fabre, représentée par Monsieur Edouard Aujaleu, d'une huile sur toile de Vincent Bioulès, *La Tourette II* d'une valeur de 16 000 € (seize mille euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président délégué à la Culture, est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084-24340004 - 20190101 - 89516 - Au -

Acte Certifié exécutoire 02 JUL. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9C0019EP - Travaux d'aménagement
d'une liaison "modes doux" rue Paul
Rimbaud, entre la rue de l'Oasis et la rue
des Avelaniers à Montpellier - Attribution
du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le code de la commande publique,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°14772 en date du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine de « Voirie et Espace Public ; Mixité dans le parc de logement social public »,
- Vu la décision n°2018-366 relative à l'attribution de l'Accord-Cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

- CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement d'une liaison « modes doux » rue Paul Rimbaud, entre la rue de l'Oasis et la rue des Avelaniers, à Montpellier sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément au Code de la Commande Publique sur le fondement de l'accord cadre n°5023AT17 sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 6 semaines (hors période de préparation) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 70%
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 30%

- qu'après analyse, le groupement d'entreprises GUINTOLI / EHTP / SIORAT sise HAM Vauguières à Mauguio présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de travaux d'aménagement d'une liaison « modes doux » rue Paul Rimbaud, entre la rue de l'Oasis et la rue des Avelaniers, à Montpellier au groupement d'entreprises GUINTOLI / EHTP / SIORAT, pour un montant estimatif de 129 987,40€ HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 6 semaines (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **06 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYER

Publiée le : **06 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

076 24300017-20190101-89579-AU

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **06 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à une donation de la
Fondation d'Entreprise du musée Fabre
d'une huile sur toile d'Octave Tassaert
(1800-1874), "Madeleine expirant"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « culture »,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile d'Octave Tassaert (1800-1874), *Madeleine expirant*, 1857, 73 x 58 cm d'une valeur de 18 000 € (dix-huit mille euros).
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, d'une huile sur toile d'Octave Tassaert (1800-1874), *Madeleine expirant*, 1857, 73 x 58 cm d'une valeur de 18 000 € (dix-huit mille euros).

ARTICLE 2 : Cette huile sur toile sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034. 243400017 - 20190101 - 89621- AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une donation de
Monsieur Jean-Marc Bardou d'une huile
sur toile d'Alexandre HESSE (Paris, 1806 -
id., 1879), Louis XIV signant les
ordonnances constitutives de la Marine
française (esquisse), vers 1854-1855**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que Monsieur Jean-Marc Bardou, domicilié Nouvelle Floride, 34830 Marseillan-Plage propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile, d'Alexandre HESSE (Paris, 1806 – id., 1879), *Louis XIV signant les ordonnances constitutives de la Marine française (esquisse)*, vers 1854-1855, 33 x 18 cm d'une valeur de 2 200 € (deux mille deux cent euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de Monsieur Jean-Marc Bardou d'une huile sur toile d'Alexandre HESSE (Paris, 1806 – id., 1879), *Louis XIV signant les ordonnances constitutives de la Marine française (esquisse)*, vers 1854-1855, 33 x 18 cm d'une valeur de 2 200 € (deux mille deux cent euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le

02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

024-24400011-20190101-8963-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M9D0026AT - Travaux
d'aménagement de l'avenue Roger
Salengro et du terrain annexe - Commune
de Castelnau-le-Lez - autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance N°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n° MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre multi-attributaires n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de l'avenue Roger Salengro et du terrain annexe à Castelnau-le-Lez ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 1 « 3M Est », sous la forme d'un

590 C

marché subséquent, pour une durée maximum de 19 semaines, et décomposé en 2 tranches, à savoir :

- Tranche Ferme : Du Sud de l'avenue Roger Salengro à après le carrefour avec le passage de la Marne
- Tranche Optionnelle n°1 : Du passage de la Marne au croisement avec la rue Jules Ferry

La durée maximum du marché de 19 semaines inclut la période de préparation de 4 semaines pour chaque tranche.

- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique pondérée à 60 % ;
- Prix pondéré à 40 %.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M9D0026AT relatif aux travaux d'aménagement de l'avenue Roger Salengro et du terrain annexe à Castelnau-le-Lez à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE sise JUVIGNAC (34990) pour un montant de 331 633,45 € HT, soit un montant de 239 481,55 € HT pour la Tranche Ferme et 92 151, 90 € HT pour la Tranche Optionnelle n°1. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service pour une durée de 11 semaines et demie. Ce délai ne comprend pas la période de préparation de quatre semaines pour chaque tranche.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 27/06/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Obj. 243400019 - 20190101-89559-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

27/06/2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9B0048EA
- Travaux de gestion de la Ripisylve -
Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Jean-Marc LUSSERT en qualité de Vice-Président ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Marc LUSSERT dans le domaine « Prévention des Risques Majeurs et Gestion des Milieux Aquatiques » ;

CONSIDERANT :

- que les travaux de gestion de la Ripisylve (coupe d'arbres, débroussaillage et évacuation) sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché public à procédure adaptée ;
- que les prestations feront l'objet d'un accord-cadre à bons de commande passé en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-12 à R. 2162-13 du code de la commande publique pour une durée de 1 an à compter de sa notification ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60% ;
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise SERPE sise 130 allée du mistral - ZA La Cigalière IV - 84250 LE THOR présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9B0048EA – Travaux de gestion de la Ripisylve à l'entreprise SERPE sise 130 allée du mistral - ZA La Cigalière IV - 84250 LE THOR pour un montant compris entre un minimum et un maximum définis comme suit : minimum égal à 0 €, maximum égal à 89 000 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an. Les délais d'exécution des prestations seront fixés dans chaque bon de commande.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président Délégué
Jean-Marc LUSSET



Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Obl. de l'Etat - 20190101 - 8984 - AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Musée Fabre

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la donation de la
Fondation d'Entreprise du Musée Fabre
d'une œuvre de Salvator Rosa (Naples,
1615 - Rome, 1673) - Paysage côtier avec
des épaves et des ruines**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

CONSIDERANT :

- que la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponceillé, Président-Directeur Général Oc Santé, Centre Médical Odysseum, 194 avenue Nina Simone, CS 19537, 34960 Montpellier Cedex 2, propose de donner à titre gracieux à Montpellier Méditerranée Métropole une huile sur toile de Salvator Rosa (Naples, 1615 - Rome, 1673), *Paysage côtier avec des épaves et des ruines*, 73,8 x 163,5 cm, d'une valeur de 127 300 € (cent vingt-sept mille trois cent euros),
- qu'il y a lieu d'enrichir les collections du musée Fabre.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole accepte le don à titre gracieux de la Fondation d'Entreprise du musée Fabre, représentée par Monsieur Max Ponseillé, d'une huile sur toile de Salvator Rosa (Naples, 1615 - Rome, 1673), *Paysage côtier avec des épaves et des ruines* 73,8 x 163,5 cm d'une valeur de 127 300 € (cent vingt-sept mille trois cent euros).

ARTICLE 2 : Cette oeuvre sera conservée au sein des collections du musée Fabre.

ARTICLE 3 : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président est autorisé à signer tout contrat découlant de la donation visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le , 02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-242400017-20190101-89749-AM.

Acte Certifié exécutoire 02 JUL. 2019

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1901744-4 TA - Véronique DARNAULT"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire, en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1901744-4 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 5 avril 2019 par Véronique DARNAULT tendant à obtenir indemnisation suite à une chute dont elle a été victime le 10 février 2017 sur un trottoir de la Ville de Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°1901744-4 le 5 avril 2019 par Madame Véronique DARNAULT.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la Société « Abeille Associés Avocats ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

04 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 04 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

086-2430017-20190101-89842-AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature du GIE-SERM-SA3M dans le
VEAS Hannibal à Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique, de l'enseignement supérieur, de la recherche et l'innovation, de la French Tech, de l'artisanat, de la planification urbaine (SCoT, PLUi)
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le VEAS Hannibal à Cournonsec : le GIE-SERM-SA3M, représenté par son Directeur Financier et des Moyens Généraux, Monsieur Jonathan DOMERGUE, est candidat au renouvellement de son bail pour le lot A07 représentant 112,74 m², pour une durée de 36 mois. La location de cet atelier est destinée à du stockage.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature du GIE-SERM-SA3M ci-dessus mentionné est agréée.

ARTICLE 2 : Madame la Vice-Présidente de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée au Développement économique, à l'enseignement supérieur, à la recherche et à l'innovation, à la French Tech et à l'artisanat est autorisée à signer la convention de sous occupation ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le , 02 JUIL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-242400017-20190101-89953-AU.

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de la
parcelle ZB 429 Chemin des Crouzettes
Commune de Montaud**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,
- Vu l'accord de la SARL DELMASIMMO en date 28 mai 2019, pour céder à Montpellier Méditerranée Métropole la parcelle ZB 429 en nature de voirie, située sur la commune de Montaud,
- CONSIDERANT qu'il convient de régulariser la propriété foncière de cette parcelle intégrée à la voirie, située chemin des Crouzettes à Montaud,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de la SARL DELMASIMMO la parcelle ZB 429 d'une superficie de 350 m² située chemin des Crouzettes sur la commune de Montaud, en vue de son intégration au domaine public métropolitain.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie à l'euro symbolique avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien vendu, à savoir une emprise déjà intégrée dans la voirie.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte authentique aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034. 243400017 - 20190101 - 83943 - AN

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 20 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service de coordination des politiques de gestion et d'exploitation du patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M8C0004EP
de support et maintenance de la suite
applicative SMARTGEO - Attribution du
marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés » ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité dans le parc de logement social public ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de prévoir le support et la maintenance de la suite applicative SMARTGEO dont la société GISMARTWARE détient l'exclusivité ;

- qu'une procédure négociée sans mise en concurrence a été lancée conformément à l'article 30-I.3 du décret sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de 1 an renouvelable 3 fois 1 an ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique – 60%
 - ° Prix des prestations au regard du prix global et forfaitaire et du montant du détail quantitatif estimatif – 40%
- qu'après analyse, l'entreprise GISMARTWARE sise 314 allée des Noisetiers à Limonest présente une offre économiquement avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de support et maintenance de la suite applicative SMARTGEO à l'entreprise GISMARTWARE, pour un montant de décomposition du prix global et forfaitaire de 15 200 € HT et pour un montant annuel maximum de 30 000 € HT pour la partie à bons de commande.

Le marché prend effet à compter de la notification. Sa durée est d'un an renouvelable 3 fois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUIL. 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **02 JUIL. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340007-20190101-89978-AU-14

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

02 JUIL. 2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au dépôt et à l'octroi
d'autorisations d'urbanisme
Parcelles AR n° 142, 172, 173
1850 avenue de l'Europe
Commune de Castelnau-le-Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;
- Vu l'avis d'appel à projet lancé en mars 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de promoteurs en vue de la vente des parcelles cadastrées section AR n° 142, 172 et 173, situées 1850 avenue de l'Europe à CASTELNAU-LE-LEZ, pour la réalisation d'un programme immobilier ;
- Vu la lettre de préférence en date du 20 avril 2017 adressée par Montpellier Méditerranée Métropole à SOGERIM - 82 avenue du Maréchal de Saxe – Lyon, retenant l'offre d'achat de ladite société ;
- CONSIDERANT la nécessité pour la société SOGERIM de déposer un permis de construire le plus tôt possible pour la réalisation du projet envisagé sur la propriété de Montpellier Méditerranée Métropole;

29
Cf

DECIDE

- **ARTICLE 1 :** La société SOGERIM est autorisée à déposer et se voir octroyer toutes autorisations d'urbanisme nécessaires sur les parcelles cadastrées section AR n° 142, 172 et 173, situées 1850 avenue de l'Europe à CASTELNAU-LE-LEZ, appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, préalablement à la réitération par acte authentique de la vente du foncier en question.
- **ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2019**

Monsieur le Président
Philippe AUREL



Publiée le : 20 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 24340017 - 20190101 - 90064- ALI

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché
n°M8D5258EA - Travaux ponctuels de
réfection des fontaines de la ville de
Montpellier - Attribution

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans le domaine « Voirie et espace public, mixité dans le parc de logement social public notamment l'élaboration du plan partenarial de la gestion de la demande et d'information des demandeurs » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux ponctuels de réfection des fontaines de la ville de Montpellier sont nécessaires ;

- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sous la forme d'un accord-cadre passé en procédure adaptée suivant les dispositions de l'article 78 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres pour une durée de 1 an à compter l'ordre de service de démarrage reconductible 3 ans dans les conditions visées au CCAP ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
- Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%,

- qu'après analyse, l'entreprise VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 MONTPELLIER Cedex 2 présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n° M8D5258EA - Travaux ponctuels de réfection des fontaines de la ville de Montpellier à l'entreprise VEOLIA EAU sise 765 rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 MONTPELLIER Cedex 2 pour un montant annuel maximum de 30 000 € HT.
Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 1 an reconductible 3 ans dans les conditions visées au CCAP.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034- 243400017- 20190101- 90102-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au retrait de la délégation
du Droit de Préemption Urbain (DPU) à la
commune de Montpellier à l'occasion de
l'aliénation des lots 1021 et 1046 de la
Résidence Font Del Rey II 450 VC le
Grand Mail Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération n° 12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.213-3 du Code de l'urbanisme,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du Droit de Préemption Urbain (DPU) accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice de compétence de la Métropole,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du Droit de Préemption Urbain et du Droit de Préemption Urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la déclaration d'intention d'aliéner envoyée par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 23 mai 2019, concernant la vente par la SCI LE GRAND MAIL représentée par Monsieur Michel FAKHOURY, de deux appartements constituant les lots 1021 et 1046 de la copropriété Font del Rey II 450 le Grand Mail, cadastrée section LR n°292 et 296, au prix de 186 000 €,

- **CONSIDERANT** qu'afin de permettre la réalisation d'un projet de rénovation urbaine sur ce secteur dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Mosson (PNRU 2 Mosson), opération relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il y a lieu de retirer le droit de préemption urbain délégué à la Commune de Montpellier, à l'occasion du dépôt de cette déclaration d'intention d'aliéner.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La délégation du Droit de Préemption Urbain sur les parcelles LR 292 et 296 est retirée à la Ville de Montpellier à l'occasion de l'aliénation de la propriété de la SCI LE GRAND MAIL, deux appartements, lots 1021 et 1046 de la copropriété Font del Rey II 450 le Grand Mail à Montpellier.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **20 JUIN 2019**

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : **20 JUIN 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340007-201906-2019-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : **20 JUIN 2019**

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la cession à titre
gracieux des droits patrimoniaux des
auteurs des photographies proposées par
les participants au concours de
photographies sur le thème de l'animal
dans le décor urbain de Montpellier et du
territoire de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER, en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil au Président, notamment celle d'accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la « Culture »,

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole a organisé un concours de photographies sur le thème de l'animal dans le décor urbain de Montpellier et du territoire de la Métropole,
- que ce concours a recueilli 51 photographies,
- que seules 38 d'entre elles, conformes au règlement, ont été admises à concourir et qu'elles ont été réalisées par les participants et sur les sites suivants :
 - o Thierry Arcaix, 1 photographie, rue du Terral à Montpellier

- o Christian Arnaud, 1 photographie, place de la Comédie à Montpellier
- o Renée Baissette, 1 photographie, rue des Aires à Saussan
- o Dolores Benitez, 1 photographie, dans l'Ecusson à Montpellier
- o Pierre-Joan Bernard, 1 photographie, place de la Canourgue, à Montpellier
- o Arnaud Blondel, 1 photographie, rue du Cheval-vert à Montpellier
- o Nathalie Brengues, 1 photographie, rue Saint-Guilhem à Montpellier
- o Lina Brochado, 1 photographie, station de tramway Du Guesclin à Montpellier
- o Maguy Cabrol, 1 photographie, rue de Candolle à Montpellier
- o Jean-Michel Ceas, 1 photographie, rue Roucher à Montpellier
- o Mickaël Chapelle, 1 photographie, route de Montpellier à Grabels
- o Yannick Cocheril, 1 photographie, boulevard de l'Observatoire à Montpellier
- o Anne-Marie Coste, 1 photographie, cathédrale Saint-Pierre à Montpellier
- o Jérémie Dargaud, 1 photographie, place d'Aguesseau à Montpellier
- o Christine Delwasse, 1 photographie, rue Henri-Becquerel à Montpellier
- o Hélène Dumarcel, 1 photographie, rue du Cygne à Montpellier
- o Jean-Marie Euziere, 1 photographie, Rue Rogier-de-Mirepoix à Montpellier
- o Patrick Gavalda, 1 photographie, rue de Candolle à Montpellier
- o Patrice Guionnet, 1 photographie, rue de la Vieille-intendance à Montpellier
- o Hélène Kaszas, 1 photographie, rue du Petit-palais à Montpellier
- o Ourida Khaled Khodja, 1 photographie, boulevard de l'Observatoire à Montpellier
- o Pascal Larquemin, 1 photographie, rue de l'Ancien-courrier à Montpellier
- o Pascal Laurent, 1 photographie, rue Saint-Guilhem à Montpellier
- o Tina Lehmann, 1 photographie, rue Saint-Guilhem à Montpellier
- o Pierre Lirou, 1 photographie, rue de Candolle à Montpellier
- o Cindy Loyau, 1 photographie, centre-ville de Montpellier
- o Jacques Montagne, 1 photographie, boulevard Pasteur à Montpellier
- o Lola Palenque, 1 photographie, rue de la Fontaine à Montpellier
- o Sandrine Parisot, 1 photographie, avenue Raymond-Dugrand à Montpellier
- o Nathalie Pernot, 1 photographie, université Richter à Montpellier
- o Clément Pernot, 1 photographie, université Richter à Montpellier
- o Nathalie Perris, 1 photographie, quartier Antigone à Montpellier
- o Sandra Rambeau, 1 photographie, avenue des Droits-de-l'Homme à Montpellier
- o Ariane Ribier, 1 photographie, rue de la Cantarelle à Prades-le-Lez
- o Sara Rosenstiehl, 1 photographie, rue Franceze-de-Cezelli à Montpellier
- o Michel Rousseau, rue Rey à Montpellier
- o Jérôme Satger, 1 photographie, parc Clemenceau à Montpellier
- o Bernard Sauret, 1 photographie, rue Gouan à Montpellier,

- que ces photographies présentent un intérêt patrimonial pour la Ville et la Métropole de Montpellier

- que l'article 7 du règlement du jeu précise que les participants cèdent à Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre non commercial des activités du service, les droits d'exploitation sur les photographies ainsi que leur reproduction, leur diffusion et leur réutilisation.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'accepter la cession à titre gratuit de ces 38 photographies libres de droits.

ARTICLE 2 : De confier ces photographies au service des Archives de la Ville de Montpellier et de la Métropole pour assurer leur conservation, leur communication et leur valorisation.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

05 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAKREL

Publiée le : 05 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-24 800 17- 20190101 - 90149 AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 05 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M9D0050AT "travaux
d'aménagement du piétonnier Petit
Paradis" à VENDARGUES**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans le domaine de la « Voirie et l'Espace public, et à la Mixité dans le parc de logement social public » ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre multi-attributaires n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement du piétonnier Petit-Paradis sont nécessaires sur la commune de Vendargues ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois, période de préparation de 1 mois non comprise ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Valeur technique pondérée à 60 %.
- Prix pondéré à 40 % ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0050AT relatif aux travaux d'aménagement du piétonnier Petit-Paradis sur la commune de Vendargues à la Société COLAS Midi Méditerranée sise à Saint Jean de Védas (34740) pour un montant estimatif de 186 956,00 euros HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 4 mois maximum non comprise la période de préparation de 1 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27/06/2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 27/06/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036 263400017 - 209001 - 20163-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 27/06/2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Sports
Service Ressources Sports

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention
d'occupation temporaire du domaine
public conclue avec la Ville de Montpellier
portant sur un terrain en friche situé à
proximité du terrain de rugby du Stade de
la Mosson "Mondial 98"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions Sportives »,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- CONSIDÉRANT :
 - que Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la mise à disposition temporaire d'un terrain en friche situé à proximité du terrain de rugby de la Mosson, sis avenue de Heidelberg, à Montpellier (34080),
 - que le projet d'aménagement du Stade de la Mosson, présenté par le Comité Local d'Organisation de la Coupe du monde féminine de football à la préfecture, prévoit des stationnements des forces de police mobilisées pour la sécurisation des matchs dans un périmètre dédié à l'écart des visiteurs,

- que Montpellier Méditerranée Métropole procédera à l'aménagement d'un parking et à l'entretien de cette zone dédiée au stationnement des forces de police,

- que la Ville de Montpellier, propriétaire de ce terrain en friche, accepte de mettre à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole le terrain à titre gratuit, et continuera à utiliser cette zone aménagée en parking en dehors des périodes d'occupation nécessaires à Montpellier Méditerranée Métropole,

D É C I D E

ARTICLE 1 : Une convention pour la mise à disposition temporaire du terrain en friche situé à proximité du terrain de rugby de la Mosson est conclue avec la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette mise à disposition est consentie à titre gratuit, pour une durée courant jusqu'au 31 décembre 2025.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 06 JUIN 2019

Monsieur le Président,
Philippe SAUREL



Publiée le : 06 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2430007-201906-90245-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété HNIBIZA -
Parcelle LR 292 et 296 lots 1094 et 1115
Résidence Font Del Rey II 450 le Grand
Mail - Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales,
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaine, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU la délibération du Conseil de Métropole n°13814 du 26 mai 2016 définissant l'intérêt métropolitain relative à la compétence définition, création et réalisation des opérations d'aménagement,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION,
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006,
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur les zones U et AU du PLU de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé sur Montpellier,
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole,
- VU la déclaration d'intention d'aliéner en date du 9 avril 2019, envoyée par Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, reçue en Mairie de Montpellier le 10 avril 2019, concernant la vente par Monsieur Hamid HNIBIZA, de deux appartements de type F2 loués, constituant les lots 1094 et 1115 de la copropriété Font del Rey II 450 le Grand Mail, cadastrée section LR n° 292 et 296, au prix de 124.000 €,
- VU la décision n° MD2019-483 relative au retrait de la délégation du droit de préemption urbain à la Commune de Montpellier à l'occasion de l'aliénation des lots 1094 et 1115 de la Résidence Font del Rey II 450 VC le Grand Mail,
- VU le constat dressé le 5 juin 2019 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de Montpellier Méditerranée Métropole conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'avis conforme de France Domaine.
- **CONSIDERANT** que les opérations d'aménagement de renouvellement urbain, objet d'une contractualisation avec l'ANRU sont d'intérêt métropolitain au sens de la délibération du Conseil de Métropole n° 13814 du 26 mai 2016,
- **CONSIDERANT** que ces deux appartements se situent dans la copropriété Font Del Rey, au cœur du quartier prioritaire de la Mosson, retenu par l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).
- **CONSIDERANT** que dans le cadre du protocole de préfiguration signé le 16 décembre 2016 avec l'ANRU, le secteur dit du « Grand Mail » dans lequel se situe la résidence Font Del Rey a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques, et qu'à la suite dudit protocole, par délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018, les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson ont été définis.
- **CONSIDERANT** que dans ce contexte, l'acquisition de la propriété de Monsieur HNIBIZA est nécessaire en vue de la réalisation du projet de renouvellement urbain à venir. Ce projet est conforme aux articles L.210-1 et L.300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par voie de préemption, des deux appartements constituant les lots 1094 et 1115 de la copropriété Font del Rey II 450 le Grand Mail à Montpellier, cadastrée section LR n° 292 et 296, auprès de Monsieur Hamid HNIBIZAZ, domicilié 11 bis rue de la Vaugely, à TEYRAN (34820).

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition du bien est fixé à 53 723 €, les frais d'acquisition en sus étant à la charge de l'acquéreur.

ARTICLE 3 : Dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-90514-A4-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°5023A03 de travaux VRD pour la liaison
du PUP Jardin d'Hélios vers le Carrefour
des Devèzes - Commune de Cournonterral
- Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés » ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, dans les domaines de la « voirie et l'espace public, et à la mixité dans le parc de logement social public » ;
- VU la décision n°MD2018-1003 attribuant le marché n°5023A03 relatif aux travaux VRD pour la liaison du PUP Jardin d'Hélios vers le Carrefour des Devèzes sur la commune de Cournonterral à l'entreprise Eurovia sise à Juvignac (34990) pour un montant estimatif de 168 464,51 € HT et pour une durée de 2 mois période de préparation comprise.

CONSIDERANT :

- que des aléas sont apparus pour mener les travaux à leur terme, et donc entraîné des travaux en plus-value et en moins-value.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché n°5023A03 avec l'entreprise Eurovia, avenant n°1 d'un montant de 15 630,54 € HT portant le nouveau montant du marché à 184 095,05 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 27/06/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 00017 - 00190101 - 90870 - CC -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

27/06/2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 à la
convention d'autorisation d'occupation du
domaine public concernant l'espace
librairie du musée Fabre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- Vu la convention d'occupation du domaine public conclue avec la société Sauramps Comédie à l'issue d'une procédure de mise en concurrence, signée en date du 28 mai 2018 en vertu de la délibération du conseil métropolitain n°M2018-186 du 3 mai 2018, et concernant l'espace librairie du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole ;

CONSIDERANT :

- que pour des besoins d'organisation interne, la société Groupe Sauramps, présidente et actionnaire unique de la société Sauramps Comédie, a décidé de procéder à un transfert universel de patrimoine de la société Sauramps Comédie, par décision en date à Montpellier du 17 mai 2019, enregistrée au service des impôts le 17 mai 2019 et publiée dans un journal d'annonces légales le 28 mai 2019, de telle sorte qu'à compter du 1er juillet 2019, la société Groupe Sauramps devienne titulaire de la présente convention d'occupation du domaine public et se trouve en conséquence substituée dans tous les droits et obligations détenus par la société Sauramps Comédie à effet de cette même date.

- que ce transfert universel de patrimoine nécessite la conclusion d'un avenant à la convention d'occupation de l'espace librairie du musée Fabre susmentionnée, afin de prendre acte de la substitution de société titulaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative à l'espace librairie du musée Fabre est conclu avec les sociétés Sauramps Comédie et Groupe Sauramps.

ARTICLE 2 : Cet avenant prend acte du transfert universel de patrimoine entre la société Sauramps Comédie et la société Groupe Sauramps, cette dernière se substituant à Sauramps Comédie en tant que titulaire de la convention initiale.

ARTICLE 3 : Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2019.

ARTICLE 4 : Toutes les clauses de la convention initiale non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2434 0004 - 20190601-90718-cc

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester en justice "Procédure
d'expulsion TGI - Gens du voyage -
Intersections rue Montels-Eglise et rue du
Mas Saint-Pierre, rue Montels-Eglise et
rue Simone Signoret"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU l'occupation illicite par un groupe de gens du voyage de la voirie routière et ses annexes situées aux intersections rue Montels-Eglise et rue du Mas Saint-Pierre, rue Montels-Eglise et rue Simone Signoret sises à Montpellier,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal de Grande Instance de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant illicitement la voirie routière et ses annexes situées rue Montels-Eglise et rue du Mas Saint-Pierre, rue Montels-Eglise et rue Simone Signoret sises à Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'Avocats « PARME AVOCATS ».

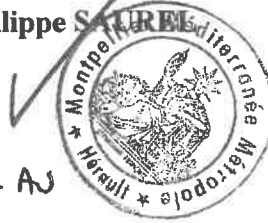
ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

07 JUIN 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 07 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 - 24340017 - 2019 01 01 - 90712 - AJ

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 07 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CP



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de sous-
location de bail emphytéotique entre
Montpellier Méditerranée Métropole et la
Ville de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président ;
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture » ;
- CONSIDERANT :
 - que dans le cadre de sa compétence dans le domaine de la Culture, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pouvoir disposer de locaux adaptés aux activités du Théâtre des 13 vents afin de les mettre à disposition de ce dernier et ainsi permettre la poursuite et le développement de ces activités,
 - que la Ville de Montpellier dispose de ce type de locaux et a répondu favorablement à la sollicitation de Montpellier Méditerranée Métropole,
 - que les locaux en question font l'objet d'un bail emphytéotique entre la Fondation Bouisson Bertrand, en qualité de propriétaire, et la Ville de Montpellier, et que leur mise à disposition au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole nécessite la conclusion d'une convention de sous-location de bail emphytéotique avec la Ville de Montpellier,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de sous-location de bail emphytéotique est conclue avec la Ville de Montpellier.

ARTICLE 2 : Cette convention concerne les locaux suivants, d'une superficie totale de 646 m², situés sur le domaine de Grammont, à Montpellier, sur la parcelle cadastrée RL1 : l'ancienne infirmerie (rez-de-chaussée et 1^{er} étage), 254 m² ; les anciennes écuries et annexes dénommées Bureaux Antoine Vitez, 392 m².

ARTICLE 3 : La convention entrera en vigueur à compter de la date de sa signature, et pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 4 : La mise à disposition des locaux objets de la présente convention est consentie et acceptée en contrepartie du versement par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier d'une redevance d'un montant annuel de 14 212 €, révisable tous les trois ans en fonction de l'indice du coût de la construction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 11 JUIN 2019.

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 11 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24840007-20190101-90962-CC-H-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

11 JUIN 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'agrément de
candidature de la société SERVICE
MAINTENANCE ÉNERGIES (SME) dans
les Ateliers Relais du Millénaire à
Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDÉRANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans Les Ateliers Relais du Millénaire à Montpellier : la société SERVICE MAINTENANCE ENERGIES (SME), représentée par Monsieur Christophe GINES est une SAS dont l'activité est la maintenance et l'installation de courants forts/faibles et génie climatique. Locataire du lot M2 de 199 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une durée de 12 mois. L'entreprise projette un effectif de 25 personnes dans 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SERVICE MAINTENANCE ENERGIES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

036-243400019 - 20190101 - 90890-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Ressources Informatiques
Service Gestion Administrative et Financière (DRI)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un marché
n°G8D5226RI18 d'achat de logiciels de
bureautique - Attribution - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique, enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech, artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) » ;

CONSIDERANT

- qu'afin de rationaliser leurs achats et de créer des économies d'échelle, Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Jacou, Le Crès, et Restinclières ont décidé de constituer un groupement de commandes conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relatif aux marchés publics pour « l'achat de logiciels de bureautique » ;
- que la décision MD2018-563 a autorisé la constitution de ce groupement de commandes ;

- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions des articles 25-I.1° et 67 et 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et en application de l'article 78 du décret concernant les accords-cadres, sous la forme d'un marché à bons de commandes sans minimum ni maximum et un opérateur économique, pour une durée de 1 an reconductible 3 fois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif, pondération 60%,
- ° Valeur technique au regard du mémoire technique, pondération 40% ;

- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 19 mars 2019 a classé les offres et choisi l'entreprise SCC SA, 96 rue des Trois Fontanot, 92744 NANTERRE Cedex présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°G8D5226RI18 d'achat de logiciels de bureautique à l'entreprise SCC SA, sise à NANTERRE Cedex, pour un montant sans minimum ni maximum. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 1 an reconductible 3 fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée, pour les prestations concernant Montpellier Méditerranée Métropole sur le budget de la Métropole, chapitres 900 et 903 sur le plan 01, et chapitre 011 sur la plan 03.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 JUIN 2019

Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARIO



Publiée le : 27/06/2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190610-90896-AU -
Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

27/06/2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°1 au
marché 4686EA17 - Lutte contre les
inondations - Le Verdanson aval -
Aménagement du Pont des Pradiers**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean Marc LUSSERT dans le domaine « prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques » ;
- VU la décision D2017-868 du 20 octobre 2017 attribuant le marché 4686EA17 – Lutte contre les inondations – Le Verdanson aval – Aménagement du pont des Pradiers à l'entreprise BERTHOULY TRAVAUX PUBLICS sise Espace d'activité la Barthe – Bâtiment 5 – chemin de la Barthe 34660 Cournonterral pour un montant de 628 464 euros HT et pour une durée de 5 mois ;

CONSIDERANT :

- que le déroulement du chantier se situait dans un environnement urbain très contraint,
- que dans l'exécution des travaux de nombreux aléas de chantier sont apparus, l'avancement du chantier a été fortement ralenti et des prestations supplémentaires, non prévues au marché initial ont été rendues nécessaires ;
- que la commission d'appel d'offres dans sa séance du 28 mai 2019 a émis un avis préalable favorable à la passation de cet avenant;

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché 4686EA17 – Lutte contre les inondations – Le Verdanson aval – Aménagement du pont des Pradiers avec l'entreprise BERTHOULY TRAVAUX PUBLICS sise Espace d'activité la Barthe – Bâtiment 5 – chemin de la Barthe 34660 Cournonterral, avenant n°1 d'un montant de 157 234,30 Euros HT, portant le nouveau montant du marché à 785 698,30 Euros HT.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 907.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Jean-Marc LUSSERT



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101-90941-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Service Unité BIC-Création Entreprise Innovantes

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à un avenant à la
convention d'occupation du domaine
public passée avec l'entreprise SILKAN
pour une réduction puis une restitution de
la surface de ses locaux au sein du
bâtiment MIBI**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- Vu les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°2018-694 du 21 décembre 2018 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables en 2019 au sein du bâtiment MIBI,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Chantal MARION dans les domaines du « Développement économique ; Enseignement supérieur ; Recherche et Innovation ; French Tech et Artisanat ; Planification urbaine (SCoT, PLUi), l'urbanisme, aménagement et renouvellement urbain opérationnels, la rénovation urbaine dont l'ANRU, l'habitat, le droit des sols, les acquisitions et ventes foncières liées aux espaces publics affectés à tout mode de déplacement et leurs

accessoires, les acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du Code de l'urbanisme »,

- Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 1^{er} septembre 2014 prorogée par avenant en date du 1^{er} septembre 2017 et modifiée par avenant en date du 1^{er} janvier 2018 conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SILKAN pour l'occupation de locaux au sein du bâtiment MIBI,

CONSIDERANT :

- que l'entreprise SILKAN a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour une réduction de la surface de ses locaux au sein du bâtiment MIBI à compter du 1^{er} juillet 2019,

- que l'entreprise SILKAN a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole pour un départ anticipé et une libération définitive de ses locaux au sein du bâtiment MIBI à compter du 1^{er} août 2019,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Un avenant à la convention d'occupation du domaine public est conclu entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'entreprise SILKAN pour la restitution des modules B1.3 et B1.4 d'une surface de 43,00 m² situés au 1^{er} étage du bâtiment MIBI. La surface occupée par l'entreprise SILKAN passe de 57,70 m² à 14,70 m².

ARTICLE 2 : A compter de sa date de notification, la durée d'occupation de cette nouvelle surface est consentie jusqu'au 31 juillet 2019.

ARTICLE 3 : La redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par l'entreprise SILKAN pour cette nouvelle surface de 14,70 m² qu'elle occupe dans le bâtiment MIBI s'élève à 202,71 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°2018-694 du Conseil de Métropole en date du 21 décembre 2018.

ARTICLE 4 : La recette résultant de la présente décision est inscrite au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936.

ARTICLE 5 : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente déléguée, est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUIL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUIL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

OBJ-243400017-20190101-91232-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUIL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Territoriale

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature du marché
subséquent n°M9C0026AT portant sur les
travaux d'aménagement de la rue des
Crouzettes - Commune de Montaud -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération n°14772 du 5 juillet 2017, relative à l'élection de Monsieur Thierry BREYSSE en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE dans les domaines de la « voirie et de l'espace public et la mixité dans le parc de logement social public » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux sont nécessaires pour l'aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n° 5023AT17 – Lot 3 « 3M Est », sous la forme d'un marché subséquent, pour une durée de 2 mois et 3 semaines comprenant une période de préparation de 3 semaines ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix pondéré à 60 % ;
 - Valeur technique pondérée à 40 %.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9C0026AT relatif aux travaux d'aménagement de la rue des Crouzettes à Montaud à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE sise VENDARGUES (34740) pour un montant de 142 294,16 € HT. Le marché prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Sa durée est de 2 mois et 3 semaines, période de préparation de 3 semaines incluse.

ARTICLE 2 : Dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **27 JUIN 2019**

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE



Publiée le : **27/06/2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034 2434 0019 - 209001-31086-01

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **27/06/2019**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'un
contrat de location entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la société
Sweetair France - Ateliers éco-artisans rue
de Font Froide à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de chose pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose soit prise ou donnée à bail ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques, Protocole » ;

CONSIDERANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'ateliers Eco-artisans disponible à la location pour des entreprises artisanales spécialisées dans l'écoconstruction, l'éco-rénovation mais aussi les énergies propres et les énergies renouvelables ;

- que la société Sweetair France recherche des locaux afin d'exercer son activité qui porte sur la commercialisation, l'installations et maintenances de tous appareils de chauffage et système se rapportant aux énergies nouvelles, au développement durable, aux économies d'énergie dans le domaine thermique, photovoltaïque et éolien et désamiantage sous toutes ses formes ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole signe un contrat de location avec la société Sweetair France dont le siège social est situé 305 route de Grenoble, 38430 Saint-Jean-de-Moirans.

ARTICLE 2 : La location concerne des locaux dont Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire, d'une surface d'environ 80,38 m², identifiés Lot 2 et situés au 391 rue de Font Froide, 34 090 Montpellier.

ARTICLE 3 : Le contrat est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa signature. Il est renouvelable une fois de façon expresse pour la même durée.

ARTICLE 4 : La location est consentie pour un loyer annuel de 5 224,70 euros HT. Avec la TVA au taux de 20% en vigueur en sus, le loyer annuel est de 6 269,64 euros hors charges et hors taxe locale.

ARTICLE 5 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le bail visé à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SARRIEU



Publiée le : 01 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

084. 24340017 - 20190101-9851-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un avenant numéro 1 au
marché n° 5201DC18 de maintenance et
entretien du système de sprinklers de
l'Opéra Comédie

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- Vu la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- Vu la délibération du Conseil n°12200 en date du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Bernard Travier dans le domaine « Culture »,
- Vu la décision MD2018-1089 attribuant le marché de maintenance et entretien du système de sprinklers de l'Opéra Comédie à l'entreprise AAI – rue J. Perrin – Aix en Provence, pour un montant de pour un montant maximum annuel de 20.000 € HT dont 2 210 € annuel pour la DPGF et pour une durée de 1 an reconductible 3 fois,

61

CONSIDERANT :

- Que le montant maximum de 20 000 € HT s'avère insuffisant en raison de réparations imprévues et non usuelles ;

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant au marché de maintenance et entretien du système de sprinklers de l'Opéra Comédie avec l'entreprise AAI – rue J. Perrin – Aix en Provence, avenant n°1 d'un montant de 9.900 euros HT portant le nouveau montant du marché à 29 900 euros HT pour la première année (les autres années demeurant inchangées).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 JUIN 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Bernard TRAVIER

Publiée le : 21 JUIN 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

064-263400017-20190619-210619-CC

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21 JUIN 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public
Service Etudes Voiries Urbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
n°M9D0049EP de réaménagement de la
rue Henri René et du Pont de Sète à
Montpellier - Attribution du marché**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux « marchés »,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président Délégué à la Voirie et à l'Espace Public, et à la Mixité du parc de logement social public,
- VU la décision 2018-366 relative à l'attribution de l'accord-cadre n°5023AT17 lot n°2 relatif aux travaux de voirie et route sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole,

CONSIDERANT :

- que des travaux de réaménagement des rues Henri René et du Pont de Sète à Montpellier, ainsi qu'une partie des rues adjacentes (rue du Grand Saint-Jean, rue Frédéric Peyson, Place de Strasbourg) sont nécessaires,

- qu'une procédure a été lancée conformément au code de la commande publique sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 (lot 2) sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 2 mois (hors période de préparation),
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 70%,
 - ° Valeur technique, au regard du mémoire technique : 30%.
- qu'après analyse, il a été conclu que le candidat EUROVIA Languedoc-Roussillon (Agence de Juvignac) sise Route de Lodève à Juvignac a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché n°M9D0049EP pour le réaménagement de la rue Henri René et du Pont de Sète à Montpellier à l'entreprise EUROVIA Languedoc-Roussillon (Agence de Juvignac), pour un montant estimatif de 140 452,00 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 2 mois (hors période de préparation).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Vice-Président délégué
Thierry BREYSSE

Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-24340017-20190101-91203 -AU-11

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision d'ester "Requête n°19MA02403 -
CAA MARSEILLE - Geneviève BARRE"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°19MA0243 déposée le 28 mai 2019 près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame Geneviève BARRE contre le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier du 27 mars 2019 demandant l'annulation du jugement de rejet n°1705515 de modification du PLU de la commune de Saint Georges d'Orques,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Marseille suite au dépôt de la requête n°19MA0243 le 28 mai 2019 par Madame Geneviève BARRE.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés".

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 01 JUIL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

04. 243400014 - 20190101-91215-AU -

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUIL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à un marché
n°M9D0024EA - Allée du Lac -
Renouvellement du réseau d'eaux usées
gravitaire et de refoulement à
Cournonterral

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES dans le domaine « Service Public de l'Eau et de l'Assainissement »,

CONSIDERANT :

- qu'un accord-cadre n°4938EA17 – Travaux de renouvellement, de renforcement ou d'extension des réseaux d'eau potable et d'assainissement des communes du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est conclu,
- que le renouvellement du réseau d'eaux usées gravitaire et de refoulement, allée du Lac, à Courmonterral, est nécessaire,
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres sous la forme d'un marché subséquent, pour un délai d'exécution de 16 semaines comprenant une période de préparation de 28 jours calendaires,
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Valeur technique au regard du mémoire technique : 60%
 - ° Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif : 40%
- que l'entreprise SOLATRAG sise Zone Industrielle - 34302 AGDE Cedex présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché subséquent n° M9D0024EA - Allée du Lac - Renouvellement du réseau d'eaux usées gravitaire et de refoulement à Courmonterral à l'entreprise SOLATRAG sise à AGDE, pour un montant estimatif de 314 929,02 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée d'exécution est de 16 semaines comprenant une période de préparation de 28 jours calendaires.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 23.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le **02 JUL. 2019**

Madame la Vice-Présidente déléguée
Jackie GALABRUN-BOULBES

Publiée le : **02 JUL. 2019**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-21340007-20190101-9516-AU-H

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : **02 JUL. 2019**



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Finances
Service Gestion Comptable**

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Modification de la régie mixte des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, dans sa version consolidée,
- VU les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code général des collectivités territoriales,
- VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- VU les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables, nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole,
- VU la décision n°D2016-223 du 31 mars 2016, du Président de Montpellier Méditerranée Métropole, portant création d'une régie de recettes et d'avances des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage,

- VU l'avis conforme de Madame la Trésorière, en date du 18 juin 2019,

CONSIDERANT : que pour le bon fonctionnement de la régie, il est nécessaire de transformer la régie mixte en régie de recettes, de supprimer les cautions des recettes encaissées et de modifier le montant de l'encaisse autorisée.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision n°D2016-223 du 31 mars 2016 a instauré une régie recettes et d'avances pour la gestion des Terrains Familiaux de Pignan pour l'accueil des gens du voyage.

ARTICLE 2 : Cette régie est transformée en régie de recettes.

ARTICLE 3 : Cette régie est située à l'Hôtel de Montpellier Méditerranée Métropole 50, place Zeus – 34961 Montpellier.

ARTICLE 4 : La régie encaisse les recettes suivantes :

- loyers,
- charges locatives : eau, électricité, entretien des parties communes et des espaces extérieurs.

ARTICLE 5 : Les recettes désignées à l'article 4 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- en espèces,
- par chèques bancaires et assimilés,
- par virement,
- par prélèvement automatique sur compte bancaire.

Elles sont perçues contre remise à l'usager : d'une facture valant quittance, d'une quittance établie par l'ordonnateur pour le recouvrement des droits au constaté.

ARTICLE 6 : Un fonds de caisse d'un montant de CENT EUROS (100,00 €) est mis à disposition du régisseur.

ARTICLE 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à HUIT CENT EUROS (800,00 €).

ARTICLE 8 : Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualités auprès de la Trésorerie Générale.

ARTICLE 9 : L'intervention de mandataire(s) a lieu dans les conditions fixées par son (leur) acte de nomination.

ARTICLE 10 : Le régisseur est tenu de verser à la Trésorerie Municipale le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum autorisé fixé à l'article 7, et au minimum une fois par mois.

ARTICLE 11 : Le régisseur verse auprès l'Ordonnateur la totalité des justificatifs des opérations de recettes tous les mois et obligatoirement :

- au 31 décembre de chaque année,
- en cas de changement de régisseur,
- au terme de la régie.

ARTICLE 12 : Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 13 : Le régisseur ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 14 : Le mandataire suppléant ne percevra pas d'indemnité de responsabilité.

ARTICLE 15 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 01 JUIL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREY



Publiée le : 01 JUIL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

054-24340017-20190101-9152-A4-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUIL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Conservatoire

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une autorisation
d'occupation temporaire du domaine
public au bénéfice de l'Association
Nouveau Sainte Anne**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Vu la délibération du Conseil de Métropole n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- Vu les délégations accordées au Président par le Conseil de Métropole, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de Métropole ainsi qu'autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention,
- Vu l'arrêté portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

CONSIDERANT :

- que dans le cadre du 27^{ème} Festival des Nuits de Sainte Anne, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée par l'Association du Nouveau Sainte Anne pour une mise à disposition des locaux du Conservatoire à Rayonnement Régional.

DECIDE

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole autorise, par convention ci-jointe, l'occupation temporaire par l'Association du Nouveau Sainte Anne de locaux situés au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : Les locaux occupés sont situés au Conservatoire à Rayonnement Régional Montpellier Méditerranée Métropole, Hôtel d'Aurès, 14, rue Eugène Lisbonne, 34000 Montpellier.

ARTICLE 3 : L'occupation est consentie à titre ponctuel et non exclusif pour utiliser la cour intérieure et une salle à usage de vestiaire pour les musiciens intervenant dans le cadre de la manifestation « Les Nuits de Sainte Anne ».

ARTICLE 4 : Compte-tenu de l'intérêt général, l'occupation est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 5 : Monsieur le Vice-Président est autorisé à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté portant délégation de fonction et de signature.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Monsieur le Président
Philippe SAUREL



Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017 - 20190101-91732 - AR

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 02 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Service Téléalarme

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à un avenant n°2 au
marché n°5116PS18 de fourniture de
transmetteurs de téléalarme et
déclencheurs convertibles, compatibles
logiciel MEGALARM V3.1**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret N°2016-360 du 25 mars 2016, article 139, relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Annie YAGUE dans les domaines de « Cohésion sociale, politique de la ville, lutte contre les discriminations, insertion par l'emploi, aires d'accueil des gens du voyage, gestion des temps, accessibilité, autonomie et handicap » ;

- VU la décision n°MD2018-558 du 4 juillet 2018 autorisant la signature du marché 5116PS18 avec la société SOLEM, pour un montant maximum de 75 000 euros HT et pour une durée de 1 ans (montant et durée toutes reconductions confondues ou toutes tranches à notifier comprises) ;

- VU la décision n°MD2019-161 du 4 mars 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre des suppressions des lignes analogiques, il est nécessaire d'acquérir de nouveaux transmetteurs complémentaires hybrides LUNA iP/Rtc apportant des références complémentaires pour remplacer des appareils RTC dont le dispositif de téléalarme est proposé aux abonnés par Montpellier Méditerranée Métropole.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 au marché n°5116PS18 de fourniture de transmetteurs avec l'entreprise SOLEM, sise à 34830 Clapiers.

ARTICLE 2 : Le montant total de cette acquisition (130 Luna iP/Rtc d'un montant total HT de 17 290 €) n'augmentera pas le montant maximum du marché s'élevant à 75 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget 21568 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 901.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 JUL. 2019

Madame la Vice-Présidente

Annie YAGUE

Publiée le : 02 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-91853-CC+1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture : 02 JUL. 2019



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Conseil et Contentieux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision d'ester en justice "Requête
n°1902930-3 TA - BOYON Olivier"**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales,
- Vu la délibération n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- VU la requête n°1902930-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 juin 2019 par Monsieur Olivier BOYON contre le titre de recettes du 8 avril 2019 d'un montant de 5 651,87 euros relatif au versement de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC).
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre Montpellier Méditerranée Métropole,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier à la suite du dépôt de la requête n° 1902930-3 le 7 juin 2019 par Monsieur Olivier Boyon.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « PARME ».

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 920.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

01 JUL. 2019

Monsieur le Président

Philippe SAUREL



Publiée le : 01 JUL. 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-2639947-26999-92308-AU-

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01 JUL. 2019

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3

ARRETES

PARTIE 3 - SOMMAIRE
1- ARRETES REGLEMENTAIRES JUILLET 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGE
MAR2019-0179	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 8 au 14 juillet 2019 inclus et du 29 juillet au 18 août 2019 inclus	575
MAR2019-0180	Suppléance de Monsieur le Président par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué et membre du Bureau, du 2 au 9 août 2019 inclus	577
MAR2019-0181	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues	579
MAR2019-0183	Monsieur Max LEVITA 2ème Vice-président délégué aux Finances	581
MAR2019-0184	Enquête publique unique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fabrègues, sur l'élaboration du zonage pluvial et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) concernant l'église Saint Jacques	584
MAR2019-0187	Madame Stéphanie JANNIN 3ème Vice-Présidente déléguée au Développement durable, à l'Environnement et à la Biodiversité	589
MAR2019-0188	Représentation de Monsieur le Président - Commission d'attribution des logements Erilia les 25 juillet, 27 août et 27 septembre 2019	591
MAR2019-0189	Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	593
MAR2019-0190	Délégation de fonctions - Intérim de direction - Direction de l'Action Territoriale	598
MAR2019-0193	Délégations de signature - Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP)	600
MAR2019-0196	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	605
MAR2019-0202	Département Administration Générale et Finances (DAGF) - Intérim de Mme Juliette BEREGLI, Directrice générale adjointe du 5 au 23 août 2019 inclus	614
MAR2019-0208	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services le 4 août 2019 - Abroge et remplace l'article 3 de l'arrêté n° MAR2019-0179	616



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 8 au 14 juillet 2019 inclus
et du 29 juillet au 18 août 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur général des services ;
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 8 au 14 juillet 2019 inclus et du 29 juillet au 18 août 2019 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : En l'absence de M. Christian FINA, du 8 au 12 juillet 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2 : En l'absence de M. Christian FINA, du 13 au 14 juillet 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Olivier MERLIAUD.

ARTICLE 3 : En l'absence de M. Christian FINA, du 29 juillet au 4 août 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Mme Juliette BEREGLI.

ARTICLE 4 : En l'absence de M. Christian FINA, du 5 au 11 août 2019 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Rémy AILLERET.

ARTICLE 5 : En l'absence de M. Christian FINA, du 12 au 18 août 2019 inclus, les délégations de

signature dont il est attributaire sont accordées à M. Fabrice MANUEL.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 04/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-92854-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 04/07/19

Réception en Préfecture : 04/07/19

Notifié le : 04/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Suppléance de Monsieur le Président
par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI,
Conseiller délégué et membre du Bureau,
du 2 au 9 août 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil,
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué et Membre du Bureau,
- VU l'arrêté donnant délégation de fonction à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI,
- **CONSIDÉRANT** l'absence de Monsieur le Président, Philippe SAUREL, du 2 août à 14 heures au 9 août 2019 inclus,

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller délégué et Membre du Bureau, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président dans la plénitude de ses fonctions du 2 août à 14 heures au 9 août 2019 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 1 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 01/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-92867-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 01/07/19

Réception en Préfecture : 01/07/19

Notifié le : 01/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant mise à jour du Plan Local
d'Urbanisme (PLU) de la Commune de
Baillargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, L.332-11-3, L.332-11-4, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Baillargues approuvé le 06/02/2006, modifié le 18/12/2006, révisé le 05/04/2007, modifié le 27/09/2007, mis à jour le 15/06/2009, mis à jour le 16/06/2009, modifié le 17/12/2009, modifié le 11/05/2010, modifié le 06/09/2010, révisé le 17/11/2011, mis à jour le 30/05/2012, modifié le 12/07/2012, modifié le 26/07/2013, mis à jour le 30/07/2013, mis à jour le 24/11/2014, modifié le 05/03/2015, mis à jour le 28/06/2017, mis en compatibilité le 10/01/2018 ; mis à jour le 03/09/2018, modifié le 23/05/2019 ;
- VU le décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création, à compter du 1^{er} janvier 2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la Charte de Gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le Conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;

- VU la délibération n°M2019-105 du Conseil de Métropole en date du 22 mars 2019 approuvant le périmètre d'un Projet Urbain Partenarial (PUP) sur le secteur dit « Les Lignières » et autorisant la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS CGL Aménagement, pour une opération d'aménagement immobilière composée de 213 logements dont 1/3 de logements sociaux située sur une unité foncière de 39860 m2, constitué par les parcelles cadastrées AW0185, AW0079, AW0081, AW0086, AW0176, AW0177 et AW0178 en partie;

- VU le périmètre de PUP annexé à la convention signée le 13 mai 2019 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAS GGL AMENAGEMENT.

AR R E T E

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Baillargues est mis à jour pour reporter en annexe les périmètres de Projet Urbain Partenarial (PUP) susvisés.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Baillargues (Place du 14 Juillet – 34670 Baillargues) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole (50, place Zeus - 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Baillargues.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Madame le Directeur Général des Services de la Commune de Baillargues sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 juil. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 17/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-94657-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/07/19

Réception en Préfecture : 17/07/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Max LEVITA
2ème Vice-président délégué aux Finances**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°MAR2018-0206 portant délégation de fonction à Monsieur Max LEVITA.

ARTICLE 2 : Monsieur Max LEVITA, 2^{ème} Vice-Président, reçoit délégation de fonction dans les domaines des Finances.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Monsieur Max LEVITA reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Délégation est attribuée à Monsieur Max LEVITA à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- Les admissions en non-valeur,
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Max LEVITA, les délégations prévues à l'article 6 sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Juliette BEREGLI.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA et de Madame Juliette BEREGLI, Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA, de Madame Juliette BEREGLI et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Céline FERRIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Max LEVITA, de Madame Juliette BEREGLI, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Céline FERRIE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 6.

ARTICLE 11 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 09/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-94834-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 09/07/19

Réception en Préfecture : 09/07/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Enquête publique unique portant sur le
projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU)
de la commune de Fabrègues, sur
l'élaboration du zonage pluvial et sur la
création d'un périmètre délimité des
abords (PDA) concernant l'église Saint
Jacques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-11 et suivants ;
- VU le Code du patrimoine et notamment les articles L.621-30 et L.621-31 ;
- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2224-10, R.2224-8, L.5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU le Code de l'environnement, notamment les articles L.123-1 à L.123-18 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23/12/2014 publié au Journal Officiel du 26/12/2014 portant création, à compter du 01/01/2015, de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la communauté d'agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération n°12196 du 15/04/2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération n°12200 du 22/04/2014 relative à l'élection de Mme Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Chantal MARION dans les domaines de Développement économique enseignement supérieur et recherche, innovation, French Tech artisanat, Planification urbaine (SCoT, PLUi) ;
- VU la charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvée par le conseil de Métropole en date du 22/07/2015 ;

- VU la délibération du conseil municipal de la Commune de Fabrègues en date du 26/09/2006 prescrivant la révision de son Plan d'Occupation des Sols (POS) et précisant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation ;
- VU la délibération n°2018/007 du conseil municipal de la commune de Fabrègues en date du 06/03/2018 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à achever la procédure d'élaboration du PLU communal conformément aux dispositions de l'article L.153-9 du Code de l'urbanisme ;
- VU la délibération M2018-103 du Conseil de Métropole en date du 29/03/2018 par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole a opté pour un contenu modernisé du PLU de Fabrègues conformément aux dispositions des R.151-1 à R151-55 du Code de l'Urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1er janvier 2016 ;
- VU la délibération n°2018/024 du conseil municipal de la commune de Fabrègues en date du 17/07/2018 prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- VU la délibération M2018-338 du Conseil de Métropole en date du 19/07/2018 prenant acte de la tenue du débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- VU la délibération n°2019/012 du Conseil municipal de la commune de Fabrègues en date du 19/03/2019 émettant un avis favorable au projet de PLU conformément aux dispositions de la charte de gouvernance du PLU ;
- VU la délibération M2019-097 du Conseil de Métropole en date du 22/03/2019 arrêtant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de PLU de la commune de Fabrègues ;
- VU la notification du projet de PLU arrêté aux personnes publiques associées (PPA) en date du 02/04/2019 ;
- VU la notification du projet de PLU arrêté à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 04/04/2019 ;
- VU le porter à connaissance adressé par M. le Préfet à la Commune de Fabrègues en date du 30/06/2016 concernant le projet de création d'un périmètre délimité des abords, proposé par l'Architecte des Bâtiments de France, concernant l'église « Saint Jacques » inscrite au titre des monuments historiques ;
- VU la délibération n°18/025 du conseil municipal de la Commune de Fabrègues en date du 17/07/2018 émettant un avis favorable au projet de création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la délibération M2019-097 du Conseil de Métropole en date du 22/03/2019 émettant un avis favorable au projet de création du périmètre délimité des abords du monument historique susvisé ;
- VU la notification du projet de zonage pluvial et de son évaluation environnementale, intégrés au projet arrêté de PLU, à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) en date du 04/04/2019 ;
- VU la demande de désignation d'un commissaire enquêteur formulée en date du 16/05/2019 auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en vue de mener l'enquête publique unique relative au projet de PLU de la Commune de Fabrègues, au projet de zonage pluvial intégré au document d'urbanisme et au projet de création d'un périmètre délimité des abords concernant l'église Saint Jacques ;

- VU la décision n° E19000084/34 en date du 21/05/2019 du Président du Tribunal Administratif de Montpellier désignant Mme Claudine-Nelly RIOU en qualité de commissaire enquêteur ;
- VU les pièces du dossier soumis à l'enquête publique unique ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Il est procédé à une enquête publique unique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Fabrègues, sur l'élaboration du zonage pluvial et sur la création d'un périmètre délimité des abords (PDA) concernant l'église Saint Jacques. Cette enquête publique se tiendra du lundi 19 Août 2019 à 9h au vendredi 20 Septembre 2019 à 17h, pour une durée de 33 jours consécutifs.

ARTICLE 2 : Par décision n°E19000084/34 en date du 21/05/2019, Mme Claudine -Nelly RIOU fonctionnaire de la direction des services fiscaux, retraitée, a été désignée en qualité de commissaire enquêteur par le Président du Tribunal Administratif de Montpellier.

ARTICLE 3 : Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur support papier et présenter ses observations et propositions sur les registres ouverts à cet effet :

- à la mairie de Fabrègues (8 Rue Paul Doumer, 34690 Fabrègues), aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 14h à 18h.
- au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, aux heures habituelles d'ouverture, à savoir du lundi au vendredi de 8h à 18h.

Durant toute la durée de l'enquête, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques> et sur le site internet de la Commune de Fabrègues, à l'adresse suivante : <http://www.ville-fabregues.fr>

Durant toute la durée de l'enquête, sauf les jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles, le public pourra consulter le dossier d'enquête publique sur poste informatique au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi de 8h à 18h et à la Mairie de Fabrègues (8 Paul Doumer) du lundi au vendredi de 8h à 18h.

ARTICLE 4 : le public pourra adresser ses observations et propositions écrites à Mme.le commissaire enquêteur durant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête publique, à savoir au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : « Mme le commissaire enquêteur - enquête publique unique - projet de PLU de Fabrègues, élaboration du zonage pluvial et projet de PDA «église Saint Jacques» - Montpellier Méditerranée Métropole-50 place Zeus-CS 39556-34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : fabregues_rg@montpellier3m.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur lors des permanences visées à l'article 5 du présent arrêté, seront consultables au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

Les observations et propositions du public transmises par courrier électronique seront consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>.

ARTICLE 5 : Le commissaire enquêteur désigné se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations et propositions à la Mairie de Fabrègues (8 Rue Paul Doumer, 34690 Fabrègues) :

- le lundi 19 Août 2019 de 9h à 12h ;
- le jeudi 29 août 2019 de 09 à 12h ;
- le vendredi 20 septembre de 14 à 17h

ARTICLE 6 : Conformément aux dispositions de l'article L.104-2 du Code de l'urbanisme, le projet de PLU et le projet de zonage pluvial font chacun l'objet d'une évaluation environnementale. Ces évaluations environnementales ont été transmises pour avis à la mission régionale d'autorité environnementale le 04/04/19. Les avis de l'autorité environnementale sur ces deux évaluations sont joints au dossier d'enquête publique.

ARTICLE 7 : La personne responsable du projet de PLU de la commune de Fabrègues et du projet de zonage pluvial est Montpellier Méditerranée Métropole. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de PLU et le projet de zonage pluvial auprès de la Direction Projet et Planification Territoriale (DiPPT - 04.67.13.60.24) aux heures d'ouverture des bureaux de Montpellier Méditerranée Métropole, du lundi au vendredi inclus sauf jours fériés et jours de fermetures exceptionnelles.

Le projet de création d'un périmètre délimité des abords de l'église Saint Jacques est présenté concomitamment à l'élaboration du PLU, conformément aux dispositions des articles R.621-93 du Code du Patrimoine et L.123-6 du Code de l'Environnement. La personne responsable du projet de création d'un périmètre délimité des abords est M. le Préfet de Région représenté par l'Architecte des Bâtiments de France. Le public pourra recueillir toutes informations utiles sur le projet de création de périmètre délimité des abords auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Occitanie, Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Hérault (tél. 04 67 02 32 36 ou 04 67 02 35 41).

ARTICLE 8 : A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête mis à sa disposition seront clos par le commissaire enquêteur. Ce dernier rencontrera, dans la huitaine, les responsables des projets et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse, en les invitant à produire, dans un délai de quinze jours, leur mémoire en réponse. Dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur adressera, au Président de Montpellier Méditerranée Métropole, le dossier d'enquête, les registres ainsi qu'un rapport unique et, dans un document séparé, ses conclusions motivées au titre de chacune des enquêtes publiques initialement requises. Le commissaire enquêteur transmettra simultanément une copie du rapport et de ses conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Montpellier. Montpellier Méditerranée Métropole adressera une copie du rapport et des conclusions motivées à la Direction Régionale des Affaires Culturelles.

Le rapport et les conclusions motivées seront tenus à la disposition du public au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à la Préfecture de l'Hérault ainsi qu'en mairie de Fabrègues, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux au public. Le rapport et les conclusions motivées seront également consultables sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : <http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>. L'ensemble de ces documents seront consultables pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

ARTICLE 9 : Un avis au public sera publié par les soins de Montpellier Méditerranée Métropole, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département de l'Hérault.

L'avis au public fera également l'objet d'une publication par voie d'affiches afin de lui assurer la plus large diffusion. Il sera affiché, quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci sur les lieux suivants :

1/ Collège Ray Charles- Avenue Gratien Saumade

- 2/ Groupe scolaire la Gardiole-intersection rue Georges Pompidou/Rue Viala
- 3/ Centre Culturel José Janson- intersection Avenue Georges Pompidou/rue Jean Marc Rouan
- 4/ Mairie -rue Paul Doumer
- 5/ Médiathèque-rue Paul Doumer
- 6/ Ecole les Cigales (parking)
- 7/ Secteur des Campanelles- avenue Charles de Gaulle
- 8/ Devant le marché couvert
- 9/ Jardin public avenue Pasteur
- 10/ Centre de loisirs rue Georges Pompidou

Il sera, en outre, mis en ligne sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/enquetes-publiques>) et de la Commune de Fabrègues (<http://www.ville-fabregues.fr>) quinze jours au moins avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté sera affiché sur les panneaux extérieurs d'affichage officiel de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Mairie de Fabrègues, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

ARTICLE 11 : Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication de tout ou partie du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête.

ARTICLE 12 : A l'issue de l'enquête publique, le projet de PLU et le projet de zonage pluvial intégré au document d'urbanisme de la commune de Fabrègues, éventuellement modifiés pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, seront soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour approbation. Complémentairement, le projet de périmètre délimité des abords sera soumis au Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole pour accord en vue de sa création par décision de l'autorité administrative conformément aux dispositions de l'article L.621-31 du Code du Patrimoine, et de son annexion au PLU de Fabrègues au titre des servitudes d'utilité publique conformément à l'article R.153-18 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 13 : M. le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, M. le Maire de Fabrègues et Mme le commissaire enquêteur, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 juil. 2019

Signé.

**Madame la Vice-Présidente déléguée
Chantal MARION**

Publiée le : 25/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-96319-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/07/19

Réception en Préfecture : 25/07/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Madame Stéphanie JANNIN
3ème Vice-Présidente déléguée au
Développement durable, à
l'Environnement et à la Biodiversité**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU la délibération du Conseil n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil n°14772 du 05 juillet 2017 relative à l'élection de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES en qualité de Première Vice-Présidente ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole ;
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services.

AR R E T E

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° MAR2019-0053 portant délégation de fonction à Madame Stéphanie JANNIN.

ARTICLE 2 : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- le Développement durable ;
- l'Environnement, incluant la protection et la mise en valeur des milieux naturels sensibles, la lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores ;
- la Biodiversité et la culture scientifique et technique, incluant l'établissement Planet Ocean Montpellier (Aquarium et Planétarium) ;
- le Plan Climat Air Energie Territorial ;
- la Réhabilitation thermique des copropriétés.

ARTICLE 3 : Dans le domaine de délégation défini à l'article 2, Madame Stéphanie JANNIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires,
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 25 000 € HT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie JANNIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Jackie GALABRUN-BOULBES.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie JANNIN et de Madame Jackie GALABRUN-BOULBES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 juil. 2019



Monsieur le Président
Philippe SAUREL

Publiée le : 17/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-95084-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/07/19

Réception en Préfecture : 17/07/19

Notifié le : 17/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Représentation de Monsieur le Président
Commission d'attribution
des logements Erilia
les 25 juillet, 27 août et 27 septembre 2019**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU l'article L441-2 du Code de la construction et de l'habitation ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° 12196 du 14 avril 2014 portant élection du Président ;
- VU la délibération du Conseil n° 14050 du 28 septembre 2016 relative à l'élection de Monsieur Jean-Pierre RICO en qualité de Vice-Président ;
- VU la convocation invitant Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à siéger au sein de la Commission d'attribution des logements Erilia à Pérols les 25 juillet, 25 août et 25 septembre 2019 ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est accordée à Monsieur Jean-Pierre RICO, Vice-Président de Montpellier Méditerranée Métropole, pour siéger et voter à la Commission d'attribution des logements et d'examen de l'occupation des logements Erilia qui se tiendra à Pérols les 25 juillet, 25 août et 25 septembre 2019.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

Montpellier, le 17 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 17/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-95102-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/07/19

Réception en Préfecture : 17/07/19

Notifié le : 17/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Administration des Ressources Humaines
Unité carrière/retraite portefeuille Métropole

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant désignation des
représentants des Commissions
Administratives Paritaires**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- **Vu** le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel du 26 décembre 2014 portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n° MAR2019-0132 du 11 avril 2019 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole,
- **Considérant** que Madame Lisette LESUEUR est dans l'impossibilité d'exercer le mandat de représentant du personnel suppléant (UNSA) relevant du groupe hiérarchique 3 à la CAP de catégorie B à la suite d'une radiation des effectifs de la collectivité pour mutation,
- **Considérant** que Madame Hélène BRANDO est le dernier candidat non élu de la même liste et du même groupe hiérarchique en application de l'article 6 du Décret n° 89-229 du 17 Avril 1989,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2019-0132 du 11 avril 2019 susvisé est abrogé.

ARTICLE 2 : Les Commissions Administratives Paritaires de Montpellier Méditerranée Métropole sont constituées comme suit :

Commission Administrative Paritaire – Catégorie A

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Régine ILLAIRE
Mme Rosy BUONO
Mme Eliane LLORET
M. Jérémie MALEK

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Guy BARRAL
M. Yvon PELLET
M. Abdi EL KANDOUSSI
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Mylène FOURCADE

Représentants du personnel

TITULAIRES

Groupe hiérarchique 6
M. Pierre BRICE (UNSA)
Mme Sarah COMMUNAL (UNSA)
Groupe hiérarchique 5
Mme Marianne TOQUE (CFDT)
Mme Aurélie PALHOL (FO)
M. Mohamed CHEBLI (UNSA)

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

Groupe hiérarchique 6
M. Marc APARICIO (UNSA)
Mme Diane DUSSEaux (UNSA)
Groupe hiérarchique 5
Mme Céline GAGLIANO (CFDT)
Mme Sabine BERGUA (FO)
Mme Catherine LANDEMAINE (UNSA)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie B

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL

Président de la Commission Administrative Paritaire

Mme Régine ILLAIRE

Mme Rosy BUONO

Mme Eliane LLORET

M. Jérémie MALEK

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

M. Abdi EL KANDOUSSI

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES

Mme Mylène FOURCADE

Représentants du personnel

TITULAIRES

Groupe hiérarchique 4

M. Laurent BERNARD (UNSA)

M. Stéphane BERTAUX (FO)

Mme Françoise TILLY (SUD CT)

Groupe hiérarchique 3

Mme Nadia MEGHRAOUI (UNSA)

M. Patrick SENDRA (UNSA)

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

Groupe hiérarchique 4

M. Armelle CABRERA (UNSA)

M. Gilles GUY (FO)

M. Patrick CORNELLES (SUD CT)

Groupe hiérarchique 3

Mme Carole GILBERT (UNSA)

Mme Hélène BRANDO (UNSA)

Commission Administrative Paritaire – Catégorie C

Représentants de l'administration

TITULAIRES

M. Philippe SAUREL
Président de la Commission Administrative Paritaire
Mme Régine ILLAIRE
M. Guy BARRAL
Mme Eliane LLORET
Mme Rosy BUONO
M. Abdi EL KANDOUSSI
M. Gérard CASTRE
M. Jean Luc COUSQUER

Représentants de l'administration :

SUPPLEANTS

M. Jérémie MALEK
M. Yvon PELLET
Mme Marie-Hélène SANTARELLI
Mme Jackie GALABRUN-BOULBES
Mme Mylène FOURCADE
Mme Patricia MIRALLES
M. Fabien ABERT
Mme Chantal MARION

Représentants du personnel

TITULAIRES

Groupe hiérarchique 2
M. Sauveur SPINA (UNSA)
Mme Edwige HERNANDEZ (FO)
M. Fabrice IRLES (CGT)
Mme Régine BARRY-VENTURE (SUD CT)
Mme Hanane ZIANI (UNSA)
Groupe hiérarchique 1
Mme Nafisa LOUNISSI (FO)
Mme Shirley BARBAUD (UNSA)
M. Ludovic ESTEVES (UNSA)

Représentants du personnel :

SUPPLEANTS

Groupe hiérarchique 2
M. Philippe MAURY (UNSA)
M. Denis SAVOYE (FO)
M. Vincent CHIRON (CGT)
Mme Salmia BELADAM (SUD CT)
M. Ichem MOGHEL (UNSA)
Groupe hiérarchique 1
M. Michaël PARENTINI (FO)
Mme Sabrina ALBERTELLI (UNSA)
M. Maxime LE GOUIC (UNSA)

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 22 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 22/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-95112-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/07/19

Réception en Préfecture : 22/07/19

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de fonctions
Intérim de direction
Direction de l'Action Territoriale**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- Considérant la vacance du poste du Directeur de l'Action Territoriale,
- Considérant que Monsieur Simon BIRR, Directeur adjoint de l'Action Territoriale, est absent du 15 juillet au 9 Août 2019 inclus ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Madame Marie-Laure BRETTE-CHEVET, Directrice de l'Aménagement et de la Gestion de l'Espace Public, reçoit par intérim, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la Direction de l'Action Territoriale et du 15 juillet au 9 Août 2019 :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de la direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de la direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes dont le montant est supérieur ou égal à 25 000 € HT.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 17 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 17/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-95449-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/07/19

Réception en Préfecture : 17/07/19

Notifié le : 17/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Proximité et Modernisation
de l'Action Publique (DPMAP)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique (DPMAP) est composé des directions suivantes :

- Direction du Secrétariat Général (SG)
- Direction des Ressources Informatiques (DRI)
- Direction de l'Organisation, Evaluation et Etudes (DOEE)

Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint en charge du Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courrier de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS DE VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction du Secrétariat Général est composée des services suivants :

- Assemblée
- Courrier

Madame Clémentine PAPA, directrice du Secrétariat Général, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions des registres des délibérations, des décisions et des arrêtés métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction:
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Laurent CHALVIDAN et à Madame Céline GAGLIANO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Clémentine PAPA, de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Céline GAGLIANO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clémentine PAPA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-1 : Monsieur Laurent CHALVIDAN, responsable du service Assemblée, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité à compter du 19 août 2019, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant ;
- Délégation de signature pour le paraphe et la cotation, la délivrance des expéditions des registres métropolitains et délégation pour la certification matérielle et conforme des actes, pièces et documents présentés à cet effet.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent CHALVIDAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent CHALVIDAN et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 2-2 : Madame Céline GAGLIANO, responsable du service Courrier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline GAGLIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Clémentine PAPA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline GAGLIANO et de Madame Clémentine PAPA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3 : La Direction des Ressources Informatiques est composée des services suivants :

- Etudes et Développement
- Exploitation et Relations aux utilisateurs

Monsieur Pierre BRICE, Directeur des Ressources Informatiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Pierre BRICE et de Monsieur Philippe GIPPET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BRICE, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Philippe GIPPET, directeur adjoint et responsable du service Etudes et Développement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe GIPPET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe GIPPET et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 3-2 : Le responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs (poste vacant), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Pierre BRICE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Exploitation et Relations aux utilisateurs et de Monsieur Pierre BRICE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction de l'Organisation, Evaluation et Etudes (DOEE) est composée de l'unité suivante :

- Contrôle de Gestion interne.

Monsieur Alexandre WEILL, directeur de de l'Organisation, Evaluation et Etudes, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Marie BRULE pour ce qui concerne son unité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alexandre WEILL et de Madame Marie BRULE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 4-1 : Madame Marie BRULE, responsable de l'unité Contrôle de Gestion interne, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement Madame Marie BRULE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alexandre WEILL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie BRULE et de Monsieur Alexandre WEILL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS DE VINCENT.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 29/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-95533-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/07/19

Réception en Préfecture : 29/07/19

Notifié le : 29/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Culture et Sports (DCS)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport est composé des entités suivantes :

- Direction Culture et Patrimoine,
- Pôle Sports et Jeunesse, composé de la Direction des Sports.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction Culture et Patrimoine (DCP) est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives
- Administration
- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire (comprenant le Musée Fabre)
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives
- Maîtrise d'ouvrage

- Patrimoine et Archéologie
- Médiathèques et Livre- Mission Livre
- Coordination de l'enseignement artistique initial
- Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAUQUIER, Madame Claire AEBERHARDT, Monsieur Julien PRADE, Monsieur Michel HILAIRE, Madame Sophie MENANTEAU, Monsieur William MEALIER, Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Monsieur Patrick POUGET et Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, de Madame Claire AEBERHARDT, de Monsieur Julien PRADE, de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Sophie MENANTEAU, de Monsieur William MEALIER, de Madame Diane DUSSEAUX, de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, de Monsieur Patrick POUGET et de Madame Patricia REEB, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Madame Claire AEBERHARDT, responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claire AEBERHARDT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Claire AEBERHARDT et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5-1 : Monsieur Michel HILAIRE, directeur du Musée Fabre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Michel HILAIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Félicie BOUCHE, administratrice générale du Musée Fabre.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE et de Madame Félicie BOUCHE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Michel HILAIRE, de Madame Félicie BOUCHE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-7 : Monsieur William MEALIER, responsable du service Maîtrise d'Ouvrage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William MEALIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur William MEALIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-8 : Madame Diane DUSSEAUX, responsable du service Patrimoine et Archéologie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Diane DUSSEAUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe REITZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX et Monsieur Philippe REITZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Diane DUSSEAUX, Monsieur Philippe REITZ et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9 : Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, responsable du service Médiathèques et Livre – Mission Livre, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie ROBERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN et Madame Sylvie ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Valérie SERRE-RAUZET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT et Madame Valérie SERRE-RAUZET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Marion LORIUS.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET et Madame Marion LORIUS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoît FLAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS et Monsieur Benoît FLAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Gilles GUDIN de VALLERIN, Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Benoît FLAUD et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-9-1 : Pour les médiathèques, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- pour la médiathèque centrale Emile Zola, Madame Valérie SERRE-RAUZET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Françoise LACAN
- pour la médiathèque Federico Fellini, Monsieur Arnaud BELBEOC'H. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Shéhérazade COLRAT
- pour la médiathèque Victor Hugo, Madame Sara LENGLET. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Chantal RICCI
- pour la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, Madame Marianne TOQUE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Corinne CROS
- pour la médiathèque Federico Garcia Lorca, Madame Nathalie HOUDE. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Marie-Claire VIE
- pour la médiathèque William Shakespeare, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Perrine MOURIES
- pour la médiathèque La Gare, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie AOUIOUA
- pour la médiathèque Jean de la Fontaine, Monsieur Christophe VIGNERON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROLS
- pour la médiathèque Françoise Giroud, Madame Nathalie BOISSON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie JOURDAN

- pour la médiathèque Aimé Césaire, Madame Florence SIRO-LUSSAGNET. En cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Latifa AKAM
- pour la médiathèque Albert Camus, Madame Catherine SIMON. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Jessica GROSPIRON
- pour la médiathèque George Sand, Madame Roselyne MONTEL. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Karine RODRIGUEZ
- pour la médiathèque Jean Giono, Madame Sylvie DROUX. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sandra CHABROL ;
- pour la bibliothèque Paul Langevin, Madame Isabelle GASSENG. En cas d'absence ou d'empêchement de cette dernière, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Madame Sylvie ROBERT

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Gilles GUDIN DE VALLERIN, à défaut, à Madame Sylvie ROBERT, Madame Valérie SERRE-RAUZET, Madame Marion LORIUS, Monsieur Benoît FLAUD.

ARTICLE 2-10 : Monsieur Patrick POUGET, responsable du service Coordination de l'Enseignement artistique initial, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick POUGET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Nathalie GANDREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET et Madame Nathalie GANDREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick POUGET, Madame Nathalie GANDREAU et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-11 : Madame Patricia REEB, responsable du service Coordination de la Biodiversité et de la Culture scientifique et technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia REEB, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence MOUSSET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB et Madame Florence MOUSSET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia REEB, Madame Florence MOUSSET et Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La Direction des Sports (DS) est composée des services suivants :

- Travaux et Maintenance
- Ressources
- Réseau des piscines

Monsieur Thierry GUITTET, directeur des Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 25 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Joseph GUISIANO, Monsieur Mathieu FONTENEAU et Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christel CELIE, de Monsieur Thierry GUITTET, de Monsieur Joseph GUISIANO, de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Laurent VIOLEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thierry GUITTET et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Monsieur Joseph GUISIANO, responsable du service Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joseph GUISIANO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Joseph GUISIANO, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Monsieur Mathieu FONTENEAU, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Mathieu FONTENEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Laurent VIOLEAU, responsable du service Réseau des piscines, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Laurent VIOLEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Thierry GUITTET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Laurent VIOLEAU, de Madame Christel CELIE et de Monsieur Thierry GUITTET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-4 : Pour les équipements sportifs, reçoivent sous ma surveillance et ma responsabilité, délégation à effet de signer tous documents nécessaires pour déposer plainte au nom de Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir réparation de tout éventuel préjudice subi :

- Monsieur Frédéric MICHOLET, pour la piscine olympique d'Antigone
- Monsieur Pascal CAPRON et en son absence Madame Laetitia MELLET, pour le centre nautique Neptune
- Monsieur Christophe MARTIN, pour la piscine Héraclès
- Monsieur Frédéric SZABO, pour la piscine Amphitrite
- Monsieur Emeric FOURNIER, pour la piscine Jany
- Monsieur David JACQUET et en son absence Monsieur Marc PARIS, pour les piscines Pitot et Caron
- Monsieur Gwenaél LE HENAFF, pour la piscine Nakache
- Madame Laurence DOLADILLE, pour la piscine Marcel Spilliaert
- Madame Florence PONTHER, pour la piscine Berlioux
- Monsieur Stéphane HEBRARD, pour la piscine Taris
- Monsieur Malik SIBELKHIR, pour la piscine Vivès
- Monsieur Philippe RIMELE, pour la piscine les Néréides
- Monsieur Majid KENTHOUS, pour la piscine Poséidon
- Monsieur Jean-Pierre BLANCHET, pour le stade de la Mosson, le stade Yves du Manoir, le stade Jules Rimet et la base de la Valette
- Monsieur Jérôme DE JESUS, pour le palais des sports Bougnol

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Laurent VIOLEAU et, à défaut, à Monsieur Mathieu FONTENEAU pour le réseau des piscines.

En cas d'absence ou d'empêchement des personnes ci-dessus concernant les stades (Mosson, Rimet, Yves du Manoir) et la base de la Valette, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Thierry BOUSQUET et, à défaut, à Monsieur Joseph GUISIANO.

Pour le palais des sports Bougnol, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme DEJESUS, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Madame Estelle SERRE et, à défaut, à Monsieur Jocelyn COLOU.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 29/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-95535-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/07/19

Réception en Préfecture : 29/07/19

Notifié le : 29/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Département Administration
Générale et Finances (DAGF)
Intérim de Mme Juliette BEREGL,
Directrice générale adjointe
du 5 au 23 août 2019 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 211-9 ;
- VU la délibération du Conseil n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président ;
- VU l'arrêté de délégation du Département Administration Générale et Finances ;
- **CONSIDÉRANT** l'absence de Madame Juliette BEREGL, Directrice Générale Adjointe en charge du Département Administration Générale et Finances, du 5 au 23 août 2019 inclus ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : En l'absence de Madame Juliette BEREGL, du 5 au 9 août 2019 inclus, les délégations de signature dont elle est attributaire sont accordées à Madame Laurence BONNET.

ARTICLE 2 : En l'absence de Madame Juliette BEREGL, du 12 au 16 août 2019 inclus, les délégations de signature dont elle est attributaire sont accordées à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

ARTICLE 3 : En l'absence de Madame Juliette BEREGL, du 19 au 23 août 2019 inclus, les délégations de signature dont elle est attributaire sont accordées à Madame Sarah COMMUNAL.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 29/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-96172-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/07/19

Réception en Préfecture : 29/07/19

Notifié le : 29/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
le 4 août 2019 - Abroge et remplace
l'article 3 de l'arrêté n° MAR2019-0179**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de M. Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à M. Christian FINA, Directeur général des services ;
- VU l'arrêté du Président n°MAR2019-0179 du 4 juillet 2019 portant délégation de signature relative à l'intérim du Directeur Général des Services,
- **CONSIDERANT** que M. Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent le 4 août 2019 et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

ARRETE

ARTICLE 1 : L'article 3 de l'arrêté MAR2019-0179 du 4 juillet 2019 est abrogé.

ARTICLE 2 : En l'absence de M. Christian FINA, du 29 juillet au 3 août 2019, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à Mme Juliette BEREGI.

ARTICLE 3 : En l'absence de M. Christian FINA, le 4 août 2019, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole

et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 29/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-96590-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/07/19

Réception en Préfecture : 29/07/19

Notifié le : 29/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3 - SOMMAIRE
2 - ARRETES INDIVIDUELS JUILLET 2019

N°ARRETES	TITRES	PAGES
MAI2019-0079	MAINLEVÉE des arrêtés de péril ordinaire n° MAR2019-0136 et de péril imminent n°MAR2018-034 Commune de Montpellier Immeuble sis 56 rue de l'Aiguillerie - Parcelle HO 14	619



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE des arrêtés
de péril ordinaire n° MAR2019-0136
et de péril imminent n°MAR2018-034
Commune de Montpellier
Immeuble sis 56 rue de l'Aiguillerie -
Parcelle HO 14**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10.
- VU la délibération du Conseil n°12196 en date du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par Monsieur Christian SALVADOR, expert désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Montpellier, en date du 12 décembre 2018, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à MAB PLANCHON IMMOBILIER demeurant 12 rue Maguelone (34000), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée HO 14, sis 56 rue de l'aiguillerie ;

- VU le rapport dressé par Monsieur Renaud GAVACH PEPIN, architecte du patrimoine, attestant de la conformité des travaux réalisés ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Sur la base du rapport de Monsieur Renaud GAVACH PEPIN, architecte du patrimoine, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté de péril ordinaire n° MAR2019-0136 pris le 3 avril 2019, et de l'arrêté de péril imminent n° MAR2018-034 pris le 19 décembre 2018, pour l'immeuble sis 56 rue de l'aiguillerie (parcelle HO 14) dont le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété MAB PLANCHON IMMOBILIER, demeurant 12 rue Maguelone (34000).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au syndic de copropriété.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations familiales.

Montpellier, le 10 juil. 2019



**Monsieur le Président
Philippe SAUREL**

Publiée le : 11/07/19

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190101-93927-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 11/07/19

Réception en Préfecture : 11/07/19

Notifié le : 11/07/19

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.